



Nations Unies

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

**Deuxième à vingtième rapports
sur le projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 2010-2011 et
vingt et unième à vingt-quatrième
rapports sur le budget-programme
de l'exercice biennal 2010-2011**

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-quatrième session

Supplément n° 7A (A/64/7/Add.1-23)

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-quatrième session
Supplément n° 7A (A/64/7/Add.1-23)

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

**Deuxième à vingtième rapports sur le projet de
budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011
et vingt et unième à vingt-quatrième rapports sur
le budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011**



Nations Unies • New York, 2012

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

		Page
Abréviations		v
<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	
	[Le premier rapport a été publié en tant que <i>Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 7 (A/64/7).</i>]	
A/64/7/Add.1	<i>Deuxième rapport.</i> Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2009	1
A/64/7/Add.2	<i>Troisième rapport.</i> Incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport de 2009	2
A/64/7/Add.3	<i>Quatrième rapport.</i> Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses dixième et onzième sessions	5
A/64/7/Add.4	<i>Cinquième rapport.</i> Charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et mode de financement proposé	13
A/64/7/Add.5	<i>Sixième rapport.</i> Plan-cadre d'équipement	24
A/64/7/Add.6	<i>Septième rapport.</i> Budget de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	53
A/64/7/Add.7	<i>Huitième rapport.</i> Demande de subvention pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement présentée suivant les recommandations de son Conseil d'administration concernant le programme de travail de l'Institut pour 2010-2011	63
A/64/7/Add.8	<i>Neuvième rapport.</i> Prévisions révisées au titre des chapitres 2, 17, 18, 20, 21, 27, 28C à 28G, 29 et 36 concernant la continuité des opérations	65
A/64/7/Add.9	<i>Dixième rapport.</i> Technologies de l'information et des communications.....	75
A/64/7/Add.10	<i>Onzième rapport.</i> Chapitre 13 (Centre du commerce international CNUCED/OMC)	119
A/64/7/Add.11	<i>Douzième rapport.</i> Chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) et chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien).....	125
A/64/7/Add.12	<i>Treizième rapport.</i> Construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et à l'Office des Nations Unies à Nairobi	128
A/64/7/Add.13	<i>Quatorzième rapport.</i> Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité	131

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Page</i>
A/64/7/Add.14	<i>Quinzième rapport.</i> Situation des droits de l'homme au Myanmar – Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/64/L.36	196
A/64/7/Add.15	<i>Seizième rapport.</i> Renforcement et uniformisation du système de gestion de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies : système normalisé de contrôle des accès	198
A/64/7/Add.16	<i>Dix-septième rapport.</i> Chapitre 34 (Sûreté et sécurité).....	207
A/64/7/Add.17	<i>Dix-huitième rapport.</i> Institutionnalisation de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme – Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/64/L.27	235
A/64/7/Add.18	<i>Dix-neuvième rapport.</i> Latitude budgétaire relative du Secrétaire général.....	236
A/64/7/Add.19	<i>Vingtième rapport.</i> Prévisions révisées : incidence des variations des taux de change et d'inflation.....	239
A/64/7/Add.20	<i>Vingt et unième rapport.</i> Conditions d'emploi des juges <i>ad litem</i> du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda	241
A/64/7/Add.21	<i>Vingt-deuxième rapport.</i> Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité.....	246
A/64/7/Add.22	<i>Vingt-troisième rapport.</i> Prévisions révisées au titre des chapitres 28C, 28D et 36 et afférentes au Groupe de préparation et de soutien en cas de crise.....	250
A/64/7/Add.23	<i>Vingt-quatrième rapport.</i> Prévisions révisées concernant le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit	255

Abréviations

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BANUGBIS	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
BINUB	Bureau intégré des Nations Unies au Burundi
BINUCA	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
BINUCSIL	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone
BINUGBIS	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
BINUSIL	Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
BONUCA	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MINUNEP	Mission des Nations Unies au Népal
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUST	Organisation des Nations Unies pour la surveillance de la trêve
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNFCU	United Nations Federal Credit Union
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNIDIR	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNOWA	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest
UNPOS	Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie

Document A/64/7/Add.1

Deuxième rapport

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2009

[Original : anglais]

[6 octobre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2009 (A/64/344). Au cours de cet examen, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont communiqué des renseignements supplémentaires.

2. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général, les dépenses supplémentaires rendues nécessaires par les résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de fond de 2009 se montent à 19 100 dollars des États-Unis au titre du budget ordinaire, somme qui pourrait être intégralement couverte par les crédits ouverts dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009. Les 167 800 dollars requis pour l'exercice biennal 2010-2011 seraient de leur côté dégagés sur les montants déjà inscrits dans le projet de budget-programme pour cet exercice. Ainsi qu'il est noté au paragraphe 25 du rapport, des ressources extrabudgétaires supplémentaires seraient recherchées pour financer l'exécution d'un certain nombre d'activités.

3. Les ressources requises par suite de l'adoption de la décision 2009/251 du Conseil, en date du 30 juillet 2009, se rapportent à : a) la création d'un groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé de la question de l'amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; et b) la tenue chaque année à partir de 2010 de la reprise de la session de la Commission des stupéfiants et de celle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

4. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 13 et à l'annexe du rapport du Secrétaire général, un montant de 19 100 dollars serait nécessaire au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009, par suite de l'adoption de la décision 2009/251 du Conseil. Ce supplément de ressources permettrait d'assurer des services de conférence au groupe de travail, à raison de deux réunions d'une journée au total en 2009, avec interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

5. Pour l'exercice biennal 2010-2011, l'adoption de la décision 2009/251 du Conseil exigerait l'inscription d'un montant de 125 600 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du projet de budget-programme pour assurer des services de conférence au groupe de travail, à raison de quatre réunions de deux jours au total, avec interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation, et un autre de 30 000 dollars au chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) pour les frais de voyage des représentants aux reprises de session.

6. À propos de la résolution 2009/4 du Conseil, en date du 23 juillet 2009, par laquelle celui-ci a prorogé le mandat du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti jusqu'à sa session de fond de juillet 2010, il faudrait inscrire un montant estimé à 12 200 dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, en vue de financer une mission de consultation en Haïti en avril 2010, ce montant couvrant les frais de voyage, l'indemnité journalière de subsistance et les faux frais au départ et à l'arrivée de quatre membres du Groupe consultatif ainsi que les services d'appui nécessaires à Port-au-Prince.

7. Le Comité consultatif ne voit pas d'inconvénient à la ligne de conduite envisagée par le Secrétaire général aux paragraphes 26 et 27 de son rapport.

Document A/64/7/Add.2

Troisième rapport

Incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport de 2009

[Original : anglais]
[9 octobre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/64/358) sur les incidences administratives et financières pour l'exercice biennal 2010-2011 des décisions et recommandations concernant le régime commun que la Commission de la fonction publique internationale a formulées dans son rapport de 2009 (A/64/30 et Corr.1 et 2).

2. Comme de coutume, le Comité consultatif s'en est tenu à l'examen des incidences administratives et financières des recommandations formulées dans le rapport de la Commission qui étaient visées dans l'état présenté à l'Assemblée générale par le Secrétaire général. Il n'a pas fait d'observations au sujet des recommandations elles-mêmes ou de leur motivation.

3. Ainsi qu'il est indiqué dans l'état présenté par le Secrétaire général, le rapport de la Commission de la fonction publique internationale de 2009 comprend des décisions et recommandations concrètes ayant des incidences financières sur le projet de budget-programme de l'Organisation des Nations Unies et les projets de budget pour l'exercice biennal 2010-2011 des Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie, qui portent sur les questions suivantes :

a) Conditions d'emploi des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée : institution d'une prime de départ destinée aux titulaires d'engagements de durée déterminée qui quittent l'Organisation à l'expiration de leur contrat après 10 années ou plus de service continu, dans les organisations qui ont adopté et appliquent le nouveau régime des engagements, qui a été défini par la Commission de la fonction publique internationale dans son rapport de 2005 (A/60/30 et Corr.1);

b) Conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur : barème des traitements de base minima.

II. Conditions d'emploi des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée

4. À l'alinéa b du paragraphe 59 de son rapport de 2009, la Commission a recommandé à l'Assemblée générale d'instituer une indemnité de départ qui serait versée aux titulaires d'engagements de durée déterminée qui quittent l'Organisation à l'expiration de leur contrat après 10 années ou plus de service continu, et ce, dans les organisations qui ont adopté et appliquent le nouveau régime des engagements que la Commission a défini dans son rapport de 2005 (ibid.), sous réserve des conditions et du barème établis à l'annexe III de son rapport de 2009 (A/64/30 et Corr.1 et 2). Il ressort du paragraphe 2 de l'état présenté par le Secrétaire général (A/64/358) que la Commission a estimé que le coût de cette indemnisation serait inférieur aux montants que représenteraient des prestations de départ volontaire. **Le Comité consultatif ne voit pas bien**

pourquoi la comparaison est faite entre les versements qui relèveraient d'un programme de départs négociés et les dépenses que pourraient entraîner le versement d'une prime de départ à l'expiration des contrats.

5. Le Secrétaire général fait observer que, conformément aux dispositions de la résolution 63/250 de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2008, la Commission a insisté sur le fait que la prime de départ était conçue uniquement comme une indemnité pour perte d'emploi destinée à aider les intéressés pendant qu'ils recherchaient un nouvel emploi et que le versement d'une telle prestation ne devait pas être interprété comme autorisant, juridiquement ou autrement, les titulaires d'engagements de durée déterminée à escompter un renouvellement de leur contrat ou sa conversion en engagement continu. Ceci devait en outre transparaître clairement dans l'intitulé de la prime, « prime de départ », qui serait versée aux fonctionnaires remplissant les conditions requises en tant que prestation distincte de l'indemnité de licenciement. Les conditions d'octroi de la prime de départ sont énoncées à l'annexe III du rapport de la Commission de 2009 (A/64/30 et Corr.1 et 2).

6. La Commission a estimé que le coût d'ensemble de la prime de départ – à l'Organisation et dans les autres organisations appliquant le régime commun – serait de 4,6 millions de dollars des États-Unis par an. L'incidence financière sur le projet de budget-programme de l'Organisation, le projet de budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda et le projet de budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2010-2011 serait de 2 100 000 dollars, 214 200 dollars et 30 700 dollars, respectivement.

7. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a appris que le montant total de 4,6 millions de dollars avait été calculé sur la base du nombre effectif de cessations de service intervenues pendant la période 2006-2007 qui auraient donné lieu au versement d'une prime de départ, compte tenu des données collectées auprès des organisations du système. On avait retenu l'hypothèse que tout exercice biennal connaîtrait le même nombre de départs. La Commission a appliqué le barème proposé (ibid., annexe III) aux cas de fonctionnaires répondant aux conditions requises, c'est-à-dire ceux dont le contrat n'avait pas été renouvelé après 10 années ou plus de service continu. Les calculs ont été effectués en tenant compte des barèmes des traitements applicables au 1^{er} janvier 2009 pour les administrateurs et au 1^{er} juin 2009 pour les agents des services généraux. Le traitement retenu dans chaque cas correspondait à la classe du fonctionnaire et au lieu d'affectation où celui-ci était en poste au moment de quitter l'Organisation. Le Comité a été informé en outre que dans les quelques cas où les organisations n'avaient pas fourni de données complètes sur les départs il avait été procédé à des approximations. Lorsque les données sur la classe et le lieu d'affectation au moment du départ n'étaient pas disponibles, la Commission a utilisé des traitements moyens pondérés aussi bien pour les administrateurs que pour les agents des services généraux, en se fondant sur les statistiques de 2008 relatives au personnel communiquées par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.

8. Le Comité consultatif a également appris que la Commission recommandait l'institution de la prime de départ aux organisations appliquant le régime commun des Nations Unies qui avaient adopté le nouveau régime des arrangements contractuels. Son estimation suppose donc que toutes les organisations ont adopté ces arrangements, alors que dans la réalité il est probable qu'elles ne le feront pas toutes en même temps. Certaines organisations auront probablement besoin de plus de temps pour mettre en place le nouveau régime.

III. Conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

9. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 6 de l'état présenté par le Secrétaire général (A/64/358), les traitements nets dans l'administration fédérale des États-Unis à Washington (district de Columbia) ont augmenté de 2,9 % le 1^{er} janvier 2009 (mouvement cumulé). En outre, en 2009, des modifications ont été apportées à la législation fédérale relative à l'impôt sur le revenu, mais le

Maryland, la Virginie et le district de Columbia n'ont pas modifié leur législation fiscale. Le relèvement du montant brut des traitements joint aux modifications du régime fiscal a fait que le traitement d'un fonctionnaire de l'administration fédérale des États-Unis dans la classe de référence (GS-13/GS-14) a progressé en 2009 par rapport à 2008 de sorte qu'il est, en 2009, supérieur de 3,04 % au traitement net d'un fonctionnaire de l'Organisation de la classe P-4 (échelon VI). Conformément aux procédures approuvées et à la pratique, cette augmentation appelle un relèvement de 3,04 % au 1^{er} janvier 2010 du barème des traitements des administrateurs dans les organisations appliquant le régime commun. L'augmentation du barème des traitements de base minima se ferait en appliquant la méthode habituelle qui consiste à incorporer au traitement de base net un montant correspondant à des points d'ajustement, de manière qu'il n'y ait ni gain ni perte.

10. Le Secrétaire général indique au paragraphe 7 que le montant annuel des incidences financières de cet ajustement pour l'Organisation et les autres organisations appliquant le régime commun serait de 1 446 000 dollars environ. Il estime que les incidences financières sur le projet de budget-programme de l'Organisation, le projet de budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda et le projet de budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2010-2011 se monteraient à 493 600 dollars, 66 500 dollars et 81 900 dollars, respectivement.

11. Le Comité consultatif relève que l'ajustement proposé du barème des traitements de base minima pour les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur influencerait sur les coûts relatifs à la prime de départ susmentionnée, ainsi que sur d'autres versements directement liés au barème des traitements de base minima.

IV. Conclusion

12. Comme il ressort de l'état présenté par le Secrétaire général (ibid.), les incidences financières sur le projet de budget-programme de l'Organisation, le projet de budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda et le projet de budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2010-2011 résultant des recommandations et décisions de la Commission de la fonction publique internationale (prime de départ à l'intention des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée et versements à la cessation de service pour les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur) sont estimées à 2 593 600 dollars, 280 700 dollars et 112 600 dollars, respectivement. Leur montant sera pris en compte dans l'actualisation des coûts qui sera effectuée pour déterminer le montant des crédits à inscrire aux projets de budget pour l'exercice biennal 2010-2011, qui seront soumis à l'Assemblée générale en décembre 2009.

13. **Le Comité consultatif n'a pas d'objection à ce que, comme le propose le Secrétaire général, le montant des versements à la cessation de service pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur soient pris en compte dans l'actualisation des coûts qui sera effectuée aux fins de déterminer le montant des crédits à inscrire aux projets de budget pour l'exercice biennal 2010-2011.**

14. En ce qui concerne l'indemnité de départ, le Comité consultatif relève que les estimations, établies sur les tendances passées, sont susceptibles d'être ajustées du fait que le nouveau régime des engagements prévoit de convertir les nominations pour une durée limitée en engagements de durée déterminée. Leur montant sera également fonction du nombre effectif des contrats de durée déterminée qui auront été convertis en engagements continus dans le cadre des nouveaux arrangements. Qui plus est, le relèvement proposé du barème des traitements de base minima pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (voir par. 9 à 11 du présent document) aura également des effets sur le montant des ressources à prévoir.

Document A/64/7/Add.3

Quatrième rapport

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses dixième et onzième sessions

[Original : anglais]

[21 octobre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses dixième et onzième sessions, tenues en 2009 (A/64/353). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.
2. La présentation du rapport du Secrétaire général est conforme à la procédure approuvée par l'Assemblée générale dans la section V de sa résolution 63/263 du 24 décembre 2008, où elle a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité consultatif (voir A/63/629, par. 10) concernant l'utilité de lui présenter tous les ans, selon la proposition du Secrétaire général, un état des modifications à apporter aux prévisions pour tenir compte des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme (voir A/63/541).
3. Le Conseil a adopté, à ses dixième et onzième sessions, plusieurs résolutions et une décision nécessitant des crédits qui dépassent l'enveloppe budgétaire approuvée pour l'exercice biennal 2008-2009 et celle demandée au départ dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Les composantes des montants de 1 452 900 et 3 800 100 dollars des États-Unis se rapportant respectivement aux résolutions et décisions des dixième et onzième sessions sont récapitulées à l'annexe du rapport du Secrétaire général, à la section II duquel on trouve des renseignements détaillés sur les ressources rendues nécessaires par chaque résolution ou décision.
4. D'autre part, vu la date de présentation prévue du rapport annuel, les crédits rendus nécessaires par les résolutions et décisions de la douzième session du Conseil, qui s'est tenue du 14 septembre au 2 octobre 2009, seront présentés dans le prochain rapport annuel et examinés à ce moment-là.
5. Comme le Secrétaire général l'indique dans son rapport, bien que le Conseil ait tenu trois sessions extraordinaires (les neuvième, dixième et onzième) en 2009, seule la neuvième a créé des besoins en ressources supplémentaires. Aux fins de l'examen de cette question, le Comité consultatif était saisi du rapport du Secrétaire général sur les crédits rendus nécessaires par la résolution S-9/1 du Conseil des droits de l'homme, en date du 12 janvier 2009 (A/63/853). Il y est indiqué que, bien qu'aucun crédit n'a été ouvert aux chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 23 (Droits de l'homme) du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 pour financer les activités supplémentaires visées aux paragraphes 11, 12, 14 et 15 de la résolution en question, on prévoit qu'un montant total net de 1 821 500 dollars sera nécessaire dont 650 600 dollars prélevés sur les ressources extrabudgétaires et 266 900 dollars financés au moyen des crédits déjà ouverts aux chapitres 2 (49 400 dollars) et 23 (217 500 dollars) du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009. Le restant du montant net prévu, soit 904 000 dollars, est donc celui des dépenses supplémentaires qu'il faudrait approuver au titre du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009. Le Comité a appris que, depuis la publication du rapport du Secrétaire général, on s'était aperçu que cette somme pouvait être financée au moyen de crédits déjà ouverts dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009, et qu'il n'était donc pas nécessaire d'ouvrir un crédit additionnel. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver l'engagement des ressources supplémentaires nécessaires à l'application de la résolution S-9/1, adoptée par le Conseil des droits de l'homme à sa neuvième session**

extraordinaire, dont le financement serait prélevé sur les crédits ouverts au budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009.

6. Pour en revenir aux prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses dixième et onzième sessions, le Secrétaire général indique que des activités « à caractère permanent » sont déjà prévues au budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 et dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Il faudrait 824 700 dollars (avant réévaluation des coûts) pour financer les activités de ce type à entreprendre en application des résolutions 10/16, 10/27, 10/32, 11/10 et 11/12, dont le financement est déjà prévu dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (voir A/64/353, par. 4).

7. Il est fait état de besoins de financement supplémentaires créés par des textes portant création de mandats (résolutions 10/11, 10/23, 10/33, 11/1 à 11/4, 11/8 et 11/9 et décision 11/117), pour lesquels rien n'était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 ni dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Les besoins de financement supplémentaires s'élèvent à 1 884 500 dollars pour l'exercice biennal 2008-2009 et 2 834 300 dollars pour l'exercice biennal 2010-2011 (avant réévaluation des coûts). À sa demande, le Comité consultatif a reçu un tableau analogue à celui qui figure dans le rapport du Secrétaire général, où la distinction entre les ressources destinées à des activités à caractère permanent, d'une part, et celles destinées aux nouveaux mandats, de l'autre, est encore plus poussée (voir l'annexe du présent document). **De l'avis du Comité consultatif, les données devraient dorénavant être présentées de cette façon.**

8. Le Secrétaire général propose qu'un montant de 1 884 500 dollars soit absorbé par les crédits ouverts au budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 et que cela soit indiqué dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget. Quant au montant total (3 659 000 dollars) des ressources dont on prévoit d'avoir besoin au cours de l'exercice biennal 2010-2011, vu qu'on a déjà prévu, dans le projet de budget, un montant de 824 700 dollars pour les activités à caractère permanent, le Secrétaire général propose que le solde, soit 2 834 300 dollars, soit financé au moyen des montants déjà prévus dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Aucun crédit supplémentaire ne serait donc nécessaire.

9. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses dixième et onzième sessions (A/64/353).

10. À propos de la décision 11/117 du Conseil des droits de l'homme, en date du 18 juin 2009, relative à la publication des rapports du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général indique que les sommes nécessaires au cours de l'exercice biennal 2008-2009 pour la traduction de rapports en application de cette décision, estimées à 1 439 800 dollars, peuvent être financées au moyen de l'enveloppe globale approuvée au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences). Quant aux dépenses à prévoir pour l'exercice biennal 2010-2011, d'un montant de 4 378 900 dollars, il indique qu'il a fait, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, des propositions précises concernant le renforcement des capacités des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Genève afin de faire face à l'accroissement de la demande liée aux activités du Conseil des droits de l'homme et de mécanismes connexes (ibid., par. 31 à 34).

11. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, le Comité consultatif a abordé la question du service des organes qui s'occupent des questions relatives aux droits de l'homme et fait des recommandations sur les ressources demandées par le Secrétaire général pour les services de conférence de Genève (voir A/64/7, par. I.84 à I.89). Il s'est aussi penché, dans son rapport sur le plan des conférences (A/64/484, par. 16 à 19), sur la gestion des documents concernant le Conseil des droits de l'homme. **Tout en pensant que le Secrétaire général a raison de proposer de transférer 12 postes de New York**

à Genève et d'accroître le montant prévu pour l'emploi de personnel temporaire pour les réunions, le Comité consultatif rappelle qu'il s'est déjà interrogé sur la suffisance de la capacité supplémentaire proposée. Aussi a-t-il recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de suivre la situation de près et de lui signaler tout élément nouveau pouvant avoir des incidences financières.

12. D'autre part, le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 63/284 du 30 juin 2009, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de charger le Bureau des services de contrôle interne d'examiner ce qui a conduit à ce que les services de conférence mis à la disposition du Conseil des droits de l'homme en 2009 aient été insuffisants; cela devrait permettre de mieux comprendre ce qui est advenu. **Le Comité consultatif déclare à nouveau qu'il compte que cet examen de la question soit effectué sans délai et que la recommandation qui en découlera soit présentée à l'Assemblée, pour action, dans le délai prescrit (voir A/64/7, par. L88).**

13. En outre, le Comité consultatif a appris que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences du Secrétariat prévoyait de présenter à l'Assemblée générale un rapport réunissant toutes les directives relatives à la documentation et aux limites fixées quant aux nombres de mots et de pages, fixant le nombre de mots par page et le nombre de pages par document, et cela pour tous les documents, qu'ils soient soumis directement au Secrétariat ou soumis par le Secrétariat au nom d'un organe intergouvernemental. Le Comité rappelle également que l'Assemblée a décidé, au paragraphe 16 de sa résolution 60/251 du 15 mars 2006, qu'il conviendrait que le Conseil des droits de l'homme réexamine ses activités et son fonctionnement cinq ans après sa création et lui en rende compte. D'autre part, le Comité a appris que, au paragraphe 5 de sa résolution 12/1, adoptée le 1^{er} octobre 2009 à la trentième séance de sa douzième session, le Conseil avait prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quinzième session un rapport sur les dispositions à prendre pour améliorer les services de conférence et de secrétariat qui lui sont assurés.

Annexe

État récapitulatif des incidences financières des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses dixième et onzième sessions, tant en ce qui concerne les activités à caractère permanent que les activités nouvelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

			2008-2009			2010-2011			
			Montant nécessaire par exercice biennal	Montant inscrit au budget- programme	Montant à imputer sur les crédits ouverts	Montant à imputer sur les crédits proposés (avant actualisation des coûts)	Activités nouvelles	Activités à caractère permanent	
Résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme	Chapitre du budget								Paragraphe pertinent de la résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme
10/11 L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination	2	112,2	—	—	112,2	112,2	—		Le Conseil a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à apporter son soutien au Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en vue de la tenue de consultations gouvernementales régionales sur cette question, conformément au paragraphe 15 de la résolution 62/145 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2007, les trois restantes devant se tenir d'ici à la fin de 2010, en ayant à l'esprit que ce processus pourrait aboutir à la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une table ronde de haut niveau d'États, qui examinerait la question fondamentale du rôle de l'État en tant que détenteur du monopole de l'usage de la force, l'objectif étant de faciliter une compréhension critique des responsabilités des différents acteurs, y compris les sociétés privées prestataires de services à caractère militaire et de sécurité, dans le contexte actuel, et de leurs obligations respectives en matière de protection et de promotion des droits de l'homme, et de parvenir à une position commune concernant les règlements et mécanismes de contrôle supplémentaires qui s'imposent au niveau international (par. 16).
	23	204,4	—	—	204,4	204,4	—		
10/16 Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	23	116,8	—	—	116,8	—	116,8		Le Conseil a décidé de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée conformément à la résolution 7/15 du Conseil, en date du 27 mars 2008 (par. 3).

		2008-2009			2010-2011				
Résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme	Chapitre du budget	Montant nécessaire par exercice biennal	Montant inscrit au budget-programme	Montant à imputer sur les crédits ouverts	Montant à imputer sur les crédits proposés (avant actualisation des coûts)	Activités nouvelles	Activités à caractère permanent	Paragraphe pertinent de la résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme	
10/23	Expert indépendant dans le domaine des droits culturels	2	108,6	–	–	108,6	108,6	–	Le Conseil a décidé d'établir pour une période de trois ans un nouveau mandat au titre des procédures spéciales intitulé « Expert indépendant dans le domaine des droits culturels » tels qu'ils sont énoncés dans les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme (par. 9).
		23	566	–	7,8	566	566	–	
		28E	3	–	–	3	3	–	
10/27	Situation des droits de l'homme au Myanmar	23	145,4	–	–	145,4	–	145,4	Le Conseil a décidé de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, conformément aux résolutions de la Commission des droits de l'homme 1992/58 et 2005/10, en date des 3 mars 1992 et 14 avril 2005, et à sa propre résolution 7/32 du 28 mars 2008 (par. 18).
10/32	Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme	23	63,6	–	–	63,6	–	63,6	Le Conseil a invité l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie à poursuivre son travail jusqu'à la fin du mois de septembre 2009, sans préjudice des dispositions pertinentes de sa résolution 5/1 du 18 juin 2007 (par. 3).
10/33	Situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo et renforcement de la coopération technique et des services consultatifs	23	132,9	–	125,2	7,7	7,7	–	Le Conseil a pris note du rapport des sept détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales thématiques sur l'assistance technique au Gouvernement de la République démocratique du Congo et l'examen urgent de la situation dans l'est du pays (A/HRC/10/59), présenté par le Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, au nom des six autres représentants et rapporteurs spéciaux, et les a invités à lui rendre compte à nouveau de l'évolution de la situation à sa treizième session (par. 5).
Total partiel			1 452,9	–	133	1 327,7	1 001,9	325,8	
11/1	Groupe de travail à composition non limitée sur un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications	2	796,8	–	199,2	796,8	796,8	–	Le Conseil a décidé de créer un groupe de travail du Conseil des droits de l'homme à composition non limitée chargé d'étudier la possibilité d'élaborer un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications qui viendrait compléter la procédure de présentation de rapports au titre de la Convention.
		23	319,2	–	79,8	319,2	319,2	–	
		28E	14,8	–	3,7	14,8	14,8	–	

		2008-2009			2010-2011				
Résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme	Chapitre du budget	Montant nécessaire par exercice biennal	Montant inscrit au budget-programme	Montant à imputer sur les crédits ouverts	Montant à imputer sur les crédits proposés (avant actualisation des coûts)	Activités nouvelles	Activités à caractère permanent	Paragraphe pertinent de la résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme	
11/2	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes formes de violence à l'égard des femmes	2	110,8	—	—	110,8	110,8	—	Le Conseil a demandé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser en 2010, dans le cadre des ressources disponibles, en coopération avec d'autres organes pertinents du système des Nations Unies, un atelier d'experts, ouvert à la participation des gouvernements, des organismes régionaux, des organes de l'Organisation des Nations Unies pertinents, des organisations de la société civile et d'experts de différents systèmes de droit, chargé d'étudier les mesures spécifiques visant à surmonter les obstacles et difficultés que les États peuvent rencontrer pour prévenir la violence contre les femmes et les filles, enquêter sur cette violence et en poursuivre et en sanctionner les auteurs, ainsi que les mesures destinées à fournir protection, appui, assistance et réparation aux victimes, et invité le Haut-Commissariat à établir un rapport sommaire qui sera soumis au Conseil (par. 11, al. d).
		23	60,4	—	—	60,4	60,4	—	
		28E	1,6	—	—	1,6	1,6	—	
11/3	La traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants	2	110,8	—	—	110,8	110,8	—	Le Conseil a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser, dans la limite des ressources existantes et en coordination étroite avec le Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, un séminaire de deux jours ayant pour objet de déterminer les possibilités qu'offre et les obstacles que soulève l'élaboration de mesures fondées sur les droits pour combattre la traite des personnes dans le souci de cerner les bonnes pratiques nouvelles et de promouvoir davantage la mise en pratique des Principes et lignes directrices concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains : Recommandations, avec la participation des gouvernements, du Rapporteur spécial et des autres procédures spéciales concernées, des organes conventionnels, des institutions spécialisées et programmes des Nations Unies, d'organisations régionales, intergouvernementales ou non gouvernementales, d'institutions nationales des droits de l'homme, d'universitaires, d'experts médicaux et de représentants des victimes, et de présenter au Conseil un rapport sur les travaux du séminaire (par. 9).
		23	156,3	—	—	156,3	156,3	—	
		28E	1,6	—	—	1,6	1,6	—	

		2008-2009			2010-2011				
Résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme	Chapitre du budget	Montant nécessaire par exercice biennal	Montant inscrit au budget-programme	Montant à imputer sur les crédits ouverts	Montant à imputer sur les crédits proposés (avant actualisation des coûts)	Activités nouvelles	Activités à caractère permanent	Paragraphe pertinent de la résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme	
11/4	Promotion du droit des peuples à la paix	2	110,8	–	–	110,8	110,8	–	Le Conseil a prié à nouveau la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser, avant février 2010, et compte tenu des pratiques antérieures, un atelier sur le droit des peuples à la paix, auquel participeront des experts de toutes les régions du monde (par. 11).
		23	74,4	–	–	74,4	74,4	–	
		28E	1,6	–	–	1,6	1,6	–	
11/8	Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme	23	73,3	–	–	73,3	73,3	–	Le Conseil a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'élaborer une étude thématique sur la mortalité et la morbidité maternelles évitables et les droits de l'homme, en concertation avec les États, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et la Banque mondiale, ainsi qu'avec toutes les parties prenantes concernées, et demandé que cette étude comprenne l'identification des dimensions relatives aux droits de l'homme de la mortalité et de la morbidité maternelles évitables dans le cadre juridique international existant, un aperçu des initiatives et des activités mises en œuvre par les organismes des Nations Unies pour lutter contre toutes les causes de la mortalité et de la morbidité maternelles évitables, une étude des moyens qu'a le Conseil des droits de l'homme de donner de la valeur ajoutée aux initiatives existantes au moyen d'une analyse fondée sur les droits de l'homme, notamment aux efforts visant à atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement concernant l'amélioration de la santé maternelle, et les solutions recommandées pour mieux traiter la dimension relative aux droits de l'homme de la mortalité et de la morbidité maternelles évitables dans l'ensemble du système des Nations Unies (par. 6).
11/9	Les droits de l'homme des migrants dans les lieux de détention	23	29	–	29	–	–	–	Le Conseil a décidé de consacrer à cette question, à sa douzième session, une réunion-débat à laquelle participeront les gouvernements, des experts compétents et des représentants de la société civile, y compris des institutions nationales, en veillant à l'équilibre entre les zones géographiques et entre les sexes (par. 1).

			2008-2009			2010-2011			
			Montant nécessaire par exercice biennal	Montant inscrit au budget- programme	Montant à imputer sur les crédits ouverts	Montant à imputer sur les crédits proposés (avant actualisation des coûts)	Activités nouvelles	Activités à caractère permanent	
Résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme	Chapitre du budget								Paragraphe pertinent de la résolution ou décision du Conseil des droits de l'homme
11/10	Situation des droits de l'homme au Soudan	23	129,2	–	–	129,2	–	129,2	Le Conseil a décidé de créer, pour une période d'un an, le mandat d'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan, dont le titulaire sera investi des responsabilités définies par le Conseil dans ses résolutions 6/34 et 6/35 du 14 décembre 2007, 7/16 du 27 mars 2008 et 9/17 du 24 septembre 2008, prié l'expert indépendant de se mettre en contact avec les instances des droits de l'homme récemment mises en place au Soudan, ainsi qu'avec les sections en charge des droits de l'homme de l'Union africaine, de la Mission des Nations Unies au Soudan et de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et de soumettre un rapport au Conseil pour examen à sa quatorzième session, et prié le Secrétaire général de fournir à l'expert indépendant toute l'assistance dont il aura besoin pour s'acquitter pleinement de son mandat (par. 19).
11/12	Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban	2	362,4	–	–	362,4	–	362,4	Le Conseil a décidé de proroger, pour une période de trois ans, le mandat du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (par. 1).
		28E	7,3	–	–	7,3	–	7,3	
11/17	Publication des rapports du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies	2	1 439,8	–	1 439,8	–	–	–	Le Conseil a décidé que tous les rapports adoptés par le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel à ses quatrième et cinquième sessions et les renseignements complémentaires présentés par les États examinés avant l'adoption du document final par le Conseil seraient publiés en tant que documents officiels dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, préalablement à la douzième session du Conseil et prié le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires à cette fin (par. 1).
Total partiel			3 800,1	–	1 751,5	2 331,3	1832,4	498,9	
Total			5 253,0	–	1 884,5	3 659,0	2 834,3	824,7	

Document A/64/7/Add.4

Cinquième rapport

Charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et mode de financement proposé

[Original : anglais]

[28 octobre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et le mode de financement proposé (A/64/366). Dans le cadre de cet examen, il s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont apporté des compléments d'information. Le Comité consultatif s'est aussi entretenu avec le Président du Comité des opérations d'audit et Directeur de l'audit externe, qui lui a donné des éclaircissements au sujet des recommandations du Comité des commissaires aux comptes sur la question (voir par. 19 à 22 du présent document).

2. Le rapport du Secrétaire général fait suite au paragraphe 10 de la résolution 61/264 de l'Assemblée générale, en date du 4 avril 2007, dans lequel celle-ci priait le Secrétaire général, entre autres choses, de valider le montant des charges à payer et de lui soumettre, au plus tard durant la partie principale de sa soixante-troisième session, un rapport détaillé présentant les résultats obtenus, vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes, l'état des obligations et des renseignements complémentaires sur les options qui s'offrent pour leur financement. Le Secrétaire général indique toutefois que la nature détaillée de ces demandes et la complexité des éléments sur lesquels elles portent ont obligé à reporter à la soixante-quatrième session la parution du rapport demandé (ibid., par. 24).

3. Les annexes I et II au rapport du Secrétaire général contiennent une analyse comparative et une présentation générale des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et des initiatives prises pour assurer leur financement dans le système des Nations Unies. À l'annexe II, le Comité consultatif note que, si certaines entités financent partiellement ou intégralement ces charges, un certain nombre d'entre elles n'ont pris aucune disposition à cet effet mais se proposent d'établir un mécanisme de financement sur la base des décisions que prendra l'Assemblée générale au sujet du financement des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service à l'Organisation des Nations Unies. La décision qu'adoptera l'Assemblée générale pourrait donc avoir d'importantes répercussions sur l'ensemble du système des Nations Unies. **À cet égard, le Comité consultatif rappelle sa recommandation antérieure selon laquelle le Secrétaire général devrait examiner, à l'échelle du système, les incidences et conséquences à long terme pour l'Organisation de la croissance des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (A/52/7/Rev.1, par. X.25).** Le Comité consultatif note cependant que les organismes des Nations Unies ont adopté différentes solutions pour financer les charges en question.

4. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 13 de sa résolution 61/264, le Secrétaire général indique à la section IV de son rapport les mesures prises pour réduire le coût des plans d'assurance maladie supporté par l'Organisation. Selon lui, le montant estimatif total des économies réalisées grâce aux initiatives prises depuis 2007, conjuguées à celles résultant des modifications apportées par l'Assemblée aux conditions d'affiliation à l'assurance maladie après la cessation de service pour les membres du personnel recrutés le 1^{er} juillet 2007 ou après cette date (résolution 61/264, par. 12), se chiffre entre 6 et 10 millions de dollars des États-Unis par an. À cet égard, le Comité consultatif note la recommandation formulée par le Corps commun d'inspection au sujet des mesures de maîtrise des

coûts (voir A/62/541, sect. IV), ainsi que les observations formulées par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination à cet égard (voir A/62/541/Add.1, sect. III). **De l'avis du Comité consultatif, les mesures de maîtrise des coûts devraient être examinées plus avant et de manière coordonnée par le système des Nations Unies.**

II. Évaluation actualisée et validée des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service

5. À la section III de son rapport, le Secrétaire général présente une évaluation actualisée et validée des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (A/64/366). L'annexe IV au rapport contient un glossaire. Au paragraphe 25 du rapport, il est précisé que des actuaires professionnels déterminent la valeur des droits à prestations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service en prenant en considération divers facteurs, tels que l'espérance de vie et l'envolée prévue des dépenses médicales. Les droits à prestations futurs sont ensuite recalculés, après application d'un taux d'actualisation, pour obtenir leur valeur actuelle (voir par. 6 ci-après). Le montant ainsi obtenu, qui correspond à la valeur actuelle des droits à prestations futurs, apparaît sous forme de charges à payer dans les états financiers vérifiés de l'Organisation.

6. Le Secrétaire général indique que l'évaluation du montant des charges à payer est extrêmement sensible à l'évolution du taux d'actualisation (*ibid.*, par. 28 et 29). Le taux d'actualisation utilisé en 2005 et en 2007 pour calculer la valeur actuelle des charges qu'il faudra payer à l'avenir était de 5,5 %. Le Comité des commissaires aux comptes a indiqué que ce choix était conforme au principe de prudence rappelé au sous-alinéa ii de l'alinéa a de la note 2, annexée aux états financiers, et permettait en outre une meilleure comparabilité de la dette dans le temps [A/63/5 (Vol. I), chap. II, par. 120].

7. Au paragraphe 10 de sa résolution 61/264, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de valider le montant des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service en utilisant pour le calcul les données les plus récentes et en appliquant la méthode actuarielle prescrite par les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Le Secrétaire général précise dans son rapport que la valeur actuarielle actualisée de ces charges atteignait 2 430 900 000 dollars au 31 décembre 2007, toutes sources de financement confondues. Ce chiffre représente le montant net des obligations de l'Organisation au titre de ces charges, déduction faite du montant des cotisations attendu des retraités, soit 722,7 millions de dollars (A/64/366, par. 25). Les montants correspondants au 31 décembre 2005 étaient de 2 072 800 000 dollars pour l'Organisation et de 606,2 millions de dollars pour les retraités. Une comparaison de la valeur des différents éléments des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2007 est présentée sous forme de tableau au paragraphe 28 du rapport du Secrétaire général. Il ressort de cette comparaison que la valeur des charges à payer a progressé de quelque 17 % entre 2005 et 2007. Le Secrétaire général indique qu'un cabinet d'actuaires a procédé aux deux évaluations de façon indépendante, au moyen de la méthode des « unités de crédit projetées », qui est la méthode prescrite dans les normes IPSAS.

8. En application du paragraphe 14 de la résolution 61/264 de l'Assemblée générale, un compte spécial distinct a été créé pour comptabiliser les opérations relatives à l'assurance maladie après la cessation de service et les engagements y relatifs. Le montant total des charges à payer au 31 décembre 2007 était de 2 430 900 000 dollars, dont 1 821 400 000 dollars au titre budget ordinaire, 219,9 millions de dollars au titre des fonds extrabudgétaires et 389,6 millions de dollars au titre des opérations de maintien de la paix (*ibid.*, par. 26). Ces charges apparaissaient, respectivement, dans les états financiers de l'Organisation et dans ceux des opérations de maintien de la paix. Le Secrétaire général indique que le Comité des commissaires aux comptes a, dans le

cadre de son audit des états financiers, validé et confirmé les éléments de passif qui y étaient présentés (ibid., par. 27).

III. Stratégie actuelle de financement des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service

9. Le Secrétaire général indique dans son rapport (ibid., par. 21 et 39) qu'à l'instar des prestations de retraite, les droits aux prestations d'assurance maladie après la cessation de service s'accumulent pendant la vie active des fonctionnaires. Toutefois, à la différence des prestations de retraite, qui sont pour la plupart inscrites au budget et financées à l'avance, les montants correspondants étant investis jusqu'au moment où les prestations doivent être versées aux retraités, les prestations d'assurance maladie ne sont pas inscrites au budget de l'année au cours de laquelle les droits sont acquis mais à celui de l'année au cours de laquelle les retraités exercent ces droits. Selon cette méthode de financement, appelée « comptabilisation au décaissement », seules les ressources nécessaires pour couvrir les charges à payer pendant l'année de décaissement sont inscrites au budget, sans qu'il soit tenu compte des obligations contractées ou des charges à payer ultérieurement.

10. Le Secrétaire général déclare que depuis le lancement du programme d'assurance maladie après la cessation de service, en 1967, le nombre de personnes couvertes et, partant, le coût ont considérablement augmenté. Le programme couvre actuellement plus de 8 000 fonctionnaires retraités de l'Organisation de par le monde, et quelque 4 000 personnes à charge. Le Secrétaire général estime que plus de 45 % des fonctionnaires actuellement en activité atteindront au moins l'âge de la retraite anticipée dans les 10 prochaines années, à supposer qu'ils restent au service de l'Organisation dans l'intervalle. Il souligne par ailleurs que la récente réforme de la gestion des ressources humaines tendant à harmoniser les engagements a entraîné la conversion de plus de 5 500 engagements pour une durée limitée, qui ne permettaient pas aux fonctionnaires d'être admis au bénéfice du régime d'assurance maladie après la cessation de service, en engagements de durée déterminée, qui permettraient éventuellement aux fonctionnaires de bénéficier de ce régime. Le montant des charges correspondantes devrait augmenter de quelque 18,5 millions de dollars par année de service régie par le nouveau régime des engagements. Le Secrétaire général s'attend à ce que le montant des obligations non provisionnées et des crédits nécessaires pour couvrir le coût des prestations continue d'augmenter à mesure que les fonctionnaires prennent leur retraite et que le coût des services médicaux poursuit sa hausse.

11. Dans le passé, toutes les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service étaient inscrites au chapitre Dépenses spéciales du budget ordinaire, quels que soient les fonds sur lesquels le traitement des bénéficiaires était imputé lorsqu'ils étaient en activité. Depuis l'exercice biennal 2006-2007, elles sont financées en partie au moyen des crédits ouverts à ce chapitre et en partie sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (ibid., par. 52). Il ressort d'une étude sur les fonctionnaires des Nations Unies qui ont pris leur retraite et opté pour le bénéfice des prestations d'assurance maladie après la cessation de service au cours des 10 dernières années, que quelque 77 % d'entre eux émargeaient au budget ordinaire, 8 % à des fonds extrabudgétaires et environ 15 % à des fonds affectés aux opérations de maintien de la paix. Compte tenu de la progression enregistrée pour chacune de ces composantes, le Secrétaire général propose que, pour l'exercice biennal 2010-2011, les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service soient financées à hauteur de 8,8 millions de dollars (après actualisation des coûts) par des fonds extrabudgétaires, à hauteur de 105,2 millions de dollars (après actualisation des coûts) par le budget ordinaire et à hauteur de 16,4 millions de dollars par des fonds affectés aux opérations de maintien de la paix. **Le Comité consultatif souscrit à la proposition relative à l'ouverture de crédits biennaux pour financer les charges à payer au titre des assurés actuels dont les postes étaient financés par des fonds extrabudgétaires lorsqu'ils ont pris leur retraite (voir par. 29 du présent document).** Le tableau ci-dessous récapitule les dépenses pour l'exercice biennal 2006-2007, les crédits ouverts pour l'exercice

biennal 2008-2009 et les prévisions de dépenses pour l'exercice biennal 2010-2011 [voir également A/64/6 (Sect. 32)].

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante</i>	<i>2006-2007</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>
	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses prévues</i>
Budget ordinaire	79 926,9	89 227,8	105 198,5
Opérations de maintien de la paix	11 342,3	12 900,0	16 410,0
Fonds extrabudgétaires	—	—	8 752,0

12. L'Assemblée générale ayant demandé, à l'alinéa *c* du paragraphe 15 de sa résolution 61/264, des précisions sur les taux qu'il conviendrait d'appliquer à la masse des traitements, selon la source de financement considérée, pour financer les charges d'assurance maladie après la cessation de service de manière prévisible sans avoir à constituer de réserve, le Secrétaire général indique qu'on pourrait imputer une surcharge sur la masse des traitements des fonctionnaires en activité (au titre des dépenses communes de personnel) dans tous les budgets. Compte tenu de la répartition des retraités entre les trois sources de financement (voir par. 11 ci-dessus), les taux à appliquer seraient de l'ordre de 5,6 % pour le budget ordinaire, 1,2 % pour les fonds extrabudgétaires et 1,5 % pour les fonds affectés aux opérations de maintien de la paix. Toutefois, le Secrétaire général souligne qu'une telle démarche n'atténuerait pas les problèmes liés à la comptabilisation au décaissement. Il signale notamment dans son rapport qu'un des inconvénients de cette méthode est que les coûts ne correspondent pas aux activités inscrites au programme, les charges afférentes aux prestations d'assurance maladie des retraités étant mises en recouvrement auprès des États Membres ultérieurement au titre des « dépenses spéciales », au lieu d'être imputées sur le budget au titre des « dépenses communes de personnel » lorsque les fonctionnaires sont en activité (A/64/366, par. 43). Le Comité consultatif croit comprendre que le Secrétaire général a formulé cette proposition eu égard au fait que les prestations d'assurance maladie après la cessation de service sont considérées comme un élément de la rémunération et doivent donc être incluses dans les dépenses communes de personnel.

13. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale à l'alinéa *a* du paragraphe 15 de sa résolution 61/264, le Secrétaire général expose, à la section V de son rapport, les avantages et les inconvénients que présente pour les États Membres la comptabilisation au décaissement des charges à payer au titre de l'assurance maladie à la cessation de service par rapport à l'option consistant à financer ces obligations. Le Secrétaire général constate que, si la comptabilisation au décaissement est moins coûteuse à court terme, il est plus économique à long terme de financer les charges à mesure qu'elles naissent, car le revenu des fonds investis permet de réduire le montant des dépenses à inscrire au budget. Il recommande donc que soit adoptée une politique de financement des prestations d'assurance maladie à la cessation de service. Les inconvénients de la méthode actuelle sont les suivants :

a) Les charges à inscrire au budget croissent rapidement avec le temps, les retraités étant de plus en plus nombreux et le coût des soins médicaux progressant plus rapidement que le taux général d'inflation ;

b) L'augmentation des obligations non provisionnées figurant dans les états financiers de l'Organisation : selon les projections, les dépenses au titre de l'assurance maladie des retraités inscrites au budget biennal 2008-2009, soit 102,1 millions de dollars, toutes sources de financement confondues, passeront à plus de 600 millions de dollars pendant l'exercice biennal 2036-2037, et le montant des charges non provisionnées constatées dans les états financiers au 31 décembre 2037 atteindra plus de 11 milliards de dollars ;

c) Les charges à payer au titre de l'assurance maladie au titre de la cessation de service sont mises en recouvrement auprès des États Membres lors d'exercices ultérieurs en tant que « dépenses spéciales », au lieu d'être inscrites au budget dans la catégorie « dépenses communes de personnel » lorsque les fonctionnaires sont en activité. Le problème de financement est particulièrement compliqué dans le cas des fonctionnaires dont les postes étaient financés au moyen de fonds extrabudgétaires ou de budgets d'opérations de maintien de la paix qui ont pris fin. Le problème ne se poserait pas si les prestations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service étaient financées de la même manière que les prestations de retraite (voir par. 9 ci-dessus).

14. De l'avis du Secrétaire général, les solutions de rechange consistant à financer, en partie ou en totalité, les prestations d'assurance maladie des retraités au moment où naît l'obligation permettraient : a) de prendre en compte les coûts immédiats et les coûts futurs ; b) de faire correspondre l'imputation des charges au titre de ces prestations à la période d'activité des employés ; c) de réduire les obligations à long terme des États Membres à mesure que le revenu des investissements vient compléter les crédits demandés ; et d) de mieux maîtriser les obligations non provisionnées au titre de l'assurance maladie des retraités, en empêchant qu'elles ne deviennent une charge de plus en plus lourde pour l'Organisation (ibid., par. 45).

IV. Stratégies de financement des prestations d'assurance maladie après la cessation de service

15. Compte tenu de la répartition des obligations entre les différentes sources de financement et des données démographiques relatives aux fonctionnaires en activité participant aux plans d'assurance maladie après la cessation de service, le Secrétaire général propose trois modes de financement possibles des prestations, et recommande la troisième option (ibid., par. 56 à 71). Au paragraphe 70 de son rapport, le Secrétaire général récapitule les trois options dans un tableau, qui est reproduit ci-dessous :

	Option 1				Option 2				Option 3			
	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	Budgets de maintien de la paix	Total	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	Budgets de maintien de la paix	Total	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	Budgets de maintien de la paix	Total
Taux de financement à atteindre sur 30 ans (pourcentage)	75	60	65	70	–	–	–	25	75	60	65	70
Injection ponctuelle de fonds	–	–	–	–	–	–	–	–	48,5	63,7	312,8	425,0
Surcharge appliquée à la masse des traitements												
Pourcentage	16,0	6,0	5,5	11,0	5,6	1,2	1,5	3,5	9,6	2,6	1,0	5,5
Montant	299,8	41,7	61,2	402,7	105,2	8,8	16,4	130,4	172,9	18,3	11,0	202,2
Montant à inscrire pour 2010-2011 selon la méthode de la comptabilisation au décaissement	105,2	8,8	16,4	130,4	105,2	8,8	16,4	130,4	105,2	8,8	16,4	130,4
Montant estimatif des crédits additionnels nécessaires pour 2010-2011	194,6	32,9	44,8	272,3	105,2	8,8	16,4	130,4	172,9	18,3	11,0	202,2
Montant estimatif des crédits nécessaires pour 2010-2011	299,8	41,7	61,2	402,7	210,4	17,6	32,8	260,8	278,1	27,1	27,4	332,6
Incidence à court terme ^a (coefficient de multiplication du montant des dépenses comptabilisées au décaissement)	2,8	4,7	3,7	3,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,6	3,1	1,7	2,6
Exercice biennal au cours duquel la transition se produira ^b	–	–	–	2024-2025	–	–	–	2020-2021	–	–	–	2024-2025
Incidence à long terme (coefficient de multiplication du montant des dépenses comptabilisées au décaissement après la transition)	–	–	–	0,33	–	–	–	0,75	–	–	–	0,33
Degré de complexité	COMPLEXE				SIMPLE				COMPLEXE			

^a Incidence sur l'exercice biennal 2010-2011.^b Exercice biennal à partir duquel les contributions seront inférieures au montant des dépenses comptabilisées au décaissement, projeté à cette date.

16. De façon générale, les stratégies de financement proposées visent à : a) enrayer l'augmentation du passif non provisionné par un financement partiel ou intégral des obligations accumulées tout au long des années de service des fonctionnaires ; b) assurer le financement des dépenses annuelles afférentes aux prestations servies aux retraités ; et c) assurer le financement progressif du montant de 2 430 900 000 dollars correspondant aux charges accumulées qui n'ont pas été provisionnées du fait de la comptabilisation au décaissement (ibid., par. 55). Le Secrétaire général indique également que, pour toutes les solutions de financement présentées, une évaluation actuarielle périodique devra être menée pour déterminer si les objectifs de provisionnement ont été atteints ou devraient être modifiés, et si les taux de surcharge appliqués à la masse salariale produisent les niveaux de financement recherchés et permettront d'aboutir, à terme, au financement de l'intégralité des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service.

17. Les trois stratégies de financement proposées sont récapitulées ci-après :

a) **Option 1** : Elle vise à atteindre, sur une période de 30 ans, un taux de financement global de 70 % des charges accumulées au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, en établissant des objectifs différenciés (75 % pour le budget ordinaire, 60 % pour les fonds extrabudgétaires et 65 % pour les fonds affectés aux opérations de maintien de la paix, respectivement). Pour l'exercice biennal 2010-2011, les ressources nécessaires seraient de l'ordre de 402,7 millions de dollars et seraient comptabilisées comme dépenses communes de personnel. Le Secrétaire général reconnaît que la structure de ce mécanisme serait complexe ;

b) **Option 2** : Elle a pour objectif d'atteindre un taux de provisionnement de 25 % en 30 ans, et consiste à doubler les versements comptabilisés au décaissement pendant les cinq premiers exercices biennaux, la moitié des ressources étant utilisée pour financer les prestations d'assurance maladie des retraités actuels et le solde pour financer une partie des obligations accumulées. Cette solution est plus simple et moins coûteuse à court terme. Toutefois, pour atteindre un niveau de capitalisation plus élevé, il faudrait augmenter le nombre d'années au cours desquelles les montants comptabilisés au décaissement seraient doublés ;

c) **Option 3** : C'est la solution recommandée par le Secrétaire général. Elle vise à atteindre un taux de financement d'environ 70 % sur 30 ans, et consiste en une injection de fonds initiale de 425 millions de dollars, assortie d'un système de financement à long terme qui permette d'augmenter progressivement les provisions. Pour l'injection initiale de 425 millions de dollars, le Secrétaire général propose : i) un transfert de 290 millions de dollars prélevés sur les soldes inutilisés et les recettes accessoires figurant dans les comptes des opérations de maintien de la paix de l'exercice 2008/09, et la suspension de l'application de l'article 5.3 du règlement financier à cet effet ; ii) un transfert de 51,9 millions de dollars prélevés sur la réserve constituée au titre du Fonds d'indemnisation des Nations Unies ; et iii) un transfert de 83,1 millions de dollars prélevés sur les réserves constituées au titre des assurances maladie et soins dentaires.

Pour assurer un financement systématique à long terme, il faudrait financer les charges d'assurance maladie intéressant les retraités actuels en inscrivant des crédits au chapitre Dépenses spéciales du budget ordinaire et aux comptes d'appui des fonds extrabudgétaires et des opérations de maintien de la paix, tout en appliquant une surcharge à la masse des traitements de base nets pour financer les charges futures (9,6 % pour le budget ordinaire, 2,6 % pour les fonds extrabudgétaires et 1 % pour les budgets d'opérations de maintien de la paix). Pour l'exercice biennal 2010-2011, le coût total de ces deux éléments serait de 332,6 millions de dollars. Le Secrétaire général indique que cette option permettrait de réduire immédiatement le niveau des charges non provisionnées et de constituer une réserve initiale susceptible de produire des revenus.

18. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général ne propose aucune solution qui permettrait de financer intégralement les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, comme l'avait demandé l'Assemblée générale à l'alinéa e du paragraphe 15 de sa résolution 61/264, pas plus qu'il n'indique les raisons pour lesquelles il a retenu tel pourcentage plutôt que tel autre dans les trois options proposées pour assurer le financement partiel de ces charges. Le Comité note en outre que, dans le système actuel comme dans l'option 3

recommandée par le Secrétaire général, des crédits doivent être inscrits au budget de l'exercice biennal pour financer les prestations d'assurance maladie des retraités actuels (voir par. 11 et 17, al. c, ci-dessus). On trouvera les observations et recommandations du Comité sur les options de financement proposées à la section VII du présent document.

19. D'après le Secrétaire général, si l'on ne commence pas à provisionner les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et à investir les fonds mis de côté de façon dynamique, le montant des liquidités nécessaires tous les ans pour couvrir les droits à prestations continuera d'augmenter de façon exponentielle, grevant sans cesse davantage les budgets futurs (ibid., par. 31). En réponse à une demande du Comité consultatif, le Président du Comité des opérations d'audit a indiqué que, dans la mesure où les évaluations actuarielles ont été établies sur la base d'hypothèses qui reposent sur des données d'expérience, et où les facteurs influant sur ces évaluations pourraient changer à l'avenir, les résultats peuvent varier d'une année à l'autre. Vu l'importance des obligations au titre de l'assurance maladie à la cessation de service, toute modification des hypothèses en question pourrait avoir un impact considérable sur les évaluations.

20. Le Comité consultatif rappelle que, dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a déclaré que l'importance du montant total des engagements ne doit pas dissimuler le fait que les flux de paiement des prestations seront étalés dans le temps et que certaines options de financement permettront de réduire la charge financière, ajoutant que, compte tenu du rythme prévisionnel de départ en retraite des personnels de l'Organisation, la croissance des flux de dépenses devrait s'accélérer dès les prochains exercices biennaux. Il a donc estimé qu'il était urgent d'adopter un mode de financement [A/63/5 (Vol. I), chap. II, par. 66].

21. Le Comité consultatif s'est entretenu avec le Président du Comité des opérations d'audit, qui a estimé comme lui que la comptabilisation des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service était une question distincte de celle du financement de ces charges. Le Comité consultatif a été informé que, alors que le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé que l'Organisation fasse figurer les charges en question dans les états financiers, il ne s'était pas prononcé sur les modes de financement possibles de ces charges, sauf dans le cas : a) des entités dont le mandat de durée limitée était sur le point de s'achever, comme le Tribunal pénal international pour le Rwanda et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et b) des programmes et activités financés au moyen de contributions volontaires, pour lesquels les obligations non provisionnées et croissantes risquaient d'absorber les ressources destinées aux programmes lorsque les contributions volontaires viendraient à se tarir.

22. De l'avis du Comité des commissaires aux comptes, il était important que l'Organisation constate et comptabilise dûment et intégralement toutes les obligations concernant les prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite. Le Comité consultatif note dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes qu'au 31 décembre 2007, les charges à venir au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite s'élevaient à 2 milliards 330 millions de dollars, dont 2 milliards 40 millions de dollars (soit 87,5 %) au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, 150 millions de dollars (soit 6,5 %) au titre des prestations liées au rapatriement et 140 millions de dollars (soit 6 %) au titre des versements en compensation des jours de congé annuel accumulés (ibid., par. 62).

V. Stratégie d'investissement de la réserve constituée aux fins de l'assurance maladie après la cessation de service

23. L'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de lui fournir des renseignements plus détaillés sur la création d'un fonds de réserve pour les prestations d'assurance maladie après la cessation de service et sur des stratégies de placement connexes (résolution 61/264, par. 15, al. g). Le Secrétaire général indique dans son rapport (A/64/366, par. 74 à 77) que des pourparlers ont été engagés avec le Service de la gestion des placements de la Caisse

commune des pensions du personnel des Nations Unies pour étudier la possibilité de lui confier la gestion d'un tel fonds. Une fois que l'Assemblée générale aura approuvé le mécanisme de financement des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, les pourparlers avec le Service de la gestion des placements reprendront en vue de mettre au point une stratégie d'investissement détaillée, laquelle dépendra du montant de l'apport initial approuvé, de celui des contributions ultérieures et de celui des versements périodiques nécessaires pour couvrir les obligations. La réserve constituée aux fins de l'assurance maladie après la cessation de service devrait être investie dans un portefeuille d'actions et de titres de créance équilibré, géré avec prudence et privilégiant le rendement à long terme. **Le Comité consultatif estime que le Secrétaire général aurait dû inclure dans son rapport des renseignements plus détaillés sur les stratégies d'investissement potentielles d'un fonds de réserve constitué aux fins de l'assurance maladie après la cessation de service, en particulier sur le coût de la gestion d'un tel fonds par le Service de la gestion des placements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Le Comité recommande que des précisions soient fournies à l'Assemblée générale sur la question.**

VI. Tribunal pénal international pour le Rwanda et Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

24. Il ressort d'évaluations actuarielles actualisées des charges à payer au titre des prestations d'assurance maladie après la cessation de service que, en ce qui concerne le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, sur la base des 153 fonctionnaires en activité qui devraient partir à la retraite avant la clôture du Tribunal en bénéficiant de ces prestations et des 6 retraités actuels, le montant net des obligations cumulées au 31 décembre 2007 s'élevait à 13,4 millions de dollars. En ce qui concerne le Tribunal pénal international pour le Rwanda, sur la base des 248 fonctionnaires en activité qui devraient partir à la retraite avant la clôture du Tribunal en bénéficiant de ces prestations et des 28 retraités actuels, le montant correspondant était de 27,5 millions de dollars (*ibid.*, par. 78 et 80). Le Secrétaire général indique que, depuis la création des Tribunaux en tant qu'organes temporaires, les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service se sont accumulées mais qu'aucune provision n'a été constituée dans l'attente de l'établissement d'un mécanisme de financement approuvé par l'Assemblée générale (*ibid.*, par. 79 et 81).

25. Le Comité consultatif note que, dans ses rapports sur les deux Tribunaux (A/63/5/Add.11 et 12), le Comité des commissaires aux comptes a inséré une question prioritaire dans son opinion sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2007. La question prioritaire concernait les soldes négatifs des réserves et des soldes des fonds, qui étaient imputables à la constatation dans les états financiers des charges à payer au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite, dont l'assurance maladie après la cessation de service. Le Comité des commissaires aux comptes constatait qu'aucune provision n'avait été constituée au titre des obligations à ce titre, qui se chiffraient à 48 090 000 dollars pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et à 65,1 millions de dollars pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Ces obligations comprenaient les charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des jours de congé accumulés, de l'indemnité de rapatriement et de la pension des juges (A/63/5/Add.11, chap. II, par. 32 à 43 ; et A/63/5/Add.12, chap. II, par. 29 à 40, respectivement). Il recommandait que les Tribunaux élaborent un plan de financement qui leur permette, lorsque leur mandat prendrait fin, de régler les prestations dues à la cessation de service des membres du personnel.

26. Compte tenu des préoccupations exprimées par le Comité des commissaires aux comptes, ainsi que du fait que la date fixée dans la stratégie d'achèvement des travaux est le 31 décembre 2011 pour les deux Tribunaux, le Secrétaire général recommande que, dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, des crédits soient ouverts pour financer les obligations contractées par les deux Tribunaux, à savoir 15,1 millions de dollars dans le cas du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et 29,7 millions de dollars dans le cas du

Tribunal pénal international pour le Rwanda d'après les évaluations actuarielles actualisées au 31 décembre 2008. En outre, il recommande que les éventuelles obligations résiduelles non provisionnées au titre de l'assurance maladie après la cessation de service soient mentionnées dans les rapports sur l'exécution du budget de l'exercice biennal et soient financées dans le cadre de la clôture définitive des comptes des Tribunaux.

VII. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

27. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre pour financer les obligations contractées à ce jour par l'Organisation des Nations Unies, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal pénal international pour le Rwanda au titre des régimes d'assurance maladie après la cessation de service, et pour couvrir les nouvelles charges à payer chaque année au titre du personnel en activité de ces entités sont indiquées aux alinéas *a* à *d* du paragraphe 86 du rapport du Secrétaire général (A/64/366).

28. **De l'avis du Comité consultatif, la question de savoir s'il faut créer un fonds de réserve pour financer à long terme les obligations de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service ou maintenir la méthode actuelle de la « comptabilisation au décaissement » est une question de politique générale sur laquelle l'Assemblée générale doit se prononcer.**

29. **Quelle que soit la décision que prendra l'Assemblée générale au sujet du financement à long terme de ces obligations (voir par. 18 du présent document), le Comité consultatif souscrit aux propositions du Secrétaire général tendant à maintenir les crédits biennaux pour couvrir les contributions versées au bénéfice des retraités ayant émargé au budget ordinaire ou au budget d'opérations de maintien de la paix, et à établir de tels crédits au bénéfice des assurés dont les postes étaient financés par des fonds extrabudgétaires lorsqu'ils ont pris leur retraite (voir également par. 11 du présent document).**

30. **En ce qui concerne l'apport initial de 290 millions de dollars provenant du transfert de soldes inutilisés de budgets d'opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2008/09 par suspension de l'application de l'article 5.3 du règlement financier, le Comité consultatif rappelle que, dans des rapports antérieurs (A/60/7/Add.1-42, document A/60/7/Add.11, par. 10 ; et A/61/791, par. 12), il a estimé que l'emploi de soldes inutilisés à des fins totalement différentes de celles pour lesquelles les crédits ont été ouverts ne constituait pas une bonne pratique de gestion financière. Le Comité note que le transfert proposé par le Secrétaire général est une opération ponctuelle, mais considère néanmoins qu'une telle pratique pourrait encourager une surévaluation des ressources nécessaires. Il se prononce donc contre la suspension de l'article 5.3 du règlement financier et recommande que le montant de 290 millions de dollars correspondant à des soldes inutilisés au titre des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2008/09 soit reversé aux États Membres.**

31. Le Comité consultatif rappelle aussi ses recommandations relatives aux propositions de transferts du Fonds d'indemnisation et du fonds de réserve pour les soins médicaux et dentaires (A/60/7/Add.1-42, document A/60/7/Add.11, par. 12 et 13 ; et A/61/791, par. 13). **Le Secrétaire général ayant donné l'assurance que les transferts de 51,9 millions de dollars du Fonds d'indemnisation et de 83,1 millions de dollars du fonds de réserve pour les soins médicaux et dentaires n'auraient pas d'incidences défavorables sur ces réserves (A/64/366, par. 67 et 68), le Comité n'émet pas d'objection au transfert des montants en question au compte spécial distinct approuvé par l'Assemblée générale (voir par. 8 du présent document). Si l'Assemblée générale approuve cette démarche, le passif au titre de l'assurance maladie après la cessation de service sera réduit d'autant.**

32. **En ce qui concerne les propositions du Secrétaire général au sujet du financement des obligations actuelles et futures du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie au titre de l'assurance maladie après la**

cessation de service (ibid., par. 86, al. *c* et *d*), le Comité consultatif estime que l'Organisation des Nations Unies devrait adopter une démarche cohérente. Le Comité recommande donc que des crédits soient ouverts pour couvrir les charges dues au titre des retraités des Tribunaux qui bénéficient actuellement de cette assurance. Compte tenu du fait que le mandat des Tribunaux a une durée limitée, l'Assemblée générale devra régler la question de leurs obligations à long terme au titre de l'assurance maladie après la cessation de service dans le cadre des rapports finals sur l'exécution du budget.

Autres recommandations du Comité consultatif

33. De l'avis du Comité consultatif, lorsqu'elle examinera les obligations de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, l'Assemblée générale souhaitera peut-être réexaminer le champ d'application des plans actuels d'assurance maladie après la cessation de service ainsi que les taux de contribution de l'Organisation et des participants.

Document A/64/7/Add.5

Sixième rapport

Plan-cadre d'équipement

[Original : anglais]

[28 octobre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports ci-après concernant le plan-cadre d'équipement :

a) Septième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement (A/64/346) ;

b) Rapport du Secrétaire général intitulé « Proposition de mesures d'atténuation des risques pour protéger les données et les systèmes informatiques et télématiques du Secrétariat pendant les travaux de construction relevant du plan-cadre d'équipement » (A/64/346/Add.1) ;

c) Rapport du Secrétaire général sur les propositions concernant le financement des dépenses connexes de 2010 dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement (A/64/346/Add.2) ;

d) Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le plan-cadre d'équipement pour la période d'un an terminée le 31 décembre 2008 [A/64/5 (Vol. V)] ;

e) Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur le plan-cadre d'équipement pour la période d'un an terminée le 31 décembre 2008 (A/64/368 et Corr.1).

À cette occasion, le Comité consultatif a rencontré le Directeur exécutif chargé du plan-cadre d'équipement et d'autres représentants du Secrétaire général, ainsi que des membres du Comité des opérations d'audit, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.

II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le plan-cadre d'équipement pour la période d'un an terminée le 31 décembre 2008

2. Dans son rapport sur le plan-cadre d'équipement pour la période d'un an terminée le 31 décembre 2008 [A/64/5 (Vol. V)], le Comité des commissaires aux comptes a fait une série de recommandations concernant aussi bien la gestion du projet que les aspects financiers. Il a formulé 11 recommandations principales (dont 2 renouvelées), qui sont énoncées au paragraphe 9 du rapport. Sur ces 11 recommandations, 4 ont été mises en œuvre, 4 sont en cours d'application et 3 n'ont pas été acceptées. On trouvera ci-après un récapitulatif des principales recommandations et l'état de leur application.

3. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé à l'Administration ce qui suit :

<i>Recommandation</i>	<i>Paragraphe</i>	<i>État d'application</i>
a) Garder à l'étude la question de l'ampleur de la provision pour imprévus en cas de modification de la définition des travaux à effectuer au titre du plan-cadre d'équipement ;	66	Appliquée
b) Tenir à jour un tableau établissant le lien entre les dépenses de rénovation et i) la valeur effective des marchés à prix maximum garanti conclus et ii) la valeur estimative des marchés à prix maximum garanti restant à conclure ;	68	Appliquée
c) Constituer des provisions au titre des retards qui pourraient intervenir dans le calendrier d'exécution du projet et continuer d'étudier les moyens de réduire ces retards autant que faire se peut ;	78	Appliquée
d) Se conformer rigoureusement aux impératifs du Manuel des achats concernant les avenants aux marchés portant sur de nouveaux travaux ou services ;	127	Appliquée
e) Prendre, avant la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public, des mesures pour que ne soient comptabilisées au compte des travaux de construction en cours, dans le volume I consacré aux états financiers de l'Organisation des Nations Unies, que les dépenses relatives au plan-cadre d'équipement qui sont effectivement des dépenses d'investissement ;	47	En cours d'application
f) Créer le conseil consultatif pour le plan-cadre d'équipement ;	102	En cours d'application
g) Réfléchir aux moyens de relever sensiblement le niveau des contrôles internes auxquels sont soumis les avenants aux marchés concernant le plan-cadre d'équipement ;	120	En cours d'application
h) S'assurer que le maître d'œuvre respecte strictement ses obligations ;	90	Recommandation dont l'application a un caractère continu
i) Rétablir la distinction entre les provisions pour imprévus et pour hausse des prix qui était faite dans le mode de présentation précédent du coût prévu du projet ;	55	Non acceptée
j) Prendre les mesures voulues pour régulariser les opérations effectuées en vertu des pouvoirs conférés au Directeur de la Division des achats par le mémorandum approuvé par le Contrôleur le 15 novembre 2007 ;	113	Non acceptée
k) Faire tout son possible, tant qu'il n'y aura pas de procédure d'examen a posteriori, pour faire participer le Comité des marchés du Siège au processus d'adjudication avant de signer un marché ou un avenant dans un domaine relevant de son autorité.	121	Non acceptée

4. Le Comité consultatif constate que la recommandation formulée de longue date en vue de la création d'un conseil consultatif pour le plan-cadre d'équipement est en cours d'application. L'Assemblée générale a demandé pour la première fois dans sa résolution 57/292 du 20 décembre 2002 qu'un conseil soit constitué pour donner des avis consultatifs au Secrétaire général sur les questions de financement ainsi que des conseils sur les questions générales intéressant le projet (voir également A/57/285 et Corr.1, par. 66). Par la suite, elle a prié le Secrétaire général de veiller à ce que le conseil consultatif assure le niveau de supervision technique nécessaire (par. 26 de la résolution 62/87 du 10 décembre 2007). S'étant renseigné, le Comité a appris que les curriculum vitae des candidats qui avaient été demandés au pays hôte, pour le poste de président, et aux cinq groupes régionaux, pour les autres membres, étaient à l'examen et que le Secrétaire général serait en mesure de nommer le président et les membres de cet organe avant la fin de 2009. **Le Comité consultatif compte que le conseil consultatif pour le plan-cadre d'équipement sera constitué**

conformément aux dispositions des paragraphes 40 et 41 de la section I de la résolution 63/270 de l'Assemblée générale, en date du 7 avril 2009.

5. Le Comité consultatif relève que le Secrétaire général n'a pas accepté la recommandation du Comité des commissaires aux comptes tendant à distinguer les provisions pour imprévus de celles constituées pour pallier la hausse des prix [A/64/5 (Vol. V), par. 55 à 59]. S'étant renseigné, il a été informé que le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement avait décidé de regrouper ces deux provisions parce que les risques d'inflation avaient été considérablement réduits du fait qu'un montant d'environ 1 milliard 242 millions de dollars des États-Unis, soit 63 % du coût prévu, avait déjà été affecté au projet. La provision commune constituée pour les imprévus et l'inflation était fixée à 10 % de la valeur des marchés à prix maximum garanti conclus et à 20 % de celle des marchés restant à conclure. Or, le Comité des commissaires aux comptes a remis en question les hypothèses économiques retenues pour établir les estimations et indiqué que, faute de disposer d'une ventilation précise de la provision pour imprévus, il n'avait pas été en mesure de déterminer avec certitude si un montant suffisant avait été prévu pour la composante hausse des prix de la provision. Il a également renouvelé sa recommandation (qui n'avait été que partiellement mise en œuvre) d'explicitier les hypothèses économiques utilisées pour l'estimation du coût du projet, et de suivre l'évolution de ces hypothèses et de leurs conséquences (ibid., par. 60 à 63). **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de répondre par une analyse plus détaillée aux questions soulevées par le Comité des commissaires aux comptes et de justifier davantage sa décision de regrouper les provisions visant à faire face aux imprévus et à tenir compte de l'inflation (voir également par. 24 du présent document).**

6. En ce qui concerne les achats et la gestion des marchés (ibid., par. 106 à 122), le Comité consultatif note que les procédures ont été adaptées aux besoins du plan-cadre d'équipement, c'est-à-dire qu'elles permettent au Secrétaire général de prendre rapidement des décisions concernant les avenants aux marchés, en vue d'assurer une bonne planification des achats et d'éviter des retards coûteux dans le calendrier d'exécution du projet. Dans ce contexte, le Secrétaire général adjoint à la gestion a approuvé pour une période initiale de six mois l'élargissement des pouvoirs délégués au Directeur de la Division des achats pour les avenants à des marchés portant sur des montants pouvant atteindre 2,5 millions de dollars, sous réserve que ces avenants soient soumis à un examen a posteriori par le Comité des marchés du Siège (mémoire approuvé le 15 novembre 2007). Or, le Président du Comité des marchés a considéré que la procédure d'examen a posteriori était contraire aux dispositions de l'alinéa c de la règle de gestion financière 105.13 selon laquelle l'avis d'un comité d'examen était requis avant que toute décision définitive concernant la passation ou la révision d'un marché puisse être prise (ibid., par. 111). Par la suite, la délégation de pouvoirs a encore été élargie aux marchés d'un montant n'excédant pas 5 millions de dollars, mais cette fois sans examen par le Comité des marchés du Siège (mémoire du 3 mars 2008). Comme l'indique le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport, 26 avenants, pour un montant total de 19,5 millions de dollars, ont été signés dans le cadre de la première délégation de pouvoirs et 74 autres, d'un montant total de 42,7 millions de dollars, l'ont été dans le cadre de la deuxième délégation sans que le Comité des marchés du Siège les ait examinés ou ait émis des recommandations à leur sujet (ibid., par. 112 et 118).

7. Dans son rapport sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes (A/64/368 et Corr.1), le Secrétaire général a estimé qu'il n'était pas utile de prendre des dispositions pour régulariser les opérations effectuées en vertu des pouvoirs conférés au Directeur de la Division des achats dans le mémoire approuvé par le Contrôleur le 15 novembre 2007 [voir A/64/5 (Vol. V), par. 113]. Il a justifié sa position en faisant valoir : a) que le Comité des commissaires aux comptes n'avait fait état d'aucune entorse au mémoire du 15 novembre 2007 ni d'aucune opération irrégulière effectuée dans l'exercice de cette délégation de pouvoir ; et b) qu'en accordant au Directeur de la Division des achats une délégation de pouvoir plus large pour ce qui concerne le plan-cadre d'équipement, le Secrétaire général adjoint à la gestion avait révisé le montant à partir duquel les achats doivent faire l'objet d'un examen ; les avenants conclus en vertu de la délégation de pouvoir élargie s'inscrivaient donc bien dans le cadre du Règlement

financier et des règles de gestion financière de l'Organisation et de ses principes et directives en la matière (voir A/64/368 et Corr.1, par. 29 à 31).

8. **Le Comité consultatif considère que le Secrétaire général ne répond pas de manière satisfaisante aux questions soulevées par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité des marchés du Siège, ni à celle de savoir si les avenants aux marchés et les opérations d'achat peuvent faire l'objet de contrôles efficaces en l'absence d'une procédure d'examen a posteriori par le Comité des marchés du Siège. Il est d'avis que ni l'absence d'irrégularité dans l'exercice des pouvoirs accrus ni la nécessité d'éviter les retards administratifs, ni même l'éventuelle inadaptation des procédures du Comité des marchés du Siège aux besoins particuliers du plan-cadre d'équipement ou la nécessité de réviser le Règlement financier et les règles de gestion financières, ne constituent une base solide pour conclure que l'examen a posteriori de tous les avenants à des marchés est inutile. Le Comité consultatif souligne à cet égard qu'au moment d'approuver le premier élargissement de la délégation de pouvoir le Secrétaire général adjoint à la gestion était enclin à considérer qu'un examen a posteriori par le Comité des marchés du Siège était nécessaire. Le Comité consultatif est d'avis que le Secrétaire général n'a pas avancé un argument suffisamment convaincant pour lever l'obligation de procéder à un examen a posteriori.**

9. Dans un domaine connexe, répondant à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes de relever sensiblement le niveau des contrôles internes auxquels étaient soumis les avenants aux marchés concernant le plan-cadre d'équipement [voir A/64/5 (Vol. V), par. 120], le Secrétaire général a indiqué qu'un comité d'examen devrait être créé en octobre 2009 pour examiner a posteriori les avenants aux contrats et les ordres de modification technique approuvés en vertu de la délégation de pouvoir accordée au Directeur de la Division des achats (A/64/368 et Corr.1, par. 35). S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris que cet organe examinerait a posteriori tous les avenants, y compris ceux déjà conclus dans le cadre des pouvoirs élargis. Le comité d'examen constituerait donc une procédure de substitution à la procédure d'examen a posteriori des avenants par le Comité des marchés du Siège. **Le Comité consultatif engage le Secrétaire général à faire le nécessaire pour que le mandat du comité d'examen et les procédures mises en place afin d'examiner les avenants aux marchés prévoient la régularisation ou l'examen des opérations passées, et régler ce faisant la question du contrôle interne [voir A/64/5 (Vol. V), par. 113 et 120 ; et A/64/368 et Corr.1, par. 28]. Il compte que les problèmes relatifs aux achats et à la gestion des marchés seront résolus rapidement et que les avenants aux marchés seront régularisés ou examinés avant que le Comité des commissaires aux comptes ne procède à sa prochaine vérification portant sur le plan-cadre d'équipement. Le Comité consultatif suppose que le Comité des commissaires aux comptes se penchera sur les recommandations formulées par le comité d'examen.**

10. **Le Comité consultatif insiste pour que les règles, règlements, principes et procédures administratives de l'Organisation soient scrupuleusement respectés. Il souligne que lorsque les vues du Secrétariat diffèrent de celles du Comité des commissaires aux comptes, le Secrétariat devrait justifier sa position et expliquer clairement les raisons pour lesquelles il ne peut pas accepter les recommandations du Comité, en énonçant les mesures qui permettraient d'atténuer tous risques associés. Le Comité consultatif souligne aussi qu'il importe que les États Membres reçoivent de la part des organes de contrôle toutes les assurances voulues quant à la validité des pratiques de gestion et contrôles internes se rapportant au projet, afin qu'ils puissent raisonnablement espérer que les crédits seront dûment protégés et les objectifs de l'Organisation atteints.**

11. Outre les principales recommandations susvisées, le Comité des commissaires aux comptes a fait un certain nombre d'observations sur le calendrier du projet, le déménagement, les risques concernant le personnel et les dépenses connexes. En particulier, il a recommandé au Secrétaire général :

a) D'accélérer la préparation et l'approbation des marchés relatifs au bâtiment du Secrétariat ;

b) D'accélérer le déménagement de tout le personnel afin de ne pas aggraver le retard de démarrage des travaux sur le bâtiment du Secrétariat ;

c) De profiter du démarrage des travaux sur le bâtiment du Secrétariat pour procéder à des vérifications supplémentaires de l'état dudit bâtiment, en ce qui concerne plus particulièrement le désamiantage, et de mettre en place un système très rigoureux de vérification de l'état d'avancement des travaux et des fournitures ;

d) De maintenir les activités de communication avec les fonctionnaires sur les aspects du plan-cadre d'équipement qui auront une incidence sur leurs conditions de travail ;

e) De faire figurer dans les prévisions de dépenses relatives au plan-cadre d'équipement les dépenses connexes approuvées par l'Assemblée générale.

Le Comité consultatif note que le Secrétaire général indique, dans son rapport sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes (A/64/368 et Corr.1), que ces recommandations ont été appliquées ou le seront en décembre 2009.

III. Septième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement

12. Dans son septième rapport annuel (A/64/346), le Secrétaire général a indiqué que, depuis la parution de son précédent rapport (A/63/477), le projet de plan-cadre d'équipement était passé de la phase de la conception aux travaux de construction proprement dits, et présenté les progrès accomplis en ce qui concerne les études techniques et la construction du bâtiment temporaire sur la pelouse nord, ainsi que le déménagement dans les locaux transitoires à l'intérieur du complexe du Siège et dans des bureaux extérieurs. Les dossiers techniques concernant la conception de l'ouvrage et les travaux de construction, établis sur la base d'analyses de la valeur, ont été achevés pour environ 80 % de l'ensemble du projet. Au 1^{er} août 2009, des marchés de travaux de construction à prix maximum garanti avaient été attribués pour 63 % des projets et les achats et les engagements de dépenses devaient être effectués pour plus des trois quarts des projets au début de 2010. Il ressort du calendrier actuel du plan-cadre d'équipement que des retards ont été pris car les travaux devraient désormais être achevés à la « fin » et non au « milieu » de 2013 comme indiqué dans le rapport précédent. Cependant, le Secrétaire général comptait compenser ce retard en accélérant les travaux de construction et de rénovation, et achever l'exécution du projet sans avoir à proroger les baux de location des locaux transitoires. Il a affirmé également que le coût du plan-cadre d'équipement est plus proche des prévisions budgétaires qu'il ne l'était au moment de l'établissement du sixième rapport annuel sur l'état d'avancement du projet.

A. Déménagement

13. Dans son rapport, le Secrétaire général a présenté des données actualisées sur le nombre des fonctionnaires qui devront déménager pour que les travaux de rénovation puissent commencer, et sur l'état d'avancement au 1^{er} septembre 2009 des réinstallations dans des locaux transitoires à l'intérieur et à l'extérieur du complexe (A/64/346, par. 4, 5 et 8). Comme indiqué, le budget concernant les locaux transitoires prévoit le déménagement de 2 773 fonctionnaires à l'extérieur dans des locaux loués dans l'immeuble sis au 380 Madison Avenue, l'immeuble Albano et l'immeuble du United Nations Federal Credit Union (UNFCU). Par ailleurs, 811 fonctionnaires seront réinstallés dans le complexe du Siège et des déménagements temporaires seront également nécessaires pour que le personnel essentiel ait accès au site du Siège et aux installations de conférence. En plus des réinstallations liées au plan-cadre d'équipement, le Bureau des services centraux d'appui continue de rechercher des espaces à usage de bureaux pour le personnel recruté dans le cadre de l'accélération en cours des travaux. Le Comité consultatif a été informé que le Bureau avait loué des espaces supplémentaires dans des immeubles, sis au 730 Third Avenue et au 300 East 42nd Street, pour satisfaire les besoins en bureaux découlant de l'approbation de la stratégie accélérée d'application du plan-cadre d'équipement en décembre 2007, et que des

espaces supplémentaires avaient été aménagés dans l'immeuble Alcoa et l'immeuble Chrysler pour le Bureau de l'administration de la justice et le Bureau des affaires juridiques. Le Comité consultatif relève que le Bureau des services centraux d'appui et le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement coordonnent la planification des déménagements en traitant chaque département comme une entité distincte, quelle que soit la source de financement.

14. Le Comité consultatif a appris que le déménagement des départements et bureaux dans les locaux transitoires extérieurs avait commencé au printemps 2009 et devrait s'achever en décembre 2009. Entre 50 et 400 fonctionnaires sont réinstallés chaque semaine, si l'on tient compte des déménagements liés au plan-cadre d'équipement et ceux attribuables à l'intensification des activités et aux déménagements temporaires qui relèvent de la responsabilité du Bureau des services centraux d'appui. Sur sa demande, un tableau lui a été communiqué, récapitulant le nombre total des déménagements achevés et encore à effectuer au 1^{er} octobre 2009, avec les dates envisagées des dernières réinstallations et la ventilation des déménagements liés au plan-cadre d'équipement et de ceux relevant du Bureau des services centraux d'appui (voir annexe I du présent document). Il en ressort que 3 067 déménagements ont été achevés et que 2 186 fonctionnaires au total devront déménager entre le 2 octobre et le 18 décembre 2009. Le Comité consultatif a par ailleurs appris que les déménagements se déroulaient sans encombre et seraient achevés à temps pour le début prévu des travaux de rénovation du bâtiment du Secrétariat. **Le Comité consultatif constate les progrès enregistrés à ce jour et espère que les déménagements prévus seront achevés dans les délais de sorte que la phase de rénovation puisse démarrer. Il compte que les déménagements s'effectueront de façon à perturber le moins possible les activités de l'Organisation.**

B. Calendrier du projet

15. Le septième rapport annuel comprend les prévisions actuelles du calendrier d'exécution du plan-cadre d'équipement par rapport à celles indiquées dans le précédent rapport annuel (ibid., tableau 1). Le Comité consultatif relève que la date d'achèvement des travaux est passée du « milieu 2013 » à la « fin 2013 », par suite des retards concernant la construction du bâtiment de la pelouse nord, qui a commencé au milieu 2008 au lieu du début 2008. Les principales raisons de ces retards sont énoncées au paragraphe 9 du rapport. Le Secrétaire général a indiqué qu'un calendrier de construction accéléré avait été élaboré pour la rénovation du bâtiment du Secrétariat qui permettrait d'achever les travaux avant l'expiration des baux de location des locaux transitoires.

16. Par ailleurs, le Comité consultatif constate qu'un changement important a été apporté à la conception du projet avec la nouvelle construction prévue d'une salle temporaire du Conseil de sécurité dans le bâtiment de l'Assemblée générale par suite de la décision du Département de la sûreté et de la sécurité de ne pas faire déménager le Conseil dans le bâtiment temporaire de la pelouse nord. Le Comité a appris qu'en conséquence le début des travaux de rénovations du bâtiment des conférences avait été reporté de la fin 2009 au début 2010, avec les effets que cela pourrait avoir sur le calendrier des travaux sur le bâtiment de l'Assemblée générale (qui devaient commencer après l'achèvement des travaux dans le bâtiment des conférences) et, de ce fait, sur le calendrier du plan-cadre d'équipement. Comme il l'indique dans son rapport (ibid., par. 12), le Secrétaire général veut compenser ce retard en accélérant les travaux de rénovation du bâtiment des conférences et compte que la modernisation du bâtiment de l'Assemblée générale sera terminée « peu après la date prévue ». Le Comité a été informé qu'à l'échelle du plan-cadre d'équipement, qui doit s'étendre sur plus de 60 mois, ce retard serait d'approximativement quatre mois. S'étant renseigné, il a également été informé que la décision de maintenir le Conseil de sécurité à l'intérieur des bâtiments proprement dits du Siège au lieu de le transférer dans la structure provisoire de la pelouse nord avait été prise en 2008, pour des raisons de sécurité et compte tenu également de la nécessité de disposer d'installations plus importantes que prévu pour la presse, ce qui s'était à son tour traduit par une augmentation des besoins en termes d'espace, de circulation, de sécurité et d'infrastructure technologique. **Le Comité consultatif déplore que les considérations de sécurité et les besoins en locaux n'aient pas été dûment pris en considération à un stade plus précoce et que la décision de maintenir le Conseil de sécurité**

dans les bâtiments du Siège n'ait pas fait partie du plan initial. Le moment où intervient cette décision démontre l'insuffisance de la planification et de la coordination, qui s'est soldée par des retards et des dépenses supplémentaires. Le Comité souligne la nécessité d'intensifier la coordination et la concertation entre le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement et toutes les autres parties prenantes en vue de garantir la bonne planification du projet et prévenir, dans toute la mesure possible, les retards imprévus et l'augmentation des coûts qui en résulte.

17. Le Comité consultatif constate que le calendrier général du plan-cadre d'équipement a déjà été dû être modifié par suite du retard apporté au démarrage des travaux de construction et qu'il subit de nouveaux retards en raison de la construction de la salle temporaire du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général a déclaré que des calendriers accélérés étaient mis au point pour la rénovation du bâtiment du Secrétariat et de celui des conférences afin de réduire les retards et respecter le calendrier présenté dans le septième rapport annuel. Il a cependant communiqué peu de détails et d'éléments concrets sur les moyens de compenser le retard de quatre mois ou sur les coûts et risques potentiels associés au resserrement du calendrier. Qui plus est, les échéances concernant les principales activités prévues sont exprimées en termes larges et vagues, comme le « début », le « milieu » ou la « fin » d'une année donnée. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de communiquer des renseignements plus complets et précis dans ses futurs rapports sur l'état d'avancement du projet en ce qui concerne les retards, y compris la portée de leurs incidences financières et autres impacts éventuels sur l'exécution du projet, ainsi que les mesures prises pour gérer les retards et les risques financiers avec efficacité.**

C. Analyse de la valeur

18. Dans son sixième rapport annuel, le Secrétaire général a indiqué qu'un intense exercice d'analyse de la valeur, visant à réduire les coûts du projet sans que cela ait d'incidence sur la qualité ou la fonctionnalité des ouvrages, avait abouti à une centaine de millions de dollars d'économies possibles et à une réduction correspondante du dépassement du budget estimé à 219 millions de dollars (A/63/477, par. 15). Dans son septième rapport annuel, il a indiqué que l'étude, qui n'avait pas cessé, se poursuivrait tout au long des phases de conception et de préparation, et qu'elle portait également sur les marchés à prix maximum garanti (A/64/346, par. 15 et 16). L'objectif de l'exercice est de réaliser 100 millions de dollars d'économies supplémentaires, voire davantage, pour que le projet puisse être mené à bien à un coût ne dépassant pas le budget, voire à un coût inférieur. **Le Comité consultatif encourage le Secrétaire général à poursuivre l'analyse de la valeur du projet en vue de réduire le plus possible les dépenses et d'optimiser l'utilisation des ressources tout en veillant, notamment, à ne pas compromettre la qualité, la fonctionnalité et l'étendue du projet et à préserver l'intégrité de la conception architecturale du complexe du Siège.**

19. Le Comité consultatif constate que le Secrétaire général n'a pas donné suite aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/270¹ et aux recommandations qu'il a lui-même faites dans son rapport (A/63/736) concernant le sixième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement², lorsqu'il a prié le Secrétaire général de présenter une description détaillée des activités d'analyse de la valeur, ainsi que les coûts et honoraires correspondants, et de définir clairement en quoi consistait cet exercice, avec une ventilation des économies auxquelles chaque analyse pourrait donner lieu. Sur sa demande, le Comité a reçu communication d'un récapitulatif des activités d'analyse de la valeur et du montant des économies qui pourraient être dégagées pour chaque bâtiment à rénover (voir annexe II du présent document). Le Secrétaire général a fait valoir que, vu la difficulté d'établir une distinction entre les économies liées aux changements de conception ou à l'évolution du coût du matériel et de la main-d'œuvre et celles imputables à des conditions de marché favorables, il n'était pas en mesure de présenter une autre ventilation des économies éventuelles. **Le Comité consultatif considère qu'une analyse et une ventilation détaillées des coûts sont indispensables à une gestion efficace des ressources et à une prise de décisions rationnelle,**

ainsi qu'au respect des normes appropriées de transparence et de responsabilité concernant l'utilisation des ressources. En conséquence, il renouvelle ses recommandations susmentionnées et souhaite que les informations demandées figurent dans le huitième rapport annuel sur l'état d'avancement du plan-cadre d'équipement.

D. Coût prévu

20. Dans sa résolution 61/251 du 22 décembre 2006, l'Assemblée générale a approuvé le financement du plan-cadre d'équipement et décidé que le montant total du budget ne devait pas excéder 1 876 700 000 dollars. Dans son cinquième rapport annuel sur la mise en œuvre du plan-cadre d'équipement (A/62/364 et Corr.1), le Secrétaire général a présenté une nouvelle estimation dont le montant d'approximativement 2 milliards 97 millions de dollars dépassait de 219 millions de dollars le budget approuvé à cause du retard pris dans le démarrage des travaux. Dans sa résolution 62/87, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de tout mettre en œuvre pour ramener le coût total du projet dans les limites du budget approuvé, et pris note de sa proposition relative à la stratégie accélérée qui permettrait d'achever le projet en 2013. Dans son sixième rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement (A/63/477), le Secrétaire général a présenté une estimation moindre des coûts (1 milliard 974 millions de dollars), qui demeurerait toutefois supérieure d'environ 97,5 millions de dollars au budget approuvé.

21. Les prévisions actuelles, présentées en septembre 2009 dans le septième rapport annuel (A/64/346), sont légèrement inférieures puisqu'elles s'établissent à 1 968 100 000 dollars, soit environ 91,4 millions de dollars de plus que le budget approuvé (ce qui représente une réduction de 6,1 millions de dollars par rapport aux estimations précédentes). Le budget actualisé indiquant les changements prévus en ce qui concerne le coût des travaux de modernisation, le coût des locaux transitoires et les options figure dans le tableau 2 de ce rapport. Le Comité consultatif constate des augmentations dans les prévisions de dépenses à toutes les rubriques intéressant la modernisation et les locaux transitoires, pour un montant total de 47,7 millions de dollars, avec un budget passant de 1 738 900 000 dollars à 1 786 600 000 dollars. Ces augmentations sont contrebalancées par une diminution de 53,8 millions de dollars au titre de la provision constituée aussi bien pour faire face aux imprévus que pour tenir compte de l'inflation.

E. Marchés à prix maximum garanti

22. S'agissant des achats, le Comité consultatif a appris que les travaux de modernisation avaient été divisés en 22 marchés à prix maximum garanti, dont 14 avaient déjà été attribués. Comme indiqué aux paragraphes 49 et 50 du septième rapport annuel (ibid.), le montant des engagements pris dans le cadre de marchés à prix maximum garanti s'élève à 1 223 600 000 dollars, soit environ 62 % du budget total. Une grande partie des achats au titre du projet a donc été effectuée au début de la crise, lorsque que la situation économique profitait à l'Organisation qui cherchait à exécuter le plan-cadre d'équipement dans les limites du budget approuvé. De plus, en bloquant les coûts à des conditions de marché favorables, les marchés à prix maximum garanti constituent un mécanisme d'atténuation des risques de hausse des prix, et de l'inflation en particulier. S'étant renseigné, le Comité a appris que des achats et engagements de dépenses supplémentaires d'un montant de 95 millions pour le bâtiment des conférences et de 145 millions de dollars pour les systèmes d'infrastructure, systèmes de sécurité et travaux dans les sous-sols seront effectués à la fin de 2009 ou au début de 2010, ce qui portera à environ 80 % la part des travaux couverts par des marchés. S'étant renseigné, le Comité a appris que les 20 % de travaux de construction restant ne devaient pas commencer avant 2012 et que le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement n'avait pas jugé opportun de lancer des appels d'offres et d'attribuer des marchés à prix maximum garanti bien avant le démarrage de ces travaux puisque, selon toute vraisemblance, les fournisseurs majoreraient leurs offres pour tenir compte des hypothèses les plus défavorables concernant les imprévus et les risques d'inflation. **Le Comité consultatif prend note des efforts déployés par le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement, et de l'état d'avancement des achats liés au projet. Il encourage le Bureau à procéder, là où il sera possible, à l'attribution des marchés à prix maximum garanti qui restent à passer pour le**

bâtiment des conférences et l'infrastructure de sorte à tirer le plus grand avantage des conditions du marché actuellement favorables.

23. Dans ce contexte, le Comité consultatif constate que le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement a mis en œuvre la recommandation du Comité des commissaires aux comptes de tenir un tableau établissant le lien entre les dépenses de rénovation et la valeur effective des marchés à prix maximum garanti conclus ainsi que la valeur estimative des marchés à prix maximum garanti restant à conclure (A/64/368 et Corr.1, par. 13 et 14). Cet état détaillé est mis à jour toutes les semaines et comprend la valeur estimative des ordres de modification émis.

F. Analyse des hypothèses économiques

24. Au paragraphe 6 de son précédent rapport (A/63/736), le Comité consultatif a souligné qu'il importait de suivre l'évolution des hypothèses économiques et leurs incidences sur le projet et prié le Secrétaire général de présenter des renseignements détaillés sur cette question dans le septième rapport annuel. **Étant donné le caractère incertain et fluctuant de la situation économique, le Comité consultatif considère qu'une analyse approfondie de l'évolution des facteurs économiques et des hypothèses retenues pour les prévisions de dépenses est un moyen essentiel de mieux comprendre les risques associés au projet, et faciliterait grandement l'examen de la question. Il renouvelle donc sa demande et compte que des renseignements détaillés seront présentés à ce sujet dans le huitième rapport annuel (voir également par. 5 du présent document).**

G. Liquidités et intérêts/crédits ouverts et dépenses

25. Un état des crédits ouverts et des dépenses engagées est présenté dans le septième rapport annuel (A/64/346, par. 61 et 62 et tableau 3). Au 31 août 2009, l'Assemblée générale avait ouvert des crédits d'un montant total de 1 186 800 000 dollars; une somme de 88,4 millions de dollars restait à recevoir sur les montants mis en recouvrement pour 2009 et les exercices antérieurs; le montant total des dépenses s'élevait à 872,9 millions de dollars; et un montant de 72 068 dollars restait à recevoir au titre de la réserve opérationnelle. Comme indiqué par le Comité des commissaires aux comptes [A/64/5 (Vol. V), par. 20 à 23], jusqu'à 2008 y compris les besoins en trésorerie du projet avaient été inférieurs aux disponibilités, et cet excédent des recettes sur les dépenses procurait des intérêts considérables au fonds du plan-cadre. Le Comité consultatif a été informé qu'au 25 septembre 2009 des intérêts d'un montant avoisinant 67,7 millions de dollars avaient été perçus sur le fonds du plan-cadre d'équipement et la réserve opérationnelle.

26. Le Secrétaire général demande à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant d'environ 690 millions de dollars. Le Comité consultatif s'est enquis des raisons d'une telle demande étant donné la situation de trésorerie favorable du fonds du plan-cadre d'équipement. Il a été informé que l'Organisation avait besoin de ces ressources pour engager des dépenses et achever de passer des marchés à prix maximum garanti pour le reste du projet.

H. Moyens de favoriser la passation de marchés avec des fournisseurs de pays en développement ou en transition

27. Dans son septième rapport annuel (A/64/346, par. 17 à 21), le Secrétaire général a présenté certaines des mesures prises en réponse au paragraphe 15 de la section I de la résolution 63/270 dans laquelle l'Assemblée générale lui demandait à nouveau de chercher d'autres moyens novateurs de favoriser la passation de marchés avec des entreprises de pays en développement ou en transition. Le Comité consultatif a appris que, par suite de ces mesures, des contrats d'un montant d'environ 25 millions de dollars (6,7 % de la valeur totale du marché passé avec l'entreprise Skanska) avaient été conclus avec des fournisseurs de pays autres que le pays hôte³. **Le Comité consultatif prend note de ces premiers résultats et encourage le Secrétaire général à poursuivre les efforts engagés pour donner suite aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans ce domaine.**

I. Dons

28. Aux paragraphes 25 à 29 de la section I de sa résolution 63/270, l'Assemblée générale a décidé de ne pas approuver la politique de dons liée au plan-cadre d'équipement et prié le Secrétaire général de formuler de nouvelles propositions permettant à tous les États Membres de faire des dons dans le plein respect du caractère international et intergouvernemental de l'Organisation, ainsi que de son Règlement financier et de ses règles de gestion financière, et sans préjudice de la portée, des spécifications et de la conception du projet. Le Secrétaire général indique qu'une nouvelle politique a été élaborée aux fins du versement de dons en espèces de montants plus modestes, soit sous la forme d'une contribution conjointe avec d'autres États Membres en vue de « parrainer » une salle, soit en contribuant directement à un fonds d'affectation spéciale, sans parrainage. **Le Comité consultatif salue les efforts faits pour adapter la politique relative aux dons afin de permettre à un plus grand nombre d'États Membres d'apporter leur contribution au plan-cadre d'équipement.**

J. Stationnement

29. Dans son sixième rapport annuel (A/63/477), le Secrétaire général a indiqué que pour améliorer les conditions de sécurité dans le complexe du Siège il faudrait apporter certaines modifications au garage, qui auraient pour effet de faire disparaître environ 350 places de stationnement. L'Assemblée générale, au paragraphe 33 de la section I de sa résolution 63/270, s'est inquiétée des difficultés qui existaient au sujet de la disponibilité d'emplacements de stationnement à l'Organisation et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que le nombre total des places disponibles pour les États Membres ne diminue pas une fois le plan-cadre d'équipement achevé. **Le Comité consultatif note que le Secrétaire général a chargé l'équipe responsable du plan-cadre d'équipement d'envisager différentes solutions, et rendra compte à ce sujet dans le huitième rapport annuel sur l'avancement du projet.**

K. Initiatives écologiques

30. Dans son septième rapport annuel, le Secrétaire général a décrit l'état d'avancement des initiatives écologiques et proposé des objectifs plus ambitieux pour trois des plus importantes, à savoir la réduction de 50 % de la consommation d'énergie, la réduction de 45 % des émissions de gaz à effet de serre et la réduction de 40 % de la consommation d'eau (A/64/346, par. 33). Plusieurs nouvelles initiatives sont présentées dans le détail aux paragraphes 34 à 37 du rapport. Le Comité consultatif se félicite des dispositions prises par le Secrétaire général pour faire en sorte que le plan-cadre d'équipement contribue à améliorer l'éco-efficacité des installations du Siège. **Le Comité consultatif prie le Secrétaire général de présenter dans son huitième rapport annuel, outre les objectifs exprimés en termes de réduction de la consommation d'énergie, des estimations concernant le montant et le calendrier de réalisation des économies attendues.**

L. Conclusions et recommandations

31. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre sont indiquées au paragraphe 64 du rapport du Secrétaire général (A/64/346). Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée de prendre note des progrès réalisés depuis la parution du sixième rapport annuel et prie le Secrétaire général de continuer à faire rapport sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement, le calendrier, le coût prévisionnel, l'état des contributions et la réserve opérationnelle. **Le Comité consultatif recommande d'approuver la proposition du Secrétaire général concernant l'ouverture d'un crédit de 689,9 millions de dollars au titre du solde des dépenses afférentes aux travaux d'exécution du plan-cadre d'équipement.**

32. Des informations à jour sur le niveau de liquidités du fonds pour le plan-cadre d'équipement et de la réserve opérationnelle ainsi que sur l'état des contributions et des dépenses devraient être communiquées à l'Assemblée générale pour l'examen de cette question. En outre, le Comité consultatif prie le Secrétaire général de présenter des

renseignements détaillés sur les problèmes soulevés dans les paragraphes précédents. Enfin, il insiste sur le fait qu'il importe au plus haut point que les principaux départements concernés par l'exécution du plan-cadre d'équipement coopèrent étroitement à tous les stades du projet, et encourage le Secrétaire général à continuer à en suivre l'application.

IV. Proposition de mesures d'atténuation des risques pour protéger les données et les systèmes informatiques et télématiques du Secrétariat pendant les travaux de construction relevant du plan-cadre d'équipement

33. Le rapport du Secrétaire général (A/64/346/Add.1) fait le point sur la mise en œuvre du projet de création d'un nouveau centre informatique secondaire pour le Siège de l'Organisation conformément à la résolution 63/269 de l'Assemblée générale, en date du 7 avril 2009, dans laquelle celle-ci a approuvé la proposition faite par le Secrétaire général à ce sujet (voir A/63/743). Le nouveau centre doit remplacer l'actuel centre informatique secondaire hébergé dans le bâtiment DC2, l'objectif étant de limiter les risques pendant le déménagement du centre informatique principal entre son emplacement actuel dans le bâtiment du Siège et son nouvel emplacement permanent dans le sous-sol de la pelouse nord. Dans la résolution susmentionnée, l'Assemblée a également décidé que toute nouvelle proposition concernant des mesures d'atténuation des risques pendant les travaux de construction relevant du plan-cadre d'équipement devrait être présentée dans le rapport annuel sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement et prié le Secrétaire général de lui présenter un dispositif unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre, y compris une solution permanente pour le Siège, au plus tard durant la partie principale de sa soixante-cinquième session.

34. Le Comité consultatif note que, comme il l'avait recommandé dans son rapport (A/63/774, par. 21), le Secrétaire général a fait appel aux services d'une société de conseil ayant l'expérience de projets de déménagement de centres informatiques pour aider à planifier le déménagement des centres informatiques principal et secondaire.

35. Afin de répondre aux exigences du calendrier des travaux prévus au titre du plan-cadre d'équipement, il faudra respecter les délais que le Secrétaire général a indiqués dans son rapport (A/63/743, par. 20 à 27 et figure I) pour la mise en service du nouveau centre informatique secondaire, ce qui implique que tous les systèmes devront avoir été transférés de l'actuel centre informatique secondaire hébergé dans le bâtiment DC2 au nouveau centre le 31 octobre 2009 au plus tard, de façon que le transfert du centre informatique principal du bâtiment du Secrétariat vers le sous-sol de la pelouse nord puisse avoir lieu entre le 1^{er} novembre 2009 et le 30 mars 2010, date à laquelle les locaux du Secrétariat devront être libérés.

36. Compte tenu des délais serrés à respecter et des coûts qu'entraînerait tout retard dans le calendrier du plan-cadre d'équipement, le Secrétaire général a proposé de louer des locaux prééquipés à compter du 1^{er} juillet 2009 et de faire appel au concours du Centre international de calcul pour y installer du matériel informatique, transférer tous les systèmes dans le nouveau centre informatique secondaire et lui confier la gestion de certaines des activités de ce centre (voir A/63/743). Il a indiqué, à cet égard, que le Secrétariat devait conclure un accord de prestation de services avec le Centre international de calcul, en application du sous-alinéa iii de l'alinéa a de la règle de gestion financière 105.16 relative à la passation de marchés dans le cadre de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies. Par ailleurs, afin de garantir la rentabilité des services assurés par le Centre de calcul et d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix de sa part, il a été décidé que la Division des achats serait chargée de gérer l'accord de prestation de services, tandis que le Bureau des technologies de l'information et des communications établirait un solide cahier des charges assorti d'une définition claire des réalisations attendues sur lesquelles la Division s'appuierait pour évaluer les prévisions de dépenses présentées par le Centre.

37. Dans son dernier rapport (A/64/346/Add.1), le Secrétaire général indiquait que le Centre international de calcul ne serait pas en mesure de respecter la date butoir du 1^{er} novembre 2009 fixée par le Secrétariat pour le transfert du centre informatique secondaire. En conséquence, le Secrétariat n'avait pas d'autre solution que de faire appel à des ressources internes pour l'exécution du projet et il avait constitué une équipe spécialisée à cette fin. Le Secrétaire général ajoutait que malgré ce contretemps, qui s'était produit à un stade avancé du processus, le cap avait été redressé et le projet serait exécuté dans les délais prévus.

38. En outre, du fait qu'il n'a pas pu passer un contrat avec le Centre international de calcul pour la fourniture du matériel et des services nécessaires dans le cadre de l'accord de prestation de services envisagé, le Secrétariat a dû acheter ou louer directement tout le matériel et réaménager les ressources approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/269, comme indiqué dans le tableau 1 du rapport du Secrétaire général. Le Comité consultatif a été informé que les prévisions de dépenses afférentes à ces services ne constituaient encore qu'une estimation dans l'attente du renouvellement de l'accord de prestation de services en vigueur conclu avec le Centre qui arrive à expiration à la fin de 2009 (voir par. 39 et 40 ci-dessous).

39. Le Comité consultatif prend acte de la nouvelle approche adoptée pour faire face aux impératifs du calendrier du plan-cadre d'équipement. Il a obtenu, à sa demande, un complément d'information sur les coûts de substitution afférents aux moyens internes qui serait affectés à l'exécution du projet et à l'exploitation du centre informatique secondaire pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2011 : ils ont trait notamment au redéploiement de fonctionnaires spécialisés affectés à des tâches prioritaires au niveau des départements et de l'Organisation dans son ensemble afin de constituer une équipe spécifique pour le projet de transfert ; aux charges supplémentaires à assumer sur le plan de l'administration et de la gestion, liées au recrutement de vacataires qui remplaceront temporairement ces fonctionnaires et à la nécessité de veiller au transfert des connaissances voulues pour assurer la continuité des opérations courantes ; aux charges administratives supplémentaires imposées à la Division des achats et au Bureau des technologies de l'information et des communications qui devront effectuer des achats de matériel et de logiciels pour le centre informatique et réaménager les fonds que l'Assemblée générale avait alloués pour la location de matériel en vue de financer ces achats ; et à un surcroît de responsabilités pour la gestion du matériel informatique. Le Comité a été en outre informé que le Centre international de calcul fournit des services de supervision 24 heures sur 24 et sept jours sur sept pour les centres informatiques primaire et secondaire en vertu d'un contrat en vigueur qui arrive à expiration le 31 décembre 2009 et que le Secrétariat aurait des difficultés à assurer ces services si le contrat n'était pas renouvelé en temps voulu. **Le Comité consultatif demeure préoccupé par les risques qui pèsent sur le projet. Il prie instamment le Secrétaire général de continuer de suivre la situation de près et de veiller à ce que les activités liées au transfert et à l'exploitation du centre informatique secondaire soient exécutées conformément au calendrier établi pour le plan-cadre d'équipement.**

40. Le Comité consultatif a été informé que l'une des raisons pour lesquelles le Centre international de calcul n'était pas en mesure de respecter le calendrier fixé par le Secrétariat tenait à la longueur des délais requis pour la réalisation de l'étude d'étalonnage concernant les prévisions de dépenses qu'il a présentées. **Étant donné que le Centre est une entité interorganisations et qu'il entretient depuis longtemps des relations de travail régulières avec l'Organisation des Nations Unies, le Comité consultatif présumait qu'il existait des procédures viables pour passer rapidement des contrats avec le Centre dans les conditions prévues par le sous-alinéa iii de l'alinéa a de la règle de gestion financière 105.16. Il souligne que les relations avec le Centre et ses façons de procéder pour les services qu'il fournit à l'Organisation devraient faire l'objet d'examen périodiques et que ses prestations devraient donner lieu à des appréciations et à des comparaisons avec des organismes du secteur public et du secteur privé. Le Centre devrait également être évalué au regard des normes de qualité et d'efficacité pour s'assurer qu'il est toujours un partenaire rentable et fiable. Parallèlement, le Comité estime qu'il faudrait s'attacher tout particulièrement à mettre au point des procédures administratives adaptées pour aider les bureaux et départements du Secrétariat à exécuter leurs projets efficacement et en temps voulu, au lieu de compliquer leur tâche. Il**

recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de revoir les procédures en place, de procéder aux aménagements nécessaires et de rendre compte des mesures qui auront été prises dans le rapport annuel sur les activités d'achat.

V. Dépenses connexes au titre du plan-cadre d'équipement

41. Les propositions du Secrétaire général concernant le financement des dépenses connexes de 2010 dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement (A/64/346/Add.2) font suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/270. Dans cette résolution, l'Assemblée avait décidé de ne pas approuver le montant global des dépenses connexes indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur la question (A/63/582), gardant à l'esprit les nouvelles possibilités de réduction des coûts offertes par la conjoncture économique et les économies réalisées par le Secrétaire général. **L'Assemblée générale avait également décidé que les dépenses connexes approuvées au titre du plan-cadre d'équipement seraient financées au moyen du budget approuvé pour le plan-cadre d'équipement, sauf si elle en décidait autrement.**

42. Dans son rapport sur le plan-cadre d'équipement, le Comité consultatif a émis des réserves à propos de la façon dont la demande en ressources additionnelles pour couvrir les dépenses connexes a été présentée, faisant notamment observer que certaines des ressources demandées dans le rapport n'étaient pas directement liées au plan-cadre d'équipement mais aux améliorations permanentes et que, indépendamment de l'intérêt qu'elles pouvaient présenter, elles ne devaient pas être considérées comme des dépenses connexes (A/63/736, par. 34). **Le Comité consultatif estime que ces observations sont toujours valables et que les dépenses connexes ne devraient pas englober des dépenses d'investissement ou des engagements à long terme.**

43. Dans son précédent rapport sur les dépenses connexes du plan-cadre d'équipement (A/63/582), le Secrétaire général avait indiqué que le montant brut des dépenses connexes afférentes à la période 2008-2013 pour quatre départements, à savoir le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Département de l'information, le Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion et le Département de la sûreté et de la sécurité, était estimé à 185 997 400 dollars (montant net : 176 569 000 dollars), ce chiffre comprenant un montant brut de 38 191 200 dollars (montant net : 35 816 700 dollars) pour l'exercice biennal 2008-2009. Étant donné qu'elle a examiné cette demande en avril 2009, soit moins de neuf mois avant l'achèvement de l'exercice biennal 2008-2009, l'Assemblée générale a, au paragraphe 9 de la section II de sa résolution 63/270, prié le Secrétaire général de tout faire pour financer au moyen des ressources approuvées au titre du plan-cadre d'équipement les dépenses connexes de l'exercice biennal 2008-2009 à hauteur d'un montant net de 30 272 400 dollars. Les prévisions de dépenses qui figurent dans le dernier rapport du Secrétaire général s'élèvent à 172 millions de dollars en chiffres nets⁴ pour la période 2008-2013 ; elles comprennent le montant de 30 272 400 dollars approuvé pour l'exercice biennal 2008-2009, un montant de 50 114 100 dollars pour 2010 et un solde de 91 874 900 dollars correspondant aux projections pour la période 2011-2013 (voir A/64/346/Add.2, tableau 3). Le tableau 2 de ce rapport présente un résumé des ressources nécessaires par chapitre du budget et par exercice biennal.

44. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu des renseignements actualisés sur l'état des dépenses connexes afférentes à l'exercice biennal 2008-2009 au 30 septembre 2009. Ils sont reproduits dans le tableau suivant :

État des dépenses connexes au 30 septembre 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montants approuvés 2008-2009	Dépenses au 30 septembre 2009	Dépenses prévues 1 ^{er} octobre- 31 décembre 2009	Solde inutilisé prévu pour 2008-2009
	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) - [(b) + (c)]
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	995,3	648,2	347,1	0,0
Département de l'information	3 823,1	427,4	3 395,7	0,0
Bureau des services centraux d'appui	11 720,1	3 926,9	4 697,1	3 096,1
Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	4 521,6	3 066,3	1 721,3	-266,0
Département de la sûreté et de la sécurité	7 576,3	5 500,5	2 075,8	0,0
Bureau des technologies de l'information et des communications	1 636,0	178,0	926,0	532,0
Total (net)	30 272,4	13 747,3	13 163,0	3 362,1

A. Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

(En milliers de dollars des États-Unis)

Montants approuvés 2008-2009	Dépenses au 30 septembre 2009	Dépenses prévues 1 ^{er} octobre- 31 décembre 2009	Solde 2008-2009	Coût estimatif 2010	Coût estimatif 2011-2013	Coût estimatif 2008-2013
995,3	648,2	347,1	0	645,6	1 319,2	2 960,1

45. Le montant des ressources à prévoir (principalement au titre des autres dépenses de personnel) pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences est estimé à 2 960 100 dollars sur la durée du projet. Ces ressources permettraient de recruter du personnel d'appui supplémentaire pour les systèmes de gestion des réunions et des documents qui sont indispensables durant l'exécution du plan-cadre d'équipement, compte tenu du fait que le personnel du Département a déménagé dans plusieurs bâtiments différents.

46. Un montant de 995 300 dollars a été alloué pour l'exercice biennal 2008-2009 au titre des dépenses de personnel temporaire pour financer l'équivalent de deux postes P-3 de spécialiste des systèmes informatiques et de quatre postes d'assistant à la gestion des dossiers de la catégorie des services généraux (Autres classes) pour 18 mois, ainsi que de cinq postes de technicien des technologies de l'information et des communications de la catégorie des services généraux (Autres classes) pour trois mois. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (ibid., par. 5), le Département devrait utiliser la totalité des fonds alloués.

47. Le montant de 645 600 dollars prévu au titre des dépenses connexes pour 2010 permettrait de financer le maintien de six postes de temporaire [l'équivalent de deux postes P-3 de spécialiste des systèmes informatiques et de quatre postes d'assistant à la gestion des dossiers de la catégorie des services généraux (Autres classes)]. **Le Comité consultatif recommande d'approuver le montant de 645 600 dollars demandé pour 2010 au titre du personnel d'appui supplémentaire qui devra être employé durant l'exécution du plan-cadre d'équipement, étant entendu qu'aucun effort ne sera épargné pour absorber ces dépenses additionnelles.**

B. Département de l'information

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Montants approuvés 2008-2009</i>	<i>Dépenses au 30 septembre 2009</i>	<i>Dépenses prévues 1^{er} octobre- 31 décembre 2009</i>	<i>Solde 2008-2009</i>	<i>Coût estimatif 2010</i>	<i>Coût estimatif 2011-2013</i>	<i>Coût estimatif 2008-2013</i>
3 823,1	427,4	3 395,7	0	30 035,8	–	33 858,9

48. Les ressources à prévoir au titre du Département de l'information pour la période 2008-2013, qui sont estimées à 33 858 900 dollars, permettront de couvrir les dépenses afférentes à la construction d'installations permanentes de radiodiffusion. La majeure partie de ces ressources (30 035 800 dollars) serviront à financer l'achat d'un système intégré de gestion des supports numériques, pendant l'exercice biennal 2010-2011, afin de remplacer le matériel de radiodiffusion actuel, qui est vétuste.

49. Une somme de 3 823 100 dollars a été allouée pour l'exercice biennal 2008-2009. Elle comprenait un montant de 3 505 700 dollars qui devait être affecté à la mise au point de critères de sélection et d'un ensemble de prototypes de validation pour le système de gestion des supports numériques et un montant de 317 400 dollars qui devait servir à financer la reconfiguration d'un studio de radiodiffusion destiné au nouveau Centre international de communications radiophoniques et à recruter des archivistes chargés de répertorier, évaluer, trier, classer et indexer les archives audiovisuelles à conserver ou à détruire. Comme indiqué dans le rapport (*ibid.*, par. 7), bien que les travaux relatifs à la mise au point des prototypes de validation aient été retardés pour des raisons techniques, essentiellement parce qu'on avait décidé de séparer les achats concernant le système de gestion des supports numériques, d'une part, et les installations permanentes de radiodiffusion, de l'autre, le Département prévoit d'engager la totalité des fonds alloués pour l'exercice biennal 2008-2009 d'ici à la fin de 2009 ou au début de 2010 (voir par. 51 du présent document).

50. Le Comité consultatif a été informé que l'acquisition des installations permanentes de radiodiffusion et du système intégré était planifiée pour 2010. Toutefois, à la suite de consultations étroites entre le Département de l'information, le Bureau des services centraux d'appui et le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement, il avait été décidé que, pour la passation du marché relatif aux nouvelles installations permanentes de radiodiffusion, on procéderait sur la base d'un contrat de conception-réalisation au lieu de lancer un appel d'offres pour la phase de réalisation (mode de contractualisation *design-bid-build*), comme on l'avait initialement envisagé, et que l'acquisition serait effectuée par l'intermédiaire du directeur des travaux du plan-cadre d'équipement. Dans le mode conception-appel d'offres-réalisation, le maître d'œuvre passe des contrats avec des entités distinctes pour la conception et la réalisation de l'ouvrage, alors que, dans le mode conception-réalisation, les tâches liées à ces deux phases sont confiées à un seul entrepreneur. Le Comité a été informé que le choix du mode conception-réalisation pour l'exécution du projet permettait : *a*) de limiter les risques pour le maître d'œuvre du fait qu'on faisait appel à une seule entité pour les travaux d'étude et de construction ; et *b*) de réduire les délais d'exécution du projet en le divisant en éléments qu'il est possible de gérer individuellement et en faisant se chevaucher les phases de conception et de réalisation des différents éléments.

51. Le Comité consultatif a été informé que le marché relatif aux installations permanentes de radiodiffusion avait été restructuré sur la base d'une partition en trois opérations d'achat individuelles, chacune d'elles étant considérée comme un marché de conception-réalisation distinct. Les fonds alloués au titre des services de consultants pour les aspects liés à la conception en 2009 (3 505 700 dollars) seraient incorporés dans les budgets affectés à ces marchés. Le Comité a obtenu un échéancier détaillé pour les opérations d'achat, dans lequel il est indiqué que la procédure d'acquisition du système de gestion des contenus numériques et d'automatisation de la radiodiffusion devrait être achevée au premier trimestre de 2010 (voir annexe III du présent document).

52. S'étant renseigné sur les raisons pour lesquelles le directeur des travaux du plan-cadre d'équipement avait été sélectionné pour le projet de construction des installations permanentes de radiodiffusion, le Comité consultatif a été informé que ce choix permettrait de réaliser des gains d'efficacité en atténuant les risques et en évitant les doubles emplois, du fait que l'entreprise considérée était chargée de veiller à ce que tous les travaux prévus au titre du plan-cadre soient pleinement intégrés et exécutés dans les délais prescrits, de façon générale.

53. **Le Comité consultatif est conscient qu'il est nécessaire de moderniser le matériel vétuste des installations permanentes de radiodiffusion et recommande en conséquence d'approuver le montant de 30 035 000 dollars demandé pour l'achat des installations et des équipements en 2010. Il compte que le marché qui sera passé selon la procédure de conception-réalisation par l'intermédiaire du directeur des travaux du plan-cadre d'équipement pour les nouvelles installations, permettra au Département de rattraper les retards enregistrés lors de la phase de conception et que tous les efforts possibles seront faits pour réaliser de nouveaux gains d'efficacité et absorber les dépenses additionnelles.**

C. Bureau des services centraux d'appui

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Montants approuvés 2008-2009</i>	<i>Dépenses au 30 septembre 2009</i>	<i>Dépenses prévues 1^{er} octobre- 31 décembre 2009</i>	<i>Solde 2008-2009</i>	<i>Coût estimatif 2010</i>	<i>Coût estimatif 2011-2013</i>	<i>Coût estimatif 2008-2013</i>
11 720,1	3 926,9	4 697,1	3 096,1	6 141,3	66 727,1	84 588,5

54. Le Comité consultatif note que la Division de l'informatique a été transférée du Bureau des services centraux d'appui au Bureau des technologies de l'information et des communications à compter du 1^{er} janvier 2009 et que, de ce fait, dans le dernier rapport, les prévisions de dépenses relatives à la Division sont présentées dans la section consacrée au Bureau des technologies de l'information et des communications.

55. Le montant des ressources à prévoir au titre du Bureau des services centraux d'appui est estimé à 84 588 500 dollars pour toute la durée du projet de rénovation. La majeure partie de ces fonds (66 727 100 dollars) serviront à couvrir des dépenses qui devront être engagées pendant la période 2011-2013 en vue de l'achat de mobilier et d'équipement pour les locaux une fois que ceux-ci auront été rénovés. Les ressources demandées pour la phase initiale du plan-cadre d'équipement serviront à financer, entre autres, les activités logistiques liées à l'installation dans des locaux transitoires, s'agissant du suivi de la gestion et de la cession des actifs, de la tenue des archives et de la comptabilité, de l'appui au maintien des services d'audioconférence et de visioconférence, de la migration des systèmes d'appui aux conférences et de l'entretien des locaux transitoires.

56. Pour l'exercice biennal 2008-2009, un montant total de 11 720 100 dollars a été prévu au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), des services contractuels, des frais généraux de fonctionnement et du mobilier et du matériel. Comme indiqué dans le rapport (ibid., par. 11), les dépenses prévues pour cet exercice devraient se chiffrer à 8 624 000 dollars, soit 3 096 100 dollars de moins que le crédit ouvert, le solde inutilisé comprenant 1,8 million de dollars d'économies imputables à des retards et 1,3 million de dollars à reporter sur des exercices ultérieurs.

57. Pour 2010, le Bureau des services centraux d'appui prévoit un montant de 1 600 900 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), 414 300 dollars au titre des services contractuels, 1 527 500 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement et 2 598 600 dollars au titre du mobilier et du matériel, soit 6 141 300 dollars au total. Le Comité consultatif relève que le Bureau réitère la demande de création de 11 postes de temporaire qui avait été formulée dans le rapport précédent. Par sa résolution 63/270, l'Assemblée générale avait autorisé la création de sept

postes seulement, en raison notamment du temps limité qui restait à courir avant la fin de l'exercice biennal.

58. Lorsqu'il avait examiné cette demande, le Comité consultatif avait émis des réserves au sujet du niveau de l'assistance temporaire demandée par le Bureau des services centraux d'appui, notamment à propos d'un poste P-3 destiné à un spécialiste en technologie de l'information qui fournirait un soutien pour certains systèmes d'appui aux conférences. Il avait fait valoir que le Secrétaire général devait tirer parti de l'intégration des services informatiques au sein du Bureau des technologies de l'information et des communications pour centraliser toutes les fonctions informatiques relatives au plan-cadre d'équipement (A/63/736, par. 47). Au cours de ses entretiens avec les représentants du Secrétaire général, le Comité a réitéré ces préoccupations et demandé une justification supplémentaire pour le poste considéré. Toutefois, le Bureau des services centraux d'appui a maintenu sa position selon laquelle les activités correspondantes ne relevaient pas de la compétence du Bureau des technologies de l'information et des communications.

59. **Le Comité consultatif prie instamment le Secrétaire général de veiller à ce que les dépenses afférentes à la gestion des activités logistiques dans le cadre des déménagements soient limitées autant que possible, en gardant à l'esprit la nécessité de les financer dans les limites du budget global affecté au plan-cadre d'équipement. Il continue d'avoir des réserves au sujet du niveau de l'assistance temporaire demandée par le Bureau des services centraux d'appui et estime qu'il serait possible de faire des efforts supplémentaires pour intégrer les fonctions du poste P-3 d'informaticien en utilisant les ressources existantes. En conséquence, il recommande d'approuver le montant supplémentaire de 6 141 300 dollars demandé pour 2010, mais pas le financement de ce poste d'informaticien (P-3).**

D. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Montants approuvés 2008-2009</i>	<i>Dépenses au 30 septembre 2009</i>	<i>Dépenses prévues 1^{er} octobre- 31 décembre 2009</i>	<i>Solde 2008-2009</i>	<i>Coût estimatif 2010</i>	<i>Coût estimatif 2011-2013</i>	<i>Coût estimatif 2008-2013</i>
4 521,6	3 066,3	1 721,3	(266,0)	2 289,1	1 500,0	8 310,7

60. Un montant total de 4 521 600 dollars a été prévu à la rubrique Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien pour couvrir les dépenses que le projet d'expansion des locaux d'archivage (2 443 500 dollars) et l'achat de matériel de sûreté et de sécurité (2 078 100 dollars) occasionneront en 2009. Comme indiqué dans le rapport (A/64/346/Add.2, par. 14), le coût du projet d'expansion des locaux d'archivage dépasse le montant initialement inscrit au budget, ce qui entraîne un déficit de 266 000 dollars à couvrir à l'aide des ressources mises à la disposition du Bureau des services centraux d'appui. Le Secrétaire général prévoit que le montant approuvé pour le matériel de sûreté et de sécurité sera entièrement utilisé.

61. Il est proposé de prévoir pour 2010 un montant de 2 289 100 dollars afin de financer l'achat de matériel de sûreté et de sécurité pour la gestion de la sûreté et de la sécurité et la surveillance des locaux transitoires nécessaires à l'exécution du plan-cadre d'équipement. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général.**

E. Département de la sûreté et de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Montants approuvés 2008-2009</i>	<i>Dépenses au 30 septembre 2009</i>	<i>Dépenses prévues 1^{er} octobre- 31 décembre 2009</i>	<i>Solde 2008-2009</i>	<i>Coût estimatif 2010</i>	<i>Coût estimatif 2011-2013</i>	<i>Coût estimatif 2008-2013</i>
7 576,3	5 500,5	2 075,8	–	10 358,3	21 033,4	38 968,0

62. Le montant des ressources à prévoir pour le Département de la sûreté et de la sécurité (principalement au titre des autres dépenses de personnel) est estimé à 38 968 000 dollars pour toute la durée du projet. La majeure partie de ces ressources servirait à recruter du personnel temporaire de sécurité pour assurer des services conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle concernant les locaux transitoires et les travaux de construction dans les bâtiments de la pelouse nord et du Secrétariat.

63. Un montant total de 7 576 300 dollars a été approuvé pour l'exercice biennal 2008-2009 pour les dépenses afférentes à 63 postes de personnel temporaire (5 660 300 dollars), aux services contractuels (288 300 dollars), aux frais généraux de fonctionnement (146 800 dollars) et aux fournitures et accessoires (1 480 900 dollars). Le Département prévoit d'utiliser la totalité des ressources prévues d'ici à la fin de 2009.

64. Pour 2010, le Département demande des crédits d'un montant de 10 358 300 dollars, dont 9 849 800 dollars pour les prévisions de dépenses afférentes à la dotation en personnel temporaire (autre que pour les conférences) qui comprend 107 postes, à savoir 8 postes d'administrateur (1 P-5, 2 P-4 et 5 P-3), 6 postes d'agent des services généraux (Autres classes) et 93 postes d'agent de sécurité. Les fonctions associées à ces postes sont décrites dans le rapport (*ibid.*, par. 27). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les prévisions de dépenses avaient été établies sur la base d'un effectif complet.

65. Le Comité consultatif note que le Département demande à nouveau la création de 107 postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions), comme on l'avait fait dans le précédent rapport du Secrétaire général sur les dépenses connexes du plan-cadre d'équipement (A/63/582, par. 21). Dans son rapport correspondant, le Comité, considérant que les besoins avaient peut-être été surestimés, avait formulé quelques observations sur le nombre et la classe des postes demandés (A/63/736, par. 54 à 57) et recommandé une réduction des ressources demandées au titre du personnel temporaire. En particulier, il avait fait valoir que, comme les besoins en matière de sécurité au Secrétariat et dans le bâtiment des conférences seraient moindres pendant la durée de la rénovation, il devait être possible de redéployer une partie du personnel existant et donc de réduire le nombre de nouveaux postes nécessaires pour les agents de sécurité. Il avait également demandé des explications afin de savoir sur quelle base le Département avait déterminé qu'il aurait besoin de 93 agents de sécurité supplémentaires pour la durée du plan-cadre d'équipement, ainsi que des indications sur le nombre d'agents de sécurité actuellement déployé sur chaque site et le nombre d'agents supplémentaires proposé.

66. **Le Comité consultatif note que, en réitérant sa proposition antérieure, le Département n'a donné aucun éclaircissement sur les points qui ont été soulevés ou qu'il n'a pas mieux justifié sa demande de ressources supplémentaires.** Il a néanmoins obtenu, à sa demande, un complément d'information sur l'utilisation des ressources existantes durant la période de rénovation, les postes d'appoint requis pour l'ensemble des opérations et les ressources nécessaires pour la prise en charge des locaux transitoires et des autres locaux (voir annexe IV du présent document).

67. À cet égard, le Comité consultatif rappelle que, comme l'avait recommandé le Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies dans le monde entier, le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale, durant la présente session, un rapport sur les conclusions de l'étude de gestion consacrée au Département de la sûreté

et de la sécurité, qui contiendra ses recommandations sur un plan général de gestion de la sûreté et de la sécurité à l'échelle du système des Nations Unies et qui portera également sur les aspects liés au fonctionnement du Département – sa structure, ses effectifs, ses activités et ses méthodes de travail [voir A/64/6 (Sect. 34); et A/63/605]. En attendant la publication des résultats de cette étude et la détermination des incidences sur les programmes et le budget, le Secrétaire général a présenté un projet de budget préliminaire pour l'exercice biennal 2010-2011. Les propositions détaillées concernant le chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget pour cet exercice doivent être présentées à l'Assemblée pour examen durant sa soixante-quatrième session.

68. Le Comité consultatif considère que les propositions du Département relatives au recrutement de personnel temporaire pour assurer la sécurité durant la phase de construction du plan-cadre d'équipement devraient être examinées à la lumière des conclusions de l'étude de gestion susmentionnée, qui fournira probablement une analyse du fonctionnement global des services de sûreté et de sécurité, indiquera dans quelle mesure un recours plus intensif aux technologies permettrait de réduire les besoins pour les services qui doivent être assurés 24 heures sur 24, sept jours sur sept, et aidera à mieux cerner les nouveaux gains d'efficacité qui seraient susceptibles d'être réalisés.

69. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'analyser minutieusement les besoins à la lumière des considérations susmentionnées en ce qui concerne les services de sûreté et de sécurité supplémentaires liés au plan-cadre d'équipement et, par ailleurs, de s'attacher, par tous les moyens possibles, à maximiser les gains d'efficacité, notamment en utilisant davantage les capacités d'appui du pays hôte, de manière à réduire le nombre de postes temporaires à créer pour des agents de sécurité. Le Comité examinera les demandes de crédits du Secrétaire général au titre de la dotation en personnel de sécurité temporaire, qui comprend 107 postes devant être financés sur les crédits destinés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) au moment où il examinera le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 concernant le chapitre 34 (Sûreté et sécurité). En conséquence, il recommande d'approuver les ressources demandées au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et d'autres objets de dépense connexes pour permettre le maintien des 63 postes existants. Il recommande également d'approuver les ressources prévues pour d'autres objets de dépense qui ne sont pas liés à ces postes.

F. Bureau des technologies de l'information et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Montants approuvés 2008-2009</i>	<i>Dépenses au 30 septembre 2009</i>	<i>Dépenses prévues 1^{er} octobre- 31 décembre 2009</i>	<i>Solde 2008-2009</i>	<i>Coût estimatif 2010</i>	<i>Coût estimatif 2011-2013</i>	<i>Coût estimatif 2008-2013</i>
1 636,0	178,0	926,0	532,0	644,0	1 295,2	3 575,2

70. Le Comité consultatif note que le Bureau des technologies de l'information et des communications a été créé le 1^{er} janvier 2009, date à laquelle il a incorporé la Division de l'informatique qui était rattachée au Bureau des services centraux d'appui (voir également par. 54 du présent document).

71. Le montant des ressources à prévoir au titre du Bureau des technologies de l'information et des communications est estimé à 3 575 200 dollars pour toute la durée du projet. La majeure partie des crédits demandés serait affectée à des services contractuels pour appuyer le transfert des applications. Le Comité consultatif a été informé que cette demande de crédits avait trait au transfert du centre informatique principal du bâtiment du Secrétariat au nouveau local situé dans le bâtiment des conférences de la pelouse nord et qu'elle n'avait rien à voir avec les prévisions de dépenses afférentes au nouveau centre secondaire (voir A/64/346/Add.2).

72. Un montant total de 1 636 000 dollars a été alloué pour l'exercice biennal 2008-2009 pour financer : la rémunération, au titre des services contractuels, d'une équipe de six membres chargée d'appuyer le transfert des applications (1 519 700 dollars); l'emploi de personnel temporaire, à savoir l'équivalent de deux postes d'agent des services généraux (Autres classes) pour des assistants informaticiens au sein du Groupe de la logistique, afin d'assurer le déménagement et la gestion du matériel informatique (92 300 dollars); et des services de consultants liés à la stratégie de planification du transfert des applications (24 000 dollars). Le Secrétaire général prévoit un solde inutilisé d'un montant estimatif de 532 000 dollars à la fin de l'année 2009 du fait que le recrutement des membres de l'équipe chargée du transfert des applications a été retardé en raison de complications imprévues lors du renouvellement du contrat conclu avec le prestataire de services informatiques (voir par. 40 du présent document). Le Comité consultatif a été informé que ce montant serait requis pour la couverture des dépenses liées aux transferts au début de 2010, étant donné que le déménagement du centre informatique principal doit en principe être entièrement effectué avant fin mars 2010.

73. On prévoit un montant de 644 000 dollars pour 2010 afin de financer le maintien de deux postes de temporaire d'assistant informaticien [assistants des services généraux (Autres classes)] au sein du Groupe de la logistique (160 800 dollars) et de services contractuels d'appui à l'infrastructure et d'assistance technique dans les locaux transitoires et dans le bâtiment temporaire de la pelouse nord (483 200 dollars).

74. À sa demande, le Comité consultatif a été informé que le Groupe de la logistique du Bureau des technologies de l'information et des communications, qui est responsable du matériel informatique à l'échelle du Secrétariat, est doté de six postes de temporaire, dont trois sont affectés aux fonctions spécifiques de liquidation des données ou de destruction du matériel informatique, y compris les deux postes de temporaire d'assistant informaticien qu'il est proposé de reconduire. Le Bureau a indiqué que ces postes étaient indispensables pour permettre au Groupe de faire face à une charge de travail qui devrait augmenter en 2010 du fait que les départements se débarrasseront du matériel obsolète. Les deux postes de temporaire d'assistant informaticien sont actuellement pourvus.

75. Le Comité consultatif recommande d'approuver les ressources d'un montant de 644 000 dollars demandées pour 2010, étant entendu qu'aucun effort ne sera épargné pour absorber ces dépenses additionnelles.

G. Questions diverses

Présentation

76. Le Comité consultatif a constaté que les informations communiquées par le Secrétaire général dans son rapport sur les dépenses connexes du plan-cadre d'équipement n'étaient pas suffisamment détaillées pour permettre un examen avisé des ressources demandées ou une évaluation de l'utilisation de celles qui ont déjà été allouées. Il rappelle que les prévisions relatives aux dépenses connexes du plan-cadre d'équipement doivent être présentées chaque année pendant toute la durée du projet. Il est donc important d'indiquer clairement à l'Assemblée générale quels sont les objectifs à atteindre et les tâches à accomplir durant cette période, comment ils s'articulent dans le contexte global du plan-cadre d'équipement et quels liens et corrélations existent entre les diverses activités. Le rapport devrait également donner des indications plus précises sur les résultats effectivement obtenus, notamment les ressources utilisées et les activités exécutées, de manière à donner une vision claire des progrès réalisés et des exigences non satisfaites.

77. Le Comité consultatif a également relevé, à plusieurs reprises, que les départements et les bureaux concernés n'avaient pas tenu compte des observations qu'il avait formulées dans son rapport précédent (A/63/736) et n'avaient pas non plus répondu à certaines demandes de renseignements. Il l'a signalé plus haut, sous les rubriques pertinentes. Il espère bien que, dorénavant, on s'attachera comme il convient à répondre diligemment à

ces demandes et, au cas où il ne serait pas possible de fournir les informations demandées, à donner des explications appropriées.

Coordination

78. Dans sa résolution 63/270, l'Assemblée générale a décidé que les dépenses connexes approuvées au titre du plan-cadre d'équipement seraient financées au moyen du budget approuvé pour le plan-cadre. Le Comité consultatif note que, d'après les prévisions actuelles, on enregistre un dépassement d'environ 92 millions de dollars par rapport au montant du budget approuvé et que les dépenses connexes qui restent à financer sont actuellement estimées à plus de 140 millions de dollars.

79. **Le Comité consultatif souligne que les départements et les bureaux concernés devront déployer des efforts concertés et soutenus pendant toute la durée du plan-cadre d'équipement pour rechercher des possibilités de réalisation de gains d'efficacité et de réduction des coûts et tirer parti des conditions favorables du marché, ainsi que des avantages liés à une planification et à une gestion rigoureuses du projet, à un contrôle serré des dépenses et à la prévention des retards et de l'augmentation des coûts. En outre, ces départements et bureaux devraient agir en étroite coordination avec le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement en vue de maximiser les économies réalisées en choisissant des options plus efficaces et/ou moins coûteuses et en tirant parti de l'évolution de la situation économique générale.**

80. Ayant demandé des éclaircissements sur la définition des responsabilités pour les dépenses connexes, le Comité consultatif a été informé que les différents départements déterminaient les montants correspondant aux dépenses connexes, que la Division de la planification des programmes et du budget s'assurait que les dépenses se distinguaient de celles qui étaient déjà inscrites au budget ordinaire et que le Bureau chargé du plan-cadre d'équipement vérifiait qu'elles n'étaient pas couvertes par le budget du plan-cadre et déterminait s'il était techniquement possible d'assurer un financement dans le cadre global du projet. Il incombe aux départements concernés de rendre compte de l'exécution des activités prévues et de l'emploi des ressources approuvées au titre des dépenses connexes. **De l'avis du Comité consultatif, ces dispositions ne contribuent pas à assurer une bonne coordination et une gestion efficace du projet et ne permettent pas non plus de détecter et de résoudre rapidement les problèmes. Il fait observer que certaines des activités en question, par exemple celles liées à la mise en service du centre informatique secondaire, au transfert des applications pour la réinstallation du centre informatique principal dans le bâtiment des conférences de la pelouse nord et à la construction des installations permanentes de radiodiffusion revêtent une importance capitale pour l'exécution du calendrier des travaux relatifs au plan-cadre d'équipement et que tout retard risque d'entraîner des incidences financières importantes.**

81. **Le Comité consultatif estime qu'une coordination efficace sera nécessaire pour l'ensemble des activités liées au plan-cadre d'équipement et que les responsabilités devront être nettement définies et clairement hiérarchisées si l'on veut assurer l'exécution du projet dans les limites du budget approuvé. À son avis, il serait souhaitable que la responsabilité de la coordination de ces activités soit confiée à un fonctionnaire de rang supérieur tel que le Secrétaire général adjoint à la gestion, qui a l'autorité voulue et des compétences confirmées en matière d'encadrement et de direction pour assurer une coordination efficace entre les multiples départements et bureaux qui sont associés à l'exécution du projet. Il faudrait également envisager de désigner un agent de liaison qui serait chargé de suivre les progrès accomplis et de régler les questions courantes, de porter les problèmes irrésolus à l'attention des responsables compétents, de coordonner l'établissement des rapports du Secrétaire général sur les dépenses connexes et de rendre compte au fonctionnaire susmentionné.**

VI. Conclusion

82. À l'alinéa *a* du paragraphe 30 de son rapport (A/64/346/Add.2), le Secrétaire général recommande à l'Assemblée générale d'approuver la poursuite du financement des dépenses connexes en 2010 dans les limites du budget approuvé au titre du plan-cadre d'équipement.

83. À l'alinéa *b* du paragraphe 30 de ce même rapport, le Secrétaire général recommande à l'Assemblée générale d'approuver pour 2010 des dépenses connexes d'un montant total net de 50 114 100 dollars. **Compte tenu des observations et des recommandations énoncées dans les paragraphes précédents, le Comité consultatif recommande d'approuver un montant total net de 45 841 700 dollars se décomposant comme suit :**

- a)* 645 600 dollars pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ;
- b)* 30 035 800 dollars pour le Département de l'information ;
- c)* 6 009 500 dollars pour le Bureau des services centraux d'appui ;
- d)* 2 289 100 dollars pour les travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien au Siège ;
- e)* 6 217 700 dollars pour le Département de la sûreté et de la sécurité ;
- f)* 644 000 dollars pour le Bureau des technologies de l'information et des communications.

Notes

¹ À l'alinéa *a* du paragraphe 4 de la section I de sa résolution 63/270, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire figurer dans son septième rapport annuel des données détaillées sur les activités d'analyse de la valeur et les dépenses correspondantes.

² Aux paragraphes 18 et 19 du document A/63/736, le Comité consultatif a recommandé au Secrétaire général de préciser la notion « d'analyse de la valeur » de telle sorte qu'il apparaisse clairement que les réductions de coûts proviendront à la fois de modifications de conception, du choix d'options plus efficaces et/ou moins coûteuses et de l'évolution de la situation économique générale, de donner une estimation du montant des honoraires afférents au programme d'analyse de la valeur. Il l'a prié également de préciser dans les prévisions de dépenses au titre du projet le montant des honoraires afférents au programme d'analyse de la valeur. Il lui a en outre demandé de faire figurer dans son septième rapport annuel une description détaillée des initiatives en cours en matière d'analyse de la valeur et une ventilation des économies potentielles que pourrait permettre chaque initiative.

³ Canada, Chine, France, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Suède et Thaïlande.

⁴ Le montant total de 172 millions de dollars prévu au titre des dépenses connexes, qui comprend un montant de 50,1 millions de dollars pour 2010, est un chiffre net, le montant des impôts à rembourser étant imputé sur le Fonds de péréquation des impôts qui est financé par le solde correspondant à la différence entre les montants brut et net des contributions mises en recouvrement.

Annexe I

Programme des déménagements^a

Immeuble	Déménagements déjà effectués			Déménagements restant à faire (2009)																Total			
				2 oct.		23 oct.		30 oct.		6 nov.		13 nov.		20 nov.		27 nov.		4 déc.			11 déc.		18 déc.
	PCE ^b	SGI ^b	Total	PCE	SGI	PCE	SGI	PCE	SGI	PCE	SGI	PCE	SGI	PCE	SGI	PCE	SGI	PCE	SGI		PCE	SGI	
305 East 46 th Street	728	0	728	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Immeuble UNFCU	107	0	107	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	151	0	0	0	0	0	151	
380 Madison Avenue	1 524	266	1 790	45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45	
BDH ^b	92	0	92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Bureaux BCPN ^b	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	194	0	78	0	272	
Bâtiment du Secrétariat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	0	0	0	0	0	0	0	0	23	
DC1	0	19	19	0	0	0	41	0	31	0	57	0	0	0	102	0	217	0	0	0	0	448	
DC2	0	70	70	0	0	0	0	0	31	0	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	46	
300 East 42 nd Street	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	380	0	0	0	0	380	
Immeuble 45 ^e Rue	0	0	0	0	0	0	0	0	110	0	0	0	0	0	293	0	0	0	0	0	0	403	
Bâtiment des professeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61	0	0	222	111	0	0	0	0	394	
Immeuble Daily News	40	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Immeuble UNITAR	0	55	55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24	0	0	0	0	0	0	0	0	24	
Autres lieux	166	0	166	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total	2 657	410	3 067	45		41		172		57		100		418		333		748		194		78	2 186
Total																						5 253	

^a Ces chiffres ne comprennent pas les mouvements à l'intérieur des sous-sols.

^b PCE : plan-cadre d'équipement ; SGI : Service de la gestion des installations du Bureau des services centraux d'appui ; BDH : Bibliothèque Dag Hammarskjöld ; BCPN : Bâtiment des conférences temporaire de la pelouse nord.

Annexe II

Récapitulatif des résultats de l'analyse de la valeur

A. Bâtiments des conférences et de l'Assemblée générale

1. Simplification d'une partie de l'éclairage (3,4 millions de dollars).
2. Réparation de la toiture, lorsque c'est possible; remplacement uniquement en dernier recours (2 millions de dollars).
3. Réutilisation des canalisations sous plancher (1,1 million de dollars).
4. Maintien en place des principaux plafonds (0,8 million de dollars).
5. Réduction du nombre de tranches du plan-cadre d'équipement et déplacement des installations de radio télédiffusion (17,5 millions de dollars).

Exécution des travaux du bâtiment des conférences en une seule tranche : cela devait précédemment se faire en deux tranches, d'abord le sous-sol 1-B et le rez-de-chaussée, puis les niveaux 2 à 4, le tout étant coordonné en fonction de la surface de locaux transitoires disponible dans le bâtiment des conférences de la pelouse nord.

6. Modification de la reconfiguration des salles de conférence et de leurs cabines (3,2 millions de dollars).

À l'origine, le programme et les spécifications définissaient une démarche générale qui avait pour conséquence d'obliger à les transformer sensiblement afin de les faire répondre aux besoins fonctionnels. Grâce au travail fait en étroite collaboration avec différents groupes d'utilisateurs de l'Organisation, l'ampleur des reconfigurations a été réduite sans que les installations cessent de répondre à tous les impératifs fonctionnels ou d'être conformes à toutes les normes internationales.

B. Infrastructure et sous-sols

7. La réduction du nombre de tranches des travaux (ramenés à une seule tranche pour le bâtiment du Secrétariat et une pour le bâtiment des conférences) a permis de supprimer ou de regrouper des dépenses d'infrastructure qui n'étaient rendues nécessaires que par l'étalement des travaux, notamment :
 - a) Dispositifs de refroidissement séparés (4,3 millions de dollars) : ces éléments ont été regroupés dans le dispositif central ;
 - b) On pourra se passer de pompes de suralimentation temporaires pour l'eau courante ;
 - c) On pourra se passer de sous-stations électriques.
8. Réduction du nombre de doubles emplois, grâce au réexamen de la conception des systèmes auxiliaires :
 - a) Simplification de la conception des groupes électrogènes (2,3 millions de dollars) ;
 - b) Suppression de la principale connexion transversale du 6^e étage et du câblage vertical à double anneau (5,5 millions de dollars) ;
 - c) Réduction du nombre de locaux téléphoniques par étage (3 millions de dollars) ;
 - d) Système de gestion de bâtiment fonctionnant sur des réseaux câblés indépendants, plutôt que sur un réseau structuré (2 millions de dollars).

9. Système de refroidissement auxiliaire pour le nouveau centre technique (4 millions de dollars) :
 - a) Économie du coût de l'évacuation de l'assise du dispositif de refroidissement à air du bâtiment de la pelouse nord ;
 - b) Suppression des dispositifs de refroidissement à air, remplacés par un appareil relié à l'alimentation électrique de secours ;
 - c) Économie du coût du dispositif de refroidissement à air.
10. Utilisation des systèmes actuels, s'ils sont suffisamment en bon état :
 - a) Une partie de l'éclairage de l'atelier d'imprimerie, barres sous gaine électriques, réseau de gaines et configuration des ateliers des sous-sols (3,6 millions de dollars) ;
 - b) Canalisations pour le pompage de l'eau de l'East River aux fins du système de climatisation (1,7 million de dollars) ;
 - c) Éclairage du garage.
11. Passer au 480 volts pour la distribution électrique (2,5 millions de dollars).
12. Utiliser de la vapeur fournie par Con Edison, lorsque nécessaire, à des fins d'humidification (2,4 millions de dollars).
13. Respect des normes concernant la protection anti-incendie, notamment les asperseurs, mais sans les dépasser (3,4 millions de dollars).

C. Bâtiment du Secrétariat

14. Réduction du nombre de tranches des travaux :
 - a) Cela dispense de faire d'avance des travaux pour créer de nouveaux puits de conduites ascendantes, nécessaires lorsque le bâtiment est occupé ;
 - b) Cela dispense d'avoir recours à des services temporaires.
15. Chauffage, ventilation et climatisation : passage d'un système uniquement à air à un système à eau et à air, ce qui permettra les économies suivantes :
 - a) Éviter de devoir couper des poutres et renforcer la structure en acier comme il le fallait pour la distribution « tout air » (8,7 millions de dollars) ;
 - b) Éviter de percer des ouvertures dans les dalles porteuses et de boucher les anciennes ouvertures pour faire passer les conduites d'air ascendantes. Plus besoin de construire un nouvel appentis sur le toit pour abriter le nouveau matériel mécanique, lui-même éliminé, ce qui à son tour permet de ne pas renforcer les colonnes, aux étages élevés, pour leur permettre de supporter leur nouvelle charge (4 millions de dollars) ;
 - c) Dans la mesure du possible, réutiliser la tuyauterie, les gaines et les puits (7,5 millions de dollars) :

Simplifier la conception des systèmes situés au-dessus des plafonds, afin de réduire le travail de reconfiguration (1,3 million de dollars).
16. Le réexamen des détails de la conception du projet a rendu possibles les économies suivantes :
 - a) Installation, le cas échéant, de cloisons conventionnelles plutôt que de cloisons démontables en verre (4 millions de dollars) ;
 - b) Installation, dans les toilettes, de parois en acier peint plutôt qu'en inox (0,4 million de dollars) ;

- c) Pose, dans les toilettes, de carrelages ordinaires en céramique, et non en verre (0,4 million de dollars);
 - d) En ramenant aux normes actuelles de la profession l'intensité de l'éclairage dans les bureaux, réduire le nombre d'appareils d'éclairage nécessaires et mieux respecter l'environnement (0,5 million de dollars);
 - e) Utilisation de crochets J plutôt que des chemins de câbles, au-dessus des plafonds (2,9 millions de dollars);
 - f) Réduction du nombre de maquettes nécessaires des cloisons de séparation (2,7 millions de dollars);
 - g) Modification minime de la conception des cloisons de séparation (2,5 millions de dollars);
 - h) Modifications mineures :
 - i) Abandon des ébrasements de plafond sur mesure dans les façades en verre au profit d'éléments en gypse renforcé de fibre de verre ;
 - ii) Maintien en l'état de ceux des bureaux de secrétaire général adjoint et de sous-secrétaire général qui sont réutilisables ;
 - iii) Abandon des portes à glissière sur mesure des locaux d'isolement, des cloisons en verre de luxe et des plaques de verre fumé sur mesure dans les ascenseurs, le hall et les vestibules ;
 - iv) Installation, dans les toilettes, du nombre d'appareils d'éclairage imposé par le code, sans le dépasser ;
 - v) Installation, dans les toilettes, de miroirs et de dispositifs d'éclairage ordinaires, et non de fabrication spéciale ;
 - vi) Adoption d'armoires à ventilo-convecteur du commerce, et non de fabrication spéciale ;
 - vii) Simplification de toutes les portes grâce à l'élimination des impostes (il n'y en aura que dans les espaces publics).
17. Le total des économies atteint 100,8 millions de dollars, même si en fait chaque élément est intégré au reste pendant l'étude technique et ne peut pas être considéré séparément.
18. L'analyse de la valeur est une activité continue, qui entrera en jeu à chaque examen de conception.

Annexe III

Calendrier des achats concernant le système de gestion des contenus numériques et d'automatisation de la radiodiffusion

Juin 2009 :	En consultation avec toutes les parties concernées, y compris Skanska et Vantage, il a été décidé de séparer les achats concernant le système de gestion des contenus numériques, d'une part, et les installations permanentes de radiodiffusion, de l'autre.
Août 2009 :	Des appels à manifestation d'intérêt ont été lancés pour le système de gestion des contenus numériques et les installations permanentes de radiodiffusion, afin de présélectionner des fournisseurs. Le Bureau des services centraux d'appui a élaboré une méthode de définition des critères de sélection. Le Département de l'information a engagé trois consultants et les a chargés de définir en détail les besoins fonctionnels spécialisés du système de gestion des contenus numériques, de telle façon qu'ils soient applicables aux tâches du Département de l'information en matière de production et de distribution de contenu radiodiffusé.
Début octobre 2009 :	Présélection des fournisseurs ayant manifesté un intérêt.
Mi-octobre 2009 :	Les consultants du Département de l'information présenteront des résultats attendus à incorporer dans les projets de demande d'offre de services que le consultant en audiovisuel du plan-cadre d'équipement élabore pour les deux systèmes distincts mais liés entre eux que sont les installations permanentes de radiodiffusion et le système de gestion des contenus numériques. Le Bureau des services centraux d'appui présentera des résultats attendus à incorporer dans les mêmes projets de demande d'offre de services qu'élabore le consultant en audiovisuel du plan-cadre d'équipement.
Novembre 2009 :	Le consultant en audiovisuel du plan-cadre d'équipement publiera deux demandes d'offre de services concernant les installations permanentes de radiodiffusion et le système de gestion des contenus numériques.
Décembre 2009 :	Des bons de commande internes seront émis en décembre, suivis de près par des avenants qui seront communiqués à Skanska jusque dans le premier trimestre 2010 aux fins de l'acquisition des systèmes de gestion des contenus numériques et d'automatisation de la radiodiffusion.
Premier trimestre 2010 :	Passation du marché du système de gestion des contenus numériques et d'automatisation de la radiodiffusion et du matériel connexe nécessaire pour le test de validation prévu dans le bâtiment des conférences de la pelouse nord.

Annexe IV

Département de la sûreté et de la sécurité

A. Postes d'appoint nécessaires pour l'ensemble des activités en ce qui concerne les fonctions d'appui technique en matière de sécurité

1. Postes d'appoint		
Groupe des services spéciaux	6	
Groupe des cartes d'accès et d'identité	2	
Groupe de la serrurerie	6	
Groupe de la formation et du perfectionnement	11	
Unité des interventions d'urgence	12	
Groupe de contre-surveillance	4	
Centre de contrôle du Service de sécurité	21	(24h/24)
Contrôle du courrier	2	
Résidence du Secrétaire général	14	(24h/24)
Armurerie	5	
Groupe cynophile	8	
Groupe de la lutte contre les incendies	14	
Groupe de la gestion des situations de crise	3	
Groupe des menaces et des risques	1	
Groupe de la planification stratégique	4	
Groupe de l'organisation de la sécurité pour les événements	2	
Protection des réunions programmées	1	
Total partiel		116
2. Postes permanents		
Bâtiments annexes actuels	22	
Contrôle de l'entrée des piétons (au Siège : fonctionnaires et ouvriers)	71	(certains, 24h/24)
Contrôle de l'entrée des véhicules (au Siège : fonctionnaires et ouvriers)	35	(certains, 24h/24)
Total partiel		128
Total		244

B. Postes qui seront déplacés, ainsi que les fonctions y attachées, pendant les travaux

<i>Avant l'exécution du plan-cadre d'équipement</i>		<i>Pendant l'exécution du plan-cadre d'équipement</i>
Protection rapprochée du Secrétaire général	14	
Chef d'équipe de protection du Secrétaire général	4	
Agent de protection des personnalités	3	
Salon des délégués	6	Bâtiment des conférences de la pelouse nord
Accès au 38 ^e étage	3	
Présidence de l'Assemblée générale	2	
Présidence du Conseil de sécurité	2	
Passage de l'Assemblée générale (rez-de-chaussée)	2	
Stand de renseignement	4	Actifs pendant les travaux, mais transferts entre les bâtiments des conférences et de l'Assemblée générale, en fonction de la coordination avec le chantier du bâtiment des conférences de la pelouse nord.
Contrôle des visiteurs	12	
Surveillance des visites guidées et inspection des cadeaux	5	
Passage de l'Assemblée générale (niveau 3)	3	
Centre des opérations de sécurité	10	Déménagement dans le bâtiment de l'Assemblée générale pendant les travaux, retour à la fin des travaux
Séances programmées	1	
Total	71	

C. Postes à créer en raison du plan-cadre d'équipement

305 East 46 th Street	10	(24h/24)
380 Madison Avenue	28	(24h/24)
Immeuble UNFCU à Long Island City	5	
Grillage du chantier du bâtiment des conférences de la pelouse nord	4	
Accès au chantier par la 42 ^e Rue et la voie d'accès au garage 3B	9	
Surveillance du couloir d'accès au chantier au 3 ^e sous-sol	2	
Entrée du chantier au niveau de la 43 ^e Rue	7	
Entrée du chantier par le portail principal de la clôture extérieure	11	
48 ^e Rue et 3 ^e sous-sol : accès au chantier par le garage	4	
Groupe cynophile	9	
Chef de la sécurité des personnes	2	
Chef des agents de sécurité	2	
Total	93	

Document A/64/7/Add.6

Septième rapport

Budget de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

[Original : anglais]
[9 novembre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur le budget de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (A/64/291) et le rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières des recommandations figurant dans le rapport du Comité mixte (A/C.5/64/2). Il était également saisi d'une note du Secrétaire général sur la composition du Comité des placements (A/64/103). À cette occasion, il a rencontré le Président du Comité mixte, l'Administrateur de la Caisse et le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse.

2. Le rapport du Comité mixte (A/64/291) porte sur les crédits révisés et l'exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009, les prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2010-2011 et un projet de demande d'autorisation concernant le versement au Fonds de secours, en complément des contributions volontaires, d'un montant de 200 000 dollars des États-Unis au maximum pour l'exercice biennal 2010-2011. On trouve à l'annexe VII du rapport un résumé du débat qui a eu lieu au sein du Comité mixte à propos des crédits révisés de l'exercice biennal 2008-2009 et des prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2010-2011. On trouvera à la section V du rapport les décisions attendues de l'Assemblée générale.

3. Comme on le voit aux annexes X et XI du rapport du Comité mixte, la Caisse comptait, au 31 décembre 2008, 22 organisations affiliées et, au total, 172 749 participants actifs, retraités et autres prestataires. Depuis le 1^{er} janvier 2009, date de l'affiliation du Tribunal spécial pour le Liban (voir la résolution 63/252 de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2008), il y a maintenant 23 organisations affiliées. Le Comité consultatif a été informé que la croissance du nombre de personnes bénéficiant des services de la Caisse s'était nettement accélérée ces dernières années, ce nombre ayant augmenté de plus de 53 % sur les 10 dernières années. L'annexe XI du rapport donne le nombre total de participants et de bénéficiaires, ainsi que des statistiques sur les cotisations perçues et les prestations servies, de décembre 1995 à décembre 2008.

4. Au 31 décembre 2008, le nombre de participants actifs avait atteint 112 804, soit 5,9 % de plus qu'à la fin de l'année précédente, et le nombre de prestations périodiques servies était passé à 59 945, ayant augmenté de 3,2 % dans l'année (ibid., par. 3). À la même date, les prestations servies se répartissaient comme suit : 20 550 pensions de retraite, 13 653 pensions de retraite anticipée, 6 932 pensions de retraite différée, 9 538 pensions de réversion au conjoint survivant, 8 072 pensions d'enfant, 1 161 pensions d'invalidité et 39 pensions de personne indirectement à charge. Au cours de l'année 2008, la Caisse a réglé 6 325 versements de départ au titre de la liquidation des droits et autres règlements. Les figures I et II du rapport du Comité mixte illustrent l'évolution du nombre de participants actifs et du nombre de prestations périodiques servies depuis 1997.

5. En 2008, le total des cotisations versées par les organisations et les participants actifs s'est élevé à 1 789 300 000 dollars et celui des prestations servies à 1 842 500 000 dollars, les débours dépassant donc les recettes de 53,2 millions de dollars ; cet écart a été comblé au moyen du revenu des investissements de la Caisse. Le Comité mixte note qu'au fur et à mesure que la Caisse s'approche d'une situation de maturité, elle dépendra davantage de ce revenu pour régler les pensions de retraite et autres prestations.

6. Au 31 décembre 2008, la valeur de réalisation du portefeuille de la Caisse s'élevait à 31,3 milliards de dollars, contre 41,7 milliards à la fin décembre 2007, ce qui représente une baisse d'environ 25 %. Au 31 mars 2009 (date d'arrêt des comptes normalement utilisée dans les rapports à l'intention du Comité mixte), la valeur de réalisation de l'actif de la Caisse était égale à 29,0 milliards de dollars, contre 40,6 milliards un an plus tôt, soit une baisse d'environ 28,5 %. Le produit total des investissements, qui tient compte de la répartition dans le temps des flux de trésorerie de la même période, s'est établi à -28,3 %, ce qui représente un rendement « réel », ou corrigé de l'inflation, de -28,1 % (ibid., par. 7). Il a été indiqué au Comité consultatif que, le 30 septembre 2009, le portefeuille de la Caisse était estimé à 36,5 milliards de dollars, du fait de la remontée des cours des actions dans le monde entier.

7. Comme suite aux demandes du Comité permanent de la Caisse et du Comité consultatif, la présentation du budget qui figure dans le rapport du Comité mixte est conforme aux principes de la budgétisation axée sur les résultats adoptée pour l'exercice biennal 2008-2009. Les ressources demandées correspondent aux programmes de la Caisse. Le nombre de sections du document a été réduit, et seule une information synthétique est donnée dans la partie principale du rapport, les justifications et l'information d'importance secondaire étant données en annexe. Le Comité consultatif a été informé que le projet de budget pour l'exercice biennal 2010-2011 correspondait aux priorités définies dans la troisième charte de management de la Caisse, qui a été soumise au Comité mixte et a reçu son approbation. Ces priorités sont la mise sur pied du Système intégré d'administration des pensions (SIAP), l'application des nouvelles normes comptables et la reconfiguration des effectifs selon les recommandations issues de l'étude d'ensemble de la Caisse et celles formulées dans différents rapports d'audit, notamment celui du Comité d'audit.

8. **Le Comité consultatif prend acte du progrès que marque le projet de budget pour l'exercice biennal 2010-2011 sur le plan du respect des règles de présentation propres à la budgétisation axée sur les résultats. Il considère néanmoins qu'il reste encore du chemin à parcourir : par exemple, il faudrait établir un lien plus fort entre la charte de management de la Caisse, d'une part, et, de l'autre, des indicateurs de succès limpides et les produits prévus dans le budget, au niveau de la Caisse dans son ensemble. De l'avis du Comité, la présentation des ressources budgétaires demandées dans certains chapitres du budget n'est pas claire (par exemple en ce qui concerne les besoins de financement du Bureau de Genève), et on ne voit pas facilement le lien entre les ressources nécessaires pour les objets de dépense autres que les postes et les activités décrites dans le programme de travail de la Caisse.**

9. Le Comité consultatif note, au paragraphe 55 du rapport du Comité mixte, que des progrès ont été accomplis sur le plan de la normalisation des méthodes et de la terminologie relatives au budget, qui ont été rapprochées de la pratique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. **Le Comité consultatif estime cependant qu'il faut harmoniser encore davantage la terminologie ; par exemple, les dépenses inférieures aux prévisions dues à la sous-utilisation des ressources sont souvent qualifiées d'économies (ibid., par. 22 à 26), alors que, de l'avis du Comité, ce terme devrait être réservé aux cas où les ressources n'ont pas été utilisées grâce à des gains de productivité ou d'efficacité.**

II. Prévisions révisées et exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009

10. Par sa résolution 62/241 du 22 décembre 2007, l'Assemblée générale a approuvé l'ouverture de crédits pour l'exercice biennal 2008-2009 s'élevant à 150 995 100 dollars, dont 75 994 800 dollars pour les frais d'administration, 72 347 900 dollars de frais de gestion du portefeuille, 2 589 700 dollars pour les frais d'audit et 62 700 dollars pour les dépenses afférentes au Comité mixte. Sur le total, 131 996 500 dollars seraient directement à la charge de la Caisse et 18 998 600 dollars seraient à la charge de l'Organisation. En outre, des crédits d'un montant de 153 600 dollars ont été ouverts pour les dépenses extrabudgétaires et sont financés par certaines

organisations affiliées. À la section I de sa résolution 63/252, l'Assemblée a augmenté les crédits de 2 204 000 dollars, les portant à 153 199 100 dollars, dont 75 899 200 dollars pour les frais d'administration, 74 637 500 dollars pour les frais de gestion du portefeuille, 2 589 700 dollars pour les frais d'audit et 72 700 dollars pour les dépenses afférentes au Comité mixte. Sur ce total, 134 351 100 dollars sont directement à la charge de la Caisse et 18 848 000 dollars sont à la charge de l'Organisation.

11. Le tableau 1 du rapport du Comité mixte est un récapitulatif des montants estimatifs de l'ensemble des dépenses de l'exercice biennal 2008-2009. Ces dépenses sont la somme de deux éléments : a) les dépenses effectives de la période de 15 mois allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 mars 2009 et b) le montant estimatif des dépenses de la période de neuf mois allant du 1^{er} avril au 31 décembre 2009. Les causes des écarts entre les prévisions budgétaires et les estimations actuelles sont expliquées aux paragraphes 13 à 36 du rapport. À la demande du Comité consultatif, les chiffres les plus récents concernant les dépenses effectives et prévues de l'exercice biennal 2008-2009 lui ont été communiqués (voir l'annexe I du présent document). Le montant total des dépenses de cet exercice biennal est maintenant estimé à 128 195 200 dollars, dont 71 640 200 dollars de frais d'administration, 54 114 800 dollars de frais de gestion de portefeuille, 2 340 200 dollars de frais d'audit et 100 000 dollars de dépenses afférentes au Comité mixte, d'où une économie prévue de 25 003 900 dollars, soit 16,3 % du montant total des crédits ouverts. D'autre part, le montant estimatif des dépenses extrabudgétaires (134 700 dollars) correspond à la non-utilisation de 18 900 dollars de crédits, soit 12,3 % de l'enveloppe approuvée.

12. Sous la rubrique des frais d'administration, aux paragraphes 16 à 21 du rapport du Comité mixte, on trouve des informations sur l'état d'avancement des projets entrepris par la Caisse au cours de l'exercice biennal 2008-2009, et le tableau 2 donne les montants par projet des crédits ouverts et des dépenses de l'exercice biennal. Le Comité consultatif note que le Groupe de travail sur l'intégration des services informatiques a trouvé un accord sur le meilleur modèle à suivre pour procéder avec efficacité et efficacie à l'intégration des services d'infrastructure sous la houlette du Service des systèmes d'information, qui devrait garantir que la fusion des infrastructures informatiques du Service et du secrétariat de la Caisse se fasse sans heurt. En attendant, le Service de la gestion des investissements a puisé dans les ressources prévues au titre de cette initiative pour assurer l'entretien de ses systèmes. On prévoit que la fusion sera faite à 75 % à la fin de l'exercice biennal 2008-2009. Sur les 38 domaines qu'il a été choisi d'intégrer, 29 l'auront été au cours de l'exercice biennal actuel et 9 feront partie des objectifs de l'exercice biennal 2010-2011. Conformément aux priorités fixées par le Service de la gestion des investissements, le travail de mise en place du système SWIFT et du système de gestion des ordres d'opération boursière Charles River a déjà commencé. Ces deux systèmes devraient devenir opérationnels dans le courant de l'exercice biennal, et un dispositif fonctionnel de reprise après sinistre sera bientôt en place.

III. Projet de budget pour l'exercice biennal 2010-2011

13. Le projet de budget de la Caisse pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève à 172 618 900 dollars (avant actualisation des coûts), dont 90 532 900 dollars pour les frais d'administration, 79 483 000 dollars pour les frais de gestion de portefeuille, 2 503 000 dollars pour les frais d'audit et 100 000 dollars pour les dépenses afférentes au Comité mixte.

14. À sa demande, le Comité consultatif a reçu un tableau où étaient comparées les ressources financières nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011 (172 618 900 dollars) et les crédits révisés de l'exercice biennal précédent (128 195 200 dollars) (voir l'annexe II du présent document). L'augmentation globale de 44 423 700 dollars (avant actualisation des coûts), soit 34,7 %, tient aux éléments suivants :

a) L'augmentation de 18 892 700 dollars des frais d'administration, dont 5 941 100 dollars pour les dépenses relatives aux postes et 12 951 600 dollars pour les objets de dépense autres que les postes. La deuxième de ces hausses tient principalement à la croissance des

rubriques Services contractuels (10 836 900 dollars), Mobilier et matériel (1 753 500 dollars), Autres dépenses de personnel (727 300 dollars), Voyages du personnel et des représentants (353 200 dollars), Consultants (346 200 dollars) et Dépenses de représentation (700 dollars), compensée en partie par la baisse prévue aux rubriques Frais généraux de fonctionnement (1 016 000 dollars) et Fournitures et accessoires (50 200 dollars). La part de l'augmentation globale directement imputable à la mise sur pied du SIAP s'élève à 14 121 500 dollars;

b) L'augmentation de 25 368 200 dollars des frais de gestion du portefeuille, effet net de l'augmentation proposée des dépenses relatives aux postes (2 831 400 dollars) et des dépenses autres que celles relatives au personnel (22 536 800 dollars). Dans ce dernier cas, la montée des dépenses tient essentiellement à celle des montants prévus aux rubriques Services contractuels (22 417 500 dollars), Consultants (1 029 300 dollars), Voyages du personnel et des représentants (646 200 dollars), Mobilier et matériel (110 400 dollars), Fournitures et accessoires (58 800 dollars), Autres dépenses de personnel (2 900 dollars) et Dépenses de représentation (7 300 dollars), en partie compensée par la baisse de 1 735 600 dollars à la rubrique Frais généraux de fonctionnement, due au fait que la rénovation des bureaux est terminée;

c) L'augmentation de 162 800 dollars des ressources nécessaires pour financer les dépenses d'audit recouvre une baisse de la part de la Caisse dans les dépenses réparties au titre du Comité des commissaires aux comptes (20 900 dollars) et, en ce qui concerne l'audit interne, l'effet net de l'augmentation proposée des crédits concernant les postes (77 500 dollars), les consultants (68 800 dollars), les frais généraux de fonctionnement (21 800 dollars), les voyages du personnel (21 000 dollars), les fournitures et accessoires (3 700 dollars) et la formation (700 dollars) et de la baisse des montants prévus pour les services contractuels (5 300 dollars) et le mobilier et le matériel (4 500 dollars).

15. On trouve dans le tableau 5 du rapport du Comité mixte les besoins de financement de la Caisse dans son ensemble dans le domaine des ressources humaines. Au total, 255 postes, dont un poste extrabudgétaire, sont demandés aux fins du fonctionnement de la Caisse pendant l'exercice biennal 2010-2011. Le tableau d'effectifs proposé prévoit la création de 23 postes permanents et de 18 postes temporaires. À sa demande, le Comité consultatif a reçu des renseignements sur l'évolution de l'effectif de la Caisse par programme. Il a appris que, au 13 octobre 2009, il y avait 13 postes vacants, ce qui correspondait à un taux de 6,1 %. **Au cours des deux derniers exercices biennaux, l'effectif du secrétariat de la Caisse a beaucoup augmenté, en même temps qu'était consenti un investissement considérable dans les systèmes informatiques (voir l'annexe III du présent document).**

16. Une étude d'ensemble de la Caisse a été réalisée en 2008 et présentée au Comité mixte. Elle avait été entreprise comme suite aux paragraphes 4 et 5 de la résolution 62/241 de l'Assemblée générale, qui priaient l'Administrateur de la Caisse et le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse d'effectuer un examen d'ensemble des effectifs et de l'organigramme dans leurs domaines de responsabilité respectifs, en s'inspirant notamment des normes et des meilleures pratiques de la profession. Cette étude a été menée pour : a) produire une analyse stratégique, objective et indépendante des différentes fonctions de la Caisse et de son organigramme, dans la perspective des normes et des meilleures pratiques en la matière; b) trouver et recommander des structures organisationnelles et des niveaux d'effectifs différents susceptibles de répondre aux exigences présentes et futures; et c) aider la Caisse à donner suite à la demande du Comité mixte, qui souhaite que soit élaborée une politique plus stratégique pour aborder la question des besoins de la Caisse en matière de ressources humaines. Les effectifs demandés pour l'exercice biennal 2010-2011 par le Comité mixte tiennent compte des recommandations issues de l'examen d'ensemble.

17. **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection aux recommandations du Comité mixte concernant le niveau des effectifs proposé pour l'exercice biennal 2010-2011, mais il tient à souligner qu'il compte bien qu'il sera fait preuve de modération dans les budgets à venir, lorsqu'il s'agira de proposer le niveau des effectifs nécessaires (voir le par. 15 du présent document).**

18. La mise en service du SIAP, le nouveau progiciel de gestion intégré de la Caisse, sera la réalisation la plus importante de toutes celles que celle-ci entreprendra au cours des deux prochains exercices biennaux. Des activités de préparation de la mise en service ont déjà été lancées au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Le projet doit démarrer en novembre 2010, et la mise en service devrait être entièrement terminée en novembre 2013. Le montant des dépenses à prévoir pour ce projet pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève à environ 14,1 millions de dollars.

19. Il a été indiqué au Comité consultatif que le Comité mixte avait approuvé en 2008 le plan et la méthode de mise en service du projet du SIAP et examiné en 2009 les devis détaillés concernant le matériel, les services contractuels concernant les logiciels et les autres dépenses. Un rapport sur l'étude de planification du projet lui a été communiqué. Ce grand chantier aboutira au remplacement du système informatique actuel de la Caisse, qui donne des signes de vétusté.

20. **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la recommandation du Comité mixte.**

21. **Sachant l'importance de ce qui est investi dans les systèmes informatiques, y compris le SIAP et le projet de progiciel de gestion intégrée, le Comité consultatif compte qu'il pourra constater que ces investissements auront produit des gains d'efficacité bien réels.**

Service des investissements

22. Les frais de gestion du portefeuille font l'objet des paragraphes 95 à 128 du rapport du Comité mixte. Le Comité consultatif a été informé que l'augmentation du montant prévu pour ce poste servirait à renforcer les systèmes d'information et les modalités de gestion des risques grâce au renforcement des effectifs et au recours accru à du personnel contractuel. Comme dans les budgets précédents, les frais de gestion du portefeuille seraient imputés directement sur la masse des biens de la Caisse, et non sur les budgets des organisations affiliées. Le Comité consultatif a appris que, comme par le passé, l'information concernant d'autres questions examinées par le Comité mixte en juillet 2009 mais non abordées dans le document de présentation du projet de budget pour l'exercice biennal 2010-2011, y compris les questions relatives à la gestion du portefeuille, serait présentée à l'Assemblée générale l'année prochaine, durant sa soixante-cinquième session.

23. Il a été indiqué au Comité consultatif que l'accroissement prévu du nombre de postes du Service de la gestion des investissements était rendu nécessaire par la décision de ne pas externaliser cette fonction et donc de compter largement sur les services internes de la Caisse pour gérer 90 % des avoirs de la Caisse. Certains vides dans les effectifs ont fait que des fonctions de première importance étaient assurées par une seule personne. On a constaté que ce n'était pas bon et que cela pouvait être dangereux pour la Caisse.

24. **Le Comité consultatif recommande que les effets de la décision prise par le Comité mixte de créer une fonction de gestion du portefeuille en interne soient suivis de près et comparés aux pratiques optimales et aux normes de la profession. Il recommande également que le Secrétaire général garde la question à l'examen, afin d'être sûr que les objectifs à long terme de la Caisse en matière d'investissements seront atteints.**

25. Le Comité consultatif prend note des indicateurs de succès fixés par rapport au taux de référence de la politique d'investissement de la Caisse. On s'attend à ce que le rendement global dépasse ce taux. Les objectifs d'investissement à long terme sont de réaliser un rendement des investissements corrigé de l'inflation égal à 3,5 % sur une longue période, tout en évitant de prendre des risques inutiles. Il a été indiqué au Comité que le taux de rendement composé de la période de 20 ans terminée le 31 mars 2009 était égal à 7,2 %. À sa demande, le Comité a reçu des renseignements supplémentaires sur la répartition par pays des investissements.

26. **Le Comité consultatif note qu'en tant qu'administrateur de l'investissement des avoirs de la Caisse, le Secrétaire général continue de s'efforcer de diversifier les investissements en les répartissant entre marchés développés et marchés en essor. Il continue d'insister sur le fait que les décisions d'investissement doivent être fondées sur les quatre grands critères**

fixés par l'Assemblée générale dans sa résolution 32/73 A du 9 décembre 1977 et confirmés, le plus récemment, dans sa résolution 63/252, que sont la sécurité, la rentabilité, la liquidité et la convertibilité.

27. L'annexe V du rapport du Comité mixte porte sur la question des arrangements relatifs à la répartition des coûts qui lient la Caisse et l'Organisation. Le partage des dépenses d'administration de la Caisse découle de l'alinéa a de l'article 4 et de l'article 15 de ses Statuts, selon lesquels ces dépenses doivent être financées par les organisations affiliées. Selon la formule de répartition dont la Caisse et l'Assemblée générale sont convenues en 1954 et dont le caractère raisonnable a été réaffirmé en 1979, la part de l'Organisation comprend un tiers du coût total des postes permanents, des dépenses communes de personnel et des heures supplémentaires, auquel s'ajoute une participation au financement des frais de communication mesurables. Lorsque le Comité mixte a examiné les modalités de participation aux coûts, en 1998 (voir A/53/9), le secrétariat de la Caisse et l'Administration de l'Organisation sont parvenus ensemble à la conclusion que la répartition un tiers/deux tiers restait raisonnable et équitable. Il a également été convenu que si cette formule était équitable pour le remboursement des dépenses de personnel, il convenait de l'appliquer aussi aux dépenses qui n'avaient pas été partagées jusque là : le coût du personnel temporaire (autre que pour les réunions), l'informatique, les locaux à usage de bureaux et les audits.

28. Le financement des dépenses d'administration de la Caisse provient de trois sources : le capital de la Caisse, le budget ordinaire de l'Organisation et les autres organisations affiliées. Ce système est conforme aux accords de participation aux dépenses, où il est établi qu'en échange du fait que la Caisse assure les fonctions de secrétariat du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des fonds et programmes ayant leur siège à New York, l'Organisation assure gratuitement certains services à l'intention de la Caisse. En outre, l'Organisation et les autres organismes financent une part des dépenses d'administration et d'audit. Le coût du Service de la gestion du portefeuille est entièrement financé par prélèvement sur le capital de la Caisse, comme on l'a vu au paragraphe 22 du présent document.

29. Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général garde à l'examen la question des accords concernant la répartition des coûts.

IV. Composition du Comité des placements

30. L'article 20 des Statuts de la Caisse dispose que les membres du Comité des placements sont nommés par le Secrétaire général après consultation du Comité mixte et du Comité consultatif, sous réserve de confirmation de la part de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général a communiqué au Comité mixte et au Comité consultatif les noms de trois membres ordinaires et deux membres ad hoc du Comité des placements qu'il comptait proposer à l'Assemblée de reconduire dans leurs fonctions. **Le Comité consultatif a fait savoir au Secrétaire général qu'il approuvait ses propositions.**

V. Conclusion

31. Dans son rapport sur les incidences administratives et financières des recommandations figurant dans le rapport du Comité mixte (A/C.5/64/2), le Secrétaire général indique que si l'Assemblée générale approuve les propositions et recommandations énoncées dans ce rapport, le montant total que l'Organisation devra verser pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élèvera à 22 238 300 dollars (aux taux de 2010-2011), dont 14 188 000 dollars financés au moyen du budget ordinaire et le solde, 8 050 300 dollars, sera remboursé à l'Organisation par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

32. Au paragraphe 1.28 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 1) et Corr.1], il est indiqué que le montant à financer prévu de 11 751 800 dollars

(12 322 500 dollars aux taux de 2010-2011) concerne la part des dépenses du secrétariat central de la Caisse imputée au budget ordinaire, sans tenir compte des remboursements attendus du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF. En conséquence, il faudra ouvrir un crédit supplémentaire de 1 865 500 dollars au chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Ce montant serait prélevé sur le Fonds de réserve.

33. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver les recommandations formulées par le Comité mixte au paragraphe 133 de son rapport (A/64/291). En conséquence, il recommande que soit ouvert au budget ordinaire de l'exercice biennal 2010-2011 un crédit supplémentaire de 1 865 500 dollars rendu nécessaire par les recommandations du Comité mixte (A/C.5/64/2, par. 11).

Annexe I

Prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2008-2009 : exécution du budget

Prévisions révisées concernant l'exercice biennal 2008-2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	Dépenses autorisées			Dépenses de la période de 21 mois 1 ^{er} janvier 2008- 30 septembre 2009			Dépenses prévues pour la période de 3 mois 1 ^{er} octobre- 31 décembre 2009			Augmentation/(diminution) du montant prévu pour l'exercice biennal 2008-2009			Montant définitif proposé des autorisations de dépense pour l'exercice biennal 2008-2009		
	Caisse	ONU	Total	Caisse	ONU	Total	Caisse	ONU	Total	Caisse	ONU	Total	Caisse	ONU	Total
	(a)			(b)			(c)			(d) = (b) + (c) - (a)			(e) = (a) + (d)		
Frais d'administration															
Postes	24 020,9	11 231,8	35 252,7	20 107,6	9 247,2	29 354,8	3 105,3	1 452,0	4 557,3	(808,0)	(532,6)	(1 340,6)	23 212,9	10 699,2	33 912,1
Autres dépenses de personnel	3 268,6	364,0	3 632,6	1 726,4	483,6	2 210,0	871,2	129,7	1 000,9	(671,0)	249,3	(421,7)	2 597,6	613,3	3 210,9
Consultants	85,0	—	85,0	91,4	—	91,4	—	—	—	6,4	—	6,4	91,4	—	91,4
Voyages	1 075,2	—	1 075,2	905,6	—	905,6	169,3	—	169,3	(0,3)	—	(0,3)	1 074,9	—	1 074,9
Services contractuels	16 015,2	3 362,9	19 378,1	10 996,9	2 948,4	13 945,3	2 629,2	373,3	3 002,5	(2 389,1)	(41,2)	(2 430,3)	13 626,1	3 321,7	16 947,8
Dépenses de représentation	3,2	—	3,2	2,3	—	2,3	1,0	—	1,0	0,1	—	0,1	3,3	—	3,3
Frais généraux de fonctionnement	8 846,0	2 925,4	11 771,4	8 322,8	2 669,2	10 992,0	686,7	214,3	901,0	163,5	(41,9)	121,6	9 009,5	2 883,5	11 893,0
Fournitures et accessoires	173,0	66,4	239,4	165,6	63,2	228,8	27,5	4,0	31,5	20,1	0,8	20,9	193,1	67,2	260,3
Mobilier et matériel	3 995,7	465,9	4 461,6	2 029,8	362,8	2 392,6	1 754,2	99,7	1 853,9	(211,7)	(3,4)	(215,1)	3 784,0	462,5	4 246,5
Total (frais d'administration)	57 482,8	18 416,4	75 899,2	44 348,4	15 774,4	60 122,8	9 244,4	2 273,0	11 517,4	(3 890,0)	(369,0)	(4 259,0)	53 592,8	18 047,4	71 640,2
Frais de gestion du portefeuille															
Postes	12 122,5	—	12 122,5	9 052,8	—	9 052,8	1 650,7	—	1 650,7	(1 419,0)	—	(1 419,0)	10 703,5	—	10 703,5
Autres dépenses de personnel	657,0	—	657,0	437,1	—	437,1	582,3	—	582,3	362,4	—	362,4	1 019,4	—	1 019,4
Consultants	1 384,5	—	1 384,5	299,5	—	299,5	500,0	—	500,0	(585,0)	—	(585,0)	799,5	—	799,5
Voyages	1 888,0	—	1 888,0	1 002,1	—	1 002,1	351,7	—	351,7	(534,2)	—	(534,2)	1 353,8	—	1 353,8
Services contractuels	52 210,2	—	52 210,2	28 708,0	—	28 708,0	5 301,4	—	5 301,4	(18 200,8)	—	(18 200,8)	34 009,4	—	34 009,4
Dépenses de représentation	22,0	—	22,0	12,7	—	12,7	2,0	—	2,0	(7,3)	—	(7,3)	14,7	—	14,7
Frais généraux de fonctionnement	5 662,5	—	5 662,5	4 789,0	—	4 789,0	734,7	—	734,7	(138,8)	—	(138,8)	5 523,7	—	5 523,7
Fournitures et accessoires	101,2	—	101,2	87,0	—	87,0	14,2	—	14,2	—	—	—	101,2	—	101,2
Mobilier et matériel	589,6	—	589,6	231,3	—	231,3	358,3	—	358,3	—	—	—	589,6	—	589,6
Total (frais de gestion du portefeuille)	74 637,5	—	74 637,5	44 619,5	—	44 619,5	9 495,3	—	9 495,3	(20 522,7)	—	(20 522,7)	54 114,8	—	54 114,8
Frais d'audit															
Audit externe	568,4	113,7	682,1	238,0	47,6	285,6	330,4	66,1	396,5	—	—	—	568,4	113,7	682,1
Audit interne	1 589,7	317,9	1 907,6	1 198,7	239,7	1 438,4	183,1	36,6	219,7	(207,9)	(41,6)	(249,5)	1 381,8	276,3	1 658,1
Total (frais d'audit)	2 158,1	431,6	2 589,7	1 436,7	287,3	1 724,0	513,5	102,7	616,2	(207,9)	(41,6)	(249,5)	1 950,2	390,0	2 340,2
Dépenses afférentes au Comité mixte	72,7	—	72,7	66,0	—	66,0	34,0	—	34,0	27,3	—	27,3	100,0	—	100,0
Total général	134 351,1	18 848,0	153 199,1	90 470,6	16 061,7	106 532,3	19 287,2	2 375,7	21 662,9	(24 593,3)	(410,6)	(25 003,9)	109 757,8	18 437,4	128 195,2
Dépenses extrabudgétaires (assurance maladie après la cessation de service)															
Activités opérationnelles	153,6	—	153,6	111,7	—	111,7	23,0	—	23,0	(18,9)	—	(18,9)	134,7	—	134,7

Annexe II

Montant révisé des dépenses autorisées pour l'exercice biennal 2008-2009 et projet de budget pour l'exercice biennal 2010-2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	2006-2007 (dépenses effectives)	2008-2009 (montant révisé des dépenses autorisées)	Augmentation/(diminution)		Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	Répartition		
			Montant	Pourcentage			ONU	Caisse des pensions	Prévisions 2010-2011
Frais d'administration									
Postes	28 811,5	33 912,1	3 310,7	9,8	37 222,8	3 594,9	12 985,6	27 832,1	40 817,7
Postes temporaires (SIAP)	—	—	2 630,4	—	2 630,4	340,5	—	2 970,9	2 970,9
Autres dépenses de personnel	1 465,7	3 210,9	727,3	22,7	3 938,2	—	1 202,0	2 736,2	3 938,2
Consultants	—	91,4	346,2	378,8	437,6	—	—	437,6	437,6
Voyages	514,4	1 074,9	353,2	32,9	1 428,1	—	—	1 428,1	1 428,1
Services contractuels	11 883,1	16 947,8	10 836,9	63,9	27 784,7	—	3 851,7	23 933,0	27 784,7
Dépenses de représentation	3,3	3,3	0,7	21,2	4,0	—	—	4,0	4,0
Frais généraux de fonctionnement ^a	9 780,6	11 893,0	(1 016,0)	(8,5)	10 877,0	—	3 220,2	7 656,8	10 877,0
Fournitures et accessoires	373,1	260,3	(50,2)	(19,3)	210,1	—	87,5	122,6	210,1
Mobilier et matériel	2 623,4	4 246,5	1 753,5	41,3	6 000,0	—	440,0	5 560,0	6 000,0
Total (frais d'administration)	55 455,1	71 640,2	18 892,7	26,4	90 532,9	3 935,4	21 787,0	72 681,3	94 468,3
Frais de gestion du portefeuille									
Postes	7 277,3	10 703,5	2 831,4	26,5	13 534,9	2 372,2	—	15 907,1	15 907,1
Autres dépenses de personnel	78,1	1 019,4	2,9	0,3	1 022,3	—	—	1 022,3	1 022,3
Consultants	869,4	799,5	1 029,3	128,7	1 828,8	—	—	1 828,8	1 828,8
Voyages	576,9	1 353,8	646,2	47,7	2 000,0	—	—	2 000,0	2 000,0
Services contractuels	31 766,8	34 009,4	22 417,5	65,9	56 426,9	—	—	56 426,9	56 426,9
Dépenses de représentation	9,5	14,7	7,3	49,7	22,0	—	—	22,0	22,0
Frais généraux de fonctionnement	2 082,8	5 523,7	(1 735,6)	(31,4)	3 788,1	—	—	3 788,1	3 788,1
Fournitures et accessoires	161,4	101,2	58,8	58,1	160,0	—	—	160,0	160,0
Mobilier et matériel	343,3	589,6	110,4	18,7	700,0	—	—	700,0	700,0
Total (frais de gestion du portefeuille)	43 165,5	54 114,8	25 368,2	46,9	79 483,0	2 372,2	—	81 855,2	81 855,2
Frais d'audit									
Audit externe	582,3	682,1	(20,9)	(3,1)	661,2	—	110,2	551,0	661,2
Audit interne	1 016,3	1 658,1	183,7	11,1	1 841,8	204,7	341,1	1 705,4	2 046,5
Total (frais d'audit)	1 598,6	2 340,2	162,8	7,0	2 503,0	204,7	451,3	2 256,4	2 707,7
Dépenses afférentes au Comité mixte	—	100,0	—	—	100,0	—	—	100,0	100,0
Total du financement nécessaire	100 219,2	128 195,2	44 423,7	34,7	172 618,9	6 512,3	22 238,3	156 892,9	179 131,2
Dépenses extrabudgétaires (assurance maladie après la cessation de service)									
Activités opérationnelles	—	134,7	18,9	14,0	153,6	9,0	—	162,6	162,6

^a Y compris les intérêts bancaires des exercices biennaux 2006-2007 et 2008-2009.

Annexe III

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : postes approuvés pour les exercices biennaux 2004-2005, 2006-2007 et 2008-2009 ou demandés pour l'exercice biennal 2010-2011, par programme

Programme	Nombre de postes											
	2004-2005			2006-2007			2008-2009			2010-2011		
	P	G	Total	P	G	Total	P	G	Total	P	G	Total
Secrétariat												
Direction exécutive et administration	4	3	7	5	3	8	7	3	10	8	5	13
Programme de travail												
Bureau du Directeur des opérations	2	1	3	2	1	3	2	1	3	—	—	—
Opérations ^a	5	40	45	5	40	45	7	43	50	16	49	65 ^b
Section des services financiers	8	23	31	10	27	37	11	27	38	15	31	46 ^c
Bureau de Genève	6	16	22	7	18	25	8	23	31	9	23	32
Total partiel	21	80	101	24	86	110	28	94	122	40	103	143
Appui au programme												
Service des systèmes d'information	17	6	23	18	6	24	19	7	26	26	8	34 ^d
Service administratif	2	3	5	3	3	6	3	4	7	3	4	7
Total partiel	19	9	28	21	9	30	22	11	33	29	12	41
Total (secrétariat)	44	92	136	50	98	148	57	108	165	77	120	197
Investissements												
Direction exécutive et administration	2	3	5	2	4	6	3	4	7	3	4	7
Programme de travail												
Section des investissements	6	8	14	11	7	18	15	8	23	18	9	27
Section des opérations	2	8	10	2	8	10	2	9	11	2	9	11
Section du contrôle des risques et de la conformité	—	—	—	3	—	3	4	2	6	4	2	6
Total partiel	8	16	24	16	15	31	21	19	40	24	20	44
Appui au programme												
Section des systèmes d'information	2	1	3	3	1	4	2	—	2	6	1	7
Total (investissements)	12	20	32	21	20	41	26	23	49	33	25	58
Total	56	112	168	71	118	189	83	131	214	110	145	255^e

Abréviations : P = administrateur ; G = agent des services généraux.

^a Le Bureau du Directeur des opérations, la Section des droits à pension et le Groupe du service clients ont été regroupés sous l'appellation « Opérations ».

^b Dont six postes temporaires [3 P-4, 2 P-3, 1 G(Autres classes)] pour le projet Système intégré d'administration des pensions (SIAP).

^c Dont six postes temporaires [3 P-4, 3 G(Autres classes)] pour le projet SIAP.

^d Dont six postes temporaires [1 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 1 G(Autres classes)] pour le projet SIAP.

^e Dont 18 postes temporaires [1 P-5, 8 P-4, 4 P-3, 5 G(Autres classes)] pour le projet SIAP.

Document A/64/7/Add.7

Huitième rapport

Demande de subvention pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement présentée suivant les recommandations de son Conseil d'administration concernant le programme de travail de l'Institut pour 2010-2011

[Original : anglais]
[13 novembre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la note du Secrétaire général (A/64/270) sur la demande d'octroi d'une subvention d'un montant de 558 200 dollars des États-Unis (avant actualisation des coûts) pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) présentée suivant les recommandations de son Conseil d'administration concernant le programme de travail de l'Institut pour 2010-2011 (voir A/64/261). Dans le cadre de l'examen de la demande, le Comité consultatif s'est entretenu avec la Directrice et la Directrice adjointe de l'Institut, qui lui ont communiqué des renseignements et des précisions supplémentaires.

2. La demande de subvention pour l'Institut pour l'exercice biennal 2010-2011 est présentée par le Secrétaire général conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la section IV de la résolution 60/248, en date du 23 décembre 2005, dans laquelle l'Assemblée générale avait fait sienne la proposition tendant à ce que les demandes de subvention pour l'UNIDIR lui soient soumises tous les deux ans, pour examen et approbation, dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal pertinent. Le Comité consultatif constate que la demande tient compte des propositions figurant dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, qui prévoit, au chapitre 4 (Désarmement), un crédit d'un montant de 558 200 dollars pour la subvention que l'Organisation des Nations Unies accorderait à l'Institut pour l'exercice biennal 2010-2011 [voir A/64/6 (Sect. 4) et Corr.1, par. 4.26]. Le Comité relève en outre que le montant estimatif des ressources extrabudgétaires prévues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal pertinent en ce qui concerne le Fonds d'affectation spéciale pour l'UNIDIR s'élève à 3 793 000 dollars (ibid., par. 4.10).

3. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des renseignements actualisés au 12 novembre 2009 sur l'état des contributions volontaires pour 2009 et 2010, présentés dans le tableau ci-après.

Montant estimatif des recettes provenant des contributions volontaires pour 2009 et 2010

(En dollars des États-Unis)

<i>Contributions volontaires</i>	<i>2009</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2010</i>
		<i>(montant révisé)</i>		<i>(montant révisé)</i>
A. Contributions des gouvernements	1 425 910	1 469 878	1 167 511	1 150 489
B. Dons public	1 148 779	1 166 926	60 951	62 509
Total (A + B)	2 574 689	2 636 804	1 228 462	1 212 998
C. Contributions interorganisations	18 000	18 000	20 000	20 000
Total général (A + B + C)	2 592 689	2 654 804	1 248 462	1 232 998

4. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve l'octroi d'une subvention d'un montant de 558 200 dollars (avant actualisation des coûts), à imputer sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2010-2011, le montant correspondant ayant été inscrit au chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal pertinent.

Document A/64/7/Add.8

Neuvième rapport

Prévisions révisées au titre des chapitres 2, 17, 18, 20, 21, 27, 28C à 28G, 29 et 36 concernant la continuité des opérations

[Original : anglais]

[16 novembre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre des chapitres 2, 17, 18, 20, 21, 27, 28C à 28G, 29 et 36 concernant la continuité des opérations (A/64/472). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.

2. Le rapport du Secrétaire général a été soumis en application du paragraphe 16 de la section III de la résolution 63/268, en date du 7 avril 2009, dans lequel l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de lui présenter dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 une proposition dûment justifiée concernant les ressources nécessaires au titre des postes et des autres objets de dépense pour les activités en cours relatives à la continuité des opérations.

3. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 ne prévoyait pas de crédits pour le financement des propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général (ibid.). **À ce propos, le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 9 de sa résolution 62/236 du 22 décembre 2007 l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour lui présenter à l'avenir dans les projets de budget-programme un tableau aussi exhaustif que possible des prévisions de dépenses de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a également souligné la nécessité d'inclure dans le projet de budget-programme des prévisions sur les dépenses que l'on pouvait planifier au moment de l'établissement du budget (A/64/7, par. 10). Il estime que le Secrétaire général aurait dû fournir des prévisions préliminaires sur les ressources nécessaires pour la continuité des opérations dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011.**

II. Observations générales

4. Le Comité consultatif rappelle qu'un petit Groupe de la continuité des opérations a été créé en 2007 à la suite d'une décision prise par l'Équipe de haut niveau chargée de la préparation aux situations de crise. Le Groupe, qui est rattaché au Bureau des services centraux d'appui, est chargé de veiller à la viabilité des plans de continuité des opérations du Secrétariat, des bureaux hors Siège et des commissions régionales en cas de pandémie ou autres situations d'urgence et de coordonner une approche commune au sein des organismes des Nations Unies sis à New York. Il compte actuellement trois postes de temporaire (le chef du Groupe, un spécialiste de la continuité des opérations et un assistant administratif).

5. Jusqu'à présent, le Groupe de la continuité des opérations a été financé en vertu du pouvoir discrétionnaire conféré au Secrétaire général par la résolution 60/283 de l'Assemblée générale, en date du 7 juillet 2006. Par ailleurs, en juin 2009, consécutivement à l'épidémie de grippe A (H1N1), le Secrétaire général, usant du pouvoir discrétionnaire que l'Assemblée lui avait accordé dans ladite résolution, a demandé au Comité consultatif de l'autoriser à engager des dépenses d'un montant total de 8 190 000 dollars des États-Unis pour des activités visant à assurer la continuité

des opérations en cas de pandémie. En attendant la présentation du rapport demandé par l'Assemblée dans sa résolution 63/268, le Comité a donné son assentiment pour un montant ajusté de 6 133 900 dollars de dépenses au titre des activités menées en 2009 en vue du maintien de la continuité des opérations, y compris en prévision d'une pandémie, de sorte que le Secrétaire général puisse prendre les dispositions voulues pour que diverses composantes du Secrétariat, y compris les bureaux hors Siège et les commissions régionales, se mobilisent de manière à préserver les fonctions essentielles.

6. S'étant enquis du montant global des dépenses engagées jusqu'à présent au titre des activités liées aux plans de continuité des opérations et à la préparation aux pandémies, le Comité consultatif a été informé que 3,8 millions de dollars avaient été décaissés au cours de l'exercice biennal 2006-2007. Pour l'exercice biennal 2008-2009, à la fin du mois de septembre 2009, les dépenses se chiffraient à 2,5 millions de dollars par rapport au montant total de 8,5 millions de dollars que le Secrétaire général avait été autorisé à engager en vertu de la résolution 60/283 de l'Assemblée générale. Le Comité a également été avisé qu'une partie importante des ressources approuvées serait sans doute utilisée d'ici à la fin de l'exercice, en particulier celles allouées pour les médicaments et autres fournitures médicales, mais que l'on s'attendait à réaliser un certain nombre d'économies dont il serait rendu compte dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009, actuellement en préparation.

7. Le rapport du Secrétaire général contient des informations sur les activités relatives à la continuité des opérations et la planification connexe dans les secteurs privé et public (A/64/472, par. 17 à 19). Il donne également des indications sur les mesures que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods ont prises à ce sujet (*ibid.*, par. 20 à 22). À sa demande, le Comité consultatif a obtenu un complément d'information sur l'ampleur des programmes de continuité des opérations établis par d'autres organisations et les ressources mises à disposition pour leur exécution (voir annexe I du présent document).

8. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général définit la continuité des opérations comme un processus de gestion qui renforce l'aptitude d'une organisation à faire face à des risques et à maintenir à un niveau minimum convenu la continuité de ses opérations essentielles après des événements perturbateurs et par lequel on s'assure que l'impact de ces événements sur l'Organisation est réduit au minimum. Dans son rapport, le Secrétaire général a indiqué que la gestion de la continuité des opérations comprenait cinq étapes principales : *a)* définition de principes directeurs ; *b)* évaluation des risques ; *c)* détermination des fonctions critiques et analyse de l'impact sur les opérations ; *d)* élaboration d'une stratégie d'atténuation ; et *e)* mise en place, essai et actualisation du plan (*ibid.*, par. 11 à 16).

9. À cet égard, le rapport du Secrétaire général rend compte des progrès réalisés à ce jour au Secrétariat à New York, dans les bureaux hors Siège et dans les commissions régionales. Il contient également des informations sur la collaboration et la coordination avec les divers organismes, fonds et programmes, ainsi qu'une description de la structure de gestion des crises de l'Organisation (*ibid.*, sect. III). Le Comité consultatif rappelle que la structure de gestion des crises de l'Organisation est dirigée par le Département de la sûreté et de la sécurité et le système des responsables désignés pour les questions de sécurité dans les bureaux hors Siège et les missions. Au Siège, cette structure est dirigée par l'Équipe de haut niveau chargée de la préparation aux situations de crise, présidée par le Chef de cabinet, qui prend les décisions, et la Cellule de gestion des crises, présidée par le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité, qui est le responsable opérationnel. La Cellule de gestion des crises déclencherait le plan de gestion de crise dès l'apparition de celle-ci, dans le but de protéger le personnel et les biens de l'Organisation. Si la crise, de par son ampleur, causait une grave interruption dans le fonctionnement de l'Organisation, la Cellule de gestion des crises, agissant en consultation avec l'Équipe de haut niveau chargée de la préparation aux situations de crise, déclencherait le plan de continuité des opérations de façon à maintenir les fonctions essentielles. Le Comité note que le plan de continuité des opérations ne se fonde pas sur différents scénarios ; il adopte une approche multirisques exposant de façon détaillée

les activités essentielles à réaliser en cas d'événement perturbateur afin de stabiliser et de poursuivre les fonctions essentielles de l'Organisation.

10. Le Comité consultatif relève également que des progrès considérables ont été accomplis depuis la création du Groupe de la continuité des opérations en 2007. Une déclaration de principes a été adoptée et l'ensemble des départements du Secrétariat, des bureaux hors Siège et des commissions régionales ont désigné des coordonnateurs. Tous les départements et bureaux ont procédé à une évaluation des risques. Le Groupe les a aidés à déterminer les processus critiques, les membres du personnel qui jouent un rôle essentiel dans ces processus et les dossiers et applications informatiques connexes qui ont une importance capitale. Les départements et bureaux sont actuellement en train d'élaborer des stratégies visant à atténuer l'impact de différents risques. Cela dit, il reste un certain nombre de tâches à accomplir en ce qui concerne la mise au point de stratégies d'atténuation des risques : l'analyse des incidences sur les opérations en collaboration avec le Bureau des technologies de l'information et des communications, la validation de la définition des priorités relatives aux processus opérationnels au niveau des départements, la formation des cadres et autres fonctionnaires pour assurer l'acquisition des compétences nécessaires au maintien des processus essentiels et la mise à l'essai des plans de continuité des opérations et leur tenue à jour (voir également par. 42 à 45 du document A/64/7/Add.9 du présent supplément).

11. La section IV du rapport du Secrétaire général décrit les mesures qui ont été prises pour faire face à l'épidémie de grippe causée par le virus A (H1N1) au deuxième trimestre de 2009. Le Comité consultatif note qu'un exercice de simulation a été organisé au Siège et que le plan de préparation à une pandémie a ensuite été révisé et actualisé. Une stratégie de télétravail a par ailleurs été mise en place pour l'ensemble des fonctionnaires occupant des postes essentiels afin qu'ils puissent travailler à distance grâce à la technologie Citrix. Le Groupe de la continuité des opérations est le coordonnateur désigné pour les plans de continuité des activités et, dans le cadre des interventions organisées à l'échelle du système des Nations Unies pour faire face à la pandémie de grippe, il joue un rôle actif dans la structure de gestion des crises existante, chargée de définir et de coordonner ces interventions. Dans ce contexte, des liens directs ont été établis avec les autorités municipales, de l'État et fédérales du pays hôte pour assurer une étroite coordination et une bonne harmonisation avec les actions menées aux niveaux correspondants. **Le Comité consultatif réaffirme qu'il est essentiel que l'Organisation coopère avec les autorités du pays hôte dans tous les lieux d'affectation afin de pouvoir mettre en place, de manière coordonnée, un dispositif efficace en prévision de perturbations éventuelles et il encourage le Secrétaire général à poursuivre ses efforts dans ce sens.**

12. La problématique de la reprise après sinistre et de l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans ce contexte est examinée aux paragraphes 23 à 28 du rapport du Secrétaire général (ibid.). Comme indiqué dans ce rapport, les fonctions assumées par le Groupe de la continuité des opérations ont trait à l'établissement de plans qui visent à assurer le maintien des fonctions essentielles de l'Organisation en toutes circonstances en mettant l'accent sur le processus de gestion, notamment la formation des cadres et du personnel, plutôt que sur l'infrastructure, tandis que le programme de reprise après sinistre porte sur les préparatifs liés au rétablissement du fonctionnement de l'infrastructure et des services informatiques après une perturbation. La reprise après sinistre est un élément clef pour la continuité des opérations ou un volet de la gestion des crises – mais ne constitue pas un équivalent. Par conséquent, les plans relatifs à la continuité des opérations englobent la reprise après sinistre, mais leur portée est beaucoup plus vaste.

13. Comme l'indique le Secrétaire général, le Groupe de la continuité des opérations travaille en collaboration étroite avec le Bureau des technologies de l'information et des communications dans deux domaines : a) le classement des systèmes essentiels et non essentiels du Secrétariat, qui s'inscrit dans le cadre de l'analyse des incidences sur les opérations ; et b) la mise en place de capacités de télétravail, qui constitue une mesure d'atténuation prévue dans le plan de continuité et pour laquelle le Bureau apporte un appui (ibid., par. 26 et 27).

14. Le Comité consultatif relève que, en application de la résolution 63/262 de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2008, le Secrétaire général présentera à cette dernière des propositions durant sa soixante-cinquième session sur un dispositif unifié de reprise après sinistre pour les systèmes informatiques du Siège de l'Organisation, des bureaux hors Siège, des commissions régionales, des missions de maintien de la paix et des missions politiques, du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Dans son rapport sur les progiciels de gestion des contenus et de la relation client et la proposition relative à un plan unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre (A/64/477, sect. III), le Secrétaire général présente un ensemble de principes et un cadre pour le dispositif unifié susmentionné. **Les commentaires et observations que le Comité consultatif a formulés à ce sujet figurent dans son rapport sur les technologies de l'information et des communications (voir document A/64/7/Add.9 du présent supplément).**

15. Les crédits demandés dans le rapport du Secrétaire général sur la continuité des opérations (A/64/472) pour le Bureau des technologies de l'information et des communications (chapitre 29 du projet de budget-programme) doivent permettre de financer des mesures pour atténuer les risques liés à l'éventualité d'une pandémie au cours du présent exercice biennal, à savoir le maintien de l'appui requis pour l'infrastructure de télétravail au Siège et pour les réunions virtuelles de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Secrétaire général (voir par. 29 du présent document). En ce qui concerne les ressources demandées pour le télétravail – l'une des quatre grandes stratégies permettant d'atténuer les risques en matière de continuité des opérations –, le Comité consultatif a été informé que l'on considérait qu'il valait mieux inclure la présentation correspondante dans le rapport susmentionné. **Le Comité consultatif a reçu l'assurance que le rapport demandé au Secrétaire général par l'Assemblée générale (voir par. 14 ci-dessus) tiendrait compte des investissements dans l'infrastructure de télétravail tant au Siège que dans les bureaux hors Siège.**

16. Le projet de programme de travail établi pour l'exercice biennal 2010-2011 aux fins de l'application des mesures relatives à la continuité des opérations est précisé dans le rapport du Secrétaire général (ibid., par. 54 à 58). Il indique que ce programme, qui repose sur les vues de l'Assemblée générale telles qu'elles sont exprimées dans sa résolution 63/268, met l'accent sur la coordination des stratégies de continuité des opérations dans tous les organismes des Nations Unies, le partage et l'exploitation, à l'échelle du système, des enseignements tirés de l'expérience et des pratiques optimales, et l'adoption d'une méthode systématique qui sera appliquée pour les opérations de maintien de la paix et les interventions humanitaires sur le terrain. **Le Comité consultatif réaffirme l'importance d'une approche coordonnée avec toutes les parties prenantes pour une action globale efficace qui permette d'atteindre les objectifs visés en matière de continuité des opérations.**

III. Ressources nécessaires

17. Selon les prévisions du Secrétaire général, le montant brut des ressources nécessaires pour les activités de planification et de gestion des plans de continuité des opérations pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève à 9 786 800 dollars (montant net : 9 423 300 dollars). Sur ce total, 2 301 200 dollars concernent les dépenses de personnel et 7 485 600 dollars concernent des objets de dépense autres que des postes. Le tableau 1 du rapport du Secrétaire général (A/64/472) contient un état récapitulatif de toutes les ressources nécessaires par objet de dépense et le tableau 2 indique la répartition des ressources nécessaires par chapitre du budget.

18. Le montant de 2 301 200 dollars demandé pour les postes couvre les dépenses afférentes aux 17 postes indiqués dans le projet d'organigramme qui figure à l'annexe du rapport du Secrétaire général. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, sur ces 17 postes qu'il est proposé de créer, 12 sont actuellement financés au moyen des crédits affectés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) en vertu du pouvoir discrétionnaire conféré au Secrétaire général par la résolution 63/283 de l'Assemblée générale (voir annexe II du présent

document). Il a également été avisé que 11 d'entre eux étaient pourvus et qu'une procédure de recrutement était en cours pour le douzième (voir par. 23 du présent document).

19. Les recommandations formulées ci-dessous par le Comité consultatif procèdent du constat de l'importance qu'il y a à renforcer la capacité de planification de l'Organisation pour faire face à l'éventualité d'une pandémie ou à d'autres problèmes liés à la continuité des opérations, ainsi que de la nécessité de sensibiliser toutes les parties concernées aux responsabilités qu'elles doivent assumer à cet égard dans le cadre de schémas culturels appropriés. Le Comité constate également que, si l'on est parvenu à mettre en place un certain nombre d'éléments pour un dispositif opérationnel, il reste des progrès à faire sur le plan de la coordination et d'autres tâches importantes à accomplir, comme indiqué dans le programme de travail qui figure dans le rapport du Secrétaire général. Le Comité recommande d'approuver la création de huit postes à titre temporaire pour l'exercice biennal 2010-2011 (sur les 17 postes demandés). Selon lui, il conviendrait d'évaluer le dispositif de continuité des opérations à la fin de cet exercice et de présenter un rapport de situation indiquant ce qui aura été accompli et comment les tâches, les responsabilités et les consignes opérationnelles auront été intégrées dans les structures administratives et les organigrammes existants.

A. Recommandations concernant les postes

20. Quatre nouveaux postes [1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 1 agent des services généraux (Autres classes)] sont demandés pour le Groupe de la continuité des opérations du Bureau des services centraux d'appui (chapitre 28D du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011) afin d'assurer la viabilité des plans de continuité des opérations du Secrétariat, des bureaux hors Siège et des commissions régionales en cas de pandémie et autres situations d'urgence et afin de coordonner l'élaboration de ces plans avec les organismes des Nations Unies sis à New York. Ces postes sont les suivants :

- a) Un poste P-5 pour le chef du Groupe qui assurerait l'encadrement et la direction générale ;
- b) Un poste P-4 pour un spécialiste de la continuité des opérations qui serait chargé de mettre en œuvre la stratégie et la politique définies dans ce domaine ;
- c) Un poste P-3 pour un formateur en continuité des opérations chargé de concevoir des directives, modèles et outils appropriés pour un contrôle régulier des dépenses et des activités de préparation aux pandémies ;
- d) Un poste d'agent des services généraux (Autres classes) pour un assistant administratif qui fournirait un appui au Groupe pour les tâches administratives et autres.

21. Le Comité consultatif note que trois des postes demandés [1 P-5, 1 P-4 et 1 agent des services généraux (Autres classes)] sont actuellement financés au moyen des crédits affectés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) [voir par. 18 du présent document]. **Le Comité consultatif recommande d'approuver trois des quatre postes temporaires demandés pour l'exercice biennal 2010-2011 : celui de chef du Groupe (P-5), celui de spécialiste de la continuité des opérations (P-4) et celui d'assistant administratif [agent des services généraux (Autres classes)].** En revanche, il recommande de ne pas approuver le poste demandé pour un formateur en continuité des opérations (P-3), considérant que les fonctions correspondantes devraient être assurées au moyen d'un redéploiement et des instruments dont on dispose pour la diffusion d'informations. Il estime également que, étant donné le rôle qu'il joue dans la coordination avec toutes les entités des Nations Unies, y compris les bureaux hors Siège et les commissions régionales, il faudrait envisager de rattacher le Groupe de la continuité des opérations au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion.

22. Cinq nouveaux postes [1 P-5, 2 P-4, 1 agent des services généraux (1^{re} classe) et 1 agent des services généraux (Autres classes)] sont demandés pour la Division des services médicaux au chapitre 28C (Bureau de la gestion des ressources humaines), comme suit :

a) Un poste P-5 de médecin principal pour un spécialiste de la santé publique et des maladies infectieuses qui assurerait la coordination à l'échelle du système ;

b) Un poste P-4 de médecin pour un spécialiste de la santé publique et des maladies infectieuses qui serait chargé de fournir un appui technique et des apports à toutes les activités entreprises par la section de la santé publique et des maladies infectieuses qu'il est proposé de créer au sein de la Division, notamment dans le domaine de la préparation aux pandémies ;

c) Un poste P-4 de fonctionnaire de la santé publique qui serait chargé de coordonner et d'administrer les activités de la section susmentionnée ;

d) Un poste d'agent des services généraux (1^{re} classe) pour une infirmière de santé mentale qui serait chargée d'aider à élaborer et mettre en œuvre un plan antisinistre pour la prise en charge des troubles psychologiques consécutifs à des traumatismes organisationnels ;

e) Un poste d'agent des services généraux (Autres classes) pour une infirmière agent sanitaire qui serait chargée d'appuyer les travaux de la section susmentionnée en ce qui concerne la mise en œuvre de stratégies de promotion de la santé et de prévention en matière de santé publique.

23. Le Comité consultatif a été informé que deux des postes demandés étaient actuellement financés au moyen des crédits affectés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) : le poste P-5 pour lequel une procédure de recrutement est en cours et le poste P-4 qui est actuellement pourvu. Il relève néanmoins que les demandes de postes formulées pour la Division des services médicaux ne sont pas directement liées à la continuité des opérations, mais la conséquence d'un processus de réforme et de recentrage du programme de travail de la Division qui a eu lieu après la présentation des prévisions de dépenses au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Le Comité a été informé que, en dépit du fait que l'Organisation emploie un grand nombre d'agents médicaux (médecins et autres professionnels de la santé), il n'existe pas de politique globale pour les questions relatives à la santé et à la sécurité sur le lieu de travail et qu'on ne dispose pas non plus de ressources ou structures qui permettraient de gérer, de suivre et d'épauler les personnels de santé disséminés dans le monde entier. **Le Comité consultatif estime qu'il faudrait présenter et justifier la nouvelle orientation du programme de travail, sa portée mondiale et les ressources connexes dans le cadre du projet de budget-programme du Secrétaire général. En conséquence, il recommande d'approuver un poste sur les cinq qu'il est proposé de créer, à savoir le poste P-5 de médecin principal pour un spécialiste de la santé publique et des maladies infectieuses.**

24. Un nouveau poste P-3 d'analyste des systèmes d'information est demandé au chapitre 2 du projet de budget-programme (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) aux fins de la mise en œuvre du plan de continuité des opérations en ce qui concerne les systèmes essentiels fournis par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour les services de conférence et de documentation destinés à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et à d'autres organes afin de couvrir les besoins en période de crise. **Tout en reconnaissant l'importance des fonctions correspondantes, le Comité consultatif recommande qu'elles soient assurées au moyen d'un redéploiement plutôt que par la création d'un poste supplémentaire.**

25. Un poste P-3 de médecin est demandé au chapitre 17 (Développement économique et social en Afrique) pour un fonctionnaire qui ferait office d'agent de liaison pour le Service médical des Nations Unies et assurerait la prestation de services pour tous les aspects médicaux de la préparation aux pandémies, y compris les secours aux victimes et les interventions en cas de stress traumatique. Le poste est actuellement financé au moyen des crédits affectés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) et vient s'ajouter à l'effectif existant, à savoir deux médecins (1 P-5 et 1 P-4). **Le Comité consultatif recommande d'approuver le poste P-3 de médecin.**

26. Six postes [1 P-4, 1 administrateur recruté sur le plan national et 4 agents des services généraux (agent local)] sont demandés au chapitre 28G [Administration (Nairobi)], comme suit :

a) Un poste P-4 pour un coordonnateur qui serait chargé de superviser l'établissement, la coordination et la mise en œuvre du plan de préparation aux pandémies couvrant 14 000 fonctionnaires et les personnes à leur charge à Nairobi dans le cadre du dispositif relatif à la continuité des opérations ;

b) Un poste d'administrateur recruté sur le plan national pour un médecin qui aiderait à coordonner les activités médicales et, en cas de pandémie, soignerait les malades ;

c) Un poste d'agent des services généraux (agent local) destiné à un assistant qui fournirait un appui administratif pour les activités relatives à la continuité des opérations ;

d) Deux postes d'agent des services généraux (agent local) pour des infirmières qui seraient chargées d'accueillir et d'orienter les patients, de dispenser une formation sur les activités relatives à la pandémie et d'effectuer des visites à domicile ;

e) Un poste d'agent des services généraux (agent local) pour un chauffeur, afin de renforcer les capacités du service des transports, notamment en prévision d'une grave pandémie.

27. Le Comité consultatif note que deux des postes demandés sont actuellement financés au moyen des crédits affectés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) : un poste d'administrateur P-4 et un poste d'agent des services généraux (agent local). Ayant demandé des précisions, il a été informé que, comme l'Office des Nations Unies à Nairobi fournit des services administratifs au Programme des Nations Unies pour l'environnement et au Programme des Nations Unies pour les établissements humains, son plan de continuité des opérations a été établi en liaison avec ces deux organismes et comporte des dispositions pour leurs fonctions administratives essentielles. **Le Comité consultatif recommande d'approuver trois des six postes demandés au chapitre 28G [Administration (Nairobi)], à savoir le poste de responsable de la coordination pour la continuité des opérations (P-4), le poste de médecin (administrateur recruté sur le plan national) et un poste d'infirmière [agent des services généraux (agent local)].**

B. Recommandations concernant les objets de dépense autres que les postes

28. S'agissant des ressources demandées au titre des objets de dépense autres que les postes pour l'exercice biennal 2010-2011, qui s'élèvent à 7 485 600 dollars, le Comité consultatif note qu'elles concernent en grande partie le télétravail et l'accès à distance pour le personnel et l'achat de produits médicaux et autres fournitures diverses à l'usage des fonctionnaires occupant des postes essentiels en prévision de l'éventualité d'une pandémie ou autres situations de crise : 3 226 700 dollars au titre des services contractuels ; 1 173 700 dollars au titre du mobilier et du matériel, 871 600 dollars au titre des fournitures et des accessoires et 745 300 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement (ibid., tableau 1). La formule de télétravail est l'une des stratégies d'atténuation : elle permet aux fonctionnaires d'avoir accès en ligne aux applications et aux informations essentielles sans que la sécurité soit compromise, de sorte que l'Organisation puisse continuer à remplir ses fonctions critiques.

29. Les ressources prévues pour les services contractuels (3 266 700 dollars) concernent essentiellement des crédits d'un montant de 2 346 200 dollars qui sont demandés au chapitre 29 (Bureau des technologies de l'information et des communications) du projet de budget-programme. Le Comité consultatif note que ces crédits doivent être affectés à l'entretien de l'infrastructure de télétravail mise en place pour 1 100 fonctionnaires occupant des postes essentiels au Siège, au soutien de l'infrastructure requise pour les réunions virtuelles de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Secrétaire général, à l'élargissement des systèmes de visioconférence et à la gestion des comptes Citrix et des licences d'accès (voir également par. 15 du présent document). Le montant global couvre également les dépenses prévues pour le Bureau des services centraux d'appui au titre de l'achat de logiciels de gestion de l'information dans le cadre des dispositions primordiales prises pour assurer la continuité des

opérations au Siège (300 000 dollars), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (175 100 dollars), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (114 000 dollars) et l'Office des Nations Unies à Nairobi (82 400 dollars). **Le Comité consultatif estime que certains des services prévus qui doivent être fournis par le Bureau des technologies de l'information et des communications et pour lesquels on demande des ressources supplémentaires entrent déjà dans le cadre des attributions courantes du Bureau et pourraient être assurés avec les moyens dont il dispose. En conséquence, il recommande que les prévisions de dépenses du Bureau des technologies de l'information et des communications au titre des services contractuels soient ramenées à 1 846 200 dollars, soit une réduction de 500 000 dollars.**

30. Le montant indiqué sous la rubrique Mobilier et matériel (1 173 700 dollars) doit être affecté en grande partie à l'achat ou au remplacement de matériel informatique, d'applications et de licences afin d'assurer une capacité de fonctionnement en télétravail pour les principaux systèmes et applications et leur entretien et, partant, une continuité dans l'exercice des fonctions essentielles. Les ressources demandées sont destinées essentiellement au Bureau des technologies de l'information et des communications (407 300 dollars), à l'Office des Nations Unies à Vienne (231 500 dollars), à la Commission économique pour l'Afrique (112 400 dollars) et à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (124 000 dollars).

31. Un montant de 871 600 dollars est demandé au titre des fournitures et accessoires, principalement pour financer l'achat de produits médicaux et autres fournitures diverses, telles que des réserves de nourriture et d'eau, à l'intention du personnel essentiel en prévision d'une pandémie ou autres situations de crise. Les ressources d'un montant de 745 300 dollars prévues au titre des frais généraux de fonctionnement sont destinées essentiellement au Bureau des services centraux d'appui pour couvrir les dépenses afférentes à l'informatique et aux communications (327 500 dollars), y compris un montant de 163 500 dollars pour la rémunération de services d'agents divers (électriciens, ingénieurs radio, techniciens de télévision, agents d'entretien) en cas de fermeture des locaux; 105 200 dollars pour la Commission économique pour l'Afrique; 100 000 dollars pour l'Office des Nations Unies à Genève; et 81 000 dollars pour la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. **S'agissant du montant prévu pour des services divers au titre des frais généraux de fonctionnement du Bureau des services centraux d'appui, le Comité consultatif considère que le Bureau devrait pouvoir assurer les services en question avec les moyens dont il dispose, dans le cadre de ses attributions courantes; en conséquence, il recommande de ramener les prévisions de dépenses à 164 000 dollars, soit une réduction de 163 500 dollars.**

32. Vu les recommandations qui ont été faites aux paragraphes 21 à 27 du présent document au sujet des postes, il convient d'ajuster les dépenses opérationnelles connexes en conséquence. Les autres objets de dépense devraient également être ajustés à la baisse compte tenu des recommandations qui figurent aux paragraphes 29 et 31 ci-dessus.

Annexe I

Dispositifs mis en place par d'autres organisations en vue d'assurer la continuité des opérations et ressources consacrées à ces dispositifs

<i>Organisation</i>	<i>Dispositif</i>
Banque mondiale	Service spécialisé chargé de la gestion de la continuité des opérations à long terme, doté de quatre postes à plein temps; allocation supplémentaire de 1,5 million de dollars pour le recrutement de consultants aux fins de l'analyse des incidences sur les opérations et pour l'achat d'un progiciel spécifique (utilisant le logiciel de reprise après sinistre MyCOOP); la Banque loue un site de secours pour 66 fonctionnaires occupant des postes essentiels.
Fonds monétaire international	Service spécialisé chargé de la gestion de la continuité des opérations à long terme; le Fonds monétaire international consacre un budget de 3 millions de dollars chaque année à la continuité des opérations; un plan de continuité a déjà été mis en place avec un progiciel (logiciel de reprise après sinistre MyCOOP); le Fonds loue également un site de secours pour 55 fonctionnaires occupant des postes essentiels.
Banque africaine de développement	Service spécialisé chargé de la gestion de la continuité des opérations à long terme, doté de deux postes à plein temps et d'un budget annuel de 1 million de dollars; des crédits lui ont également été alloués pour l'achat d'un progiciel spécifique.
Banque asiatique de développement	Service spécialisé chargé de la gestion de la continuité des opérations à long terme; allocation d'un crédit supplémentaire de 5 millions de dollars pour la création d'un site de remplacement et le recrutement de consultants pour effectuer une analyse des incidences sur les opérations
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Service spécialisé chargé de la continuité des opérations à long terme, doté de trois postes à plein temps; ce service s'est vu allouer un budget de 11 millions de dollars au cours des trois dernières années pour la mise en œuvre d'un plan de continuité; il a organisé des ateliers conjoints sur la continuité des opérations avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement à l'intention de tous les bureaux de pays du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Annexe II

Postes financés au moyen des crédits affectés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) en 2009 et postes demandés par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 2010-2011 dans le document A/64/472 au titre de la continuité des opérations

<i>Lieu</i>	<i>Postes actuellement financés au moyen des crédits affectés au personnel temporaire (autre que pour les réunions)</i>	<i>Postes demandés dans le document A/64/472</i>
Bureau des services centraux d'appui (Groupe de la continuité des opérations), New York	1 P-5, 1 P-4, 1 G(AC)	1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 G(AC)
Bureau de la gestion des ressources humaines (Division des services médicaux), New York	1 P-5, 1 P-4	1 P-5, 2 P-4, 1 G(1 ^{re} C), 1 G(AC)
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, New York	—	1 P-3
Office des Nations Unies à Nairobi	1 P-4, 1 G(AL)	1 P-4, 1 AN (médecin), 4 G(AL)
Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba	1 P-3, 1 AN, 1 G(AL)	1 P-3
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Santiago	1 G(AL)	—
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Beyrouth	1 G(AL)	—
Total	12	17

Abréviations : G(AC) = agent des services généraux (Autres classes); G(1^{re}C) = agent des services généraux (1^{re} classe); AN = administrateur recruté sur le plan national; G(AL) = agent local.

Document A/64/7/Add.9

Dixième rapport

Technologies de l'information et des communications

[Original : anglais]
[16 novembre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports ci-après concernant les technologies de l'information et des communications :

a) Prévisions révisées au titre des chapitres 28D, 29 et 36 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, concernant les progiciels de gestion des contenus et de la relation client et la proposition relative à un plan unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre (A/64/477) ;

b) Premier rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré et prévisions de dépenses révisées au titre du chapitre 28A du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 et au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/64/380).

Dans le cadre de cet examen, le Comité consultatif s'est entretenu avec le Secrétaire général adjoint à la gestion et le Directeur de l'informatique, ainsi qu'avec d'autres représentants du Secrétaire général, qui lui ont apporté des compléments d'information et des éclaircissements.

2. Les rapports étaient présentés en application de la résolution 63/262 de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2008, dans laquelle l'Assemblée avait adopté une série de propositions constituant une réforme d'ensemble des services informatiques et télématiques à l'Organisation des Nations Unies, en se fondant sur les propositions du Secrétaire général relatives à la création du Bureau des technologies de l'information et des communications et à la mise en place au Secrétariat d'une nouvelle génération de progiciels d'entreprise et au renforcement du dispositif de continuité des opérations et de reprise après sinistre, ainsi que sur les rapports correspondants du Comité consultatif (voir A/62/477 ; A/62/510/Rev.1 ; A/62/793 et Corr.1 et Add.1 ; A/62/7/Add.1-40, document A/62/7/Add.31 ; et A/63/487 et Corr.1 et 2).

3. La stratégie générale adoptée par l'Assemblée générale pour répondre aux besoins du Secrétariat en matière d'informatique et de télématique au cours des trois à cinq années à venir sera mise en œuvre à l'échelle de l'Organisation dans le cadre de trois programmes stratégiques qui sont essentiels au bon fonctionnement de l'Organisation, à savoir : *a)* un programme de gestion des ressources, pour répondre aux besoins des unités administratives en matière de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et autres ; *b)* un programme de gestion des connaissances, pour répondre aux besoins des départements organiques et autres en matière de gestion de l'information non structurée ; et *c)* un programme de gestion des infrastructures, qui consistera à créer des centres de données et à fournir des services de communication et de dépannage. La stratégie informatique et télématique repose sur l'existence d'une autorité centrale forte chargée d'élaborer et de mettre en œuvre, à l'échelle de l'Organisation, des normes et activités informatiques et télématiques, et sur une approche décentralisée des opérations. Dans ce contexte, le Bureau des technologies de l'information et des communications fixe les orientations stratégiques générales pour l'Organisation, coordonne les activités informatiques et télématiques à l'échelle du Secrétariat et gère les trois programmes stratégiques. Le Comité consultatif note que les progiciels de gestion des contenus et de gestion de la relation client relèvent respectivement du programme de gestion des connaissances et du programme de gestion des ressources. Le progiciel de gestion intégré est le système de base sur lequel s'articule le programme de gestion des ressources. Le Comité prend note de l'intention du Secrétaire général de mettre en place une architecture informatique et télématique qui constitue un environnement cohérent pour le

développement et la mise en service des systèmes informatiques de l'Organisation et l'intégration des trois progiciels d'entreprise. Le Comité a obtenu, à sa demande, des informations à jour sur l'état d'avancement du cadre de gestion (voir annexe I du présent document).

II. Rapport sur les progiciels de gestion des contenus et de la relation client et proposition relative à un plan unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre

A. Progiciels d'entreprise

4. On trouvera dans les paragraphes qui suivent les observations du Comité consultatif sur les questions qui se rapportent à la fois au progiciel de gestion des contenus et au progiciel de la relation client. Les observations du Comité portant sur les aspects propres à chaque logiciel sont examinées dans les sections qui leur sont consacrées.

5. À l'alinéa *e* du paragraphe 26 de la section II de sa résolution 63/262, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès accomplis dans la mise en place des progiciels de gestion de la relation client et de gestion des contenus. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a également noté que la mise en place des progiciels de gestion de la relation client et de gestion des contenus avait déjà commencé, et qu'au moment où ces projets ont démarré, elle n'avait pas été saisie par le Secrétaire général d'une proposition complète les concernant. Aux paragraphes 15 à 29 de son rapport (A/62/7/Add.1-40, document A/62/7/Add.31), le Comité consultatif a fait observer que le Secrétaire général aurait dû faire une proposition détaillée avant de mettre en œuvre les projets et d'acheter les progiciels en question. Toutefois, ne souhaitant pas interrompre un processus déjà bien engagé, le Comité a recommandé que les ressources demandées par le Secrétaire général soient approuvées, tout en lui demandant de fournir à l'Assemblée des précisions sur les avantages qu'en retirerait l'Organisation et sur les coûts qui en résulteraient, ainsi que sur les mesures nécessaires pour mener les projets à bien et assurer la maintenance des systèmes (*ibid.*, par. 29; voir également A/63/487 et Corr.1 et 2, par. 76 et 77). Le Comité note que, dans son rapport (A/64/477), le Secrétaire général fournit l'essentiel des renseignements demandés, décrit le contexte général, les objectifs, la justification et les avantages attendus de la mise en œuvre de ces deux progiciels dans l'ensemble du Secrétariat, formule des propositions pour leur mise en œuvre échelonnée et indique les ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011.

6. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 ne prévoyait pas de ressources pour financer les propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général. À cet égard, le Comité consultatif rappelle le paragraphe 9 de la résolution 62/236 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 2007, dans laquelle celle-ci prie le Secrétaire général de lui présenter à l'avenir dans le projet de budget-programme un tableau aussi exhaustif que possible des prévisions de dépenses de l'Organisation. Le Comité a également souligné la nécessité d'inclure dans le projet de budget-programme les dépenses qui sont prévisibles au moment de l'élaboration du budget. **Compte tenu de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 63/262 en décembre 2008, le Comité consultatif estime que le Secrétaire général aurait dû fournir, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, des estimations préliminaires concernant les ressources nécessaires à la mise en œuvre des progiciels de gestion de la relation client et de gestion des contenus. Le Comité compte qu'à l'avenir, les ressources nécessaires pour financer toutes les activités en cours et envisagées figureront dans les projets de budget-programme, afin que les États Membres soient en mesure de prendre des décisions en connaissance de cause.**

7. À l'alinéa *e* du paragraphe 26 de la section II de sa résolution 63/262, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui indiquer la formule de partage des coûts pour la poursuite de la mise en œuvre des progiciels de gestion de la relation client et de gestion des contenus. Le Comité consultatif a demandé un complément d'information sur la formule de partage des coûts proposée

pour les deux progiciels et sa justification, et a souhaité notamment savoir si la formule de partage des coûts approuvée pour le progiciel de gestion intégré pourrait être appliquée au financement de tous les progiciels d'entreprise. On lui a précisé que la proposition du Secrétaire général était de financer la mise en œuvre initiale du système au moyen du budget ordinaire et d'imputer le coût des projets relevant clairement d'un bureau ou d'un département donné en fonction de l'utilisation que celui-ci en fait. Le Comité a également été informé que la formule de partage des coûts appliquée au progiciel de gestion intégré n'avait pas été proposée pour les deux progiciels en question en raison de la répartition inégale des avantages de ces projets lors des phases initiales de leur mise en œuvre. La mise en place des progiciels de gestion de la relation client et de gestion des contenus doit en effet s'échelonner sur plusieurs années et comprend plusieurs sous-projets individualisés destinés à des entités distinctes, tandis que le progiciel de gestion intégré est appelé à devenir le système de l'Organisation dans son ensemble. Toutefois, le Secrétaire général n'exclut pas, une fois que les éléments de base des progiciels de gestion de la relation client et de gestion des contenus auront été mis en place, d'harmoniser les formules de partage des coûts pour tous les progiciels d'entreprise si l'on parvient à établir une formule équitable de refacturation pour répartir les coûts en fonction du nombre d'utilisateurs. **Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général soit prié d'examiner les solutions possibles et d'en rendre compte dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.**

B. Progiciel de gestion des contenus

8. À la section III de sa résolution 63/262, l'Assemblée générale s'est déclarée consciente de l'intérêt que présente la mise en œuvre du progiciel de gestion des contenus et a prié le Secrétaire général de la poursuivre dans l'ensemble de l'Organisation. Elle a par ailleurs souligné que le progiciel de gestion des contenus devait être développé et mis en service sous l'autorité du Directeur général de l'informatique pour que tous les systèmes de gestion de l'Organisation soient développés de manière coordonnée (voir également A/62/7/Add.1-40, document A/62/7/Add.31, par. 27).

9. Dans son rapport, le Secrétaire général décrit les avantages attendus de la mise en service du progiciel de gestion des contenus en termes de gains d'efficacité et de productivité (A/64/477, par. 23 à 26). Le Comité consultatif a demandé un complément d'information et des données quantifiées sur les gains tangibles escomptés (voir annexe II du présent document). Le Secrétaire général estime que les gains de productivité pourraient entraîner une économie d'environ 250 années-personne, si l'on se fonde sur l'hypothèse que les membres du personnel de toutes les classes consacrent 5 % de leur temps de travail à chercher des informations et que le progiciel de gestion des contenus serait mis à la disposition de 10 000 fonctionnaires du Secrétariat. **Le Comité consultatif note que ces estimations reposent sur une série d'hypothèses et non sur une analyse détaillée. Selon lui, le Secrétaire général devrait être prié d'étudier de façon plus approfondie les gains de productivité concrets attendus de la mise en œuvre du progiciel de gestion des contenus dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.** Le Comité consultatif formule des observations plus détaillées sur la question à la section III du présent document, qui est consacrée au progiciel de gestion intégré.

10. Aux paragraphes 6 à 22 de son rapport, le Secrétaire général décrit la situation actuelle et expose les objectifs, la justification et le champ d'application du progiciel de gestion des contenus. Il explique que les bureaux et départements de l'Organisation produisent de grandes quantités d'éléments d'information non structurés, sous la forme de documents, de dossiers, de contenus de sites Web, de messages électroniques, d'images ou de matériel audiovisuel. Les méthodes et technologies utilisées pour produire, gérer et diffuser ces sources d'information sont multiples et disparates, ce qui entraîne des gaspillages et des doubles emplois et a un coût élevé. Par ailleurs, du fait de cette fragmentation, les parties prenantes aussi bien que le personnel de l'Organisation éprouvent d'énormes difficultés à trouver l'information dont ils ont besoin, d'où une perte de productivité et un manque d'efficacité. Le Secrétaire général estime que cette situation n'est pas tenable, dans la mesure où elle nuit à la capacité de l'Organisation de fournir un appui aux différents systèmes utilisés et où elle entraîne des gaspillages compte tenu de l'absence de politiques et d'outils appropriés de gestion de l'information.

11. Le Secrétaire général indique que le progiciel de gestion des contenus facilitera la saisie, l'analyse et le partage des données, améliorera l'accès aux ressources et la convivialité, et permettra de disposer d'informations exhaustives, fiables et à jour propres à appuyer la prise de décisions. En règle générale, un progiciel de gestion des contenus comprend plusieurs modules, qui permettent de gérer notamment des documents, des dossiers, des données numériques ou des contenus de sites Web, ainsi que des outils de collaboration, et est doté de fonctions de saisie, de stockage, de réutilisation, de partage, de publication, d'archivage et de gestion de l'information. Le Comité consultatif a été informé que le progiciel de gestion des contenus concourt à l'application des règles et procédures de l'Organisation concernant la création, la gestion et le classement des dossiers, la classification de l'information en données essentielles et non essentielles et le niveau de sécurité, et facilite donc le contrôle et le suivi des dossiers.

12. Le Comité consultatif note que la réalisation des objectifs en matière de gestion des connaissances est liée à un certain nombre de facteurs clefs et de conditions, et que la mise en place du progiciel de gestion des contenus soulève des problèmes particuliers, comme l'indique le Secrétaire général aux paragraphes 34 à 36 de son rapport. Outre qu'il sera nécessaire d'établir un cadre de référence adapté au programme, d'élaborer une stratégie de communication et de formation et de recenser les départements et bureaux cibles qui participeront à la phase de mise en route du programme, il faudra aussi que l'on puisse disposer des compétences spécialisées requises, notamment en matière de gestion de l'information, des contenus et du changement. Enfin, le projet ne portera ses fruits que s'il recueille l'adhésion de toutes les parties prenantes. **Le Comité consultatif engage le Secrétaire général à faire en sorte que les facteurs de succès recensés dans le rapport soient réunis et les activités connexes menées à bien.**

13. Au paragraphe 18 de son rapport, le Secrétaire général indique que le Service de la gestion des connaissances planifiera et coordonnera la conception et la mise en place du progiciel de gestion des contenus, en coopération avec les départements et bureaux du Secrétariat, les bureaux hors Siège et les missions sur le terrain. Le Comité consultatif a été informé, à sa demande, que le Service de la gestion des connaissances était doté de 15 postes permanents, dont 9 étaient affectés à l'appui à la mise en place du progiciel de gestion des contenus, les 6 postes restants étant affectés à l'appui aux autres activités du programme de gestion des connaissances, telles que le Système de diffusion électronique des documents (Sédoc), l'intranet et le système Lotus QuickPlace. Les fonctions attachées aux 9 postes dont les titulaires participeront à la mise en place du progiciel de gestion des contenus sont les suivantes :

- a) Un directeur (D-1), qui aura la responsabilité générale des activités du Service. On estime qu'il consacrera les deux tiers de son temps au progiciel de gestion des contenus ;
- b) Deux chefs de section (P-5), qui assureront la coordination d'ensemble du projet de progiciel de gestion des contenus, et mèneront notamment des activités de collaboration ;
- c) Deux directeurs de projet (P-4), chargés respectivement du volet administration et du volet collaboration ;
- d) Un analyste des systèmes de gestion (P-3), qui sera notamment chargé de la mise en place d'un outil de gestion de la correspondance ;
- e) Un spécialiste de la gestion de l'information et du changement (P-3), qui sera responsable de la taxonomie, des métadonnées et des activités de gestion du changement ;
- f) Un informaticien (P-3), qui sera chargé de l'appui à la gestion des infrastructures ;
- g) Un informaticien auxiliaire (P-2), qui participera aux activités de gestion de la collaboration et du changement.

Activités de mise en œuvre

14. Le Comité consultatif note que le système sera mis en place progressivement. La phase préparatoire a pour objectif de concevoir l'infrastructure technique de base, de définir le dispositif

de gouvernance et d'établir les politiques et procédures générales de gestion en vue d'assurer une approche coordonnée de la gestion des contenus. Les principales fonctionnalités du progiciel, telles que la gestion des documents et des sites Web, seront mises en service au cours de la deuxième phase, des modules spécifiques étant installés dans les lieux d'affectation ou bureaux qui ont acquis une expertise spécifique dans tel ou tel domaine. Le Comité note également que le projet sera mis en œuvre conjointement par le Bureau des technologies de l'information et des communications et les départements et bureaux concernés, en fonction de l'ordre des priorités établi en commun, de la capacité opérationnelle et des ressources disponibles. Il est aussi prévu d'établir des partenariats entre les départements et bureaux qui ont besoin d'un même module, afin de favoriser le déploiement de modules de gestion des contenus déjà testés. Ces deux premières phases devraient être achevées au cours de l'exercice biennal 2010-2011. Les phases suivantes seront axées sur le déploiement des modules de base du progiciel ayant trait à la collaboration, à la gestion des documents, des dossiers et des contenus Web, ainsi qu'à la gestion des données numériques et multimédias.

15. Comme indiqué au paragraphe 5 du présent document, la mise en œuvre du progiciel de gestion des contenus a déjà commencé. Au paragraphe 47 de son rapport, le Secrétaire général indique que le déploiement du progiciel dans tous les services du Secrétariat prendra cinq ans. Ayant demandé des précisions sur le calendrier de mise en service et la date à laquelle la période de cinq ans prendrait fin, le Comité consultatif a été informé que les activités de mise en œuvre avaient commencé en 2008 et se poursuivraient jusqu'en 2013. En ce qui concerne l'état d'avancement des activités de la phase préparatoire (A/64/477, par. 37 et 38), le Comité a été informé que le cadre établi pour la mise en œuvre du progiciel comprenait les éléments suivants :

a) *Un cadre de gouvernance.* La mise en œuvre du progiciel de gestion des contenus est pilotée par le Groupe de travail sur la gestion des connaissances, qui élabore les orientations stratégiques du programme de gestion des connaissances du Secrétariat, examine les initiatives proposées en la matière et suit l'état d'avancement de la mise en œuvre. Le Groupe de travail est composé de représentants de départements et de bureaux du Siège ainsi que de bureaux hors Siège (Département des affaires économiques et sociales, Département de l'appui aux missions, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la gestion, Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion, Département des affaires politiques, Département de l'information, Département des opérations de maintien de la paix, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau des technologies de l'information et des communications, Commission économique pour l'Europe, Office des Nations Unies à Genève, Office des Nations Unies à Vienne/Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination) [voir également annexe I du présent document] ;

b) *Un plan de mise en service.* Le plan de mise en service est décrit dans le tableau 1 du rapport du Secrétaire général (A/64/477). Il prévoit l'exécution de 18 activités hautement prioritaires, recensées à l'issue d'entrevues avec 10 départements et bureaux du Secrétariat qui ont indiqué leurs besoins prioritaires en matière de gestion des contenus ;

c) *Une architecture mondiale.* L'architecture technique nécessaire à l'installation et au déploiement des applications du progiciel de gestion des contenus dans le monde entier a été conçue en coordination avec le programme de gestion de l'infrastructure ;

d) *Des politiques et des normes.* Un inventaire des normes, politiques, directives et meilleures pratiques relatives à la description et à l'organisation des contenus, couvrant les métadonnées et la taxonomie, la classification des documents, la sécurité des données, les types de contenus, les principes directeurs applicables aux sites Web, les formats, la durée de vie des contenus et le déroulement des opérations, a été dressé. Cet inventaire doit être examiné par des spécialistes des différentes questions et par le Groupe de travail sur la gestion des connaissances.

16. Les activités de mise en œuvre et les résultats escomptés pour l'exercice biennal 2010-2011 ont été regroupés dans les cinq catégories ci-après, comme indiqué dans le tableau 1 du rapport du Secrétaire général :

a) Deux volets ont trait à la gestion du projet et aux activités techniques (phase préparatoire), comme suit :

i) *Le volet administration* a pour objet d'assurer la coordination générale du projet. Il comprend l'application des politiques, des procédures et des normes, l'élaboration et la mise en œuvre du programme de gestion du changement et l'établissement de partenariats pour garantir la cohérence des méthodes et éviter les doubles emplois ;

ii) *Le volet infrastructure* a pour objet d'assurer que l'infrastructure matérielle et logicielle essentielle est en place pour permettre le déploiement des différentes fonctions du progiciel de gestion des contenus et leur exploitation par tous les lieux d'affectation et toutes les missions de maintien de la paix ;

b) Les trois autres volets visent à mettre en place un ensemble de capacités de gestion de l'information de base pour répondre aux besoins de nombreux services opérationnels du Secrétariat, comme suit :

i) *Le volet collaboration* comprend diverses activités qui ont pour objet d'exploiter de nouvelles technologies d'aide à la collaboration, de développer des réseaux de praticiens et d'introduire un outil de gestion de la correspondance au Cabinet du Secrétaire général et dans d'autres services, ainsi que des initiatives visant à assurer la centralisation des contenus directifs et l'automatisation de l'établissement de rapports concernant le maintien de la paix ;

ii) *Le volet gestion des contenus* comprend des activités telles que le remplacement du Sédoc et un programme de gestion des dossiers ;

iii) *Le volet gestion des contenus Web* comprend des activités relatives à la migration des sites Web des cinq commissions régionales, qui seront dotés d'une interface et d'un modèle communs, et à la migration du site intranet iSeek sur la plate-forme du progiciel de gestion des contenus.

17. La chronologie des activités prévues pour l'exercice biennal 2010-2011 est présentée dans la figure II du rapport du Secrétaire général (ibid.). **Le Comité consultatif souligne qu'il est nécessaire de respecter la chronologie et de produire les résultats attendus du programme relatif au progiciel de gestion des contenus, afin d'assurer que le système est mis en service dans le délai envisagé. Le Comité demande également que des informations sur le plan de mise en service, les progrès réalisés et les activités inachevées soient fournies dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.**

Ressources nécessaires

18. Le Secrétaire général indique que le progiciel de gestion des contenus desservira l'ensemble du Secrétariat, à savoir le Siège, les bureaux hors Siège, les commissions régionales, les missions politiques et les missions de maintien de la paix. Selon lui, le déploiement du progiciel dans toute l'Organisation est une entreprise d'envergure qui pourrait prendre jusqu'à cinq ans, au cours desquels il faudra assurer l'exécution du projet, la coordination des activités, la conduite du changement et la formation du personnel. Les activités relatives aux opérations de maintien de la paix pour 2009/10 ont été financées par le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (voir par. 20 du présent document).

19. Comme indiqué au paragraphe 49 du rapport du Secrétaire général, les crédits demandés correspondent aux deux premières années de l'exécution du plan de mise en service pour les services du Siège, les bureaux hors Siège et les commissions régionales, et représentent les ressources nécessaires à la mise en place de l'infrastructure de base et de nombreux logiciels d'application, et à l'élaboration des procédures et des directives générales nécessaires à la mise en service concertée du progiciel de gestion des contenus. Le Secrétaire général donne peu de précisions sur le coût total de l'exécution du projet au cours de la période de cinq ans envisagée, le montant des dépenses déjà engagées et le coût estimatif de la maintenance du système une fois qu'il sera pleinement opérationnel. **Tout en sachant qu'il n'est peut-être pas possible de**

fournir une estimation exacte des dépenses futures, le Comité consultatif estime que le rapport aurait dû contenir des renseignements sur les dépenses déjà engagées, toutes sources de financement confondues, sur les différents éléments du coût et sur le nombre d'utilisateurs envisagé aux diverses phases de la mise en service, en distinguant clairement le coût d'achat initial du progiciel et du matériel, le coût estimatif de l'adaptation et de la formation pendant les phases de mise en œuvre et de déploiement, le coût des dépenses renouvelables au titre de la maintenance du progiciel et des droits de licence et les autres coûts à prévoir une fois que le système sera pleinement opérationnel.

20. En ayant fait la demande, le Comité consultatif a reçu un état récapitulatif des ressources allouées à ce jour aux activités relatives au progiciel de gestion des contenus, ventilées par source de financement (voir annexe III du présent document). Le Comité note que l'Assemblée générale a approuvé un montant total de 8 781 600 dollars des États-Unis au titre du budget ordinaire, dont 2 millions de dollars à prélever sur les crédits ouverts dans le budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (résolution 63/262), et 6 781 600 dollars à prélever sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour 2009/10, soit 6 645 200 dollars au titre des technologies de l'information et des communications, et 136 400 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour financer un poste de temporaire à la classe P-3 (résolution 63/287).

21. Le Comité consultatif a par ailleurs été informé, à sa demande, qu'une nouvelle suite logicielle de gestion des contenus, avec 10 000 licences d'utilisation, avait été achetée en 2007, pour un montant de 3 141 919 dollars, financé au moyen des crédits approuvés pour la Division de l'informatique (chapitre 28D) dans le budget ordinaire de l'exercice biennal 2006-2007. Les frais de maintenance annuels, qui comprennent la mise à niveau et l'appui technique, représentent 20 % du coût d'achat. Les 10 000 licences initiales ont été acquises au prix de 190 dollars l'une, le coût unitaire devant diminuer à mesure que le nombre de licences achetées augmente (175 dollars pour 25 000 licences, 160 dollars au-delà). Le Secrétaire général n'a pas acheté de nouvelles licences d'utilisation pendant l'exercice biennal 2008-2009, et n'a pas l'intention d'en acquérir pour l'exercice biennal 2010-2011. Le Comité a par ailleurs été informé qu'il était prévu que tous les utilisateurs d'ordinateurs de bureau, soit, potentiellement, les 43 000 fonctionnaires de l'Organisation, utiliseraient à terme le progiciel de gestion des contenus pour créer, chercher, trouver, conserver et classer les contenus pertinents.

Ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011

22. Comme indiqué au paragraphe 5 de son rapport, le Secrétaire général prévoit, pour l'exercice biennal 2010-2011, d'avoir recours à du personnel temporaire (autre que pour les réunions) ou à des services contractuels pour satisfaire les besoins de personnel, en attendant que l'étude structurelle de l'informatique au Secrétariat soit achevée et que l'on ait examiné la possibilité de regrouper les services informatiques et les changements à envisager concernant la structure et le personnel du Bureau. Lorsque les résultats de l'étude structurelle seront connus, des propositions visant à transformer en postes ordinaires les postes de temporaire et les ressources contractuelles pourront être soumises à l'Assemblée générale.

23. Les prévisions de dépenses relatives à la mise en service du progiciel de gestion des contenus pour l'exercice biennal 2010-2011 se montent au total à 14 548 300 dollars, et se répartissent comme suit :

a) Un montant de 3 218 800 dollars au titre des autres dépenses de personnel, qui doit permettre de financer les dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions) à raison de 11 postes de temporaire pendant 24 mois au Service de la gestion des connaissances, à savoir :

- i) Un coordonnateur de la gestion du changement (P-4), qui sera responsable de la coordination d'ensemble des activités relevant du volet administration ;
- ii) Un coordonnateur de la gestion des connaissances et des contenus (P-4), qui sera responsable de la coordination d'ensemble des activités relatives à la collaboration ;

- iii) Un coordonnateur de la gestion de l'information et des contenus (P-4), qui sera responsable de la coordination d'ensemble des activités relatives à la gestion de l'information et des contenus ;
 - iv) Un coordonnateur de la gestion des contenus Web (P-4), qui sera responsable de la coordination d'ensemble des activités relatives à la gestion des contenus Web ;
 - v) Un spécialiste des systèmes informatiques (P-4), qui sera responsable de la coordination d'ensemble des activités relatives à l'infrastructure ;
 - vi) Un spécialiste de la gestion du changement (P-3), qui sera responsable de la mise en œuvre d'un programme de gestion du changement ;
 - vii) Un spécialiste de la gestion des connaissances et des contenus (P-3), qui sera responsable de la mise en œuvre d'un programme de collaboration ;
 - viii) Un spécialiste de la gestion des contenus (P-3), qui sera responsable de la mise en œuvre des activités relatives à la gestion des contenus ;
 - ix) Un spécialiste de la gestion de l'information (P-3), qui sera responsable de la mise en œuvre d'un programme de gestion de l'information ;
 - x) Un spécialiste de la gestion des contenus Web (P-3), qui sera responsable de la mise en œuvre des activités relatives à la gestion des contenus Web ;
 - xi) Un spécialiste des systèmes informatiques (P-3), qui sera responsable de l'appui technique au développement des sites Web ;
- b) Un montant de 269 500 dollars pour financer les voyages qui devront être effectués pour assurer la gestion et la coordination d'ensemble des activités liées au déploiement du progiciel de gestion des contenus dans tous les lieux d'affectation, y compris la mise en place de l'infrastructure ;
- c) Un montant de 8 066 400 dollars au titre des services contractuels pour financer les services de traitement des données, de logiciel et de stockage, à savoir :
- i) 1 012 400 dollars au titre de projets relatifs au volet collaboration, pour faciliter les travaux des équipes intersectorielles, rehausser l'efficacité des processus, instaurer un réseautage social et mettre en place un service de gestion des cas et des outils de gestion de la correspondance ;
 - ii) 2 452 300 dollars au titre de projets relatifs aux activités de gestion des dossiers, à la rédaction des documents à l'intention des organes délibérants, à la migration des documents officiels existants, à la normalisation des méthodes de publication et à l'intégration des processus d'exécution des tâches et de collaboration ;
 - iii) 1 399 300 dollars au titre de projets relatifs à la gestion des contenus Web, notamment aux activités relatives à l'harmonisation des sites Web des commissions régionales et des départements, à la recherche intégrée et au remplacement de iSeek ;
 - iv) 933 700 dollars au titre de services relatifs à la mise en place de l'infrastructure ;
 - v) 1 105 500 dollars pour l'achat de licences d'utilisation du progiciel ;
 - vi) 1 084 000 dollars au titre de services de stockage et de sauvegarde des contenus ;
 - vii) 79 200 dollars au titre d'accords de prestation de services en matière de technologie et de télécommunications en rapport avec les postes de temporaire et de consultants susmentionnés ;
- d) Un montant de 1 338 300 dollars au titre des dépenses générales de fonctionnement, pour financer la location de locaux, les travaux de transformation et d'amélioration des locaux, les

dépenses de communications, les postes de temporaire et de vacataires, et la maintenance du matériel informatique;

e) Un montant de 22 000 dollars pour couvrir le coût des fournitures et accessoires calculé sur la base des coûts standard;

f) Un montant de 1 633 300 dollars au titre du mobilier et du matériel, essentiellement pour financer l'achat de matériel informatique destiné au Siège, aux bureaux hors Siège et aux commissions régionales, de logiciels de gestion des contenus Web et de matériel de bureau et d'ordinateurs pour le personnel temporaire et les vacataires.

24. La création de 11 postes supplémentaires (5 P-4 et 6 P-3) proposée par le Secrétaire général augmenterait de plus du double l'effectif qui s'occupe actuellement de la mise en place du progiciel de gestion des contenus, qui est de 9 personnes (1 D-1, 2 P-5, 2 P-4, 3 P-3 et 1 P-2). Les 11 nouveaux postes demandés comprennent un P-4 et un P-3 pour chacun des volets du plan de mise en service. Certaines des fonctions attachées aux nouveaux postes proposés tirent parti des capacités existantes. Ainsi, sur les neuf fonctionnaires actuellement affectés au progiciel, un P-5, un P-4, un P-3 et un P-2 se consacrent déjà aux activités de collaboration ou y participent, et un P-5, un P-4 et un directeur (D-1) participent à la coordination d'ensemble de la mise en œuvre du progiciel et du volet administration. Par ailleurs, le Comité consultatif note que, dans sa résolution 63/287 du 30 juin 2009, l'Assemblée générale a inscrit des crédits dans le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour 2009/10 pour financer diverses activités au titre du progiciel de gestion des contenus, comme l'amélioration des outils de collaboration dans les missions sur le terrain. Le Département de l'appui aux missions a déjà acquis une expérience considérable et des compétences spécialisées dans les domaines du partage des connaissances, de la collaboration et de la gestion de l'information, grâce à des initiatives telles que la mise en place de réseaux de praticiens et l'affectation de spécialistes des pratiques optimales dans les missions de maintien de la paix.

25. En ce qui concerne les ressources demandées au titre des services contractuels, le Comité consultatif note que près de 6 millions de dollars, sur les 8,1 millions demandés, ont trait à des activités relatives à la collaboration et à la gestion des contenus et des contenus Web, les 2,1 millions restants étant destinés à l'achat de logiciels et à des services de stockage et d'appui.

26. De l'avis du Comité consultatif, il serait préférable de tirer le meilleur parti possible des moyens qui existent déjà plutôt que de doubler la taille du Service de la gestion des connaissances. Le Comité estime également qu'il faudrait s'efforcer, dans toute la mesure possible, de faire fond sur l'expérience et les compétences du personnel en place et réévaluer les besoins à mesure que les activités relatives à la mise en service du progiciel de gestion des contenus sont exécutées. Le Comité recommande en conséquence que la création de 7 postes de temporaire (3 P-4 et 4 P-3), sur les 11 demandés, soit approuvée, et que le montant de 8 066 400 dollars demandé au titre des services contractuels soit réduit de 1 million de dollars. Le Comité recommande également que les ressources demandées au titre des objets de dépense autres que les postes soient intégralement approuvées.

C. Gestion de la relation client

27. La gestion de la relation client est l'un des volets du programme de gestion des ressources. Elle vise les services rendus quotidiennement à divers utilisateurs dans plusieurs domaines, par exemple le soutien informatique, l'appui administratif en matière de ressources humaines, les services de voyages, de paie et d'assurance, et divers autres qui intéressent les États Membres et les institutions.

28. Selon le Secrétaire général, chaque groupe prestataire de services fonctionne indépendamment des autres, ce qui accroît les risques de double emploi, d'inefficacité et de dépenses inutiles puisqu'il faut entretenir des bureaux de services multiples, sans compter l'inconfort que subissent les clients qui doivent s'adresser à plusieurs prestataires ayant leurs procédures particulières. Les faiblesses actuelles et la justification des changements à apporter sont expliquées en détail aux paragraphes 66 à 71 du rapport du Secrétaire général.

29. Le Secrétaire général explique que l'objectif de la gestion de la relation client consiste à mettre en place un cadre commun de gestion des services mettant en jeu l'ensemble de l'Organisation, en s'appuyant sur un système intégré et un ensemble commun de politiques et de procédures. La principale initiative lancée dans le cadre de ce projet s'appelle « iNeed », qui vise à rationaliser les procédures des bureaux de services et à les regrouper autour d'une solution institutionnelle. Dans la première phase de l'initiative iNeed, on envisage de regrouper les services informatiques et les services matériels, avec un déploiement initial vers la fin de 2009 au Bureau des technologies de l'information et des communications, au Département de l'appui aux missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, à la Mission des Nations Unies au Libéria et à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. Ensuite, le système sera étendu en deux ou trois années aux bureaux hors siège. Parallèlement, d'autres services (voyages, gestion des ressources humaines, conférences) s'incorporeront dans le système. De surcroît, un portail en libre service sera ouvert en 2010 pour les services informatiques et les services matériels après la mise en place initiale de la fin de 2009.

30. Le Secrétaire général donne aux paragraphes 86 à 92 de son rapport de plus amples renseignements sur les activités que recouvre ce projet. Pour l'exercice biennal 2010-2011, il envisage les suivantes :

- a) Mise en exploitation, actualisation et stabilisation du progiciel iNeed ;
- b) Ouverture du portail en libre service ;
- c) Déploiement du progiciel iNeed dans cinq lieux d'affectation supplémentaires, qui seront choisis avant la fin de 2009 ;
- d) Étude de la prochaine catégorie de services qui sera couverte par iNeed.

31. Le Secrétaire général affirme que la gestion de la relation client améliorera tant la qualité que le rapport qualité-prix des services fournis aux utilisateurs. Il a cerné plusieurs domaines dans lesquels on pouvait espérer des gains d'efficacité et des économies (par. 77 à 85). Le Comité consultatif prend note du fait que iNeed automatisera des opérations actuellement faites manuellement et remplacera les systèmes qui servent pour l'instant à gérer les demandes de services. Il a reçu à sa demande des informations supplémentaires sur les gains d'efficacité qui sont censés résulter de l'automatisation de ces demandes, informations qui figurent à l'annexe IV du présent document.

32. Le Secrétaire général projette des économies annuelles qu'il estime au total de 5 776 000 à 12 180 000 dollars quand le système sera entièrement déployé pour les services informatiques et les services matériels au Siège et dans les bureaux hors Siège, et pour les services informatiques dans toutes les missions de maintien de la paix. Les économies s'accumuleront dès que le système en libre service aura été ouvert. On pourra faire des économies supplémentaires quand les bureaux de services informatiques qui ne dépendent ni du Département de l'appui aux missions ni du Bureau des technologies de l'information et des communications se seront rattachés à la plateforme commune. Une fois le libre service ouvert, les économies que permettra la première phase du projet devraient se situer entre 1 784 000 et 3 703 000 dollars par an à la mi-2010. Elles se situeront entre 3 973 000 et 8 398 000 dollars si le système est étendu à cinq bureaux hors Siège pour l'exercice biennal 2010-2011, et entre 4 102 000 et 9 226 000 dollars pour l'exercice biennal 2012-2013, quand seront équipées les unités de services informatiques des sept bureaux hors Siège.

33. **Le Comité consultatif estime qu'il faut procéder à l'analyse quantitative des activités automatisées grâce au système de gestion de la relation client ; on disposera ainsi d'une base objective pour mesurer les gains réels d'efficacité. Comme la première phase du projet va démarrer incessamment, avant la fin de 2009, le Comité recommande de prier le Secrétaire général de veiller à ce que les dispositifs nécessaires soient en place pour recueillir les données voulues avant le déploiement du système. Le Comité approfondit la question de la**

mesure et de l'exploitation des gains d'efficacité à la section III du présent document, consacrée à la planification des ressources.

Ressources nécessaires

34. Comme le dit le Secrétaire général au paragraphe 5 de son rapport, en attendant la conclusion de l'analyse structurelle de l'informatique au Secrétariat et les résultats de l'étude du regroupement des services informatiques et des modifications de structure et d'effectif du Bureau des technologies de l'information et des communications, il faudrait financer les ressources humaines nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011 par la voie de l'assistance temporaire (autre que pour les réunions) et des services contractuels. La conversion en postes ordinaires des postes de temporaire (autre que pour les réunions) et des postes contractuels sera éventuellement soumise à l'examen de l'Assemblée générale à l'issue de l'analyse structurelle.

35. Au paragraphe 96 de son rapport, le Secrétaire général déclare son intention de se doter des moyens internes qui appellent l'administration à l'exploitation du système de gestion de la relation client et de réduire ainsi le recours aux fournisseurs extérieurs. **Le Comité consultatif approuve cette façon de voir les choses et estime qu'il conviendrait de disposer de compétences internes pour les systèmes qui sont au centre des activités et des besoins de l'Organisation.**

36. Le Secrétaire général ne dit pas grand-chose du coût estimatif d'ensemble du projet de gestion de la relation client sur les cinq années que durera sa réalisation, ni sur les dépenses déjà engagées, ni sur le coût prévisionnel de l'entretien du système une fois qu'il sera entièrement opérationnel. S'en étant informé, le Comité a appris que le coût annuel de l'actualisation des logiciels, de l'entretien du matériel et du traitement des informaticiens devrait se situer entre 35 et 40 dollars par bénéficiaire de service. Ce coût par bénéficiaire devrait d'ailleurs diminuer à mesure que le système se mettra en place dans des départements et des bureaux nouveaux.

37. Le Comité a reçu à sa demande le récapitulatif des ressources prévues à ce jour pour la gestion de la relation client (voir annexe III du présent document). Il constate qu'un montant total de 4 360 900 dollars a été approuvé pour le compte d'appui aux missions de maintien de la paix pour 2009/10, dont 4 029 500 dollars pour l'informatique et un montant de 331 400 dollars pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions) qui financera un poste de temporaire P-5 et un poste de temporaire P-3 (résolution 63/287).

Ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011

38. Les ressources demandées pour la réalisation du projet de gestion de la relation client pour l'exercice biennal 2010-2011, y compris l'exploitation du progiciel iNeed, le développement du portail en libre service et le déploiement du progiciel iNeed dans quatre unités de services informatiques et de services matériels hors Siège, représentent un montant total de 4 433 000 dollars, qui se répartit comme suit :

a) Un montant de 1 286 800 dollars au titre des autres dépenses de personnel pour cinq postes de temporaire destinés à du personnel temporaire (autre que pour les réunions), à savoir :

- i) Un gestionnaire d'application (P-4), qui dirigera la conception et la mise en œuvre de l'infrastructure d'application ;
- ii) Deux analystes de la relation client (P-3), qui travailleront avec les milieux commerciaux pour analyser d'éventuelles lacunes de procédure, assurer la fluidité de la circulation fonctionnelle des informations, rédiger les modes d'emploi, mettre les applications à l'essai et rester en communication avec les usagers ;
- iii) Deux programmeurs (P-2) qui aideront à choisir les partis techniques et à établir les cahiers des charges.

b) Un montant de 70 000 dollars au titre des voyages à destination des bureaux hors Siège, aux fins des ateliers de formation à l'activité d'entreprise et de la formation des utilisateurs ;

c) Un montant de 2 419 200 dollars au titre des services contractuels, essentiellement pour les services de spécialistes de la gestion de la relation client (2 001 600 dollars) venant en renfort du personnel actuel pour administrer le projet, former les utilisateurs et procéder aux transferts de données. Le solde, 417 400 dollars, permettrait de financer les services de soutien et de stockage ;

d) Un montant de 440 400 dollars au titre des dépenses générales de fonctionnement, à savoir location de locaux (286 000 dollars), aménagements et rénovations (83 000 dollars) et communications (39 000 dollars) pour le bureau, les postes de temporaires (autres que pour les réunions) et les fournisseurs énumérés ci-dessus, et l'entretien du matériel de gestion de la relation client (32 400 dollars) ;

e) Un montant de 10 000 dollars pour les fournitures et les accessoires, aux prix standard ;

f) Un montant de 206 600 dollars pour le mobilier et le matériel.

39. Le Comité consultatif pense qu'il faut s'efforcer davantage d'exploiter les compétences internes pour gérer la relation client. Il recommande donc : a) d'approuver la création de quatre des cinq postes de temporaire proposés pour du personnel temporaire (autre que pour les réunions), soit 1 P-4, 1 P-3 et 2 P-2 ; et b) d'approuver une réduction de 500 000 dollars du montant de 2 001 600 dollars demandé pour les services contractuels spécialisés. Il recommande d'approuver la totalité du montant demandé pour les autres objets que les dépenses de personnel.

D. Propositions relatives au plan unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre

40. Au paragraphe 47 de la section XI de sa résolution 59/276 du 23 décembre 2004, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter une étude technique concernant la sécurité des opérations informatiques, leur continuité et la reprise après sinistre, assortie de propositions chiffrées et d'un calendrier de mise en œuvre. Le Secrétaire général a soumis des propositions concernant le cadre opérationnel mondial relatif à la question dans son rapport sur la sécurité et la continuité des opérations informatiques et télématiques et la reprise après sinistre (A/62/477). Toutefois, certaines de ses propositions sont devenues caduques du fait de certains événements et de l'apparition de nouveaux besoins, en particulier la création d'un groupe central de la continuité des opérations chargé de la question à l'échelle de l'Organisation, compte tenu des préparatifs en prévision d'une pandémie et d'autres aspects ne touchant pas à l'informatique (voir A/64/472 ; et document A/64/7/Add.8 du présent supplément), ainsi que de la nécessité d'installer un nouveau centre informatique secondaire du fait des déménagements entraînés par le plan-cadre d'équipement (voir A/64/346/Add.1).

41. Dans ses résolutions 63/262 du 24 décembre 2008 et 63/269 du 7 avril 2009, l'Assemblée générale a défini des orientations concernant la conception de nouvelles propositions relatives à une démarche unifiée et robuste de continuité des opérations et de reprise après sinistre et a prié le Secrétaire général :

a) De procéder au classement des systèmes essentiels et non essentiels du Secrétariat et de lui communiquer une liste de ces systèmes classés en fonction de leur importance lorsqu'elle examinerait la proposition de centre de données secondaire permanent au Siège de l'Organisation ;

b) De définir l'ordre de priorité des systèmes, afin de réduire le plus possible le coût du dispositif de continuité des opérations et de reprise après sinistre ;

c) De regrouper les systèmes dans des pôles informatiques afin de renforcer le dispositif de continuité des opérations et de reprise après sinistre tout en réduisant au minimum la taille des centres informatiques locaux, tant principaux que secondaires ;

d) De veiller à privilégier dans la mesure du possible les solutions informatiques centralisées plutôt que les solutions locales ;

e) De réorganiser les systèmes si, à terme, cela doit permettre d'assurer la continuité des opérations et la reprise après sinistre à partir de pôles informatiques et si, à terme également, cette solution est plus économique que leur hébergement dans des centres informatiques locaux ;

f) D'effectuer une étude approfondie des moyens les plus fiables et les plus économiques d'assurer de manière centralisée le stockage des données, la continuité des opérations et l'hébergement des progiciels de l'Organisation ;

g) De veiller à ce que le niveau de protection proposé résulte d'une analyse coûts-avantages détaillée.

Le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale un dispositif unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre, y compris une solution permanente pour le Siège, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (voir le paragraphe 12 de la section IV de la résolution 63/262 ; et l'alinéa f du paragraphe 48 du présent document).

42. Dans son présent rapport (A/64/477), le Secrétaire général s'est intéressé au recadrage des propositions exposées dans un rapport antérieur (A/62/477) avec les lignes directrices et principes décrits ci-dessus ainsi qu'avec les activités menées par le Groupe de la continuité des opérations, en particulier dans la perspective d'une pandémie. Le Comité consultatif note que le Groupe s'occupe plus particulièrement de mettre en place les éléments voulus pour que l'Organisation puisse poursuivre ses fonctions essentielles en toutes circonstances, tandis que le programme informatique de reprise après sinistre a trait aux éléments nécessaires pour que le fonctionnement de l'infrastructure et des services informatiques puisse reprendre après une interruption qui nuit aux fonctions essentielles de l'Organisation (A/64/477, par. 104 à 106).

43. Le Secrétaire général définit également une stratégie et des objectifs de haut niveau pour la reprise après sinistre (ibid., par. 120 à 129). Le Comité consultatif note que le plan de reprise après sinistre ne portera que sur la reprise des systèmes et des moyens de communication essentiels et que les activités de reprise se dérouleront de façon échelonnée, l'accent étant mis sur l'efficacité et sur la bonne utilisation de l'infrastructure et des moyens existants. Le Secrétaire général propose également de constituer deux pôles informatiques situés dans des endroits distincts, le premier à Brindisi (Italie) et le second dans un lieu qui reste à choisir. Les deux pôles abriteront les progiciels et les services essentiels pour le fonctionnement du Secrétariat et des dispositifs de secours à l'appui des activités visant à assurer la continuité des opérations et la reprise après sinistre. Le Comité note que le Secrétariat propose d'adopter les directives de la norme internationale ISO/IEC 24762 (Lignes directrices pour les services de secours en cas de catastrophe dans les technologies de l'information et des communications) comme cadre de base dans lequel inscrire la conception d'un plan de continuité des opérations et de reprise après sinistre (ibid., par. 109 à 118).

44. Les activités à entreprendre dans le cadre de l'élaboration et de la mise en application du dispositif unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre sont décrites aux paragraphes 130 à 136 du rapport. Parmi les activités essentielles on peut citer :

a) Une étude sur le classement des systèmes informatiques en fonction de leur importance, y compris une analyse des répercussions sur les opérations de 12 lieux d'affectation dont se chargera le Groupe de la continuité des opérations. Les constatations du Groupe permettront de déterminer dans quelle mesure les différents lieux d'affectation ont besoin de centres informatiques primaires et secondaires et de cerner quelles doivent en être la taille et la vocation ;

b) La modernisation de l'infrastructure du pôle informatique de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) aux fins de la reprise des opérations et de la protection des données.

45. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que les renseignements rassemblés dans le cadre de l'étude sur le classement des systèmes informatiques en fonction de leur

importance et sur les répercussions sur les opérations serviraient à déterminer des facteurs tels que ce qui constitue un délai d'immobilisation acceptable pour chaque système et le niveau de protection à fournir. En général, le coût de la protection des systèmes contre les pannes est inversement proportionnel à la durée de l'immobilisation. Ces facteurs seraient pris en considération dans le cadre d'analyses des coûts-avantages visant à évaluer le coût de la protection contre tel ou tel risque. À cet égard, les départements auront pour mission de décrire leurs processus-métier de façon objective afin de faciliter le classement des systèmes en fonction de leur importance. Le Comité a également été informé que le Bureau des technologies de l'information et des communications et le Groupe de la continuité des opérations coopéreraient étroitement avec les départements afin de recenser et de hiérarchiser les fonctions et les processus sous-jacents, compte tenu des coûts relatifs et de l'efficacité des solutions de reprise après sinistre, y compris les systèmes informatiques. **Le Comité consultatif souligne qu'il faut veiller à ce que les besoins en matière de reprise après sinistre soient objectifs et à ce que les solutions offrant le meilleur rapport coûts-avantages soient étudiées de façon approfondie.**

46. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 13 de la section IV de sa résolution 63/262, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'effectuer une étude approfondie des moyens les plus fiables et les plus économiques d'assurer de manière centralisée le stockage des données, la continuité des opérations et l'hébergement des progiciels de l'Organisation, en tenant compte de l'expérience des autres organismes des Nations Unies et de l'évolution générale des technologies de l'information et des communications, et de lui faire rapport à ce sujet. **Le Comité consultatif espère bien que le Secrétaire général examinera toutes les solutions possibles, qu'il rendra compte à l'Assemblée de ses constatations et qu'il justifiera le rapport coûts-avantages des sites retenus aux fins de l'hébergement des pôles informatiques.**

47. Le montant total des ressources demandées pour l'exercice biennal 2010-2011 aux fins de la conception d'un plan unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre se décompose principalement comme suit :

a) Un montant de 384 000 dollars au titre des dépenses de personnel pour financer les services d'un spécialiste de la reprise après sinistre de classe P-5, au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions). Le titulaire sera chargé des activités liées au programme proposé et veillera à la coordination des activités entreprises par le Secrétariat ;

b) Un montant de 108 600 dollars afin de financer les voyages de deux spécialistes dépêchés dans chaque lieu d'affectation afin d'évaluer et de collecter des données pendant la phase 1 du projet ;

c) Un montant de 2 830 900 dollars au titre des services contractuels dont :

i) 1,7 million de dollars afin de financer des services de spécialiste, comprenant un montant de 1,2 million de dollars qui permettra de financer une étude sur les répercussions sur les opérations et une étude d'évaluation des risques dans chacun des 12 lieux d'affectation, à raison de 100 000 dollars par lieu d'affectation, et un montant de 500 000 dollars qui servira à financer la reformulation de la stratégie de reprise après sinistre et l'élaboration d'une architecture mondiale en vue de la mise en œuvre d'un plan unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre ;

ii) 1 127 300 dollars pour financer, dans le cadre d'un accord de prestation de services, les coûts de maintenance du matériel et des services liés au fonctionnement du pôle informatique de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

Le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général relatives au plan unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre.

E. Conclusions et recommandations

48. Aux alinéas *a* à *f* du paragraphe 149 de son rapport (A/64/477), le Secrétaire général expose une série de demandes à l'intention de l'Assemblée générale. Les recommandations du Comité consultatif sont les suivantes :

a) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prenne note des propositions et de la démarche décrites dans le rapport sur la mise en œuvre des progiciels de gestion des contenus et de la relation client et du plan de continuité des opérations et de reprise après sinistre ;

b) Compte tenu des recommandations formulées au paragraphe 26 du présent document, le Comité consultatif recommande l'approbation d'un montant de 11 947 900 dollars afin de financer la poursuite du projet relatif au progiciel de gestion des contenus pendant l'exercice biennal 2010-2011 ;

c) Compte tenu des recommandations formulées au paragraphe 39 du présent document, le Comité consultatif recommande l'approbation d'un montant de 3 563 900 dollars afin de financer la poursuite du projet relatif au progiciel de gestion de la relation client pendant l'exercice biennal 2010-2011 ;

d) Compte tenu des recommandations formulées au paragraphe 47 ci-dessus, le Comité consultatif recommande l'approbation d'un montant de 3 392 300 dollars afin de financer la mise au point d'un plan unifié de continuité des opérations et de reprise après sinistre et le fonctionnement du pôle informatique de Brindisi pendant l'exercice biennal 2010-2011 ;

e) Compte tenu des recommandations formulées aux alinéas *b* à *d* du présent paragraphe, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve un montant total brut de 19 421 900 dollars (montant net : 18 904 100 dollars) au titre des chapitres ci-après du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 : au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui), 1 190 800 dollars ; au chapitre 29 (Bureau des technologies de l'information et des communications), 17 713 300 dollars ; et au chapitre 36 (Contributions du personnel), 517 800 dollars, montant contrebalancé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) ;

f) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prenne note du fait que les plans détaillés de reprise après sinistre et de continuité des opérations pour les entités du Secrétariat et les ressources nécessaires aux fins de la phase d'actualisation et de suivi du plan de reprise après sinistre lui seront soumis, pour examen, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.

III. Premier rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré

49. Le premier rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré (A/64/380) répond au paragraphe 26 de la section II de la résolution 63/262 de l'Assemblée générale, où le Secrétaire général était prié de lui soumettre durant la partie principale de sa soixante-quatrième session un rapport sur la question, avec évaluation des modalités d'organisation, plan révisé de mise en place et budget révisé, analyse de rentabilité actualisée donnant des précisions sur les gains d'efficacité et de productivité tangibles et mesurables que le progiciel permettra de réaliser, points de référence servant à mesurer les progrès accomplis, rendement escompté des montants investis et proposition quant aux moyens de réduire le champ d'application du projet pour en abaisser le coût.

50. Dans son rapport sur l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007, le Comité des commissaires aux comptes a fait observer que le projet relatif au progiciel de gestion intégré était l'une des grandes initiatives lancées pour rendre l'administration de l'Organisation dans l'ensemble plus moderne et plus uniforme [A/63/5 (Vol. I), chap. II, par. 125]. Les commissaires

ont fait valoir le potentiel qu'offrait le progiciel pour la transformation et la modernisation des fonctions administratives et la rationalisation des méthodes de travail de toute l'Organisation. Dans le rapport à l'examen (A/64/380), le Secrétaire général souligne également le rôle de protagoniste des réformes administratives que joue le progiciel.

A. Avantages et gains d'efficacité

51. À la section II de son rapport (ibid.), le Secrétaire général expose en détail les avantages à attendre du progiciel de gestion intégré afin de justifier, sur le plan de l'économie d'entreprise, les investissements qu'il demande. Il dit que l'analyse a été menée selon une méthode structurée, après une tournée de consultations dans plusieurs lieux d'affectation, du travail de collecte de données sur chaque domaine fonctionnel des systèmes courants, la vérification croisée des points de référence professionnels et la validation approfondie des données et des hypothèses par les utilisateurs et le Comité de pilotage du progiciel.

52. L'analyse des avantages qualitatifs s'appuie sur les éléments présentés à la section III.B du rapport du Secrétaire général sur la mise en place au Secrétariat de systèmes informatiques et télématiques intégrés à l'échelle mondiale (A/62/510/Rev.1) et détaille les bénéfices escomptés sur le plan de la responsabilisation, de la transparence, du renforcement des contrôles internes dans tous les domaines de la gestion financière, des achats et du recrutement, de l'homogénéité de l'application des règles et des procédures opératoires de toutes les disciplines administratives, de l'établissement des rapports et de la satisfaction de la clientèle. Le progiciel de gestion intégré permettra également d'intégrer la gestion des ressources humaines, de la paie et des finances en un système unique pour tout le personnel des Nations Unies. L'intégration poussée des fonctions de la chaîne de l'offre améliorera l'efficacité et la ponctualité des opérations. Dans le domaine financier, le progiciel permettra de se mettre en conformité avec les Normes comptables internationales pour le secteur public. Enfin, l'interconnexion des systèmes couverts par le progiciel facilitera la duplication des données, c'est-à-dire que le progiciel offre en lui-même une capacité de reprise après sinistre et de continuité des opérations.

53. Le Comité consultatif constate que le progiciel de gestion intégré vise à fournir une source unique d'informations complètes, sûres et à jour sur les ressources humaines, financières et matérielles. Il est en effet important d'exploiter à plein ces informations si l'on veut présenter des rapports meilleurs et plus précis qui orienteront les décisions prises en matière de gestion. Le Comité ne doute pas que le progiciel sera favorable également à la prise de décisions parce qu'il établira un lien entre les programmes et les opérations, d'une part, et les ressources, de l'autre, et qu'il répondra aux questions des États Membres qui se penchent sur les propositions administratives et budgétaires. Enfin, il facilitera l'accès aux rapports établis par le personnel de l'Organisation et les États Membres. Le Comité, ayant posé la question, a appris que la mise en œuvre du progiciel s'étend à toutes les fonctions, y compris la gestion des programmes, la gestion axée sur les résultats et la gestion du risque.

54. Le Secrétaire général a déterminé également que l'on gagnera en productivité ou en efficacité¹ dans chacun des domaines fonctionnels, selon la nature des activités. Il a converti ces gains en économies de temps de travail possibles, synthétisées sous forme d'«équivalents plein temps» et converties en valeurs financières par application du coût moyen de l'équivalent plein temps correspondant aux tâches considérées (voir A/64/380, annexe I). Selon le Secrétaire général, les gains annuels exprimés en termes financiers iraient de 134 à 224 millions de dollars, c'est-à-dire de 705 à 1 179 équivalents plein temps². Ces bénéfices devraient apparaître une fois le système complètement déployé et stabilisé, et s'accumuler dans le temps à condition que se réalisent les conditions exposées aux paragraphes 52 et 53 de son rapport. Parmi celles-ci, il y a le soutien des parties prenantes et l'adoption des meilleures techniques connues dans des domaines comme l'éducation de l'utilisateur, le transfert des connaissances des sources extérieures au personnel des Nations Unies, l'assurance qualité et les communications.

55. Le Comité consultatif prend note des efforts entrepris pour procéder à la première analyse quantitative des gains de productivité et d'efficacité potentiels qu'a demandée

l'Assemblée générale, qui souhaitait savoir quels avantages tangibles on pouvait attendre du projet (paragraphe 11 de la section II de la résolution 63/262). Il relève qu'il est possible de faire ces économies grâce à l'automatisation de tâches manuelles lourdes, par exemple dans le domaine du traitement des droits à prestation (415 équivalents plein temps³) et des comptes fournisseurs (114,7 équivalents plein temps⁴). D'après le Secrétaire général, les gains de productivité ne représentent ni ne supposent aucune diminution nette des postes ou des dépenses de personnel et seront plutôt un moyen de diriger les ressources éventuellement libérées vers des tâches plus urgentes et de combler les lacunes que présentent les procédures actuelles. **Le Comité consultatif considère qu'il faut adopter une démarche plus systématique et plus précise pour réaliser des gains d'efficacité. Le Secrétaire général devrait approfondir son analyse et montrer quelles ressources administratives seront libérées par la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré. C'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de décider du sort qui leur sera réservé. Dans une organisation comme l'Organisation des Nations Unies, où les fonctions administratives représentent une bonne partie de l'activité générale, la réforme administrative doit viser en premier lieu à réduire les travaux et les coûts administratifs.**

56. À cet égard, le Comité consultatif constate que l'on a introduit la planification des effectifs dans tout le Secrétariat pendant l'exercice biennal 2008-2009 afin d'envisager l'administration du personnel sous un angle plus stratégique et plus dynamique et de la planifier mieux (voir A/64/267). Dans son rapport sur la question (A/64/518), le Comité a recommandé, entre autres choses, que le Secrétaire général utilise les techniques de planification stratégique des effectifs pour obtenir une image plus claire des fonctions courantes et estimer le nombre de fonctionnaires nécessaires dans chaque grand groupe professionnel pour que l'Organisation puisse effectivement accomplir ses missions. La planification des effectifs devrait également servir à déterminer les compétences et les qualifications les plus importantes qui seront nécessaires pour harmoniser l'organigramme de l'Organisation avec ses objectifs de programme et l'évolution de ses besoins au regard des effets de l'adoption du progiciel de gestion intégré sur la nature des tâches administratives à accomplir, y compris les activités à faible valeur qui deviendront redondantes et les activités à forte valeur qui peuvent exiger des compétences nouvelles. De surcroît, le fait qu'un bon nombre de fonctionnaires prendront leur retraite dans les cinq années qui viennent offre l'occasion de réviser et de réaménager la structure des effectifs de l'Organisation en fonction de ses besoins et à la lumière de la modernisation des tâches administratives qu'amènera l'exploitation du progiciel à pleine échelle.

B. Gouvernance du projet

57. Les paragraphes 64 à 69 du rapport du Secrétaire général présentent l'évaluation des modalités organisationnelles du projet. Il apparaît que le dispositif actuel offre une structure efficace de gestion du projet et de prise de décisions en temps utile. Le Comité consultatif réaffirme qu'il faut, à son avis, préciser les périmètres de responsabilité et les filières de responsabilisation de l'ensemble du projet. Dans son rapport antérieur sur les technologies de l'information et des communications (A/63/487 et Corr.1 et 2, par. 52 et 53), il a insisté, devant les effets que le progiciel de gestion intégré aura sur les méthodes de travail, sur le fait qu'il fallait essentiellement voir dans le lancement du progiciel un projet d'entreprise, et qu'il était donc tout à fait compréhensible que le Président du Comité de pilotage du progiciel de gestion intégré, le Secrétaire général adjoint à la gestion, en assume la responsabilité générale.

58. Le Comité consultatif constate que, depuis la parution du rapport en question, la composition du Comité de pilotage du projet s'est élargie à des entités institutionnelles et géographiques non représentées. Il a appris que des comités d'utilisateurs à voix consultative seront mis en place dans les bureaux hors Siège afin que les départements utilisateurs aient leur mot à dire dans la planification et la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré. **Le Comité consultatif voit dans cette initiative un pas dans la bonne direction. Il estime que la composition du Comité de pilotage, telle qu'elle est exposée à l'annexe VI de son rapport (A/63/487 et Corr.1 et 2), penche trop nettement en faveur des prestataires de services et qu'une représentation plus étoffée des départements utilisateurs serait souhaitable. De plus, il considère que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences,**

l'un des services les plus importants du Secrétariat, doit être représenté dans l'appareil directeur du projet et demande que l'on envisage de lui offrir un siège au Comité de pilotage.

C. Stratégie de mise en œuvre

59. Au paragraphe 57 de son rapport (A/64/380), le Secrétaire général indique que la mise en œuvre d'un progiciel de gestion intégré se fait généralement en quatre grandes phases : a) préparation (la structure et l'équipe du projet sont mis sur pied, les instruments et les prestataires de services sélectionnés, les besoins opérationnels étudiés et analysés, les occasions d'amélioration évaluées et les procédures et les systèmes d'entreprise existants décrits); b) conception (le plan de la future solution et de l'ordonnancement détaillé des phases suivantes est établi); c) développement (la solution retenue par l'institution est configurée dans le logiciel standard selon le plan fixé, le système complet mis à l'épreuve, l'infrastructure technique mise en place et les utilisateurs formés); et d) déploiement (l'institution se fait à ses nouvelles méthodes et son nouveau système, l'adoption se faisant elle-même en plusieurs phases).

60. Au paragraphe 82 de son rapport, le Secrétaire général explique les principaux facteurs de coût de la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré. Certaines des considérations les plus importantes de l'élaboration d'une stratégie de lancement touchent à la gamme des fonctions qu'il s'agit de couvrir, le fait qu'elles le soient simultanément ou progressivement, et le nombre d'opérations d'introduction à prévoir pour déployer le nouveau système dans tous les lieux d'affectation.

61. Les propositions antérieures du Secrétaire général en ce qui concerne la stratégie de mise en œuvre du progiciel de gestion intégré (A/62/510/Rev.1, par. 40 à 45) donnaient à penser que le progiciel serait conçu, programmé, mis à l'épreuve et déployé en deux phases : la première durerait 30 mois pour s'achever à la fin de 2010 et couvrirait les fonctions de base (finances, ressources humaines, marchés, gestion des actifs) qu'appellent les Normes comptables internationales pour le secteur public; la deuxième phase durerait 24 mois et consisterait à concevoir, programmer, mettre à l'épreuve et déployer les fonctions restantes (gestion axée sur les résultats, gestion du risque, transports et voyages, par exemple). Le Secrétaire général explique qu'après analyse du progiciel et des procédures d'entreprise de l'Organisation à un niveau élevé, et de l'expérience des autres institutions ayant entrepris des initiatives analogues, il est apparu que le projet entraînerait des coûts supplémentaires.

62. Le Comité consultatif constate que le rapport du Secrétaire général ne présente pas d'analyse détaillée de la question posée par l'Assemblée générale à l'alinéa g du paragraphe 26 de la section II de la résolution 63/262 à propos des solutions qui permettraient de mettre en place un progiciel de gestion intégré à moindre coût. Il a été répondu aux questions du Comité qu'il n'était pas réellement possible de réduire le champ d'application du progiciel. Celui-ci couvre la gestion des ressources dans cinq domaines fonctionnels (ressources humaines, finances et budget, chaîne d'approvisionnement, logistique et marchés, et services centraux d'appui). Le Secrétariat est actif dans chacun. Si l'un d'eux restait hors du progiciel, il faudrait créer un système distinct pour gérer ses ressources. Et, comme les données propres à chaque domaine fonctionnel sont étroitement liées à celles des autres (par exemple, la paie et le personnel, les achats et les comptes fournisseurs), il faudrait de surcroît mettre en place des passerelles d'échanges de données entre les systèmes en exploitation.

63. Pour ce qui est de la possibilité de mettre en service progressivement les diverses fonctionnalités, le Comité consultatif a appris que l'analyse du Secrétariat avait montré que ce serait l'une des solutions les plus coûteuses et les moins efficaces pour les raisons suivantes : a) redondances des grandes tâches à forte intensité de ressources, par exemple les tests et la formation; b) nécessité de développer des interfaces avec les systèmes existants beaucoup plus nombreuses que dans toutes les autres stratégies; c) déclassement des systèmes en place retardé; d) extension maximale du projet dans le temps; et e) lenteur maximale de la réalisation des gains de temps en raison de la période plus longue d'intégration complète et de gestion du flux de

travail. Le Secrétaire général a également conclu que la solution progressive n'était pas une réaction satisfaisante aux difficultés à court et moyen terme que rencontre le maintien de la paix. Les stratégies « Normes comptables internationales pour le secteur public » et « fonction par fonction » postulent à l'introduction progressive des fonctionnalités; elles sont expliquées aux paragraphes 85 et 86 du rapport du Secrétaire général (voir également tableau 3 du rapport).

64. Le Comité consultatif a appris que le Secrétaire général, qui n'a pas d'autre solution réellement applicable pour réduire le champ d'application du progiciel de gestion intégré, a examiné différents autres scénarios de déploiement tels que le progiciel complet, avec toutes ses fonctionnalités, serait développé et déployé par étapes dans l'ensemble de l'Organisation. Il propose la solution « projet pilote d'abord » qui, comme son nom l'indique, consiste à lancer au départ le progiciel, complet mais à petite échelle, dans un environnement opérationnel réel mais restreint, pour ensuite le déployer dans le reste de l'Organisation en deux phases une fois qu'il aura été testé et stabilisé. Les arguments en faveur de cette solution sont exposés au paragraphe 84 du rapport. Le Secrétaire général conclut qu'il vaut mieux, pour contenir les coûts et atténuer les risques, concevoir et programmer d'abord le système complet puis le déployer par étapes dans tout le Secrétariat. La solution qu'il recommande envisage le lancement du projet pilote au quatrième trimestre de 2011 et le déploiement général au troisième trimestre de 2013. Le Comité constate que l'échéancier de l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public devra être synchronisé avec le calendrier révisé du déploiement du progiciel.

65. Le Comité consultatif prend note des explications et des analyses qu'on lui a présentées à sa demande à propos des facteurs de coût, des paramètres coût-efficacité et de l'échelle de risque de chaque option. À son avis, le Secrétaire général aurait pu expliquer plus en détail dans son rapport la façon dont il analyse ces diverses options, avec pour chacune d'elles un rapport coûts-avantages.

D. Connexions avec les autres systèmes

66. Au paragraphe 63 de son rapport (A/64/380), le Secrétaire général présente les diverses initiatives lancées parallèlement à la mise en place du progiciel de gestion intégré dans le Secrétariat et dans les missions, à savoir l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public, la mise en service du système de gestion des aptitudes (pour le recrutement et le personnel), l'adoption de la méthode Lean Six Sigma (perfectionnement des processus hors système), la mise en service d'un progiciel de gestion des contenus et d'un progiciel de gestion de la relation client, et de systèmes de gestion des carburants et des rations destinés au maintien de la paix. Le Comité consultatif note que l'équipe du progiciel de gestion intégré continuera de travailler en étroite collaboration avec les diverses équipes de projet pendant toute la phase de conception et au-delà, ce qui évitera les efforts redondants et harmonisera les procédures et les plates-formes.

67. Le Comité consultatif a demandé de plus amples renseignements sur les fonctions essentielles qui seront assumées dans les quatre grands domaines fonctionnels de la planification des ressources (finances et budget, ressources humaines, chaîne d'approvisionnement et services centraux d'appui), avec indication de celles qui seront connectées à d'autres systèmes d'information ou assumées par d'autres systèmes que le progiciel de gestion intégré (voir annexe V du présent document). Le Comité a relevé dans ces informations complémentaires que la liste définitive des fonctions que couvrira le progiciel ne pourra être confirmée qu'une fois achevée la phase de conception.

68. Le Comité consultatif souligne la nécessité de veiller à ce que les fonctions de base de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles soient intégrées dans le système du progiciel de gestion intégré. La pluralité des systèmes gérant des fonctions aussi fondamentales se traduira par des coûts supplémentaires d'intégration et la nécessité d'élaborer des interfaces sur mesure pour échanger et fusionner les données de chaque système, lesquelles devront alors être actualisées et alignées à mesure que les systèmes évolueront (voir également les paragraphes 62 et 63 du présent document). Le Comité signale que l'absence d'informations intégrées et cohérentes est l'une des grandes faiblesses de l'univers informatique actuel, qui empêche l'Organisation de

gérer effectivement ses ressources et les États Membres de prendre des décisions éclairées, sans compter qu'elle est l'une des circonstances qui a fait remplacer le Système intégré de gestion. Enfin, les systèmes et les procédures qui organisent des fonctions, comme la sélection du personnel et l'établissement du projet de budget consomment beaucoup de temps et de main-d'œuvre et présentent de fortes déperditions de temps et de personnel (voir A/63/487 et Corr.1 et 2, par. 46; et A/64/7, par. 44 et 49).

69. Le Comité consultatif recommande que le Comité de pilotage du progiciel de gestion intégré recherche et étudie tous les systèmes qui assument des fonctions fondamentales en matière de gestion des ressources humaines, financières et matérielles, et que l'exploitation de ces systèmes se fasse en concertation étroite avec l'équipe du progiciel afin de ne pas perpétuer la fragmentation actuelle. Les futurs rapports annuels sur le projet devraient également donner des renseignements sur les interfaces et les connexions du progiciel avec les autres systèmes. Le Comité demande également que lui soit présenté dans le rapport d'étape le tableau complet des améliorations et des avantages à attendre en termes de modes opératoires de la mise en œuvre de progiciels de gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

E. État d'avancement du projet

70. Les paragraphes 56 à 62 du rapport du Secrétaire général (A/64/380) font le point de l'état d'avancement du projet et des activités achevées jusqu'à présent. Le Comité consultatif note que la phase préparatoire est terminée et que plusieurs résultats clefs ont été produits en juillet 2009, dont la description définitive des procédures actuelles, l'inventaire des systèmes en place, les résultats des ateliers de conception de haut niveau qui ont fait participer plus de 220 spécialistes issus des services, des lieux d'affectation et des missions les plus importants, les devis des diverses stratégies de mise en œuvre, l'analyse comparative de celles-ci et un dossier complet à l'appui de cette initiative d'entreprise.

71. La phase de conception a commencé en mai 2009 et se poursuit. Le Secrétaire général dit que le projet est en retard parce qu'il manque de financement. On s'attend à ce que cette phase s'achève au deuxième trimestre de 2010, et non en début d'année comme on le prévoyait. Le Comité consultatif ayant demandé des renseignements, il a reçu le détail des dépenses imputées sur les 20 millions de dollars prévus par l'Assemblée générale pour le projet de progiciel de gestion intégré pour l'exercice biennal 2008-2009 dans sa résolution 63/262. À la fin du mois de septembre 2009, le total cumulé des dépenses se dégageait à 15 millions de dollars, dont 7 millions de dollars de services contractuels et 4,3 millions de dollars d'autres dépenses de personnel, comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1
Dépenses au titre du projet de progiciel de gestion intégré

(En dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant au 30 septembre 2009</i>
Autres dépenses de personnel	4 271 394
Services de consultants	529 010
Voyages	714 707
Services contractuels	6 999 352
Dépenses générales de fonctionnement	1 738 353
Fournitures et accessoires	4 730
Mobilier et matériel	745 916
Total	15 003 462

72. Le rapport du Secrétaire général ne présente pas le calendrier de réalisation du projet de progiciel de gestion intégré. À sa demande, le Comité consultatif a reçu la figure 1 ci-dessous, qui indique les dates d'achèvement des quatre phases entre 2007 et 2013. **Le Comité consultatif pense que les prochains rapports d'étape devraient donner une vue générale du champ d'application fonctionnel et géographique du projet et présenter un échéancier plus détaillé, indiquant pour chacune des quatre phases les activités principales, les dates butoirs et les produits à attendre, ainsi que les connexions entre ces activités principales. Pour faire mieux valoir les produits obtenus pendant la phase préparatoire, il faudrait également faire figurer dans le calendrier des informations sur les activités déjà réalisées. Une vue générale du niveau de ressources nécessaires pour chacune des activités principales serait également nécessaire, par exemple le nombre de mois de travail des fonctionnaires, spécialistes et consultants, et les autres coûts, les frais de voyage notamment. Comme le Secrétaire général fera rapport tous les ans à l'Assemblée générale pendant toute la réalisation de ce projet pluriannuel, il est important de disposer dès le départ d'une base de référence qu'on pourra ensuite actualiser dans les prochains rapports d'étape et qui donnera une vision claire des plans, des progrès et des activités à entreprendre encore, et de l'utilisation qui a été faite des ressources.**

Figure 1

Calendrier de réalisation du projet de progiciel de gestion intégré



F. Budget total du projet

73. La mise en œuvre du progiciel de gestion intégré au Secrétariat sera échelonnée sur une période de cinq ans, pour un coût total estimé à 315 792 300 dollars, aux prix du marché, sans provision pour imprévus. Les dépenses seront réparties entre les principales sources de financement sur la base du dispositif de partage des coûts approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 23 de la section II de sa résolution 63/262, qui a été appliqué pendant l'exercice biennal 2008-2009 et qui prévoit ce qui suit : 15 % des dépenses sont imputées au budget ordinaire, 62 % au budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et 23 % aux comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes⁵. On trouvera dans le tableau 2 ci-dessous un récapitulatif indicatif de la répartition des ressources nécessaires entre les différentes sources de financement.

Tableau 2

Récapitulatif des ressources nettes nécessaires par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

Source de financement	2008-2009	2010-2011	Fin du projet 2013	Total
Budget ordinaire	5 110,0	24 192,2	18 066,6	47 368,8
Compte d'appui aux opérations de la paix ^a	7 050,0	114 065,9	74 675,3	195 791,2
Fonds extrabudgétaires	7 840,0	37 090,1	27 702,1	72 632,2
Total	20 000,0	175 348,2	120 444,1	315 792,3

^a Pour 2008-2009, le montant porte sur l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.

74. Le tableau 3 ci-dessous présente la ventilation des ressources nécessaires par objet de dépense. On trouvera la ventilation par objet de dépense et source de financement dans l'annexe VI du présent document.

Tableau 3

Récapitulatif des ressources nettes nécessaires par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>De 2012 jusqu'à la fin du projet</i>	Total
Postes	–	22 729,9	28 312,1	51 042,0
Autres dépenses de personnel	8 893,3	19 440,0	19 439,0	47 773,3
Consultants et experts	–	3 331,2	331,2	6 662,4
Voyages	1 071,2	7 446,8	16 064,7	24 582,7
Services contractuels	7 820,8	89 098,6	31 585,6	128 505,0
Frais généraux de fonctionnement	1 285,0	11 625,7	7 681,4	20 592,1
Fournitures et accessoires	23,5	146,0	146,0	315,5
Mobilier et matériel	906,2	21 530,0	13 883,1	36 319,3
Total	20 000,0	175 348,2	120 444,1	315 792,3

75. Le Comité consultatif a été informé que la répartition des ressources par objet de dépense pour les sources de financement présentées dans le tableau 2 du présent document reflétait la proportion retenue dans la formule de répartition des coûts. Au paragraphe 25 de la section II de sa résolution 63/262, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à instituer un compte spécial pluriannuel pour la comptabilisation des recettes et des dépenses afférentes au projet. Les ressources provenant de telle ou telle source de financement seront regroupées sous un seul objet de dépense, Subventions et contributions, et signalées comme telles à l'Assemblée. Les ressources à prélever sur telle ou telle source de financement qui auront été approuvées par l'Assemblée seront gérées de façon globale dans un compte consolidé distinct qui fera apparaître les dépenses par objet de dépense. Les ressources consacrées au progiciel de gestion intégré dans le budget ordinaire apparaissent sous forme de somme forfaitaire à la rubrique Subventions et contributions dans la composante Appui au programme du chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion) du projet de budget-programme.

76. Le Comité consultatif note que l'Organisation a conclu des marchés pour s'assurer des services consultatifs stratégiques et pour les activités de conception, et constate que les négociations concernant l'achat du progiciel proprement dit ont commencé (voir A/64/380, par. 71). Les appels d'offres relatifs aux services d'intégration de systèmes pour les phases ultérieures du projet sont en cours de préparation. Les prévisions de dépenses totales pour la mise en œuvre et le déploiement du progiciel de gestion intégré n'ont donc pas été établies sur la base des prix fermes négociés pour le progiciel et les services d'intégration de services, mais ont été extrapolées à partir des prix du marché à l'heure actuelle et du coût des projets de progiciels de gestion intégrés exécutés dans d'autres organismes des Nations Unies et sur la foi de sources représentant le secteur d'activité. Le Comité note que le coût des services d'intégration de services et des services d'adaptation ne seront connus qu'une fois la phase d'aménagement des processus-métier achevée et les modifications à apporter au progiciel recensées et décrites.

77. Aux paragraphes 105 à 108 de son rapport, le Secrétaire général décrit les raisons de la variation des coûts par rapport au document A/62/510/Rev.1. Il y explique que les prévisions englobent les frais de démarrage, qui n'étaient pas comptabilisés dans le projet de budget précédent parce qu'il ne s'agissait pas véritablement de dépenses de projet. Le Comité consultatif

a été informé que les frais de démarrage ont trait à l'installation d'un environnement opérationnel dont l'équipe de projet se servira à des fins de configuration, de test et de formation pendant les phases de conception, de développement et de déploiement et qui servira également de plateforme pour le déploiement du système dans les départements qui participeront au projet pilote. Ayant demandé des précisions, le Comité a obtenu communication de renseignements concernant la répartition des frais de démarrage présentés dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4

Frais de démarrage du progiciel de gestion intégré

(En dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	Total
Production, matériel, logiciels et maintenance	10 679 700	6 459 300	17 139 000
Postes et autres dépenses de personnel	2 438 900	10 555 400	12 994 300
Voyages aux fins des services d'appui	4 620 000	4 046 700	8 666 700
Total	17 738 600	21 061 400	38 800 000

78. Le Secrétaire général a indiqué que, compte tenu des enseignements tirés de l'expérience d'autres organismes ayant mis en œuvre des systèmes de progiciels de gestion intégrés et de l'analyse approfondie effectuée pendant la phase de conception, le Secrétariat avait modifié les prévisions de dépenses relatives à l'équipe du projet, aux experts fonctionnels, à la formation et à l'adaptation du progiciel.

Équipe du projet de progiciel de gestion intégré

79. Le Secrétaire général propose d'étoffer les connaissances et le savoir-faire institutionnel internes pour appuyer le système après son lancement et pour réduire la dépendance de l'Organisation à l'égard de consultants aux honoraires élevés. Il a expliqué que depuis son rapport précédent, l'équipe du progiciel de gestion intégré et l'intégrateur de systèmes avaient effectué une analyse approfondie de la portée du projet et des activités à mener et avaient constaté que les 44 postes de temporaire dont l'équipe était pourvue étaient insuffisants au regard de la complexité des travaux à accomplir, du calendrier d'exécution et des aspects logistiques. De plus, le manque de personnel exposait l'Organisation à de nouveaux risques. Faute de moyens supplémentaires mis à la disposition de l'équipe du progiciel, le savoir-faire resterait l'apanage des consultants externes à l'issue du projet. Par ailleurs, il n'était pas efficace de confier la responsabilité de la mise en œuvre dans les domaines fonctionnels à des spécialistes externes, car ceux-ci ne maîtrisaient pas tous les aspects du fonctionnement de l'Organisation. **Le Comité consultatif estime qu'il faut étoffer les connaissances et le savoir-faire internes relatifs au progiciel de gestion intégré.**

80. Compte tenu de ce qui précède, le Secrétaire général propose de renforcer les effectifs de l'équipe du progiciel de gestion intégré au moyen de 36 postes temporaires. On trouvera dans le tableau 5 ci-dessous la répartition des postes proposés. Un organigramme révisé figure à l'annexe III du rapport du Secrétaire général.

Tableau 5
Postes nécessaires

<i>Classe</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2010-2013</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
D-2	1	–	1
D-1	6	–	6
P-5	12	5	17
P-4/3	18	25	43
P-2/1	–	1	1
Total partiel	37	31	68
Agents des services généraux			
1 ^{re} classe	–	1	1
Autres classes	7	4	11
Total partiel	7	5	12
Total	44	36	80

81. Le montant brut de 58 387 600 dollars (montant net : 51 042 000 dollars) inscrit à la rubrique Postes permettrait de constituer une équipe de base et d'en financer les travaux jusqu'à la fin du projet. L'équipe se composerait de 80 personnes occupant des postes temporaires, dont 44 postes financés par réaffectation de ressources précédemment allouées aux dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions) [1 D-2, 6 D-1, 12 P-5, 13 P-4, 5 P-3 et 7 agents des services généraux (Autres classes)] et 36 postes temporaires qu'il est proposé de créer pendant l'exercice biennal 2010-2011 [5 P-5, 22 P-4, 3 P-3, 1 P-2/1, 1 agent des services généraux (1^{re} classe), 4 agents des services généraux (Autres classes)] (voir également par. 93 du présent document).

Experts fonctionnels

82. Le Comité consultatif a été informé que des experts fonctionnels apporteront leur concours à titre temporaire à l'équipe du progiciel de gestion intégré et aux intégrateurs de systèmes dans le cadre des activités de conception, de la conversion des données, de la mise au point des interfaces, de l'établissement d'états et des essais du progiciel. Ils joueront également un rôle majeur puisqu'ils formeront et aideront les utilisateurs pendant le déploiement et immédiatement après le déploiement. Le Secrétaire général souligne que la participation active d'experts fonctionnels ayant une connaissance approfondie de leurs domaines d'activité et des besoins de leurs départements et bureaux est fondamentale si l'on veut que le progiciel soit pourvu des fonctionnalités voulues et accepté par les référents des processus-métier et l'Organisation. Étant donné que les tâches à accomplir sont complexes et exigent beaucoup de travail, le Secrétariat demande des ressources supplémentaires afin de permettre aux référents des processus-métier de faire appel à du personnel temporaire pour remplacer brièvement les experts fonctionnels dont l'équipe du progiciel aura besoin lors du développement et de la mise en service du progiciel. Le Comité a été informé qu'il était prévu de pourvoir à titre provisoire les postes des experts fonctionnels amenés à s'absenter pendant plus de quatre semaines, faute de quoi les directeurs de programme refuseraient peut-être le détachement de leur personnel.

83. On estime que l'équipe du progiciel de gestion intégré aura besoin de 66 experts fonctionnels pendant les différentes phases du projet pour chacune des cinq activités suivantes : examen et validation des supports de formation et des procédures d'utilisation, essais

d'intégration, essais d'acceptation par les utilisateurs, formation des formateurs, et formation des utilisateurs. Le montant inscrit à la rubrique Autres dépenses de personnel (38 880 000 dollars) permettrait de financer les dépenses de personnel temporaire (autres que pour les réunions) de 2010 jusqu'à la fin du projet, ce personnel devant remplacer 66 experts fonctionnels pendant 3 390 mois pour un coût moyen de 11 470 dollars par mois, sur la base des coûts standard pour 2010 correspondant aux traitements nets moyens d'un fonctionnaire de classe P-4 et d'un agent des services généraux (Autres classes).

84. Le Comité consultatif juge important d'obtenir le concours des membres du personnel les plus compétents pendant la conception et la mise en œuvre du nouveau modèle de fonctionnement et d'étoffer les connaissances internes et le savoir-faire relatifs au progiciel de gestion intégré de façon à faciliter les opérations après le déploiement du système.

Formation et conduite du changement

85. Le Secrétaire général indique que les enseignements tirés de l'expérience d'autres entités montrent que la solution consistant à former les formateurs n'est pas aussi efficace que celle consistant à organiser des stages de formation animés par un moniteur. La première solution est certes meilleur marché au début mais donne de moins bons résultats et devient plus onéreuse à long terme puisqu'elle exige des dépenses d'appui supplémentaires et de nouvelles dépenses de formation. Le montant de 24 582 700 dollars inscrit à la rubrique Voyages se divise comme suit : 11 163 900 dollars pour le déploiement dans les lieux d'affectation qui participeront au projet pilote et 13 418 800 dollars pour des stages de formation animés par un moniteur en différents endroits. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que les sites retenus pour le projet pilote (une commission économique et une opération de maintien de la paix) exigeraient un soutien pratique notable et une attention considérable de la part des membres de l'équipe du projet et des experts fonctionnels, aussi bien avant qu'après le passage au progiciel de gestion intégré ; il faudrait également fournir un appui sur place aux fins de la stabilisation du système. **Le Comité consultatif souligne que tout doit être fait pour que la stratégie et les méthodes de formation mises au point aient un bon rapport coût-efficacité. Il prie également le Secrétaire général de veiller à l'instauration d'une coopération étroite entre l'équipe du progiciel de gestion intégré et l'équipe chargée des Normes comptables internationales pour le secteur public afin d'obtenir des effets de synergie et de coordonner la mise au point des modules de formation. Le Comité souligne en outre la nécessité de conserver le plan de formation au progiciel à l'étude et d'adapter les moyens à la lumière des enseignements tirés de l'expérience, de façon à garantir la meilleure utilisation possible des ressources. Il convient également de veiller tout particulièrement à ce que le programme de formation au progiciel concorde avec le programme de formation du Secrétariat.**

Adaptation du progiciel de gestion intégré

86. Au paragraphe 117 de son rapport (A/64/380), le Secrétaire général indique qu'aucune adaptation du code de base du progiciel de gestion intégré n'a été jugée nécessaire à ce stade. **Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 12 de la section II de sa résolution 63/262, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de limiter, dans la mesure du possible, les adaptations du progiciel de gestion intégré, afin de garantir le rapport coût-efficacité du projet et de conserver la souplesse voulue pour les futures mises à jour du progiciel, et de lui signaler les adaptations qui seraient indispensables en en justifiant pleinement le bien-fondé et les coûts.**

Dépenses de fonctionnement futures

87. Le Secrétaire général aborde la question des dépenses de fonctionnement futures aux paragraphes 112 à 114 de son rapport mais ne donne aucune estimation chiffrée. Selon lui, tant que la phase de conception et les négociations touchant l'achat du progiciel de gestion intégré proprement dit ne sont pas achevées, il est impossible de prévoir avec exactitude toutes les dépenses opérationnelles à venir. Le Secrétaire général estime pouvoir donner des précisions

concernant ces dépenses à l'Assemblée générale durant sa soixante-cinquième session. Le Comité consultatif considère que les prévisions concernant les dépenses de fonctionnement futures constituent un élément essentiel si l'on veut pouvoir prendre une décision en toute connaissance de cause sur les propositions du Secrétaire général relatives à la mise en œuvre du progiciel. Le Comité sait bien que le Secrétaire général ne peut pas donner des estimations exactes, mais estime qu'il pourrait donner une fourchette, compte tenu des enseignements tirés de l'expérience d'autres entités dotées de progiciels et des éléments énumérés au paragraphe 112 de son rapport. **Le Comité consultatif demande donc qu'un éventail d'estimations concernant les dépenses de fonctionnement futures soit présenté à l'Assemblée générale lorsqu'elle se penchera sur la question du financement du progiciel de gestion intégré.**

Valeurs internationales de référence concernant les coûts de mise en œuvre d'un progiciel de gestion intégré

88. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que les valeurs internationales de référence⁶ concernant les coûts d'un progiciel de gestion intégré variaient considérablement et allaient de 5 000 à 20 000 dollars par utilisateur, en fonction de facteurs tels que le degré de préparation de l'organisme, la qualité et l'intégration actuelles des processus, l'intégration actuelle des systèmes, la complexité de l'environnement géographique et la complexité des fonctions. Les coûts reposent sur des hypothèses concernant la répartition des utilisateurs du système entre de gros utilisateurs tels que les personnes assumant des fonctions administratives, des utilisateurs de niveau intermédiaire comme le personnel d'encadrement, des utilisateurs qui se servent de fonctions en libre-service qui leur permettent de consulter et mettre à jour les données les concernant, c'est-à-dire la majorité des utilisateurs, et des informaticiens. Les valeurs de référence les moins élevées s'appliquent à des mises en œuvre simples : l'adaptation des processus a été minime, voire inexistante, les processus existants étaient déjà très efficaces et les systèmes intégrés, la conversion des données s'est faite aisément, le degré de préparation était très élevé et le système n'a été déployé que dans un seul lieu ou dans un petit nombre de lieux. Les valeurs les plus élevées avaient trait aux mises en œuvre les plus complexes dans des organismes peu préparés, ayant des environnements très divers et complexes.

89. Le Secrétaire général a indiqué que le projet de l'Organisation était d'une complexité supérieure à la moyenne et que le degré de préparation était moyen voire bon. Les valeurs de référence applicables se situaient entre 10 000 et 12 000 dollars par utilisateur, et l'on comptait quelque 43 000 utilisateurs de par le monde. Par conséquent, le coût de référence du progiciel de gestion intégré se situerait entre 430 et 516 millions de dollars, ce qui est proche des montants donnés dans les tableaux relatifs aux différents types de mise en œuvre (ibid., tableaux 3 et 4). Le Comité consultatif a été informé que cela démontrait le bien-fondé économique de la solution consistant à avoir une phase pilote initiale, ce qui représente un coût de quelque 7 400 dollars par utilisateur.

Maintenance des systèmes existants

90. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/64/7), le Comité consultatif a recommandé de réduire au minimum toute nouvelle amélioration aux systèmes appelés à être remplacés par le progiciel de gestion intégré, en particulier le système intégré de gestion. S'étant renseigné, il a été informé que le Bureau des technologies de l'information et des communications suivait les demandes de modifications à apporter aux systèmes existants et n'approuvait en principe que celles découlant de l'application de textes réglementaires, cas des changements récents liés à la réforme du régime des engagements. Le Comité a également été informé que l'on aurait besoin du savoir-faire et de l'expérience des membres du personnel chargés des systèmes existants aux fins du nettoyage et de la conversion des données, et de l'analyse et de la mise au point des interfaces du progiciel et que, partant, leur degré de participation au projet de progiciel serait largement tributaire de la réduction ou de la disparition des demandes d'amélioration des systèmes existants. **Le Comité consultatif rappelle sa recommandation selon laquelle les demandes d'amélioration doivent être**

réduites au minimum et souligne également qu'il faut associer le personnel chargé des systèmes existants au projet de progiciel de gestion intégré afin d'étoffer le savoir-faire et les capacités internes d'appui au progiciel.

G. Ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011

91. Le montant total des ressources demandées pour l'exercice biennal 2010-2011 représente 175 348 200 dollars, à raison de 24 192 200 dollars au titre du budget ordinaire, de 114 065 900 dollars au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et de 37 090 100 dollars au titre des fonds extrabudgétaires.

92. Le Comité consultatif rappelle qu'au chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion) [A/64/6 (Sect. 28A)] du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 le Secrétaire général a proposé d'inscrire un montant de 11 775 900 dollars à la rubrique Subventions et contributions afin de couvrir la part imputable au budget ordinaire pour l'exercice biennal 2010-2011 du montant estimatif total du coût du projet de progiciel de gestion intégré, à savoir 78 506 000 dollars, sur la base du dispositif de partage des coûts dont le détail figure dans le document A/62/510/Rev.1 et qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/262. Dans le projet de budget-programme, le Secrétaire général a également indiqué que, selon les premières estimations, le montant total brut du budget du projet de progiciel pour l'exercice biennal 2010-2011 pourrait s'établir aux alentours de 186 millions de dollars, la part imputable au budget ordinaire s'élevant alors à 28 millions de dollars, soit quelque 16,2 millions de dollars de plus que le montant proposé à ce stade.

Postes

93. Un montant de 22 729 900 dollars est proposé au titre des postes alloués à l'équipe du progiciel de gestion intégré afin de financer 44 postes temporaires par réaffectation de ressources précédemment allouées aux dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions) et de créer 36 autres postes temporaires. Le Comité consultatif a été informé qu'il a été tenu compte du taux standard applicable aux postes existants pour le calcul des dépenses liées aux 44 postes à financer par réaffectation de ressources, soit un taux de vacance de postes de 6,5 % pour les postes d'administrateur et un taux de 3,5 % pour les postes d'agent des services généraux, tandis que l'on a appliqué le taux standard relatif aux nouveaux postes dans le cas des 36 nouveaux postes temporaires qui sont proposés, soit un taux de vacance de postes de 50 % pour les postes d'administrateur et de 35 % pour les postes d'agent des services généraux (voir par. 81 du présent document).

94. Les titulaires des 36 nouveaux postes temporaires [5 P-5, 22 P-4, 3 P-3, 1 P-2/1, 1 agent des services généraux (1^{re} classe) et 4 agents des services généraux (Autres classes)] s'occuperont de la gestion du projet, de la conduite du changement, de la gestion de la technologie et des équipes fonctionnelles. Les postes se répartissent comme suit :

a) *Gestion du projet.* Outre les trois postes temporaires qu'il est proposé de financer par réaffectation de ressources précédemment allouées aux dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions) [1 poste P-5 d'administrateur, 1 poste P-4 de fonctionnaire chargé des marchés et 1 poste d'assistant administratif (agent des services généraux) (Autres classes)], quatre postes temporaires supplémentaires sont proposés dans les domaines du budget, des finances, des ressources humaines, de l'administration générale et des achats :

- Deux postes P-4 ;
- Deux postes d'agent des services généraux (Autres classes) ;

b) *Conduite du changement.* Outre les trois postes temporaires qu'il est proposé de financer par réaffectation de ressources précédemment allouées aux dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions) [1 poste P-5 de spécialiste de la conduite du changement, 1 poste P-3 de responsable de la communication et 1 poste d'expert de la conduite du changement (agent des services généraux [Autres classes])], trois postes temporaires supplémentaires sont

proposés afin de répondre à l'augmentation des besoins en formation du personnel du fait de la décision d'adopter une solution consistant à organiser des stages de formation animés par un moniteur, ce qui entraîne une augmentation du nombre de cours et d'ateliers. Ces trois postes se répartissent comme suit :

- Un poste P-3 aux fins de la gestion de la formation ;
- Un poste d'agent des services généraux (1^{re} classe) aux fins de la coordination de la formation ;
- Un poste d'agent des services généraux (Autres classes) aux fins de la programmation de diverses manifestations ;

c) *Gestion de la technologie.* La gestion de la technologie englobe des fonctions telles que la définition de l'architecture informatique de l'Organisation, la définition des normes techniques à appliquer, le recensement des besoins relatifs au progiciel de gestion intégré dans l'ensemble de l'Organisation, l'évaluation du fonctionnement de l'infrastructure et l'analyse des concordances et des écarts existant entre l'infrastructure en place et les besoins afférents au progiciel. Il est proposé de renforcer les capacités internes de gestion de la technologie et d'augmenter le nombre de spécialistes internes du progiciel afin que l'Organisation dispose du savoir-faire voulu pour réduire sa dépendance à l'égard de consultants. Outre les deux postes temporaires qu'il est proposé de financer par réaffectation de ressources précédemment allouées aux dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions) [1 poste D-1 de superviseur de la gestion de la technologie et 1 poste P-5 de spécialiste de l'infrastructure], 16 postes temporaires (4 P-5 et 12 P-4) sont proposés comme suit :

- Quatre postes de concepteur de classe P-5 : solutions, infrastructure, outils de veille informatique et conversion des données, et interfaces utilisateurs, portail et technologie mobile ;
- Cinq postes de concepteur technique de classe P-4 : liaison dans chacun des domaines fonctionnels ;
- Sept postes de concepteur de classe P-4 : gestion des données principales, sécurité, établissement d'états, solutions de type portail et gestion des tâches, technologie mobile et formulaires s'y rattachant, et solutions de type Web 2.0 ;

d) *Équipes fonctionnelles.* Outre les 32 postes temporaires qu'il est proposé de financer par réaffectation de ressources précédemment allouées aux dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions), postes répartis entre quatre équipes à raison de huit postes par équipe, 12 postes temporaires sont proposés comme suit :

- *Équipe finances et budget.* Quatre postes P-4 dont les titulaires s'occuperont de gérer le cycle de vie du cadre stratégique, la comptabilité des éléments d'actif, les comptes créditeurs et les comptes débiteurs ;
- *Équipe chaîne logistique.* Un poste P-5, dont le titulaire sera spécialement chargé de la planification et de la prévision de la demande, la notion de chaîne logistique étant nouvelle dans l'Organisation, et 1 poste P-4 dont le titulaire s'occupera de la réception, de l'entreposage, du transport et de la distribution des biens achetés ;
- *Équipe ressources humaines.* Un poste P-2, dont le titulaire assurera la coordination avec l'équipe du projet Inspira en ce qui concerne l'intégration des nouveaux venus, la gestion des postes, le suivi du comportement professionnel, la gestion de l'apprentissage et le nouveau système de gestion des pensions, et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes), dont le titulaire sera chargé de gérer l'information et d'apporter une aide à l'équipe concernant les documents ;
- *Équipe services centraux d'appui.* Un poste P-5, dont le titulaire concevra le cadre stratégique de l'Organisation et assurera la gestion du projet, 1 poste P-4, dont le

titulaire s'occupera de la planification et de la gestion des fonds d'affectation spéciale et des subventions, 1 poste P-4, dont le titulaire sera chargé de la gestion de l'information et 1 poste P-3 confié à un spécialiste de l'intégration technique.

Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général soit prié de fournir dans son prochain rapport d'étape un plan de réduction des effectifs de l'équipe du projet une fois achevés le projet de progiciel de gestion intégré et les activités de mise en œuvre.

Autres dépenses de personnel

95. Un montant de 19 440 000 dollars est proposé afin de financer 1 695 mois de travail à raison d'un coût moyen de 11 470 dollars par mois. On aura recours à du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour remplacer brièvement les experts fonctionnels détachés auprès de l'équipe du progiciel de gestion intégré pendant les différentes phases du projet afin de participer et d'apporter leur concours à diverses activités, y compris l'examen et la validation des supports de formation et des procédures d'utilisation, les essais d'intégration, les essais d'acceptation par les utilisateurs, la formation des utilisateurs et l'appui lors du déploiement.

Consultants

96. Un montant de 3 331 200 dollars, y compris les honoraires des consultants (3 196 800 dollars) et les frais de voyage (134 400 dollars) est proposé pour financer 288 mois de travail à raison d'un coût de 11 100 dollars par mois et du versement en une fois d'un montant de 11 000 dollars au titre des voyages pour chacun des 12 consultants. Cela permettra à l'Organisation d'obtenir des services spécialisés dont elle est dépourvue et qui n'entrent pas dans le cadre du contrat d'intégration des systèmes. Les domaines couverts seront les suivants : conduite du changement ; domaines techniques tels que la technologie mobile, la conception et la production d'états, l'entreposage de données et la veille informatique ; domaines fonctionnels tels que les voyages, les services centraux, les missions et la logistique, les états de paie, la budgétisation et la planification. Il sera également fait appel à des consultants en gestion qui effectueront un contrôle des services de gestion fournis par le principal prestataire de services et intégrateur de systèmes.

Voyages

97. Un montant de 7 446 800 dollars est proposé au titre des voyages pour l'exercice biennal 2010-2011. Il permettra à l'équipe du progiciel de gestion intégré d'entreprendre des déplacements afin d'appuyer le projet pilote, d'effectuer des missions d'ordre technique ainsi que des missions relatives à la conduite du changement et à la gestion du projet et d'organiser un atelier de formation.

Services contractuels

98. Un montant de 89 098 600 dollars est proposé aux fins du financement : de services contractuels d'intégration de systèmes (86 396 900 dollars) ; de services juridiques (266 700 dollars) à l'appui de la négociation des dispositions de l'accord de licence et de maintenance du progiciel et des dispositions des accords de services d'intégration ; de la recherche technique et des services-conseils indépendants (168 600 dollars) concernant l'évaluation des recommandations de l'intégrateur de systèmes ; d'avis stratégiques sur la gestion globale du projet (1 771 200 dollars) ; de services de formation (434 400 dollars) liés à l'évaluation initiale des besoins en formation, y compris la mise au point de normes de formation, de modules types et de calendriers de formation, et de la formation des utilisateurs finaux ; des installations de formation (60 800 dollars) dans les lieux qui en sont dépourvus.

Frais généraux de fonctionnement

99. Un montant de 11 625 700 dollars est proposé pour le financement des frais de fonctionnement afférents à quelque 218 personnes (80 membres du personnel de base, 66 experts fonctionnels, 12 consultants et 60 employés de l'intégrateur de systèmes), selon les besoins :

a) location de locaux (6 234 800 dollars) et aménagement des locaux (3 944 300 dollars);
b) communications (921 000 dollars); et c) maintenance du matériel de bureau (525 600 dollars) utilisé par les 80 membres du personnel de base et les experts fonctionnels.

Fournitures et accessoires

100. Un montant de 146 000 dollars, calculé sur la base des coûts standard, est demandé pour financer l'achat d'articles de papeterie et de fournitures de bureau.

Mobilier et matériel

101. Un montant non renouvelable de 21 530 000 dollars est proposé pour financer l'achat de mobilier de bureau (1 670 000 dollars) et de matériel de bureau (147 000 dollars) pour les titulaires des 36 postes temporaires qu'il est proposé de créer. Des ressources sont également demandées afin d'acheter du matériel informatique destiné à la mise en place de la plate-forme de développement (4 millions de dollars), des licences de logiciels et les éléments nécessaires à l'adaptation du progiciel (15 713 000 dollars).

H. Conclusions et recommandations

102. Tout en recommandant d'accepter les propositions du Secrétaire général, le Comité consultatif note qu'une partie non négligeable des propositions est fondée sur des estimations, puisque les marchés relatifs aux services d'intégration de systèmes n'ont pas encore été conclus. Le Comité recommande que le Secrétaire général soit prié de ne rien épargner pour réduire le coût global du projet et invité à utiliser les ressources avec prudence. Il devrait également être prié de rendre compte de façon détaillée, dans les rapports d'étape annuels, des mesures prises pour maîtriser les coûts et des dépenses engagées, et être invité à justifier l'utilisation des ressources (voir par. 72 du présent document).

103. Au paragraphe 130 de son rapport (A/64/380), le Secrétaire général a présenté une série de demandes à l'Assemblée générale. Les recommandations du Comité consultatif à ce sujet sont les suivantes :

a) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale note les propositions et la démarche présentées dans le rapport du Secrétaire général en vue de remplacer le système intégré de gestion et les systèmes auxiliaires dans l'ensemble du Secrétariat, y compris les bureaux hors Siège, les commissions régionales, les missions de maintien de la paix et missions politiques et les autres opérations sur le terrain ;

b) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale note le coût global de la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré de 2008 à 2013, dont le montant brut est estimé à 323 137 900 dollars (montant net : 315 792 300 dollars) aux taux courants ;

Budget ordinaire

c) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve, au titre des Subventions et contributions, un crédit d'un montant brut de 24 652 900 dollars (montant net : 24 192 200 dollars), comprenant le montant de 11 775 900 dollars déjà demandé au titre du chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 28A)] ;

d) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prenne note du fait que le financement des sommes restant à couvrir à l'avenir, dont le montant estimatif brut s'élève à 18 667 600 dollars (montant net : 18 066 600 dollars), sera envisagé dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice biennal considéré ;

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

e) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve un montant total brut de 29 059 500 dollars (montant net : 28 516 500 dollars) à prélever sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 pour financer le projet de progiciel de gestion intégré décrit dans le présent document ;

f) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prenne note du fait que le financement des dépenses restant à couvrir à l'avenir dont le montant estimatif brut s'élève à 87 178 400 dollars (montant net : 85 549 400 dollars) sera pris en considération dans les futurs budgets du compte d'appui aux missions de maintien de la paix pour les périodes du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2011 ;

g) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prenne note du fait que le financement des dépenses restant à couvrir à l'avenir dont le montant estimatif brut s'élève à 77 159 500 dollars (montant net : 74 675 300 dollars) sera pris en considération dans les futurs budgets du compte d'appui aux missions de maintien de la paix pour les exercices allant jusqu'en 2013 ;

Ressources extrabudgétaires

h) Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prenne note du fait que, sur le coût total du projet de progiciel de gestion intégré, un montant estimatif de 72 632 200 dollars sera financé au moyen de ressources extrabudgétaires.

Notes

¹ Au paragraphe 32 de son premier rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré (A/64/380), le Secrétaire général déclare que la productivité est une mesure de la production par unité de main-d'œuvre : si l'on parvient à écourter le temps consacré aux tâches administratives, les moyens dégagés permettront aux fonctionnaires de l'ensemble de l'Organisation de se concentrer sur davantage d'activités à valeur ajoutée. L'efficacité mesure la façon dont les intrants sont convertis en produits : elle correspond à la diminution du coût de la prestation d'un service donné sans perte de qualité.

² Au coût annuel moyen de 190 000 dollars l'unité d'équivalent plein temps.

³ Voir tableau A.3 dans l'annexe I du document A/64/380.

⁴ Voir tableau A.5 dans l'annexe I du document A/64/380.

⁵ Les comptes spéciaux sont alimentés par le remboursement des frais généraux afférents aux activités de coopération technique ou à des projets financés par des fonds généraux d'affectation spéciale et par le remboursement du coût de l'appui administratif accordé par l'Organisation des Nations Unies à des organismes extrabudgétaires comme le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

⁶ Sur la base de chiffres émanant des sociétés suivantes : PricewaterhouseCoopers, Deloitte, Forrester, Aberdeen Group, Panorama Consulting Group, META Group et CTS.

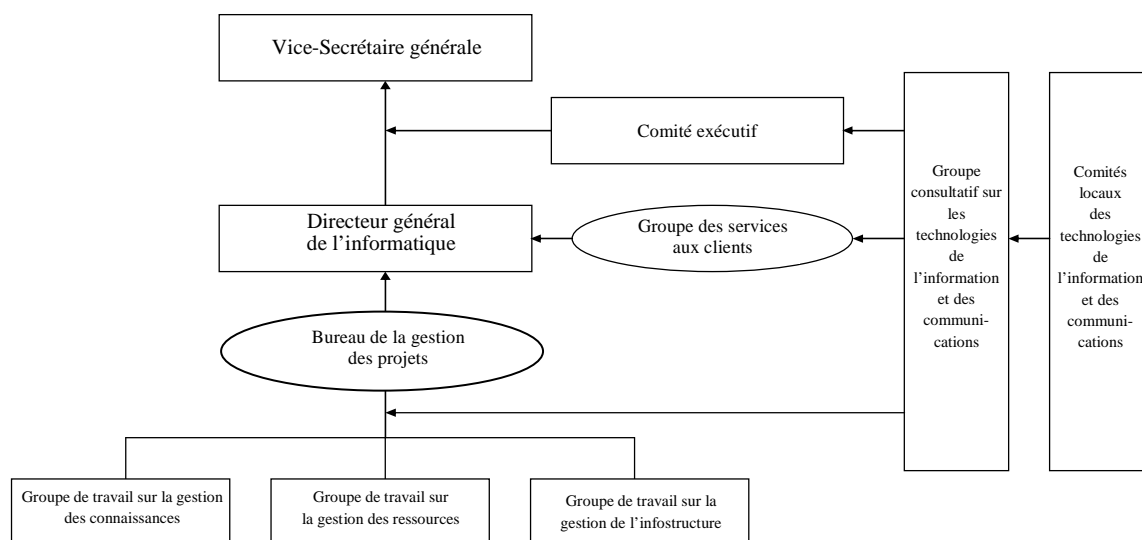
Annexe I

**État d'avancement de la mise en œuvre du cadre de gestion
des technologies de l'information et des communications
et modifications apportées aux structures de gouvernance
du Bureau des technologies de l'information et des communications
depuis la parution du document A/62/793 et Corr.1**

1. Le cadre de gestion des technologies de l'information et des communications présenté dans le document A/62/793 et Corr.1 a été simplifié comme suite aux préoccupations exprimées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission, essentiellement en supprimant les comités de pilotage de haut niveau des programmes. Les principaux éléments du nouveau cadre de gestion ainsi établi pour le Secrétariat sont les suivants : a) le Comité exécutif des technologies de l'information; b) le Groupe consultatif sur les technologies de l'information et des communications; c) les groupes de travail du programme sur les technologies de l'information et des communications; et d) les comités locaux sur les technologies de l'information et des communications.

2. Le rôle et les attributions de ces organes, ainsi que les relations qu'ils entretiennent entre eux et avec le Bureau des technologies de l'information et des communications, sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

**Cadre de gestion des technologies de l'information et des communications
pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies**



Comité exécutif des technologies de l'information et des communications

3. Principal organe de décision ayant à connaître des questions qui intéressent l'informatique et la télématique, le Comité exécutif des technologies de l'information et des communications arrête les grandes stratégies et priorités. Il est présidé par la Vice-Secrétaire générale et composé de hauts responsables ayant rang de secrétaire général adjoint – qui représentent des services organiques et des services d'appui^a – et du Directeur général de l'informatique, qui en est membre de droit. Il se réunit chaque trimestre pour examiner la stratégie et l'exécution des programmes et déterminer les investissements concernant les technologies de l'information et des communications, selon les besoins. Le Directeur général de l'informatique rend directement compte à la Vice-Secrétaire générale sur les questions opérationnelles relatives aux technologies de l'information et des communications..

Groupe consultatif sur les technologies de l'information et des communications

4. Chargé de formuler des avis et des conseils sur les investissements concernant les technologies de l'information et des communications, le Groupe consultatif sur les technologies de l'information et des communications a été créé pour l'ensemble du Secrétariat et se compose de fonctionnaires de la classe D-1 ou D-2 qui représentent les différents départements et bureaux. Il donne son avis au Directeur général sur les programmes et services concernant les technologies de l'information et des communications par l'intermédiaire du Groupe services aux clients du Bureau des technologies de l'information et des communications. Les membres du Groupe consultatif reçoivent régulièrement des comptes rendus du Bureau sur les grandes questions relatives aux technologies de l'information et des communications. Le Groupe peut communiquer ses vues au Comité exécutif et aux groupes de travail, selon que de besoin.

Groupes de travail du programme sur les technologies de l'information et des communications

5. Les groupes de travail du programme sur les technologies de l'information et des communications orientent les trois programmes stratégiques concernant la gestion des connaissances, la gestion des ressources et la gestion de l'infrastructure. Ils sont présidés chacun par le responsable de la fonction correspondante au sein du Bureau des technologies de l'information et des communications. Leurs membres représentent des experts de ces fonctions dans l'ensemble du Secrétariat. Tous les grands investissements et projets, y compris les principaux changements à opérer en ce qui concerne l'étendue et les prévisions de dépenses des initiatives en cours, sont soumis à l'examen des groupes de travail, qui présentent des recommandations sur les portefeuilles de projets au Directeur général de l'informatique par l'entremise du Bureau de la gestion des projets du Bureau des technologies de l'information et des communications.

Groupe de travail sur la gestion des connaissances

6. Le Groupe de travail sur la gestion des connaissances définit les orientations stratégiques, examine les propositions d'investissement et surveille l'état d'avancement des programmes et projets de sorte à préserver la mémoire institutionnelle et à favoriser l'innovation. Il se prononce sur toutes questions et activités intéressant la gestion des connaissances au Secrétariat.

Groupe de travail sur la gestion des ressources

7. Le Groupe de travail sur la gestion des ressources définit les orientations stratégiques, examine les propositions d'investissement et surveille l'état d'avancement des programmes et projets de sorte à renforcer les capacités du Secrétariat de gérer ses ressources humaines, financières et autres. Il se prononce sur toutes questions et activités intéressant la gestion des ressources au Secrétariat.

Groupe de travail sur la gestion de l'infrastructure

8. Le Groupe de travail sur la gestion de l'infrastructure définit les orientations stratégiques, examine les propositions d'investissement et surveille l'état d'avancement des programmes et projets de sorte à renforcer l'infrastructure dans le domaine des technologies de l'information et des communications (infrastructure) du Secrétariat. Il se prononce sur toutes questions et activités intéressant la gestion de l'infrastructure au Secrétariat.

Comités locaux sur les technologies de l'information et des communications

9. Des comités locaux sur les technologies de l'information et des communications devraient être créés dans chaque département et bureau en vue d'aligner les priorités locales sur la stratégie informatique et télématique du Secrétariat. Ils garantiraient la bonne utilisation des ressources concernant les technologies de l'information et des communications au niveau des départements

et bureaux en examinant et en approuvant les idées et propositions de projet et les principales demandes de services avant leur soumission au Bureau des technologies de l'information et des communications. Le responsable de chaque comité local participerait aux travaux du Groupe consultatif sur les technologies de l'information et des communications. Le spécialiste des services aux clients affecté à chaque département pourrait également donner son avis et assurer la liaison avec le Bureau des technologies de l'information et des communications.

Annexe II

Avantages attendus de la mise en œuvre du progiciel de gestion des contenus

Avantages *qualitatifs* attendus de la mise en œuvre du progiciel de gestion des contenus en termes d'efficacité accrue du Secrétariat :

- Renforcement de la responsabilisation et de la transparence ;
- Amélioration de la surveillance, du contrôle, de l'audit et du suivi des activités de gestion de l'information lors de l'exécution des programmes de fond ;
- Analyse plus précise et mieux étayée permettant d'améliorer les décisions techniques et administratives, facilitant ainsi la réalisation des objectifs essentiels de l'Organisation ;
- Secrétariat plus respectueux de l'environnement, grâce aux initiatives de dématérialisation des dossiers ;
- Meilleur partage des connaissances entre les départements ;
- Partage de l'information et collaboration renforcés avec les organisations non gouvernementales et les États Membres ;
- Capacités de formation accrues ;
- Respect plus rigoureux des règles et normes de l'Organisation (touchant la sécurité de l'information, les signatures électroniques, le classement des documents, les métadonnées et les règles applicables à la conservation des documents).

Avantages *quantitatifs* attendus en termes de gains de productivité et d'économies :

- Réduction de 50 % des activités de recherche, de consultation et d'archivage des documents ;
- Réduction de 25 % du temps consacré à la photocopie de documents ;
- Réduction de 75 % des besoins d'entreposage à l'extérieur et de manutention ;
- Réduction de 20 % des processus inefficaces d'exécution des tâches ;
- Réduction de 10 % des besoins d'entreposage interne ;
- Réduction de 25 % des frais d'expédition et fournitures d'archivage ;
- Réduction de 25 % du matériel de bureautique et de photocopie.

Si l'on considère que le personnel consacre en moyenne, à tous les niveaux, 5 % de son temps à rechercher des informations et que le Secrétariat compte 10 000 utilisateurs, la mise en œuvre du progiciel de gestion des contenus produira des gains de productivité équivalant à environ 250 années de travail^a.

Dans les entreprises, l'utilisation d'un progiciel de gestion des contenus est justifiée par ce qui suit^b :

- L'archivage d'un document coûte 20 dollars, la recherche d'un document mal classé 120 dollars et la reproduction d'un document égaré 220 dollars^c ;

^a Si la moitié seulement de ces gains se traduisait par l'élimination d'un nombre équivalent de postes, compte tenu d'un traitement annuel de 120 000 dollars (à la classe P-3), le montant économisé serait de 15 millions de dollars.

^b « 10 Fast Facts About Document Management Value », 27 octobre 2008 : http://aiim.typepad.com/aiim_blog/2008/10/10-fast-facts-a.html.

^c John Mancini, AIIM, « Management ECM Excuse #3: We've got to pick our battles », 27 mai 2009 : http://aiim.typepad.com/aiim_blog/2009/05/management-ecm-excuse-3-weve-got-to-pick-our-battles-.html.

- 7,5 % de l'ensemble des documents se perdent et 3 % des documents restants sont mal classés ;
- Les cadres passent entre 5 % et 15 % de leur temps à lire des informations, mais consacrent entre 20 %^d et 50 %^e de leur temps à en rechercher ;
- Un document est photocopié 19 fois en moyenne ;
- Les utilisateurs envoient et reçoivent en moyenne 133 messages électroniques par jour^f ;
- Le coût des locaux à usage de bureau a augmenté de 19 %^g ;
- Le remplacement de 200 classeurs à tiroirs par des systèmes d'entreposage numérisé permet d'économiser 300 000 dollars de frais d'entreposage^h.

^d Selon une enquête Accenture réalisée en ligne en janvier 2007 auprès de grandes entreprises aux États-Unis et au Royaume-Uni, les cadres passent jusqu'à trois heures par jour à rechercher des informations, et plus de la moitié des informations qu'ils obtiennent ne présente aucun intérêt pour eux.

^e <http://andrewonedegree.wordpress.com/?s=ECM+Savings>.

^f The Radicati Group.

^g *Office Space Across the World*, 2008.

^h « Measuring ECM Success », juillet 2009, www.dpsmagazine.com/Content/ContentCT.asp?P=573.

Annexe III

Récapitulatif des crédits approuvés

(En dollars des États-Unis)

Résolution de l'Assemblée générale	Date	Rapport correspondant	Montant total approuvé par l'Assemblée générale	Budget ordinaire 2008-2009	Compte d'appui 2009/10	Fonds extrabudgétaires	Plan-cadre d'équipement	Observations
Progiciel de gestion des contenus								
A/63/262	24 décembre 2008	A/62/510/Rev.1 A/63/487 et Corr.1 et 2	2 000 000	2 000 000	0	0	0	2 millions de dollars à imputer au budget ordinaire dans la limite des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009
A/63/287	30 juin 2009	A/63/767 et Corr.1	6 645 200	0	6 645 200	0	0	6 645 200 dollars au titre de l'informatique
			136 400		136 400			136 400 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour 1 poste de temporaire à la classe P-3
Total, progiciel de gestion des contenus			8 781 600	2 000 000	6 781 600	0	0	
Progiciel de gestion de la relation client								
A/63/287	30 juin 2009	A/63/767 et Corr.1	4 029 500	0	4 029 500	0	0	4 029 500 dollars au titre de l'informatique
			331 400		331 400			331 400 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), pour 1 poste de temporaire à la classe P-5 et 1 autre à la classe P-3
Total, progiciel de gestion de la relation client			4 360 900	0	4 360 900	0	0	
Continuité des opérations et reprise après sinistre								
A/63/262	24 décembre 2008	A/62/510/Rev.1 A/63/487 et Corr.1 et 2	11 074 600	7 145 500 2 500 000	1 429 100	0	0	7 145 500 dollars et 1 429 100 dollars approuvés pour le centre informatique principal de la pelouse nord ; 2,5 millions de dollars approuvés pour la fourniture des services au Siège et dans les bureaux hors Siège
A/63/269	7 avril 2009	A/63/743 A/63/774	7 128 740	0	2 031 860	0	5 096 880	Un montant total de 7 128 740 dollars a été approuvé pour le centre secondaire. Le montant imputable au budget ordinaire (5 096 880 dollars) sera prélevé sur les crédits prévus au titre du plan-cadre d'équipement.
Total, continuité des opérations et reprise après sinistre			18 203 340	9 645 500	3 460 960	0	5 096 880	

Progiciel de gestion des contenus/Progiciel de gestion de la relation client

L'Assemblée générale a approuvé un crédit de 2 millions de dollars pour le progiciel de gestion des contenus, qui sera imputé au budget ordinaire dans la limite des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009.

Les montants à imputer au compte d'appui des opérations de maintien de la paix correspondent aux crédits approuvés par l'Assemblée générale au titre de l'informatique dans le cadre du budget du compte d'appui pour 2009/10 (A/63/767 et Corr.1), soit 10 674 700 dollars : dont 4 029 500 dollars pour la gestion des contenus et 6 645 200 dollars pour la gestion de la relation client.

Les ressources au titre des postes de temporaire associés aux projets de progiciels de gestion des contenus et de gestion de la relation client, à imputer au compte d'appui, ont été approuvées par l'Assemblée générale en sus des crédits prévus au titre de l'informatique dans le cadre du budget du compte d'appui pour l'exercice 2009/10 (A/63/767 et Corr.1) : postes de temporaire pour la gestion de la relation client : 1 P-5 (195 000 dollars) et 1 P-3 (136 400 dollars) ; poste de temporaire pour la gestion des contenus : 1 P-3 (136 400 dollars).

L'Assemblée générale a approuvé une réduction de 5 % du crédit demandé au titre de l'informatique, que le Bureau des technologies de l'information et des communications devra répartir à sa convenance, compte tenu de l'ordre des priorités des différents projets (A/63/841, par. 199).

Continuité des opérations et reprise après sinistre

Le Secrétaire général a été prié de prélever sur les crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009 la part imputable au budget ordinaire pour le centre informatique principal de la pelouse nord (7 145 500 dollars) et un montant de 2,5 millions de dollars au titre des activités au Siège et dans les bureaux hors Siège. La part imputable au budget ordinaire pour le centre secondaire (5 096 880 dollars) doit être financée au moyen du budget du plan-cadre d'équipement. La ventilation du financement de ce centre est indiquée dans le tableau 2 du document A/64/346/Add.1.

Annexe IV

Avantages attendus du progiciel de gestion de la relation client

1. Les bénéficiaires du progiciel de gestion de la relation client seront les suivants :
 - a) Les destinataires de services, qui pourront :
 - Demander tous types de services, par diverses voies : téléphone, courrier électronique, télécopie ou Web ;
 - Surveiller la suite donnée à toutes leurs demandes ;
 - b) Les fournisseurs de services, qui pourront :
 - Gérer les demandes de services d'un bout à l'autre ;
 - Gérer les ressources (humaines) de manière rationnelle pour répondre aux demandes ;
 - Gérer la relation client avec beaucoup plus d'efficacité en suivant activement leurs propres résultats au regard des accords de prestation de services déjà conclus ;
 - c) L'administration, qui pourra :
 - Améliorer les contrôles, en utilisant les données automatiquement saisies lors du traitement des demandes de services ;
 - Gagner en efficacité et productivité, en allouant les ressources en fonction des besoins effectifs.
2. Les calculs relatifs aux avantages du progiciel tiennent compte de façon générale du nombre et du traitement des demandes, ou tickets, une distinction étant établie entre le temps économisé par les bénéficiaires et celui économisé par les prestataires des services.
3. Les tableaux ci-après donnent des estimations concernant les bénéfices attendus, établies en tenant compte du nombre des demandes adressées aux premiers utilisateurs du progiciel de gestion de la relation client (bureaux de services informatiques et bureaux de services matériels au Siège de l'Organisation des Nations Unies, dans les bureaux hors Siège et dans toutes les missions de maintien de la paix). Les économies exprimées en durée sont converties en montants sur la base d'un traitement annuel moyen de 90 000 dollars pour les demandeurs de services et de 75 000 dollars pour les prestataires desdits services.

Économies pour les bénéficiaires de services

(En dollars des États-Unis)

	<i>Estimation la plus basse</i>	<i>Estimation la plus haute</i>	<i>Base de calcul</i>	<i>Économies annuelles (montant arrondi)</i>	
				<i>Estimation basse</i>	<i>Estimation haute</i>
Temps économisé en établissant les tickets en ligne	3 min.	6 min.	Volume des tickets	1 109 000	2 219 000
Temps économisé en suivant la demande en ligne 24 heures/24, 7 jours/7	1 min.	5 min.	Volume des tickets	370 000	1 849 000
Temps économisé en éliminant les tickets grâce au déclenchement d'alertes/notifications en cas d'interruption de service	10 min./an	15 min./an	Nombre de bénéficiaires	644 000	965 000
Temps économisé en remplaçant les formulaires remplis à la main par des formulaires et systèmes de gestion des opérations électroniques	6 min.	15 min.	Volume des tickets	1 109 000	2 773 000
Temps économisé en éliminant les tickets grâce aux possibilités de régler soi-même les problèmes en consultant les foires aux questions et autres bases de données	20 % des problèmes éliminés	30 % des problèmes éliminés	Durée moyenne d'établissement d'un ticket, volume des tickets	370 000	555 000
Total, économies pour les bénéficiaires				3 602 000	8 360 000

Économies pour les prestataires de services

(En dollars des États-Unis)

	<i>Estimation la plus basse</i>	<i>Estimation la plus haute</i>	<i>Base de calcul</i>	<i>Économies annuelles (montant arrondi)</i>	
				<i>Estimation basse</i>	<i>Estimation haute</i>
Réduction du nombre de tickets par la mise à disposition de systèmes de libre-service et de bases de données (autorésolution des problèmes)	20 %	30 %	Durée moyenne d'établissement d'un ticket, volume des tickets	559 000	839 000
Temps économisé en éliminant les appels/messages électroniques des bénéficiaires concernant l'état d'avancement et le suivi des demandes	4 min.	7 min.	Volume des tickets	994 000	1 739 000
Temps économisé grâce à l'informatisation des formulaires et des approbations en ligne en créant automatiquement les tickets	2 min.	4 min.	Volume des tickets	621 000	1 242 000
Total, économies pour les prestataires				2 174 000	3 820 000

4. Des économies d'un montant annuel de 5 776 000 dollars à 12 180 000 dollars sont attendues dans les trois mois suivant la mise en exploitation complète du progiciel de gestion de la relation client pour les services informatiques et les services matériels au Siège et dans les bureaux hors Siège, et pour les services informatiques dans toutes les missions de maintien de la paix. De nouvelles économies seraient réalisées si d'autres bureaux de services devaient intégrer la plateforme commune de gestion de la relation client.

5. Compte tenu des données figurant dans les tableaux ci-dessus, les économies que permettrait de dégager un premier transfert de la fonction gestion de la relation client aux bureaux de services informatiques du Bureau des technologies de l'information et des communications et du Département de l'appui aux missions au Siège, de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), de la Mission des Nations Unies au Libéria, de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti et au bureau de services matériels au Siège devraient atteindre entre 1 784 000 dollars et 3 703 000 dollars par an. Si le progiciel de gestion de la relation client est mis en place dans les bureaux de services informatiques de cinq bureaux hors Siège, le montant de ces économies irait de 3 973 000 dollars à 8 398 000 dollars par an. Le montant estimatif des économies irait de 4 102 000 dollars à 9 226 000 dollars par an si le progiciel de gestion de la relation client était mis en œuvre dans les bureaux de services informatiques des sept bureaux hors Siège pour l'exercice biennal 2012-2013.

Annexe V

Principaux domaines fonctionnels du progiciel de gestion intégré et fonctions associées

Dans le tableau ci-après, il est prévu, pour le moment, que le progiciel de gestion intégré remplisse toutes les fonctions qui lui sont attribuées. Toutefois, la confirmation ne pourra en être obtenue qu'après la phase de conception, les domaines d'application restant par ailleurs tributaires des ressources disponibles.

<i>Domaine fonctionnel</i>	<i>Fonction</i>	<i>Progiciel</i>
Services centraux d'appui	Gestion des voyages Planification, établissement des demandes, modifications, visas, frais de voyage remboursables et demandes de remboursement	PGI
Services centraux d'appui	Services au public et aux fonctionnaires Il s'agit d'une fonction productrice de recettes, dont une partie est restituée aux États Membres. Les activités commerciales sont notamment les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Services postaux : création et vente de timbres et autres articles pour philatélistes • Publications : vente et diffusion de rapports de l'Organisation et autres publications • Boutique-cadeaux et kiosques à journaux : recettes provenant de la vente de cadeaux, souvenirs, journaux, magazines et articles divers dans les locaux de l'Organisation des Nations Unies • Services de restauration : recettes provenant de la fourniture de services de restauration au personnel, aux délégués et aux visiteurs • Visites guidées : organisées pour faire visiter les bâtiments de l'Organisation et faire connaître les missions et activités de l'Organisation • Services divers applicables dans certains bureaux hors Siège : économat, centre de loisirs et station-service (ONUN), stages de formation destinés au public (CEPALC) • Exploitation du garage : recettes perçues pour l'utilisation des places de stationnement de l'Organisation par les fonctionnaires, les missions et les délégués 	PGI
Services centraux d'appui	Gestion de l'immobilier <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des bâtiments : entretien préventif et maintenance corrective • Gestion des travaux de construction : projets architecturaux et techniques • Gestion des locaux à usage de bureaux : demandes d'espace à usage de bureau, déménagement du mobilier et du personnel • Baux de location • Facturation des loyers 	PGI et GRC
Services centraux d'appui	Gestion des installations Gestion des bons d'intervention et services informatiques	PGI et GRC

<i>Domaine fonctionnel</i>	<i>Fonction</i>	<i>Progriciel</i>
Services centraux d'appui	Gestion des conférences et des manifestations La gestion des conférences et manifestations est un processus essentiellement axé sur le client qui consiste à assurer le service des réunions et des services de documentation pour toutes réunions/manifestations tenues au Siège, dans les bureaux hors Siège et dans les missions. Elle regroupe trois grandes activités : services de planification des conférences/ manifestations et de coordination ; services d'interprétation et service des réunions ; et services de planification et de traitement des documents.	PGI et eMeets
Services centraux d'appui	Gestion des programmes et projets Cette fonction concerne les programmes et projets gérés et administrés par le Secrétariat quelle qu'en soit la source de financement (budget ordinaire, ressources extrabudgétaires, fonds d'affectation spéciale, fonds généraux d'affectation spéciale, recettes).	PGI
Services centraux d'appui	Archives et gestion des dossiers Cette fonction englobe la fourniture – au Secrétariat, à l'Assemblée générale et au public – de services axés sur la gestion des dossiers, dont : <ul style="list-style-type: none"> • Consultations et conseils sur la gestion des dossiers à l'intention des bureaux de l'Organisation • Services d'entreposage et de recherche de documents à l'intention des États Membres de l'Assemblée générale, des bureaux du Secrétariat et d'autres organes de l'Organisation, et services de recherche à l'intention du public 	PGI et GRC
Ressources humaines	Recrutement/affectations	Inspira (gestion des aptitudes)
Ressources humaines	Suivi du comportement professionnel	Inspira (gestion des aptitudes)
Ressources humaines	Gestion des apprentissages	Inspira (gestion des aptitudes)
Ressources humaines	Administration du personnel (intégration des nouveaux fonctionnaires, gestion des engagements, mouvements du personnel, cessation de service, prestations et assurance)	PGI et Inspira
Ressources humaines	Gestion du temps	PGI
Ressources humaines	Gestion des postes (conception détaillée en cours, consultations en cours avec l'équipe Inspira) Le PGI prévoit initialement ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> • Création/gestion des postes et prise en compte dans les prévisions budgétaires (PGI) • Sélection d'un candidat/fonctionnaire (Inspira) • Intégration dans le nouveau poste, gestion de la relation fonctionnaire/poste, et prise en compte dans les prévisions budgétaires (PGI) • Gestion des tableaux d'effectif et établissement de rapports (PGI) 	PGI et Inspira
Ressources humaines	Service de la paie	PGI

<i>Domaine fonctionnel</i>	<i>Fonction</i>	<i>Progiciel</i>
Chaîne d'approvisionnement/ achats/logistique	Planification et gestion Processus divers, dont planification/prévision de la demande, planification des réseaux d'approvisionnement et planification des forces	PGI
Chaîne d'approvisionnement/ achats/logistique	Acquisition de sources Processus divers, dont approvisionnement stratégique, collaboration avec les fournisseurs, établissement des demandes de biens et services et bons de commande, achats de faible valeur et gestion des marchés	PGI
Chaîne d'approvisionnement/ achats/logistique	Réception pour distribution Processus divers, dont traitement des marchandises au départ et à l'arrivée, planification et expédition des biens et services, gestion des entrepôts et stocks, déploiement des forces et liaison avec logisticiens (gestion des carburants, services médicaux, gestion des rations et gestion des transports aériens) <ul style="list-style-type: none"> • Vérification du matériel appartenant aux contingents des opérations de maintien de la paix (PGI et GRC) • Gestion des carburants (PGI) • Gestion des rations (PGI) • Gestion des transports aériens (PGI) 	PGI et GRC
Chaîne d'approvisionnement/ achats/logistique	Utilisation et liquidation : Processus divers, dont assemblage et exécution, attribution du matériel, entretien jusqu'à la mise hors service et la liquidation, dans le respect de toutes les règles touchant l'environnement, la santé et la sécurité	PGI
Finances	Planification stratégique : Gestion stratégique, planification des programmes, budgétisation/gestion axée sur les résultats	PGI
Finances	Budgétisation : Établissement du budget des projets et programmes pour toutes les phases de leur cycle d'exécution	PGI
Finances	Exécution du budget : Allocation, transfert et suivi des ressources et établissement des rapports correspondants	PGI
Finances	Gestion des fonds d'affectation spéciale et des projets : Mobilisation des ressources, financement des projets à l'étude, gestion des contributions, gestion financière des projets, établissement de rapports à l'intention des donateurs	PGI et GRC
Finances	Comptes fournisseurs : Cycle intégral des paiements, dont vérification, ordonnancement et opérations de trésorerie ; virements interinstitutions	PGI
Finances	Comptes clients : Cycle intégral, dont évaluations, facturation, gestion des crédits et recouvrements ; virements interinstitutions	PGI
Finances	Trésorerie : Gestion de trésorerie, gestion des flux de trésorerie, gestion bancaire et gestion des placements	PGI
Finances	Gestion des actifs : Cycle intégral de gestion financière, dont estimation de la valeur, amortissement, liquidation et actifs particuliers – baux, dons et matériel appartenant aux contingents	PGI
Finances	Inscription au grand livre et rapprochements : Écritures comptables, recouvrement et répartition des coûts, information sectorielle et rapprochements	PGI

Abréviations : CEPALC = Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; ONUN = Office des Nations Unies à Nairobi ; PGI = progiciel de gestion intégré ; GRC = progiciel de gestion de la relation client.

Annexe VI

Récapitulatif indicatif des crédits demandés (montants nets) pour le progiciel de gestion intégré par objet de dépense et source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Budget ordinaire				Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix				Fonds extrabudgétaires				
	2008-2009	2010-2011	Fin du projet 2013	Total partiel	1 ^{er} juill. 2008-30 juin 2009	1 ^{er} juill. 2009-31 déc. 2011	2012 à la fin du projet	Total partiel	2008-2009	2010-2011	Fin du projet 2013	Total partiel	Total
Postes	—	3 136,0	4 246,8	7 382,8	—	14 786,0	17 553,5	32 339,5	—	4 807,9	6 511,8	11 319,7	51 042,0
Autres dépenses de personnel	2 272,2	2 682,1	2 916,0	7 870,3	3 134,9	12 645,9	12 052,7	27 833,6	3 486,2	4 112,0	4 471,2	12 069,4	47 773,3
Voyages	273,7	459,6	2 409,7	3 710,8	377,6	4 844,2	9 960,1	15 181,9	419,9	1 575,2	3 694,9	5 690,0	24 582,7
Consultants et experts	—	1 027,4	499,7	959,3	—	2 167,0	2 065,4	4 232,4	—	704,6	766,2	1 470,8	6 662,4
Services contractuels	1 998,2	12 292,6	4 737,8	19 028,7	2 756,8	57 959,6	19 583,1	80 298,5	3 065,8	18 846,4	7 264,7	29 176,9	128 504,9
Frais généraux de fonctionnement	328,3	1 604,0	1 152,2	3 084,5	453,0	7 562,6	4 762,5	12 778,1	503,7	2 459,1	1 766,7	4 729,5	20 592,1
Fournitures et accessoires	6,0	20,1	21,9	48,0	8,3	95,0	90,5	193,8	9,2	30,9	33,6	73,7	315,5
Mobilier et matériel	231,5	2 970,4	2 082,5	5 284,4	319,4	14 005,5	8 607,5	22 932,4	355,2	4 554,1	3 193,1	8 102,4	36 319,3
Total	5 110,0	24 192,2	18 066,6	47 368,8	7 050,0	114 065,8^a	74 675,3	195 791,2	7 840,0	37 090,1	27 702,1	72 632,2	315 792,3

^a Soit un montant de 28 516 500 dollars à financer pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 et un montant de 85 549 400 dollars pour la période du 1^{er} juillet 2010 au 31 décembre 2011.

Document A/64/7/Add.10

Onzième rapport

Chapitre 13 (Centre du commerce international CNUCED/OMC)

[Original : anglais]
[25 novembre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 du Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) [A/64/6 (Sect. 13)/Add.1] et s'est entretenu à cette occasion avec la Directrice exécutive du Centre et des représentants du CCI et du Secrétaire général.

2. Conformément à la résolution 59/276 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2004, un fascicule simplifié a été soumis [A/64/6 (Sect. 13)], qui présentait une estimation préliminaire des ressources à prévoir pour financer le programme d'activité du CCI au cours de l'exercice biennal 2010-2011. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/64/7, chap. II, par. IV.59), le Comité consultatif a recommandé que, sans préjudice du résultat de l'examen du projet de budget-programme détaillé du CCI pour l'exercice biennal 2010-2011, l'Assemblée générale prenne note des ressources demandées dans l'estimation préliminaire, y compris la demande de création de 19 postes d'administrateur (1 D-1, 5 P-5, 8 P-4, 2 P-3 et 3 P-2) et la suppression de deux postes d'agent des services généraux (Autres classes). Le Comité note qu'à la suite d'une évaluation interne le nombre de nouveaux postes demandés par le CCI pour l'exercice biennal 2010-2011 a été ramené de 19 à 12. S'étant renseigné, il a été informé que les 12 postes demandés dans le projet de budget détaillé étaient des postes techniques axés sur les domaines les plus prioritaires.

3. Le tableau 13.4 du projet de budget-programme [A/64/6 (Sect. 13)/Add.1] présente les prévisions de dépenses et de recettes du CCI pour l'exercice biennal 2010-2011. Le budget doit être financé en parties égales par l'Organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les deux organisations de tutelle. Comme indiqué dans ledit tableau, le Comité consultatif constate que les prévisions de dépenses pour l'exercice biennal sont estimées à 72 089 000 francs suisses (avant actualisation des coûts), ce qui représente une augmentation nette de 3 949 400 francs suisses, soit 5,8 % par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009. L'augmentation s'explique essentiellement par la création proposée de 12 postes (voir par. 7 du présent document) et la suppression proposée de deux postes d'agent des services généraux (Autres classes). Les recettes diverses pour l'exercice biennal 2010-2011 sont estimées à 700 000 francs suisses, soit le même montant que pour l'exercice biennal en cours. Comme indiqué au paragraphe 13.23 du projet de budget-programme, la contribution de chaque organisation pour l'exercice biennal 2010-2011 est estimée à 37 557 600 francs suisses, après actualisation des coûts, soit 31 298 000 dollars des États-Unis au taux de change de 1,20 franc suisse pour 1 dollar.

4. Au paragraphe 13.26 du projet de budget-programme, le Secrétaire général a indiqué que l'on estimait à quelque 75,5 millions de dollars, soit 90,6 millions de francs suisses, les ressources extrabudgétaires qui seront disponibles pour l'exercice biennal 2010-2011. Cela représente une augmentation d'environ 11,6 % par an des ressources extrabudgétaires du CCI par rapport à l'exercice biennal 2008-2009. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que les ressources extrabudgétaires servaient à financer l'assistance technique et l'élaboration de programmes lorsque les autres sources de financement faisaient défaut. À l'inverse, le budget ordinaire appuie le renforcement des principaux domaines de compétence et des axes opérationnels du CCI, la conception des programmes, des produits et des services, et la gestion, la supervision et le suivi des programmes et permet également au CCI de fournir des biens publics mondiaux à toutes les parties prenantes. Il finance également les postes concernant les moyens

administratifs et physiques et la gestion interne du CCI, notamment les activités de contrôle, de suivi, d'évaluation et d'audit. Le Comité a également appris qu'une partie des ressources extrabudgétaires du CCI servait à financer les principaux domaines de compétence afin de faire face à des besoins pressants dans certains pays.

5. Le Comité consultatif rappelle que, pendant l'exercice biennal 2008-2009, le CCI avait entamé des activités de gestion du changement comme suite aux conclusions d'une évaluation externe globale et aux recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne (voir A/62/7/Add.1-40, document A/62/7/Add.10, par. 8). S'étant renseigné, il a appris que ces activités avaient été menées à terme. Au paragraphe 13.9 du projet de budget-programme, le Secrétaire général a indiqué qu'à l'issue de ces activités le CCI avait recentré ses activités sur les cinq axes opérationnels principaux ci-après : i) stratégie d'exportation ; ii) politiques commerciales visant à aider le secteur des entreprises ; iii) renforcement des organismes d'appui au commerce ; iv) intelligence commerciale ; et v) compétitivité des exportateurs. Au paragraphe 13.10, le Secrétaire général a expliqué en outre que les nouveaux axes opérationnels avaient servi à restructurer le CCI en vue de l'adapter aux besoins. Ayant demandé des précisions, le Comité a obtenu communication d'un organigramme détaillé illustrant l'organisation du CCI et la répartition des postes pour l'exercice biennal 2010-2011 (voir l'annexe du présent document). **Le Comité consultatif note les résultats des activités de gestion du changement et compte sur le fait que le Secrétaire général continuera de faire état des résultats obtenus dans le cadre des projets de budget.**

6. Le Comité consultatif rappelle également qu'un élément majeur des activités de gestion du changement portait sur l'application de la gestion axée sur les résultats (ibid.). Lors de l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009, il a été informé que le CCI passait à la gestion et à la budgétisation axées sur les résultats et qu'il entendait apporter des améliorations substantielles à cet égard dans la présentation du prochain budget biennal (ibid.). **Le Comité consultatif note que le CCI a quelque peu amélioré la présentation du projet de budget, mais estime qu'il reste encore beaucoup à faire. En particulier, les futurs projets de budget devraient donner plus de détails sur les résultats atteints pendant l'exercice biennal précédent et insister davantage sur la mesure des résultats et la définition d'indicateurs de succès clairs et probants. À mesure qu'il met en œuvre la gestion et la budgétisation axées sur les résultats, le CCI devrait continuer à s'inspirer de l'expérience et des enseignements tirés de l'expérience par d'autres organismes des Nations Unies.**

7. Les paragraphes 13.17 à 13.21 et les tableaux 13.2 et 13.5 du projet de budget-programme indiquent les postes nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011. On trouvera aux paragraphes 8 à 16 ci-après les observations et recommandations du Comité consultatif sur les propositions exposées aux paragraphes 13.19 et 13.20 concernant la création de 12 postes (1 D-1, 3 P-5, 4 P-4, 1 P-3 et 3 P-2) et la suppression de deux postes d'agent des services généraux (Autres classes).

8. Le Secrétaire général propose la création d'un poste D-1 réservé au Directeur de la Division des politiques et des programmes, lequel sera chargé de l'orientation et de la gestion approfondies du programme de travail et du personnel de la Division et de l'instauration d'une collaboration étroite avec les pays partenaires aux fins de la formulation de programmes d'assistance technique axés sur les besoins commerciaux. S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris qu'il était indispensable de disposer d'un poste de classe D-1 si l'on voulait pouvoir adapter les méthodes et politiques pour répondre à tel ou tel besoin. Il a également été informé qu'un examen de l'organigramme du CCI lors de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 avait révélé que les fonctions et responsabilités attachées aux postes P-5 existants, lesquels étaient tous pourvus, étaient telles qu'il n'était pas envisageable de reclasser un poste P-5 à D-1. **Le Comité consultatif recommande donc d'accepter la proposition tendant à créer un poste de classe D-1 réservé au Directeur de la Division des politiques et des programmes.**

9. Le Secrétaire général propose la création des trois postes P-5 suivants :

a) Un poste de coordonnateur principal pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement au Bureau du Directeur de la Division des politiques et des programmes, dont le titulaire sera chargé de coordonner les questions liées au Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés et de veiller à la cohérence des activités du CCI dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. À cet égard, le Comité consultatif note que : i) le plan stratégique du CCI pour 2009-2012 insiste sur le fait que la moitié au moins de son assistance technique ira directement à ce groupe de pays ; et ii) dans son rapport de décembre 2008, le Groupe consultatif commun a recommandé que le CCI continue d'axer ses activités en priorité sur ces pays ;

b) Un poste de spécialiste de la facilitation du commerce à la Section de l'environnement des affaires de la Division du support aux entreprises et institutions, dont le titulaire sera chargé de mettre au point des outils et des services de facilitation du commerce, plus particulièrement axés sur le financement du commerce compte tenu des besoins des petites et moyennes entreprises exportatrices dans les pays en développement ou en transition sur le plan économique, d'élaborer des stratégies novatrices et de concevoir de nouvelles modalités d'assistance technique dans les domaines de la facilitation des exportations et du commerce et du financement du commerce, et de lancer et mettre en œuvre des projets et programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités concernant la facilitation et le financement du commerce ;

c) Un poste d'analyste principal des marchés à la Division du développement des marchés, dont le titulaire dirigera la mise au point des outils d'analyse de l'accès aux marchés du CCI et élargira notamment les activités consacrées aux services et mesures non tarifaires, élaborera des outils utilisables sur le Web et des services à valeur ajoutée en étroite coopération avec d'autres organisations internationales et encadrera une équipe d'analystes afin de poursuivre la conception d'outils d'intelligence commerciale qui revêtent une grande importance pour les entreprises et les négociateurs chargés des questions commerciales.

10. Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions présentées au paragraphe précédent, à l'exception de celle tendant à créer un poste de spécialiste de la facilitation du commerce de classe P-5 à la Section de l'environnement des affaires, car il estime que les fonctions attachées à ce poste ne sont pas nouvelles et devraient être assumées au moyen des capacités existantes.

11. Le Secrétaire général propose la création des quatre postes P-4 suivants :

a) Un poste de spécialiste des stratégies d'exportation à la nouvelle Section des stratégies à l'exportation du Bureau des politiques et des programmes, dont le titulaire sera chargé de répondre aux demandes concernant les stratégies nationales d'exportation et de faciliter la mise au point de méthodes concernant les stratégies. Il s'agit par là de renforcer les capacités novatrices du CCI dans le domaine des stratégies d'exportation et de la compétitivité des exportateurs ;

b) Un poste de spécialiste du commerce des services à la Section de la compétitivité des secteurs de la Division du développement des marchés, dont le titulaire sera chargé de fournir des services techniques et de gestion au CCI dans le domaine du commerce des services. Le titulaire du poste établira et exécutera des programmes d'assistance technique et mettra des connaissances spécialisées à la disposition du CCI et d'autres bénéficiaires sur le terrain dans le domaine du développement des exportations de services ;

c) Un poste au Bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en vue de la création d'un bureau régional à Mexico. Le titulaire du poste sera chargé de nouer des contacts dans la région et de réunir des connaissances sur l'Amérique latine et les Caraïbes, de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des activités du CCI dans la région, de mettre au point des propositions qui tiennent compte des besoins des clients et des possibilités de collecte de fonds et de continuer à nouer des relations avec les représentants des donateurs présents sur place. S'étant renseigné, le Comité

consultatif a été informé que le bureau de Mexico serait le seul bureau régional du CCI situé ailleurs qu'à Genève ;

d) Un poste de spécialiste des programmes à la Section du renforcement des institutions d'appui au commerce de la Division du support aux entreprises et institutions, dont le titulaire sera chargé de faciliter l'élaboration d'un système complet de référence fondé sur les pratiques exemplaires à l'échelon mondial qui aidera à déterminer de façon objective la capacité des organismes de promotion du commerce et autres organismes d'appui au commerce. Le titulaire du poste organisera les réunions du groupe d'experts, formulera des conseils concernant la conception du système de référence, mettra au point des méthodes détaillées et appliquera le système de référence à des pays pilotes.

12. Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions présentées au paragraphe précédent, exception faite de la proposition tendant à créer un poste de spécialiste des programmes de classe P-4 à la Section du renforcement des institutions d'appui au commerce. À son avis, les fonctions attachées à ce poste ne se justifient peut-être plus lorsque le système de référence sera établi. Il convient donc de les financer au moyen des ressources allouées aux dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions).

13. Le Secrétaire général propose également la création d'un poste P-3 de coordonnateur du téléenseignement à la Section des services d'information commerciale de la Division du développement des marchés. Soucieux de multiplier ses activités de vulgarisation et de répondre à la demande croissante de renforcement des capacités et de formation, le CCI recourt davantage aux techniques de téléenseignement. Le titulaire du poste proposé sera chargé de la gestion des systèmes de téléenseignement afin d'aider les clients du CCI à accéder aux modules de formation. Le nouveau poste permettra au CCI d'affiner ses méthodes et d'offrir en ligne un plus grand nombre d'activités de formation, ce qui l'aidera à se transformer en organisme plus respectueux de l'environnement. **Le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la proposition du Secrétaire général, car il estime que les fonctions attachées au poste ne sont pas nouvelles et devraient être assumées au moyen des capacités existantes.**

14. Le Secrétaire général propose la création des trois postes P-2 suivants :

a) Un poste de spécialiste des programmes à la Section du renforcement des institutions d'appui au commerce de la Division support aux entreprises et institutions, dont le titulaire s'occupera de faciliter la mise en œuvre du système complet de référence auprès des organismes d'appui au commerce (voir par. 11, al. d, du présent document) et d'organiser les conférences mondiales des organisations de promotion du commerce ;

b) Un poste de graphiste à la Section de la communication et des manifestations du Bureau de la Directrice exécutive, qui coopérera étroitement avec l'équipe chargée de la communication et le personnel du CCI afin de comprendre les besoins de ce dernier, mettra au point des modèles et autres éléments conformes aux directives et politiques de communication, et créera des supports marketing qui iront dans le sens de l'image de marque du CCI ;

c) Un poste de spécialiste des programmes au Bureau du Directeur de la Division du support aux entreprises et institutions, dont le titulaire sera chargé de coordonner, en étroite coopération avec le Directeur de la Division, le suivi et l'analyse des activités et des réalisations de la Division ainsi que la communication de l'information conformément aux grands principes de la gestion axée sur les résultats. Il veillera également au respect des règles de suivi, de communication de l'information et d'évaluation, s'attachera à faire connaître les activités et réalisations de la Division, s'occupera de la programmation des ressources financières et de la communication de l'information relative à l'utilisation des ressources, procédera à des analyses et recherches, et nouera de bonnes relations avec les chefs de section et autres parties intéressées, aussi bien au CCI qu'ailleurs.

15. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions présentées au paragraphe précédent, à l'exception de celle tendant à créer un poste de graphiste de classe P-2, car il estime que les fonctions attachées au poste seront probablement de courte durée et méritent d'être financées au moyen des ressources allouées pour les dépenses de personnel temporaire (autre que pour les réunions).**

16. Le Secrétaire général propose également la suppression de deux postes d'agent des services généraux (Autres classes), le premier à la Section de la communication et des manifestations et le second au Bureau du Directeur de la Division du support aux entreprises et institutions. **Le Comité consultatif recommande d'approuver la proposition du Secrétaire général.**

17. Les montants prévus pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre des objets de dépense autres que les postes s'élèveraient à 16 042 100 francs suisses (avant actualisation des coûts), soit une augmentation de 154 700 francs suisses (1 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009. Comme indiqué au paragraphe 13.22 du projet de budget-programme, la hausse des crédits demandés au titre des autres dépenses de personnel, des loyers, du mobilier et du matériel à prévoir pour les nouveaux postes et du matériel de vidéoconférence est compensée par une baisse des dépenses prévues au titre du matériel de bureau. **Le Comité consultatif recommande d'approuver la proposition du Secrétaire général relative aux ressources autres que celles affectées à des postes, compte tenu du fait qu'il faudra ajuster les prévisions de dépenses à la lumière des recommandations exposées aux paragraphes 8 à 16 ci-dessus.**

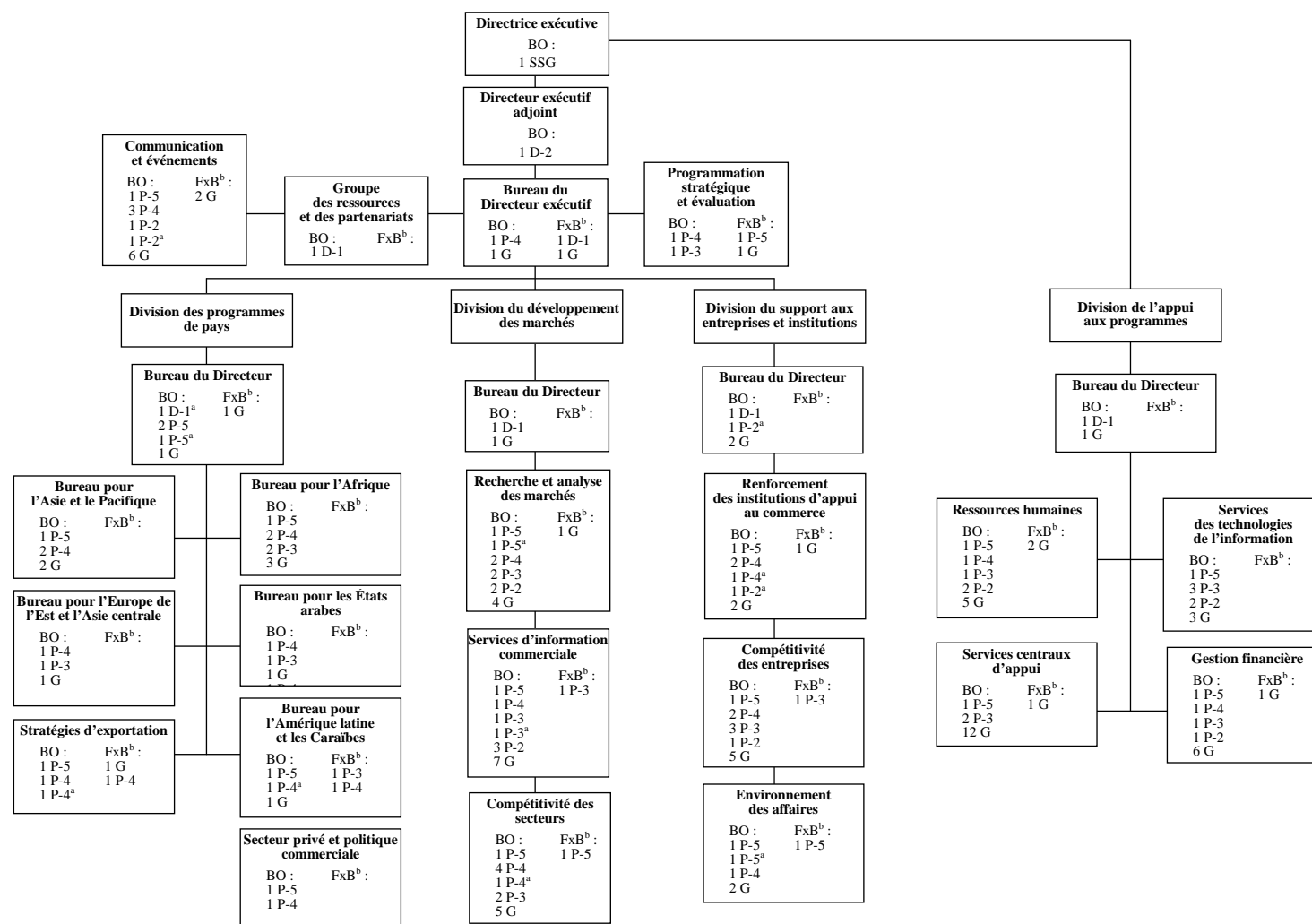
18. Lors de l'examen du projet de budget du CCI, le Comité consultatif a demandé quels étaient les mécanismes de coordination en place entre le CCI et ses deux organisations de tutelle, la CNUCED et l'OMC. Il a été informé que le CCI avait noué des relations étroites avec l'une et l'autre aussi bien sur le plan stratégique que sur le plan opérationnel. Les chefs de secrétariat des trois organismes se réunissent régulièrement afin de coordonner les activités, et des relations de travail ont également été établies entre les différentes divisions techniques. Plus précisément, le Comité a appris que le CCI et la CNUCED collaboraient sur le plan technique dans les grands domaines suivants : transparence de l'information commerciale, commerce et environnement, politiques commerciales visant à aider le secteur des entreprises et stratégie d'exportation. Dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce, le CCI et l'OMC collaborent à un certain nombre d'activités, notamment l'admission des pays les moins avancés à l'OMC, la facilitation du commerce, le financement du commerce, les mesures non tarifaires, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, et la communication de l'information et la gouvernance. **Le Comité consultatif accueille favorablement cette démarche coordonnée et compte bien qu'elle sera maintenue et renforcée.**

19. **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver les propositions budgétaires présentées au chapitre 13 (Centre du commerce international CNUCED/OMC) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, sous réserve des recommandations formulées aux paragraphes 8, 10, 12, 13 et 15 à 17 du présent document.**

Annexe

Centre du commerce international CNUCED/OMC

Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2010-2011



Abréviations : BO = budget ordinaire ; FxB = fonds extrabudgétaires ; SSG = sous-secrétaire général ; G = agent des services généraux.

^a Nouveaux postes.

^b Postes financés au titre de l'appui aux programmes.

Document A/64/7/Add.11

Douzième rapport

Chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) et chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien)

[Original : anglais]
[25 novembre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les additifs aux fascicules du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 concernant le chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) et le chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) [A/64/6 (Sect. 28D)/Add.1 ; et A/64/6 (Sect. 33)/Add.1]. À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.

II. Chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui)

2. L'additif concernant le chapitre 28D contient de nouveaux éléments d'information venant appuyer la proposition du Secrétaire général d'allouer des ressources supplémentaires pour l'exercice biennal 2010-2011 [voir A/64/6 (Sect. 28D), par. 28D.22] afin de renforcer l'action du Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion lorsqu'il coordonne et appuie les activités de gestion des installations menées dans les différents lieux d'affectation et bureaux hors Siège. Il contient également une description des attributions qu'il est envisagé de confier au Siège pour la gestion des projets de construction et de rénovation exécutés dans les bureaux hors Siège.

3. Le Secrétaire général indique qu'un examen stratégique des installations de tous les bureaux hors Siège va être entrepris pour régler les problèmes de gestion des installations au niveau mondial, et servir de base à un plan d'équipement sur 20 ans dans chacun de ces bureaux [voir A/64/6 (Sect. 28D)/Add.1, par. 14 à 19]. Le Comité consultatif a été informé que les conclusions de cet examen orienteraient l'établissement des futures prévisions budgétaires.

4. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, le Comité consultatif a recommandé d'approuver les ressources supplémentaires demandées dans le projet de budget-programme original (voir A/64/7, chap. II, par. VIII.64), qui prévoit deux nouveaux postes : un P-5 pour un spécialiste hors classe de la gestion des biens immobiliers hors Siège et un P-2 pour un administrateur adjoint chargé de la gestion des biens immobiliers hors Siège. Dans son premier rapport (ibid., chap. I, par. 73), le Comité a formulé l'observation suivante :

Le Comité est d'avis que les modalités des fonctions de direction que doit exercer le Bureau des services centraux d'appui n'ont pas été suffisamment étudiées. En outre, un mécanisme approprié de coordination entre le Siège et les bureaux hors Siège devrait être mis en place. Le Comité reste convaincu que les dispositions régissant la planification, la gestion et le contrôle des projets de construction de nouvelles installations et des gros travaux d'entretien, ainsi que les procédures d'approbation de ces projets, doivent faire l'objet d'un examen approfondi. Il recommande de nouveau au Secrétaire général d'examiner ces dispositions et procédures en vue, entre autres, de clarifier les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes à ces projets.

Bien que cela ne soit pas expressément indiqué, le Comité consultatif considère que l'additif donne suite – en partie du moins – à cette recommandation.

5. Le Comité consultatif estime que les mesures énoncées dans l'additif représentent un pas dans la bonne direction. Il n'en considère pas moins nécessaire de préciser plus encore le rôle central de direction que le Bureau des services centraux d'appui doit jouer pour obtenir une vue d'ensemble des besoins et des priorités de l'Organisation concernant les projets de construction, les gros travaux d'entretien et la gestion globale des installations. Le Comité relève à l'alinéa *c* du paragraphe 11 de l'additif, par exemple, que le Bureau fournira des orientations et des conseils « à la demande des équipes locales de gestion de projets ». Or, à son sens, le Bureau doit jouer un rôle plus important, le circuit hiérarchique et les attributions doivent être définis de façon claire. Qui plus est, la responsabilité d'attribuer un rang de priorité aux besoins de l'ensemble de l'Organisation doit aussi être clairement définie pour que l'on puisse obtenir un tableau satisfaisant de la situation ainsi qu'une vision à long terme. Par ailleurs, notant qu'il est prévu d'entreprendre un examen stratégique des installations, le Comité souligne qu'un tel examen ne doit pas être un simple inventaire figé des problèmes mais bien plutôt être l'occasion de remédier à ces problèmes. Il souligne également qu'il importe de mettre à profit les enseignements tirés lors de la planification et de la mise en œuvre du plan-cadre d'équipement.

III. Chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien)

6. L'additif concernant le chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) [A/64/6 (Sect. 33)/Add.1] a été soumis en application du paragraphe 33.11 du projet de budget-programme, dans lequel le Secrétaire général a indiqué qu'il soumettrait à l'Assemblée générale durant sa soixante-quatrième session des propositions détaillées concernant le projet de remise en état et de modernisation du Palais des Nations à Genève (le « plan stratégique patrimonial »). Il répond également à la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que des renseignements sur les activités prévues au cours de la deuxième phase du projet soient communiqués à l'Assemblée lorsqu'elle examinerait le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (voir A/64/7, chap. II, par. XI.12). Le rapport du Secrétaire général est soumis dans un additif au fascicule du chapitre 33 du projet de budget-programme car la phase initiale d'évaluation n'a pas été menée à bien avant août 2009.

7. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 12 de l'additif, le plan proposé devrait se dérouler en trois temps : *a*) une phase initiale ; *b*) une phase de planification ; et *c*) une phase d'exécution. L'exécution de la première phase (qui prévoit un simple examen des problèmes structurels) a été financée au moyen de contributions volontaires et, comme on l'a vu plus haut, s'est achevée en août 2009. Un montant total de 1,1 million de dollars des États-Unis est prévu dans le projet de budget-programme [A/64/6 (Sect. 33)] au titre de la deuxième phase pour effectuer en 2010 une étude d'ingénierie approfondie qui servira de base à l'analyse et aux propositions concernant le plan de modernisation.

8. Le Comité consultatif a recommandé d'approuver le montant de 1,1 million de dollars demandé pour la deuxième phase (voir A/64/7, chap. II, par. XI.12). Les paragraphes 21 à 26 et le tableau correspondant de l'additif donnent la ventilation des ressources nécessaires. L'additif contient également un état préliminaire des problèmes relatifs à la structure et à l'infrastructure qui se posent actuellement et des propositions détaillées concernant la réalisation d'une étude technique approfondie ayant pour objet de mettre au point un plan d'exécution du projet n'entravant pas le bon fonctionnement du complexe. Les principaux résultats attendus de l'étude et tâches à accomplir dans ce cadre sont décrits aux paragraphes 16 et 17. Un rapport d'activité sera présenté à l'Assemblée générale durant sa soixante-cinquième session.

9. Le Comité consultatif a été informé qu'il n'était pas possible à ce stade de fournir une estimation préliminaire du montant total du projet. **Le Comité consultatif recommande à**

l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de suivre attentivement la situation et d'insérer dans le rapport qu'il lui présentera à sa soixante-cinquième session des renseignements sur tous faits nouveaux susceptibles, notamment, d'avoir des incidences financières.

IV. Conclusion

10. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prendre note des rapports figurant dans les documents A/64/6 (Sect. 28D)/Add.1 et A/64/6 (Sect. 33)/Add.1 et d'approuver les ressources demandées aux chapitres 28D et 33 du projet de budget-programme. Ce faisant, il tient à exprimer la préoccupation que lui inspire le précédent créé par la publication d'additifs au projet de budget-programme initial aux fins de justifier des propositions budgétaires. Le Comité comprend que, s'agissant en particulier du chapitre 33, de nouveaux éléments d'information essentiels pour l'examen des ressources demandées sont apparus, mais il n'en souligne pas moins que, sauf circonstances extraordinaires, c'est sur la base du projet de budget-programme initial que les décisions doivent être prises.

Document A/64/7/Add.12

Treizième rapport

Construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et à l'Office des Nations Unies à Nairobi

[Original : anglais]
[2 décembre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et à l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/64/486). Dans le cadre de cet examen, les membres du Comité se sont entretenus avec des représentants du Secrétaire général qui leur ont donné éclaircissements et précisions.

2. Le rapport du Secrétaire général est présenté en application des résolutions 56/270 et 63/263, en date des 27 mars 2002 et 24 décembre 2008 respectivement, dans lesquelles l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès accomplis dans la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique et à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Il fait également le point sur l'achèvement des travaux de construction de nouvelles installations de conférence au Centre international de Vienne et d'amélioration et de modernisation des installations de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi, projets qui sont tous les deux à présent achevés (ibid., annexes I et II).

Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba

3. Le Comité consultatif relève, aux paragraphes 12 à 16 du rapport du Secrétaire général, qu'une étude de gestion a été réalisée par le Sous-Secrétaire général chargé du plan-cadre d'équipement et le Directeur de la Division de la gestion des installations et des services commerciaux du Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion en février 2009 afin de donner suite aux préoccupations exprimées par l'Assemblée générale, dans sa résolution 63/263, au sujet de la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique. À l'issue de cette étude de gestion, un rapport de l'Équipe spéciale d'investigation concernant les achats a été porté à l'attention du Secrétariat. Compte tenu des conclusions qui y figuraient, les fournisseurs ayant répondu à l'appel d'offres lancé en vue de la construction de nouveaux locaux ont été suspendus et l'appel d'offres annulé. La Division des achats du Siège a alors procédé à une nouvelle étude de gestion. Sur la base des conclusions de cette dernière, ainsi que des recommandations du Bureau des services centraux d'appui, les arrangements suivants ont été mis en place :

a) Le personnel de projet relève maintenant directement du Directeur de la Division de l'administration de la Commission économique pour l'Afrique ;

b) Un poste de gestionnaire principal du projet a été créé et un candidat a déjà été sélectionné ;

c) L'équipe de projet sera renforcée grâce au recrutement de spécialistes du bâtiment, dont un planificateur professionnel et un ingénieur des travaux publics, deux agents des travaux publics et un assistant financier ;

d) Les ressources de la Section des achats de la Commission économique pour l'Afrique seront accrues et les appels d'offres en vue de la construction des nouveaux locaux continueront de passer par la Division des achats du Siège ;

e) Un conseiller technique indépendant relevant du Directeur de la Division de l'administration sera engagé ;

f) La Section de la gestion des installations de la Commission économique pour l'Afrique fournira les services d'un ingénieur électrotechnicien et d'un ingénieur mécanicien de la catégorie des administrateurs.

4. Le Comité consultatif a été informé que les ressources supplémentaires à prévoir au titre des postes seraient couvertes au moyen de la gestion des vacances de poste. **Le Comité consultatif compte que les nouveaux arrangements mis en place à l'issue des études susmentionnées permettront d'achever le projet de la construction dans les délais prévus.**

5. Comme indiqué aux paragraphes 23 et 24 du rapport du Secrétaire général, le retard pris dans l'exécution du projet est essentiellement dû à deux facteurs :

a) Toutes les soumissions reçues en septembre 2008 ayant été sensiblement plus élevées que le budget approuvé, il a fallu recourir à la procédure d'appel d'offres révisée ;

b) L'annulation de la procédure de passation des marchés en avril 2009 à la suite des conclusions du rapport de l'Équipe spéciale d'investigation a nécessité le lancement d'un nouvel appel d'offres.

6. Le nouveau dossier d'appel d'offres a été établi sous sa forme définitive et publié. Le Comité consultatif a été informé que, comme indiqué au paragraphe 19 du rapport du Secrétaire général, des représentants du Bureau des services centraux d'appui avaient participé à l'évaluation technique du nouvel appel d'offres révisé, achevée en novembre 2009. Le dernier calendrier d'exécution du projet indique décembre 2011 comme date d'achèvement des travaux de construction, suivie d'une période d'aménagement intérieur pouvant aller jusqu'à six mois.

7. Le coût estimatif total du projet demeure fixé à 14 333 100 dollars des États-Unis, sur la base du budget initial de 2001, corrigé pour tenir compte de l'inflation et des fluctuations monétaires enregistrées en 2005. Une présentation détaillée du coût estimatif du projet figure à l'annexe III du rapport du Secrétaire général.

8. Le Comité consultatif constate que, à l'issue des négociations menées avec les autorités du pays hôte, il a été décidé que la dispense du paiement de la TVA normalement prélevée sur les achats liés à la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux serait octroyée au moyen d'un système de bons. **Le Comité consultatif se félicite de cette décision.**

9. Le Comité consultatif a été informé que la mise en place d'une politique de stationnement payant avait été retardée du fait de plusieurs facteurs : a) des problèmes de sécurité ont entraîné une réduction de 20 % du nombre de places de stationnement ; b) l'exécution de divers projets de contrôle des accès a temporairement bloqué l'accès à plusieurs entrées du complexe et à certaines places de stationnement ; et c) les négociations avec les syndicats représentant le personnel de plusieurs programmes et organismes des Nations Unies dans l'enceinte de la Commission économique pour l'Afrique n'ont pas encore abouti. Le Comité a en outre été informé que la Commission avait établi un comité consultatif pour le complexe, qui affine actuellement la politique de stationnement, et que les négociations avec les représentants des syndicats se poursuivaient. **Le Comité consultatif compte que ce problème sera promptement résolu.**

Office des Nations Unies à Nairobi

10. En février 2009, le Sous-Secrétaire général chargé du plan-cadre d'équipement et le Directeur de la Division de la gestion des installations et des services commerciaux du Bureau des services centraux d'appui ont effectué une étude de gestion du projet de construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à l'Office des Nations Unies à Nairobi. À l'issue de cette étude, il a notamment été recommandé de :

a) Renforcer l'équipe locale de gestion du projet ;

b) Former un groupe de travail constitué de hauts fonctionnaires représentant l'Office, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour les

établissements humains, chargé de fournir des avis techniques indépendants au Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi au sujet du projet de construction ;

c) Doter l'équipe locale de gestion du projet d'un commis des travaux et d'autres techniciens relevant du directeur de projet ;

d) Engager un consultant technique indépendant relevant directement du groupe de travail.

11. Comme indiqué aux paragraphes 31 et 32 du rapport du Secrétaire général, l'Office des Nations Unies à Nairobi et le Bureau des services centraux d'appui ont approuvé ces recommandations. Le Bureau continue d'aider directement l'Office en lui fournissant avis et conseils lors de téléconférences et de vidéoconférences ; toutefois, l'équipe locale de projet est responsable de la gestion du projet. Des représentants du Bureau ont également participé à l'évaluation technique des soumissions reçues pour la construction. De plus, le Bureau procèdera aux évaluations périodiques des travaux de construction qu'il jugera judicieuses pour déterminer l'état d'avancement du projet pendant toute sa durée.

12. Un contrat de construction d'un montant total de 17,4 millions de dollars, soit environ 230 000 dollars de plus que le montant estimatif initial, a été signé le 3 avril 2009. Le surcoût sera financé au moyen du fonds pour imprévus approuvé. Un état détaillé figure au tableau 3 du rapport du Secrétaire général.

13. Le projet devrait être achevé à la fin de 2010 au plus tard, comme initialement prévu. Les aménagements intérieurs sont censés démarrer dans le courant du premier semestre de 2011 et les nouveaux locaux devraient être entièrement occupés à compter de la mi-2011. **Le Comité consultatif se félicite de l'état d'avancement du projet.**

Conclusion

14. **Le Comité consultatif souligne que, s'agissant de l'exécution des projets de construction à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et à l'Office des Nations Unies à Nairobi, il convient de mettre à profit les enseignements tirés de la planification et de la mise en œuvre du plan-cadre d'équipement. Il recommande à l'Assemblée générale de prendre note du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis, tel qu'il figure dans le document A/64/486.**

Document A/64/7/Add.13

Quatorzième rapport

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

[Original : anglais]
[11 décembre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (A/64/349 et Add.1 à 5). À l'occasion de cet examen, il a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des renseignements et des précisions supplémentaires.

2. Le Comité consultatif rappelle que dans sa résolution 63/266 du 24 décembre 2008 sur l'esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, l'Assemblée générale a autorisé l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 sur la base d'une estimation préliminaire des ressources d'un montant de 4 871 048 700 dollars des États-Unis, dont un montant de 776 266 800 dollars pour couvrir les dépenses relatives aux missions politiques spéciales ayant trait à la paix et à la sécurité dont on pense qu'elles seront reconduites ou approuvées au cours de l'exercice biennal. L'esquisse budgétaire prévoyait également un montant de 52 661 600 dollars représentant les besoins estimés à la suite de l'adoption par l'Assemblée de la résolution 63/250, en date du 24 décembre 2008, sur l'harmonisation des conditions d'emploi, qui a une incidence sur les missions politiques spéciales. Le montant total des ressources demandées pour les missions politiques spéciales dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève donc à 828 928 400 dollars. Le Comité note que, selon le rapport du Secrétaire général, les prévisions de dépenses révisées pour les missions politiques spéciales pendant l'exercice biennal 2010-2011 s'établissent à 1 148 739 700 dollars (voir A/64/349, annexe III; voir également le paragraphe 5 du présent document).

3. Dans son rapport (A/64/349), le Secrétaire général présente les propositions de ressources nécessaires pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 concernant les 27 missions politiques spéciales autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité. Les prévisions ont trait à 26 bureaux politiques, missions de consolidation de la paix et groupes de surveillance des sanctions autorisés par le Conseil de sécurité et à une mission politique autorisée par l'Assemblée. À propos de cette dernière, le Comité consultatif rappelle que les ressources relatives aux travaux du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar ont été présentées à l'Assemblée dans un état des incidences sur le budget-programme; elles figurent également dans le rapport du Secrétaire général, conformément à la demande du Comité selon laquelle les rapports sur le financement des missions politiques spéciales devraient indiquer le montant global des dépenses prévues pour l'ensemble de ces missions.

4. Au paragraphe 81 de son rapport, le Secrétaire général propose que l'Assemblée générale approuve les budgets prévus pour les 27 missions politiques spéciales pour la période s'achevant en décembre 2010, soit un montant total net de 599 526 500 dollars et impute un montant équivalent sur le crédit prévu pour les missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Le Secrétaire général propose également que l'Assemblée autorise l'ouverture d'un crédit d'un montant de 5 millions de dollars pour la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), au titre

du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien), pour entreprendre les études préalables à la construction d'un centre intégré des Nations Unies à Bagdad. **Les recommandations du Comité consultatif concernant les ressources des missions politiques spéciales figurent à la section III du présent document. La recommandation sur la demande du Secrétaire général concernant l'autorisation d'ouverture d'un crédit qui sera consacré au centre intégré est exposée au paragraphe 180 et à l'alinéa c du paragraphe 181 du présent document. On trouvera également des considérations générales et des recommandations à la section II du présent document.**

II. Considérations générales et recommandations

Questions transversales

5. Le Comité consultatif note que les crédits ouverts pour les missions politiques spéciales ont augmenté progressivement entre 2002 (93 556 200 dollars) et 2009 (439 785 500 dollars). En ce qui concerne les prévisions de dépenses pour 2010, le Comité souligne que si l'Assemblée générale approuve le crédit de 599 526 500 dollars proposé par le Secrétaire général, le montant inscrit au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 pour les missions politiques spéciales serait ramené à 229,4 millions de dollars en 2011. De plus, comme noté au paragraphe 2 du présent document, en application de la résolution 63/266 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a fait figurer dans son rapport une estimation du montant total du budget des missions politiques spéciales pour l'exercice biennal 2010-2011, qui pourrait atteindre quelque 1 148 739 700 dollars, soit 319 811 300 dollars de plus que le montant demandé pour celles-ci dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (voir A/64/349, par. 78 et annexe III).

6. Les ressources demandées pour les missions politiques spéciales (828 928 400 dollars) représentent quelque 17 % du montant total du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Le Comité consultatif souligne que l'ampleur et l'élasticité des ressources demandées pour les missions politiques spéciales faussent l'image que l'on peut se former du budget ordinaire d'un exercice biennal à un autre et compliquent l'analyse de l'évolution du reste du budget.

7. **Le Comité consultatif rappelle sa recommandation selon laquelle les projets de budget doivent comporter les renseignements voulus sur les résultats obtenus dans le passé, afin de lui permettre d'analyser les besoins futurs (A/63/593, par. 10).** Il note que le Secrétaire général, dans son rapport, a indiqué qu'en application de cette recommandation, le projet de budget pour 2010 faisait état de renseignements sur l'exécution des programmes des missions politiques spéciales pour l'exercice biennal 2008-2009 (A/64/349, par. 8). **Le Comité consultatif note cet effort, mais estime que les renseignements sur l'exécution des programmes manquent encore de clarté et de précision en ce qui concerne les résultats obtenus. Il constate aussi l'absence d'une partie consacrée à l'exécution du budget de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en 2008-2009; les rares renseignements sur l'exécution du budget de cette mission sont dispersés dans les parties portant sur l'analyse des variations. De même, le rapport sur l'exécution du budget biennal de l'Organisation des Nations Unies ne donne guère que des données financières sur les missions politiques spéciales. Le Comité souligne qu'il est vain de disposer d'un budget véritablement axé sur les résultats si cela ne va pas de pair avec des données solides sur l'exécution budgétaire et une analyse approfondie. Le descriptif des résultats de la plupart des missions permet certes d'en savoir plus sur la situation qui règne dans les zones de mission, mais ne facilite pas l'évaluation des progrès accomplis puisqu'il fait la plupart du temps l'impasse sur les indicateurs de succès retenus dans les budgets. Le Comité recommande donc qu'à partir du prochain cycle budgétaire, le Secrétariat fournisse des renseignements plus systématiques et détaillés sur l'exécution du budget, en particulier pour les missions les plus importantes, telles que la MANUA et la MANUI qui ensemble représentent près de 67 % des ressources demandées pour les missions politiques spéciales en 2010.**

8. Le Comité consultatif s'intéresse également à la coordination des missions politiques spéciales au Siège et sur le terrain, afin de tirer parti des effets de synergie et de multiplier autant que possible la portée de l'action des organismes des Nations Unies sur le terrain. Le Comité note les efforts du Secrétaire général visant à faire figurer des renseignements sur la coopération et la coordination avec d'autres entités des Nations Unies dans les projets de budget des missions politiques spéciales, mais estime qu'il faudrait rendre compte expressément des résultats donnés par la coordination, notamment des économies réalisées.

9. Le Comité consultatif continue de penser que les cadres de budgétisation axée sur les résultats de certaines missions méritent d'être affinés et réaffirme qu'il faut veiller à ce que les indicateurs de succès soient spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps et correspondent clairement aux fonctions et responsabilités de la mission, et non à celles des gouvernements et des institutions, fonds et programmes des Nations Unies, afin de préciser ce qui incombe à la mission et ce qui échappe à son contrôle (ibid., par. 9).

10. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général fournit fréquemment des renseignements administratifs et budgétaires sur les différentes missions au Conseil de sécurité et comprend bien qu'il s'agit par là de faciliter la prise de décisions par le Conseil sur les mandats politiques. Il faut cependant veiller à respecter les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, qui prévoient que l'Assemblée examine et approuve le budget de l'Organisation. Le fait que le Secrétaire général communique des données administratives et budgétaires au Conseil ne doit pas être interprété par le Secrétariat comme préjugant en aucune manière de la décision que l'Assemblée prendra quant aux aspects administratifs, budgétaires et structurels des missions.

Règles en matière de communication de rapports concernant les missions politiques spéciales découlant de la résolution 63/261 de l'Assemblée générale, relative au renforcement du Département des affaires politiques

11. À la section II de son rapport, le Secrétaire général répond aux recommandations faites par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/261 du 24 décembre 2008 et aux conclusions et recommandations formulées par le Comité consultatif dans son rapport sur le renforcement du Département des affaires politiques (A/62/7/Add.1-40, document A/62/7/Add.32) et dans son rapport sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales pour 2009 (A/63/593). Il aborde plus précisément les points suivants :

a) Les critères retenus aux fins de la création d'une mission politique spéciale (par. 15 à 22);

b) La justification des différentes modalités et structures proposées, notamment des différents rôles, fonctions et activités de planification qu'elles recouvrent. Le Secrétaire général s'intéresse en particulier à l'intégration, aux bureaux intégrés pour la consolidation de la paix, aux bureaux politiques régionaux, aux missions d'assistance et à d'autres types d'activités sur le terrain (par. 23 à 45);

c) Les moyens disponibles pour examiner les activités, les principaux objectifs et les résultats d'ensemble des missions politiques spéciales, y compris les dispositifs ou critères permettant de recommander de mettre fin à une mission politique spéciale (par. 46 à 59);

d) L'exploitation des enseignements recueillis, que ce soit lors de l'élaboration des futures propositions ou dans la gestion des missions politiques spéciales actuelles (par. 60 à 62);

e) Les possibilités de synergies et de complémentarités entre les missions politiques spéciales et au sein du Secrétariat (par. 63 et 64);

f) Le soutien et le financement de l'appui du Siège aux missions politiques spéciales, y compris le rôle du Département des affaires politiques et l'amélioration du soutien (par. 65 à 70).

12. Le Comité consultatif note les mesures prises par le Secrétaire général pour répondre à ses demandes et à celles de l'Assemblée générale. Il compte que le Secrétaire général

continuera de donner suite aux idées exprimées et de faire rapport sur la question dans les prochains projets de budget des missions politiques spéciales. À cet égard, le Comité a présenté brièvement ci-après un certain nombre de questions qui méritent d'être approfondies.

13. Le Comité consultatif prend note de l'information relative aux critères retenus aux fins de la création d'une mission politique spéciale et de celle concernant la notion de « département chef de file » ainsi que des raisons qui président au regroupement des missions par catégories thématiques. Comme indiqué au paragraphe 16 du rapport du Secrétaire général, ce que l'on appelle habituellement « missions politiques spéciales » recouvre les activités des envoyés spéciaux et personnels ainsi que des conseillers spéciaux du Secrétaire général, l'appui aux comités des sanctions et aux comités de contrôle, les bureaux politiques et de consolidation de la paix intégrés et régionaux de petite taille ou de taille moyenne ainsi que les missions d'assistance dont le mandat peut être considéré comme essentiellement politique. Les mandats des missions sont établis soit par le Conseil de sécurité soit par l'Assemblée générale. De plus, en vertu de l'Article 99 de la Charte des Nations Unies, le Secrétaire général peut attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Comme indiqué aux paragraphes 23 et 24 du rapport, l'organe délibérant qui a donné le mandat peut préciser le type de la mission et le Secrétaire général est chargé d'assurer la mise en œuvre du mandat sur la base d'une évaluation détaillée des besoins concrets, des données d'expérience et des enseignements tirés. Il lui appartient également de désigner les départements chefs de file pour telle ou telle activité. **Le Comité consultatif apprécie à sa juste valeur les renseignements fournis, mais estime qu'il faut expliquer plus clairement les raisons qui poussent par exemple à choisir tel ou tel type de mission, la portée des activités et la taille de la mission ainsi que le département chef de file.**

14. Le Comité consultatif craint que le Secrétaire général ne s'appuie pas sur des critères formels pour déterminer le type de présence des Nations Unies à déployer dans différentes parties du monde. Ainsi, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale a été initialement créé pour une période d'un an pour faire suite au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan, puis transformé en mission politique spéciale dans le contexte de la création de réseaux régionaux. Dans son rapport sur les prévisions révisées relatives au renforcement du Département des affaires politiques (A/62/7/Add.1-40, document A/62/7/Add.32, par. 23), le Comité a pris note de la démarche régionale qui était proposée en ce qui concernait la diplomatie préventive et la médiation, mais a estimé qu'il fallait éviter toute approche fragmentée. De par leur nature, les missions politiques spéciales devraient avoir une durée limitée et toute prorogation et modification de leur mandat devraient être examinées régulièrement par les organes délibérants. Par ailleurs, lorsque les opérations de maintien de la paix sont transformées en missions politiques spéciales et deviennent des bureaux de consolidation de la paix, une réflexion d'ensemble semble faire défaut pour décider à quelle entité du Secrétariat (Département des affaires politiques, Département des opérations de maintien de la paix ou Bureau d'appui à la consolidation de la paix) confier les activités de consolidation de la paix. Le Comité escompte que ces points seront réglés dans le cadre de l'évaluation de la gestion des activités financées au moyen des crédits réservés aux missions politiques spéciales dont il est question au paragraphe 20 du présent document.

15. Les paragraphes 51 et 52 du rapport du Secrétaire général décrivent la procédure de décision relative à la prorogation du mandat des missions, à la transition et à l'achèvement des missions. Se fondant sur les conclusions des consultations menées avec les différentes parties, le Secrétariat, dans un rapport du Secrétaire général, formule une recommandation sur la manière dont la mission a exercé son mandat ou sur la nécessité pour elle de poursuivre son action. C'est sur la base de ce rapport que le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale se prononcent quant au lancement d'une phase de transition ou à l'achèvement de la mission. Ainsi que l'indique le Secrétaire général, la transition d'une opération de maintien de la paix à un bureau de consolidation de la paix, d'une petite mission politique à une mission intégrée ou d'un envoyé ou bureau de consolidation de la paix à une opération de maintien de la paix est largement déterminée

par le mandat, par l'avis du Conseil de sécurité et des autres parties compétentes en ce qui concerne la réalisation des principaux objectifs et par les résultats d'une évaluation stratégique.

16. Le Comité consultatif constate que d'après le paragraphe 24 du rapport, le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont commencé à élaborer des procédures opérationnelles permanentes concernant le démarrage des missions, le passage d'un type de mission à un autre et la liquidation des missions. **Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général accélérera la mise au point des procédures et fera rapport à l'Assemblée générale sur la question.**

17. Les paragraphes 35 à 39 du rapport sont consacrés à l'intégration et à la création récente de bureaux intégrés pour la consolidation de la paix. En 2008, le Secrétaire général a élaboré une politique concernant l'intégration des missions. Cette politique réaffirme que l'intégration est un principe directeur dans les situations de conflit et les situations d'après conflit lorsque l'Organisation dispose d'une équipe de pays et d'une mission politique sur le terrain ou d'une opération de maintien de la paix multidimensionnelle. La politique exige notamment des capacités d'analyse et de planification communes ainsi qu'un cadre stratégique intégré qui devrait à la fois tenir compte et s'inspirer de tous les autres instruments de planification, de programmation et de budgétisation des Nations Unies. Les bureaux intégrés pour la consolidation de la paix sont apparus récemment – le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL) a été créé en 2008 et il a été demandé aux missions politiques en Guinée-Bissau et en République centrafricaine de se transformer en bureaux intégrés pour la consolidation de la paix en 2010. **De l'avis du Comité consultatif, il faut établir des points de référence permettant de mesurer les progrès accomplis et une stratégie de réduction de la taille des missions pour ces bureaux de consolidation de la paix et pour d'autres bureaux. Il convient aussi d'envisager la possibilité d'utiliser le Fonds pour la consolidation de la paix de façon complémentaire afin d'aider les missions intégrées à parvenir à leurs objectifs. Il faut également tenir des consultations approfondies tant sur le terrain avec l'équipe de pays qu'au Siège.**

18. Comme indiqué au paragraphe 63 du rapport, le Département de l'appui aux missions est l'un des partenaires principaux du Département des affaires politiques et du Département des opérations de maintien de la paix en ce qui concerne les activités sur le terrain. Le Secrétaire général a fait savoir que pour clarifier les rôles, les responsabilités et les attentes du Département de l'appui aux missions et du Département des affaires politiques, le Secrétariat mettait la dernière main à un accord de prestation de services de nature à améliorer la qualité, la fiabilité et la prévisibilité des services fournis. **Le Comité consultatif souligne qu'il importe de mettre la dernière main à cet accord sans tarder. Toutefois, étant donné la gamme d'activités dont s'occupent les missions politiques spéciales et la nécessité de garder une certaine souplesse, il met en garde contre la création d'un modèle qui reposerait par trop sur les enseignements tirés de l'expérience des missions de maintien de la paix.**

19. Le Comité consultatif constate que d'après le paragraphe 62 du rapport, le Département des affaires politiques a entrepris de se doter d'une stratégie de recueil des enseignements et d'échange des connaissances, s'inspirant pour ce faire du mécanisme établi par le Département des opérations de maintien de la paix. **Le Comité consultatif prie le Secrétaire général de rendre compte des progrès accomplis dans son prochain rapport sur le financement des missions politiques spéciales et notamment de décrire de façon générale les enseignements tirés et l'application qui en a été faite.**

20. Les paragraphes 65 à 70 du rapport du Secrétaire général sont consacrés à la question du soutien et du financement de l'appui du Siège aux missions politiques spéciales. Le Comité consultatif note qu'en réponse à ses propres recommandations et à celles du Bureau des services de contrôle interne, le Secrétariat a pris des mesures afin d'améliorer le soutien donné aux missions par le Département des affaires politiques. Au paragraphe 70, le Secrétaire général signale que le soutien accordé aux missions politiques spéciales par le Département de la gestion et d'autres services du Secrétariat a gagné en importance à mesure que les missions étaient plus nombreuses et plus complexes. En conséquence, il est envisagé d'évaluer les statistiques relatives

à la charge de travail liée à la gestion des activités financées au moyen des ressources du budget ordinaire qui sont consacrées aux missions politiques spéciales, en se fondant, en tant que de besoin, sur toutes les activités qui sont actuellement menées en soutien au maintien de la paix. **Dans ce contexte, le Comité consultatif met en garde encore une fois contre l'utilisation d'un modèle qui suivrait de trop près les enseignements tirés de l'expérience des opérations de maintien de la paix (voir par. 18 du présent document). Il souligne également la nécessité d'intensifier la coordination et le soutien entre les présences des Nations Unies dans la même région.** Le Comité prend note du fait qu'il sera rendu compte des résultats de l'évaluation dans les propositions budgétaires relatives aux missions politiques spéciales pour 2011.

III. Recommandations détaillées concernant les prévisions de dépenses

21. Les propositions du Secrétaire général relatives aux missions politiques spéciales sont présentées par groupes thématiques, tandis que les budgets des missions plus importantes, à savoir la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, font l'objet d'additifs distincts en raison de leur complexité :

a) Groupe thématique I : envoyés spéciaux ou personnels et conseillers spéciaux du Secrétaire général (voir A/64/349/Add.1 ; et par. 27 à 41 du présent document) ;

b) Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts (voir A/64/349/Add.2 ; et par. 42 à 57 du présent document) ;

c) Groupe thématique III : bureaux des Nations Unies, bureaux d'appui à la consolidation de la paix, bureaux intégrés et commissions (voir A/64/349/Add.3 ; et par. 58 à 123 du présent document) ;

d) Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (voir A/64/349/Add.4 ; et par. 124 à 155 du présent document) ;

e) Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (voir A/64/349/Add.5 ; et par. 156 à 180 du présent document).

22. Les prévisions de dépenses afférentes aux activités des 27 missions politiques spéciales en 2010 sont récapitulées dans le tableau 1 du rapport du Secrétaire général (A/64/349), avec indication des mandats et de leur date d'expiration. Le Comité consultatif constate que, sur les 27 missions, 9 ont un mandat de durée indéterminée ; 1 a un mandat venant à expiration le 25 avril 2011 ; 10 ont des mandats venant à expiration entre janvier et décembre 2010 ; 1 est actuellement à l'examen devant l'Assemblée générale ; et 6 ont des mandats venant à expiration le 31 décembre 2009. Comme il est indiqué dans le rapport, l'hypothèse retenue est que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité prorogeront les mandats pour des durées analogues à celles approuvées pour 2009 et 2010. À ce propos, le Comité a été informé que, depuis l'établissement du rapport du Secrétaire général, le Conseil de sécurité avait prorogé les mandats du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire jusqu'au 31 octobre 2010 [résolution 1893 (2009) du 29 octobre 2009] et celui du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo jusqu'au 30 novembre 2010 [résolution 1896 (2009) du 30 novembre 2009].

23. Le Comité consultatif note que les prévisions de dépenses des 27 missions pour 2010 indiquées dans le rapport du Secrétaire général tiennent compte du fait que les mandats de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur et de la Commission d'enquête internationale indépendante ont été intégralement liquidés au 30 juin 2009. Elles tiennent également compte du fait que le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS) sera liquidé le 31 décembre 2009 et transformé en Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) à compter du 1^{er} janvier 2010, ainsi que de l'achèvement du mandat du Conseil international consultatif et de contrôle au 31 décembre 2009. Il convient également de noter que le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République

centrafricaine (BONUCA) a été transformé en Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA).

24. Le montant brut des dépenses prévues pour l'ensemble de ces missions pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 s'élève à 637 320 600 dollars (montant net : 599 526 500 dollars); les ressources nécessaires pour les deux missions les plus importantes représentent la plus grande part des crédits demandés : la MANUA compte pour 40,4 % et la MANUI pour 26,5 %. Le Comité consultatif note que le montant total des ressources approuvées pour l'exercice biennal 2008-2009 s'élevant à 879 849 800 dollars et celui des dépenses étant estimé à 876 736 400 dollars, on devrait disposer à la fin de 2009 d'un solde inutilisé de 3 113 400 dollars.

25. Le Secrétaire général prévoit au total 5 286 postes pour 2010, contre 4 691 approuvés en 2009. Les deux missions les plus importantes, la MANUA et la MANUI, comptent à elles seules pour 3 892 postes, soit 74 % du nombre total de postes proposés pour 2010 (ibid., tableau 3). L'augmentation nette de 595 postes s'explique par les suppressions de postes découlant de la liquidation effective ou prévue de plusieurs missions et de la conversion de missions en autres opérations, et par l'augmentation du nombre de postes nécessaires au titre des groupes thématiques I (15 postes supplémentaires), II (7 postes supplémentaires) et III (104 postes supplémentaires), ainsi que par la proposition tendant à accroître l'effectif de la MANUA (818 postes) et la diminution de l'effectif de la MANUI (suppression de 2 postes). Le cas échéant, des informations et recommandations détaillées sont fournies ci-après.

26. Le Comité consultatif s'est enquis des prévisions de dépenses en vue de la location de locaux pour les différentes missions politiques spéciales relevant des groupes thématiques I et II pour 2010 (voir par. 40 et 56 du présent document). Il a été informé que les locaux à usage de bureaux pour le personnel en poste dans les missions politiques spéciales administrées par le Département des affaires politiques n'avaient pas été pris en compte dans le contexte du déménagement du Département prévu dans le plan-cadre d'équipement. Il en résulte que des crédits d'un montant de 128 700 dollars sont désormais demandés dans le projet de budget de certaines des missions en question pour couvrir les dépenses à prévoir, dans le cadre de leur déménagement, aux fins de la location et de la rénovation de locaux, selon que de besoin. **Le Comité consultatif regrette que ces dépenses n'aient pas été prises en compte lors de la recherche de solutions pour trouver des locaux à l'usage du Département des affaires politiques pendant l'exécution du plan-cadre d'équipement.**

A. Groupe thématique I : envoyés spéciaux ou personnels et conseillers spéciaux du Secrétaire général

27. Les prévisions de dépenses pour 2010 au titre du groupe thématique I (10 646 200 dollars, soit 1,8 % du montant total des ressources demandées) se rapportent à six missions politiques spéciales, qui incluent les envoyés spéciaux ou personnels et les conseillers spéciaux du Secrétaire général. Le Comité consultatif constate que le projet de budget pour le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, précédemment inclus dans ce groupe thématique, est désormais présenté au titre du groupe thématique III. Le tableau ci-dessous indique, pour chaque mission, les dépenses prévues pour le groupe thématique I du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009, et les dépenses prévues pour 2010, par rapport au montant total des prévisions de dépenses pour 2009.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) - (6)
Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	1 368,0	1 364,8	3,2	1 159,1	2,3	753,2	405,9
Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	5 228,5	3 172,7	2 055,8	3 279,2	—	3 603,2	(324,0)
Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	2 475,8	2 453,9	21,9	1 780,2	0,5	1 332,5	447,7
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	1 213,8	495,4	718,4	690,7	1,1	628,4	62,3
Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	1 542,6	1 198,4	344,2	695,0	—	852,0	(157,0)
Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	—	—	—	3 042,0	27,1	—	3 042,0
Total	11 828,7	8 685,2	3 143,5	10 646,2	31,0	7 169,3	3 476,9

28. Le Comité consultatif note qu'un crédit d'un montant de 11 828 700 dollars a été ouvert pour les missions politiques spéciales du groupe thématique I pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009. Le montant estimatif des dépenses, jusqu'au 31 décembre 2009, s'établit à 8 685 200 dollars. L'écart de 3 143 500 dollars est essentiellement dû à la réduction des dépenses prévues pour les activités du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre (2 055 800 dollars), du fait d'un taux de vacance de postes supérieur aux prévisions et d'une réduction des dépenses opérationnelles, une partie du soutien logistique prévu au budget étant fourni par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP). Le montant estimatif du solde inutilisé au titre de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental (718 400 dollars) est dû au fait que le poste d'envoyé personnel est resté vacant d'août à décembre 2008, ce qui s'est traduit par une réduction du nombre de réunions, voyages et autres activités officielles du Bureau.

29. Le montant total des crédits prévus pour 2010 au titre du groupe thématique I, soit 10 646 200 dollars, représente une augmentation de 3 476 900 dollars par rapport au montant des crédits approuvés en 2009, à savoir 7 169 300 dollars. Cet écart est essentiellement dû à l'inclusion des dépenses à prévoir pour les activités de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, comme il ressort du tableau ci-dessus. Le Comité consultatif rappelle que les ressources prévues au titre du Bureau de l'Envoyé spécial ont été inscrites au budget de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) pour la période de six mois allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2009. Il a été indiqué au Comité que, pour la période allant de novembre 2008 à juin 2009, des dépenses d'un montant de 808 765 dollars avaient été financées par prélèvement sur le budget de la MONUC approuvé pour 2008/09. À compter du 1^{er} janvier 2010, les dépenses seront financées au moyen des crédits ouverts pour les missions politiques spéciales, les fonctions de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs et les activités de son Bureau s'apparentant davantage à celles des missions politiques spéciales (voir également A/63/746/Add.16, par. 48). S'agissant du budget du Bureau

de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, présenté dans le rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.1), le montant de 3 042 000 dollars prévu pour 2010 permettra de couvrir 1 221 400 dollars de dépenses au titre du personnel civil liées à la création de 14 postes, ainsi que 1 820 600 dollars de dépenses opérationnelles. Pendant les auditions, le Comité s'est enquis des progrès récemment accomplis dans l'exécution du mandat de la Mission sur la voie de l'instauration de la paix dans l'est de la République démocratique du Congo. Il a été informé qu'au moment de l'établissement du projet de budget pour 2010, il était prévu que la phase de négociation demeure active pendant un certain temps. Or, des progrès ont été constatés et la phase de mise en œuvre a commencé.

30. Le Comité consultatif a en outre été informé du fait que, vu les succès remportés, l'Envoyé spécial avait examiné l'avenir de son mandat avec le Secrétaire général, ainsi qu'avec le Conseil de sécurité, le 9 novembre, et confirmé son intention de ne plus s'engager directement dans le processus de médiation, tout en restant à disposition en cas de revirement de situation. L'Envoyé spécial compte transmettre le même message aux chefs d'État de la région des Grands Lacs à l'occasion du Sommet de l'Union africaine, qui se tiendra à Addis-Abeba en janvier/ février 2010. Auparavant, conformément à la pratique établie, le Conseiller spécial principal conduira une petite équipe de représentants du Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs à Nairobi pour évaluer, en collaboration avec les parties en présence en République démocratique du Congo, les progrès accomplis. Cette mission d'évaluation aura lieu à la mi-décembre et pourrait donner suite à une nouvelle mission en janvier. L'Envoyé spécial a également fait savoir au Conseil de sécurité que la situation demeurait précaire et devait encore faire l'objet d'une surveillance étroite, ce qui signifiait que son bureau de Nairobi aurait non seulement besoin de moyens pour continuer à surveiller les progrès pendant un certain temps, mais devrait aussi être doté d'un mécanisme pour exercer ce contrôle et les activités de suivi à prévoir.

31. Le Comité consultatif a donc été informé que, pour continuer de fournir à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs le soutien nécessaire jusqu'à la fin du processus de médiation active, il était proposé de ramener de 12 à 6 mois la période correspondant aux crédits demandés pour 2010 au titre du Bureau de l'Envoyé spécial dans le rapport du Secrétaire général. Il en découle que les prévisions de dépenses pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010 sont estimées à 1 534 600 dollars (soit une réduction de 1 507 400 dollars) dont 611 000 dollars pour les dépenses prévues au titre du personnel civil et 923 600 dollars pour les dépenses opérationnelles.

32. Le tableau ci-après indique, pour les missions relevant du groupe thématique I, les postes approuvés pour 2009, les postes vacants au 31 octobre 2009 et les propositions du Secrétaire général pour 2010.

<i>Mission</i>	<i>Postes approuvés pour 2009</i>	<i>Postes vacants</i>	<i>Postes proposés pour 2010</i>	<i>Postes nouveaux</i>	<i>Postes supprimés</i>	<i>Postes reclassés</i>
Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	3 [1 SGA, 1 P-4, 1 G(AC)]	—	5 [1 SGA, 2 P-4, 1 P-3, 1 G(AC)]	2 (1 P-4, 1 P-3)	—	—
Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	20 (1 SGA, 1 D-1, 4 P-5, 5 P-4, 2 SM, 4 G(AC), 3 AL)	1 (1 P-5)	19 (1 SGA, 1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 2 SM, 4 G(AC), 3 AL)	—	1 (1 P-5)	—

<i>Mission</i>	<i>Postes approuvés pour 2009</i>	<i>Postes vacants</i>	<i>Postes proposés pour 2010</i>	<i>Postes nouveaux</i>	<i>Postes supprimés</i>	<i>Postes reclassés</i>
Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	6 (1 SGA, 2 P-4, 1 P-3, 2 G(AC))	–	6 [1 SGA, 2 P-4, 1 P-3, 2 G(AC)]	–	–	–
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	1 (1 SGA)	–	1 (1 SGA)	–	–	–
Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	3 [1 SGA, 1 P-4, 1 G(AC)]	–	3 (1 SGA, 1 P-4, 1 G(AC))	–	–	–
Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	–	–	14 (1 SGA, 1 SSG, 2 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 3 SM, 4 AL)	14 (1 SGA, 1 SSG, 2 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 3 SM, 4 AL)	–	–

Abréviations : SGA = secrétaire général adjoint ; SSG = sous-secrétaire général ; SM = Service mobile ; G(AC) = agent des services généraux (Autres classes) ; AL = agent local.

Observations et recommandations concernant les postes

Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar

33. Deux nouveaux postes de spécialiste des questions politiques (postes de temporaire) [1 P-4 et 1 P-3] sont demandés pour augmenter les capacités du fait de l'évolution de la situation au Myanmar et de l'intensification nécessaire de l'action du Conseiller spécial en vue de la tenue d'élections en 2010. Le titulaire du poste P-4 serait chargé de suivre la situation dans le domaine économique et social et en matière de gouvernance, ainsi que d'étudier les causes premières de la situation politique, en établissant des documents d'analyse, d'orientation et de stratégie et des descriptifs de projet et en assurant la liaison avec le coordonnateur résident et l'équipe de pays en vue d'assurer une approche cohérente et coordonnée. Le titulaire du poste P-3 serait chargé de suivre la situation dans le domaine des droits de l'homme et les faits nouveaux en la matière, en étroite coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les deux postes de spécialiste des questions politiques (postes de temporaire) [1 P-4 et 1 P-3] demandés.**

Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs

34. Le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 63/291 du 30 juin 2009, l'Assemblée générale avait décidé d'approuver la création de 16 postes de temporaire au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, pour une durée de six mois dans le cadre du budget de la MONUC (voir par. 29 du présent document). Dans son rapport, le Secrétaire général propose de créer les 14 postes de temporaire ci-après au Bureau de l'Envoyé spécial :

a) Services organiques fonctionnels (huit postes de temporaire) : l'Envoyé spécial du Secrétaire général (Secrétaire général adjoint) ; le conseiller spécial hors classe et chef de bureau (Sous-Secrétaire général) ; l'assistant spécial de l'Envoyé spécial (P-5) ; un chef du personnel (P-5) ; un spécialiste des affaires politiques et assistant spécial hors classe du conseiller spécial hors classe (P-4) ; un spécialiste des affaires politiques chargé de l'établissement des rapports (P-3) ; un assistant personnel de l'Envoyé spécial (agent du Service mobile) ; et un assistant administratif (agent du Service mobile) ;

b) Service de sécurité (deux postes de temporaire) : un responsable de la coordination de la protection et des mesures de sécurité (P-3), et un chef d'équipe pour la protection rapprochée (agent du Service mobile);

c) Services d'administration [quatre postes de temporaire (agent local)] : un assistant administratif et trois chauffeurs.

35. La variation du nombre de postes de temporaire qu'il est proposé de créer est due à la suppression de deux postes – un poste d'assistant administratif (agent du Service mobile) et un de chauffeur (agent local) qui n'ont pas fait l'objet d'une demande d'inscription au budget pour 2010. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que 9 des 14 postes susmentionnés étaient déjà pourvus (1 poste de secrétaire général adjoint, 1 poste de sous-secrétaire général, 1 poste d'administrateur P-5, 2 postes d'agent du Service mobile et 4 postes d'agent local) et que le poste P-5 de chef du personnel et le poste P-3 de spécialiste des affaires politiques chargé de l'établissement des rapports faisaient l'objet d'un recrutement. **Compte tenu des indications qui figurent aux paragraphes 29 à 31 ci-dessus, le Comité consultatif recommande d'approuver les 14 postes de temporaire demandés pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010.**

Observations et recommandations concernant les dépenses opérationnelles

36. On trouvera dans le tableau ci-dessous le montant estimatif des dépenses opérationnelles pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009, ventilé par catégorie et comparé aux dépenses correspondantes prévues pour 2010 (les prévisions de dépenses révisées du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs étant incluses) et au montant des crédits approuvés pour 2009.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) - (6)
Consultants et experts	136,9	278,4	(141,5)	767,3	–	77,2	690,1
Voyages	2 792,1	2 242,4	549,7	1 545,7	–	1 495,7	50,0
Installations et infrastructures	689,8	500,3	189,8	582,1	20,0	237,2	344,9
Transports terrestres	223,0	63,2	159,8	168,3	–	152,3	16,0
Transports aériens	32,1	10,0	22,1	197,1	–	32,1	165,0
Communications	404,0	280,3	123,7	268,3	–	244,8	23,5
Informatique	200,8	169,6	31,2	64,7	11,0	54,7	10,0
Services médicaux	–	–	–	3,0	–	–	3,0
Fournitures, services et matériel divers	444,4	179,5	264,9	287,7	–	242,4	45,3
Total	4 923,1	3 723,7	1 199,7	3 884,2	31,0	2 536,4	1 347,8

37. Le montant global des dépenses opérationnelles prévues pour 2010 est supérieur de 1 347 800 dollars à celui qui avait été approuvé pour 2009. Cette hausse est due, pour l'essentiel, à la prise en compte des dépenses opérationnelles afférentes au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, qui se montent à 923 800 dollars (voir par. 31 du présent document).

38. Les ressources prévues au titre des consultants et des experts (767 300 dollars, soit une augmentation de 690 100 dollars par rapport au chiffre qui avait été approuvé pour 2009) comprennent un montant de 315 000 dollars pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs. Un montant de 212 400 dollars est également inclus pour le Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre en vue de financer l'octroi d'une assistance pour les questions relatives à la gouvernance, au partage du pouvoir, aux biens et à l'économie, entre autres. Le Comité consultatif rappelle que 20 postes supplémentaires de temporaire avaient été approuvés pour 2009 du fait de la reprise totale des fonctions de bons offices en vue d'un règlement complet. Ayant demandé des précisions, il a été informé que 17 d'entre eux avaient été pourvus, que deux spécialistes des questions relatives à la gouvernance et à la sécurité (respectivement) étaient actuellement recrutés sur des postes P-5 et qu'on proposait de supprimer un poste P-5 de spécialiste des questions relatives aux biens et de financer des services de consultants pour couvrir les fonctions correspondantes étant donné qu'il était difficile de trouver un candidat ayant les qualifications requises pour une période de longue durée.

Compte tenu des besoins en compétences spécialisées pour les questions relatives aux biens – plus précisément les modalités d'indemnisation, d'échange et de restitution – et des difficultés rencontrées au niveau du recrutement pour une période de longue durée, le Comité consultatif recommande que les ressources demandées au titre des services de consultants ne soient approuvées que pour ces questions. Pour couvrir les besoins prévus dans les autres domaines de spécialisation, il conviendrait d'utiliser les ressources dont le Bureau dispose actuellement ou les capacités de l'UNFICYP. En conséquence, les ressources demandées au titre des consultants pour le Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre devraient être ramenées à 45 000 dollars.

39. Un montant a également été inclus au titre des consultants pour l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental du fait que le nombre des consultations et négociations prévues pour 2010 est plus important (76 400 dollars); et pour le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide en raison des activités de formation prévues pour 2010 dans le cadre du renforcement de l'action de sensibilisation que le Bureau mène en faveur de la prévention du génocide (90 200 dollars).

40. Les ressources demandées au titre des installations et des infrastructures font apparaître une augmentation nette de 344 900 dollars qui est imputable essentiellement aux prévisions de dépenses de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs (94 590 dollars), aux frais supplémentaires que le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide (198 800 dollars) devra engager pour des travaux d'aménagement et de rénovation en rapport avec le déménagement prévu à la suite des recommandations du Département de la sûreté et de la sécurité, ainsi qu'à des demandes de crédits aux fins de la location de locaux pour le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Myanmar (71 500 dollars), le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité (42 900 dollars) et l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental (14 300 dollars) en raison du fait qu'ils étaient installés dans des locaux communs avec le Département des affaires politiques et que leur réinstallation n'avait pas été prise en compte dans le contexte du déménagement du Département au titre du plan-cadre d'équipement (voir par. 26 du présent document).

41. Les prévisions de dépenses au titre des transports aériens (197 100 dollars) comprennent un montant de 188 650 dollars destiné à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, qui traduit la prise en compte de l'arrangement relatif à l'utilisation des moyens aériens de la MONUC lorsque le besoin s'en fait sentir. Les ressources proposées pour les frais de voyage (1 545 700 dollars, soit une augmentation nette de 50 000 dollars), comprennent un montant de 12 900 dollars destiné à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et un montant supérieur de 55 800 dollars à celui qui avait été approuvé dans le cadre du budget de 2009 (238 900 dollars) pour le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide du fait de l'inclusion des frais de voyage de huit membres du Comité consultatif sur la prévention du génocide à l'occasion de la session qu'il tiendra à New York; ces augmentations sont contrebalancées par une diminution des ressources prévues pour l'Envoyé

spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité (147 700 dollars) et l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental (74 400 dollars).

B. Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts

42. Les dépenses prévues pour 2010 au titre du groupe thématique II, soit 26 496 600 dollars (4,6 % du total des ressources), doivent permettre de financer neuf missions politiques spéciales comprenant les équipes de surveillance des sanctions et les groupes d'experts créés par décision du Conseil de sécurité (voir tableau ci-après).

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) - (6)
Groupe de contrôle sur la Somalie	2 469,2	2 474,5	(5,3)	1 555,2	—	1 243,7	311,5
Groupe d'experts sur le Libéria	1 341,4	1 219,9	121,5	757,4	—	741,8	15,6
Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire	2 494,5	2 470,6	23,9	1 271,4	—	1 285,3	(13,9)
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	2 905,0	2 521,4	383,6	1 452,3	—	1 596,4	(144,1)
Groupe d'experts sur le Soudan	2 733,8	2 644,1	89,7	1 739,1	—	1 513,4	225,7
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	—	—	—	3 397,7	384,0	—	3 397,7
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	7 509,0	6 473,4	1 035,6	3 970,9	2,8	3 977,4	(6,5)
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)	4 789,9	4 450,2	339,7	3 393,9	416,0	2 507,4	886,5
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	15 460,8	15 402,9	57,9	8 958,7	40,0	7 995,0	963,7
Total	39 703,6	37 657,0	2 046,6	26 496,6	842,8	20 860,4	5 636,2

43. Un crédit d'un montant de 39 703 600 dollars a été ouvert au titre des groupes d'experts relevant du groupe thématique II pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009. Il est prévu que les dépenses se chiffreront à 37 657 000 dollars au 31 décembre 2009. L'économie nette de 2 046 600 dollars s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu qui se décomposent comme suit :

a) Un montant de 1 035 600 dollars au titre de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées, du fait du départ de quatre experts à différentes dates au cours de la période considérée et des retards pris dans le recrutement de nouveaux experts, ainsi que de l'incidence de ces retards sur les voyages prévus ;

b) Un montant de 339 700 dollars au titre de l'Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), du fait du départ prématuré d'un expert et du retard lié à la recherche d'un candidat pour le remplacer ;

c) Un montant de 383 600 dollars au titre du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, en raison du fait que le nombre de voyages effectués par les experts et consultants a été inférieur aux prévisions.

44. Le montant prévu pour 2010 au titre des missions politiques spéciales relevant du groupe thématique II, à savoir 26 496 600 dollars, est en augmentation de 5 636 200 dollars par rapport au montant alloué en 2009. Celle-ci est principalement imputable à la prise en compte des prévisions de dépenses relatives au Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée nouvellement créé, qui se montent à 3 397 700 dollars, dont 412 000 dollars au titre du personnel civil et 2 985 700 dollars au titre des dépenses de fonctionnement. Le Comité consultatif note que le Groupe a été établi en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité, en date du 12 juin 2009, dans laquelle le Conseil a prié le Secrétaire général de créer, pour une période initiale d'un an, un groupe de sept experts au maximum, qui serait chargé d'exécuter les tâches prescrites au paragraphe 26 de la résolution. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.2, par. 73), on s'attend à ce que le mandat de ce groupe d'experts soit prorogé au-delà du 31 août 2010.

45. Le Comité consultatif note que l'augmentation des crédits demandés pour 2010 s'explique également par les dépenses supplémentaires prévues au titre de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (963 700 dollars), du fait de la création proposée de deux postes supplémentaires (1 P-4 et 1 P-2); de l'appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) [886 500 dollars] du fait de la proposition de création d'un poste P-5 supplémentaire; du Groupe de contrôle sur la Somalie (311 500 dollars), du fait du recrutement d'un cinquième expert en application de la résolution 1853 (2008) du Conseil de sécurité; et du Groupe d'experts sur le Soudan (225 700 dollars), du fait de la hausse des honoraires mensuels des experts.

46. Le Comité consultatif note en outre que, compte tenu de la date à laquelle le projet de budget devait être présenté, il n'a pas été possible d'achever l'élaboration du cadre logique pour la présentation du budget du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée. **Le Comité consultatif compte qu'il sera remédié à cette lacune dans le prochain projet de budget. Il est en effet probable que le mandat du Groupe d'experts sera prorogé au-delà du 31 août 2010 (voir par. 44 du présent document).**

47. Les postes approuvés pour 2009 au titre du groupe thématique II, les postes vacants au 31 octobre 2009, ainsi que les propositions du Secrétaire général pour 2010 sont récapitulés dans le tableau ci-après. On trouvera dans les paragraphes qui suivent les recommandations du Comité consultatif au sujet des nouveaux postes et des reclassements proposés.

<i>Mission</i>	<i>Postes approuvés pour 2009</i>	<i>Postes vacants</i>	<i>Postes proposés pour 2010</i>	<i>Postes nouveaux</i>	<i>Postes supprimés</i>	<i>Postes reclassés</i>
Groupe de contrôle sur la Somalie	2 (1 G(AC), 1 AL)	—	2 (1 G(AC), 1 AL)	—	—	—
Groupe d'experts sur le Libéria	—	—	—	—	—	—
Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire	1 P-3	—	1 P-3	—	—	—
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 P-3	—	1 P-3	—	—	—
Groupe d'experts sur le Soudan	2 [1 P-3, 1 G(AC)]	—	2 [1 P-3, 1 G(AC)]	—	—	—
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	—	—	4 [2 P-3, 2 G(AC)]	4 [2 P-3, 2 G(AC)]	—	—
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	10 [1 P-5, 1 P-4, 3 P-3, 5 G(AC)]	—	10 [1 P-5, 1 P-4, 3 P-3, 5 G(AC)]	—	—	—
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)	4 [2 P-3, 2 G(AC)]	—	5 [1 P-5, 2 P-3, 2 G(AC)]	1 (1 P-5)	—	—
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	38 [1 SSG, 1 D-2, 2 D-1, 9 P-5, 11 P-4, 3 P-3, 3 P-2, 8 G(AC)]	2 (2 P-2)	40 [1 SSG, 1 D-2, 2 D-1, 9 P-5, 12 P-4, 3 P-3, 4 P-2, 8 G(AC)]	2 (1 P-4, 1 P-2)	—	—

Abbreviations : SSG = sous-secrétaire général ; G(AC) = agent des services généraux (Autres classes) ; AL = agent local.

Observations et recommandations concernant les postes

Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée

48. Il est proposé de créer quatre postes, dont deux postes de spécialiste des questions politiques (P-3) et deux postes d'assistant de recherche [agent des services généraux (Autres classes)] (ibid., par. 81). Les spécialistes des questions politiques seraient chargés, l'un, d'organiser et d'administrer une base de données électronique sur laquelle le Groupe d'experts pourrait s'appuyer pour toutes ses activités, et l'autre, de fournir des analyses et des informations au Groupe d'experts sur l'application des sanctions, la communication et le dialogue. Les deux assistants de recherche fourniraient des services d'appui consistant à chercher, extraire et rassembler des informations et des données techniques sur des programmes et projets donnés et à traiter et enregistrer les données dans la base de données pertinente. **Le Comité consultatif recommande que la création d'un poste de spécialiste des questions politiques (P-3), sur les deux demandés, et des deux postes d'assistant de recherche [agent des services généraux (Autres classes)] soit approuvée. Le Comité pense qu'il faudra réévaluer la dotation en effectif de l'équipe d'appui au Groupe d'experts compte tenu de l'expérience acquise à l'issue d'une année d'activité.**

Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

49. Il est proposé de créer un poste de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) pour aider le Comité à exécuter son nouveau programme de travail, conformément à la demande formulée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1810 (2008) du 25 avril 2008 (ibid., par. 118). Le Comité consultatif a été informé que le titulaire du poste fournirait un appui de fond aux réunions formelles et informelles du Comité, ainsi qu'un appui de fond et un appui logistique au Président du Comité, et qu'il assurerait la coordination, le contrôle et la gestion des activités d'appui au Comité et à ses experts et la coordination des activités de communication et de dialogue, ainsi que des activités de mobilisation de fonds. Il a par ailleurs été précisé au Comité que le Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat n'a pas les capacités voulues pour absorber les fonctions découlant des responsabilités accrues liées à ce poste. **Le Comité consultatif recommande que le poste de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) proposé soit approuvé.**

Direction exécutive du Comité contre le terrorisme

50. Il est proposé de créer deux nouveaux postes, l'un de juriste (P-4), l'autre de spécialiste adjoint des questions politiques (P-2), pour faire face aux activités juridiques et politiques supplémentaires confiées à la Direction exécutive (ibid., par. 134). Le juriste serait chargé des tâches supplémentaires confiées à la Direction exécutive à l'issue de l'examen de ses travaux touchant les évaluations préliminaires de la mise en œuvre et la coopération régionale. Le spécialiste adjoint des questions politiques analyserait les statistiques émanant des États Membres, réunirait, organiserait et analyserait l'information et participerait à l'élaboration des rapports. **Le Comité consultatif recommande que les postes de juriste (P-4) et de spécialiste adjoint des questions politiques (P-2) soient approuvés.**

Observations et recommandations concernant les dépenses opérationnelles

51. On trouvera dans le tableau ci-après une ventilation des dépenses opérationnelles pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009, ainsi qu'une comparaison des dépenses prévues pour 2010 et des crédits approuvés pour 2009.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) - (6)
Consultants et experts	17 093,2	15 702,1	1 391,1	11 468,0	—	9 001,9	2 466,1
Voyages	2 917,5	2 565,5	352,0	1 783,4	—	1 564,8	218,6
Installations et infrastructures	2 527,6	2 523,2	4,4	2 382,2	800,0	1 259,5	1 122,7
Transports terrestres	92,3	89,3	3,0	55,0	—	50,8	4,2
Communications	419,0	354,5	64,5	224,2	—	231,0	(6,8)
Informatique	395,6	320,6	75,0	347,8	42,8	238,5	109,3
Fournitures, services et matériel divers	344,1	309,4	34,7	259,4	—	197,9	61,5
Total	23 789,3	21 864,6	1 924,7	16 520,0	842,8	12 544,4	3 975,6

52. Le Comité consultatif note que, pour l'exercice biennal 2008-2009, les dépenses sont estimées à 21 864 600 dollars, alors que le crédit ouvert était de 23 789 300 dollars. Le montant

estimatif du solde inutilisé, soit 1 924 700 dollars, s'explique principalement par la réduction des dépenses au titre des consultants et experts (voir par. 43 du présent document).

53. Le montant prévu pour 2010 au titre des dépenses opérationnelles, soit 16 520 000 dollars, est en augmentation de 3 975 600 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2009. Cette augmentation est principalement imputable à la prise en compte des dépenses opérationnelles afférentes au Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée nouvellement créé (2 985 700 dollars).

54. Le montant total des dépenses prévues au titre des consultants et experts, qui est en augmentation de 2 466 100 dollars, comprend un montant de 2 130 100 dollars destiné à couvrir le coût des honoraires et des frais de voyage de sept experts (12 mois) et d'un consultant (4,5 mois) du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée.

55. Le Comité consultatif déclare à nouveau que, selon lui, la présentation des dépenses prévues au titre des consultants pour le groupe thématique II manque de transparence (voir A/63/593, par. 48). Sur sa demande, le Comité consultatif a été informé que le crédit total demandé pour 2010 (11 468 000 dollars) comprend un montant destiné à couvrir les honoraires et les frais de voyage des consultants et experts, à raison de 10 266 400 dollars pour les experts et de 1 201 600 dollars pour les consultants. Le Comité note que, pour être en mesure d'identifier des experts remplissant les conditions voulues, la Division des affaires du Conseil de sécurité du Département des affaires politiques du Secrétariat tient à jour un fichier électronique qui trie automatiquement les candidats en fonction de leurs domaines de compétence et d'autres critères (voir A/64/349, par. 28 à 31). **Le Comité consultatif souligne à nouveau qu'il est nécessaire de veiller à ce que les membres des groupes d'experts aient les compétences voulues pour exécuter leur mandat, de telle sorte qu'il ne soit fait appel à des consultants que pour de courtes périodes et dans les cas où il faut disposer de compétences très spécialisées qu'aucun des experts ou membres du groupe ne possède.**

56. Les dépenses prévues pour 2010 au titre des installations et infrastructures enregistrent une augmentation de 1 122 700 dollars. Un montant de 589 700 dollars se rapporte au Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée et concerne notamment l'emménagement dans de nouveaux locaux à usage de bureaux (384 000 dollars). Le montant de 593 400 dollars demandé au titre de l'appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) accuse une augmentation de 445 500 dollars. Le crédit demandé doit permettre de couvrir les frais de location de locaux, ainsi que des dépenses non renouvelables se montant à 416 000 dollars destinées à couvrir le déménagement dans de nouveaux locaux à usage de bureaux conformément à une recommandation formulée par le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat.

57. L'augmentation des dépenses prévues au titre des voyages, soit 218 600 dollars, est principalement imputable aux frais de voyage du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée (207 900 dollars).

C. Groupe thématique III : bureaux des Nations Unies, bureaux d'appui à la consolidation de la paix, bureaux intégrés et commissions

58. Les prévisions de dépenses pour 2010 relatives aux 10 missions politiques spéciales classées dans le groupe thématique III s'élèvent à 161 450 100 dollars, soit 26,9 % du montant total des crédits demandés au titre des missions politiques spéciales (A/64/349 et Add.3). Le Comité consultatif note que les ressources du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, qui apparaissaient précédemment dans le groupe I, sont désormais incluses dans le groupe III. On trouvera dans le tableau ci-dessous les prévisions de dépenses, par mission, pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 et pour 2010.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé (3) = (1) - (2)	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation (7) = (4) - (6)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest	11 077,0	10 680,1	396,9	6 966,1	99,2	5 714,4	1 251,7
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	—	—	—	17 991,6	3 262,5	—	17 991,6
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	—	—	—	19 016,6	2 735,4	—	19 016,6
Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie	25 426,5	23 806,2	1 620,3	17 029,5	100,0	15 262,2	1 767,3
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone	15 205,0	15 205,0	—	16 934,5	479,7	15 205,0	1 729,5
Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	15 958,6	14 060,7	1 897,9	8 930,1	75,7	8 099,9	830,2
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	4 006,3	3 771,8	234,5	3 175,0	315,3	2 203,8	971,2
Bureau intégré des Nations Unies au Burundi	70 167,5	70 167,5	—	46 258,0	1 097,7	37 898,4	8 359,6
Mission des Nations Unies au Népal	66 857,8	73 662,0	(6 804,2)	16 742,9	281,8	16 778,7	(35,8)
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	12 622,6	12 622,1	0,5	8 405,8	867,0	6 722,8	1 683,0
Total	221 321,3	223 975,4	(2 654,1)	161 450,1	9 314,3	107 885,2	53 564,9

59. Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, le montant estimatif des dépenses pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 s'élève à 223 975 400 dollars, soit un dépassement de 2 654 100 dollars par rapport au crédit de 221 321 300 dollars ouvert pour l'exercice biennal 2008-2009 au titre des missions classées dans le groupe thématique III. Le Comité consultatif note que les dépassements de crédits annoncés tiennent essentiellement à la prorogation du mandat de la Mission des Nations Unies au Népal (6 804 200 dollars) [voir par. 114 du présent document]. Ils sont compensés en partie par les économies réalisées au titre de l'Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria (1 897 900 dollars) et du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) [1 620 300 dollars]. On trouvera ci-après, dans les chapitres consacrés à chacune des missions concernées, des renseignements sur ces écarts.

60. Pour 2010, le montant estimatif des dépenses (161 450 100 dollars) représente une augmentation de 53 564 900 dollars, soit 49,6 %, par rapport au crédit de 107 885 200 dollars ouvert pour 2009. Le Comité consultatif note que l'augmentation est imputable essentiellement

aux dépenses prévues pour les deux nouveaux bureaux intégrés de consolidation de la paix, à savoir le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, ainsi que pour le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi.

61. Le tableau ci-dessous offre un récapitulatif des postes approuvés au titre du groupe thématique III pour 2009, des postes vacants au 31 octobre 2009 et des propositions faites par le Secrétaire général pour 2010. On trouvera dans les paragraphes consacrés à chacune des missions les observations et recommandations du Comité consultatif concernant les effectifs nécessaires.

<i>Mission</i>	<i>Postes approuvés pour 2009</i>	<i>Postes vacants</i>	<i>Postes proposés pour 2010</i>	<i>Postes nouveaux</i>	<i>Postes supprimés</i>	<i>Postes reclassés</i>
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest	30 (1 SGA, 1 D-1, 2 P-5, 5 P-4, 1 P-3, 4 SM, 1 G(AC), 2 AN, 12 AL, 1 VNU)	5 (2 P-4, 1 P-3, 1 SM, 1 AL)	32 (1 SGA, 2 D-1, 2 P-5, 5 P-4, 1 P-3, 6 SM, 2 AN, 12 AL, 1 VNU)	2 (1 D-1, 1 SM)	—	1 G(AC) en SM
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	—	—	157 (1 SSG, 1 D-2, 1 D-1, 5 P-5, 10 P-4, 7 P-3, 1 P-2, 37 SM, 12 AN, 77 AL, 5 VNU)	157 (1 SSG, 1 D-2, 1 D-1, 5 P-5, 10 P-4, 7 P-3, 1 P-2, 37 SM, 12 AN, 77 AL, 5 VNU)	—	—
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	—	—	119 (1 SSG, 1 D-2, 2 D-1, 6 P-5, 14 P-4, 10 P-3, 30 SM, 14 AN, 40 AL, 1 VNU)	119 (1 SSG, 1 D-2, 2 D-1, 6 P-5, 14 P-4, 10 P-3, 30 SM, 14 AN, 40 AL, 1 VNU)	—	—
Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie	92 (1 SGA, 1 D-2, 2 D-1, 10 P-5, 18 P-4, 10 P-3, 1 P-2, 21 SM, 12 AN, 16 AL)	31 (1 D-1, 4 P-5, 9 P-4, 2 P-3, 1 P-2, 3 SM, 9 AN, 2 AL)	105 (1 SGA, 1 D-2, 2 D-1, 10 P-5, 17 P-4, 12 P-3, 1 P-2, 23 SM, 12 AN, 26 AL)	14 (2 P-3, 2 SM, 10 AL)	1 (1 P-4)	—

<i>Mission</i>	<i>Postes approuvés pour 2009</i>	<i>Postes vacants</i>	<i>Postes proposés pour 2010</i>	<i>Postes nouveaux</i>	<i>Postes supprimés</i>	<i>Postes reclassés</i>
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone	73 (1 SSG, 1 D-1, 5 P-5, 12 P-4, 9 P-3, 1 P-2, 13 SM, 13 AN, 18 AL)	13 (1 P-5, 5 P-4, 3 P-3, 3 SM, 1 AN)	82 (1 SSG, 1 D-1, 5 P-5, 12 P-4, 9 P-3, 1 P-2, 13 SM, 13 AN, 19 AL, 8 VNU)	9 (1 AL, 8 VNU)	—	—
Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	22 (2 SGA, 1 D-2, 3 P-5, 7 P-4, 2 P-3, 1 G(AC), 6 AL)	4 (1 SGA, 1 D-2, 1 P-4, 1 P-3)	20 (1 SGA, 3 P-5, 7 P-4, 2 P-3, 1 SM, 6 AL)	—	2 (1 SGA, 1 D-2)	1 G(AC) en SM
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	25 (1 SSG, 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 2 SM, 17 AL)	2 (1 P-4, 1 SM)	29 (1 SSG, 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 2 SM, 4 AN, 17 AL)	4 (4 AN)	—	—
Bureau intégré des Nations Unies au Burundi ^a	450 (1 SSG, 1 D-2, 4 D-1, 7 P-5, 28 P-4, 31 P-3, 4 P-2, 68 SM, 18 AN, 237 AL, 51 VNU)	40 (9 P-4, 11 P-3, 4 SM, 3 AN, 11 AL, 2 VNU)	450 (1 SSG, 1 D-2, 4 D-1, 7 P-5, 28 P-4, 31 P-3, 4 P-2, 68 SM, 18 AN, 237 AL, 51 VNU)	—	—	—
Mission des Nations Unies au Népal	202 (1 D-2, 1 D-1, 4 P-5, 10 P-4, 13 P-3, 27 SM, 9 AN, 118 AL, 19 VNU)	14 (1 P-5, 3 P-4, 3 P-3, 1 SM, 1 AN, 4 AL, 1 VNU)	205 (1 D-2, 1 D-1, 4 P-5, 10 P-4, 13 P-3, 27 SM, 9 AN, 121 AL, 19 VNU)	3 (3 AL)	—	—

<i>Mission</i>	<i>Postes approuvés pour 2009</i>	<i>Postes vacants</i>	<i>Postes proposés pour 2010</i>	<i>Postes nouveaux</i>	<i>Postes supprimés</i>	<i>Postes reclassés</i>
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	81 (1 SGA, 1 SSG, 1 D-1, 3 P-5, 3 P-4, 4 P-3, 2 P-2, 6 SM, 2 G(AC), 2 AN, 56 AL)	11 (1 G(AC), 2 SM, 8 AL)	82 (1 SGA, 1 SSG, 1 D-1, 3 P-5, 4 P-4, 2 P-3, 2 P-2, 8 SM, 3 AN, 57 AL)	1 (1 AL)	—	1 P-3 en P-4; 1 P-3 en AN

Abbreviations : SGA = secrétaire général adjoint ; SSG = sous-secrétaire général ; SM = agent du Service mobile ; G(AC) = agent des services généraux (Autres classes) ; AN = administrateur recruté sur le plan national ; AL = agent local ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Postes vacants au 30 septembre 2009.

62. Le montant des dépenses de fonctionnement du groupe III devrait être ajusté compte tenu des recommandations du Comité consultatif concernant les postes formulées dans les paragraphes ci-après.

Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest

63. Le montant des ressources nécessaires en 2010 pour le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) est estimé à 6 966 100 dollars, le crédit ouvert pour 2009 s'élevant à 5 714 400 dollars. L'augmentation de 1 251 700 dollars tient essentiellement à des dépenses supplémentaires au titre du personnel civil (639 100 dollars) du fait de la création proposée de deux nouveaux postes de fonctionnaire recruté sur le plan international (1 D-1 et 1 agent du Service mobile), aux effets d'une hausse du coefficient d'ajustement et à l'application d'un taux de vacance de poste moins élevé pour le personnel recruté sur le plan international, à savoir 5 % pour 2010 contre 15 % pour 2009. Des ressources supplémentaires sont également nécessaires au titre des dépenses opérationnelles en raison de dépenses supplémentaires afférentes aux transports aériens et aux installations et infrastructures.

64. Le Comité consultatif se félicite des modifications apportées au cadre stratégique de l'UNOWA pour 2010, qui font mieux apparaître les priorités stratégiques de la mission, ainsi que des améliorations apportées au cadre logique, tel que recommandé par le Comité dans son précédent rapport sur le financement des missions politiques spéciales (A/63/593, par. 60).

65. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest remplit également les fonctions de Président de la Commission mixte Cameroun-Nigéria et, depuis avril 2009, de Président de la Commission de suivi sur la péninsule de Bakassi créée par l'Accord de Greentree du 12 juin 2006. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.3, par. 5), le Bureau fournit des services d'appui aérien aux autres missions et organismes des Nations Unies, notamment la Commission mixte Cameroun-Nigéria, moyennant remboursement. Les arrangements concernant la mise en commun du personnel et des avoirs déjà en place avec la Commission mixte Cameroun-Nigéria demeureront opérationnels en 2010 et le Bureau accroîtra son appui à la Commission mixte conformément à ce qui est prévu dans son mandat révisé.

66. Le tableau d'effectifs proposé pour le Bureau en 2010 tient compte de la création de deux nouveaux postes de fonctionnaire recruté sur le plan international et d'un reclassement, comme suit (*ibid.*, par. 21 à 24) :

a) Un nouveau poste de directeur/chef de cabinet (D-1) qui serait chargé de la gestion opérationnelle, programmatique, financière et administrative de l'UNOWA et de la Commission

mixte Cameroun-Nigéria pour veiller à l'efficacité de la direction et à la gestion intégrée de toutes les activités ;

b) Un poste de spécialiste du contrôle des normes techniques/contrôle de la qualité (agent du Service mobile) qui effectuera le contrôle de la qualité des services aériens grâce à des inspections régulières et à la mise en place des outils de contrôle, conformément à ce que prévoit le Manuel des opérations aériennes produit par le Département des opérations de maintien de la paix et aux normes aéronautiques approuvées par l'Organisation, les effectifs actuels [1 P-4, 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) et 1 Volontaire des Nations Unies] ne suffisant pas à la bonne exécution de ces tâches ;

c) Un poste d'assistant administratif [agent des services généraux (Autres classes)] dont la conversion en poste d'agent du Service mobile est proposée conformément à la résolution 63/250 de l'Assemblée générale.

67. Le Comité consultatif recommande l'approbation des propositions relatives à la dotation en effectifs.

68. Le Comité consultatif note que les ressources demandées au titre des transports aériens (2 138 900 dollars) marquent une augmentation de 370 000 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2009 (1 768 900 dollars). Le montant des dépenses pour l'exercice biennal 2008-2009 est estimé à 3 134 200 dollars. Les économies prévues de 517 100 dollars tiennent essentiellement à ce que les dépenses au titre des carburants ont été inférieures aux prévisions. L'augmentation de ressources proposée pour 2010 est imputable à la révision des tarifs du contrat d'affrètement d'avions. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que le contrat commercial actuel d'affrètement des avions de l'UNOWA viendrait à expiration le 26 décembre 2009. Un nouveau contrat est en cours de négociation, l'affrètement d'avions étant un besoin opérationnel de l'UNOWA et de la Commission mixte Cameroun-Nigéria, qui utilise les avions moyennant une participation aux coûts. Dans l'attente de la signature du nouveau contrat, les ressources nécessaires ont été estimées en se fondant sur un contrat récemment signé pour le Bureau d'appui des Nations Unies pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA), qui est représentatif des tarifs actuels du marché de l'aviation. **Le Comité consultatif juge inquiétant le coût unitaire élevé des transports effectués en appui à l'UNOWA et à la Commission mixte Cameroun-Nigéria. Le Comité compte sur le Secrétaire général pour trouver des moyens d'améliorer le rapport coût-efficacité de l'utilisation des services aériens. Le Comité demande que les futurs projets de budget comportent des informations sur les mesures prises et les progrès réalisés dans ce domaine (voir également par. 104 du présent document).**

Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine

69. Le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) a été créé à la suite de la recommandation faite par le Secrétaire général dans sa lettre du 3 mars 2009¹, pour succéder au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA). Dans une déclaration présidentielle publiée le 7 avril 2009², le Conseil de sécurité a souscrit à la recommandation. Le mandat initial du BINUCA devait prendre fin le 31 décembre 2009. En réponse à la demande formulée par le Conseil de sécurité dans cette déclaration, le Secrétaire général a inclus des informations sur la structure et les effectifs du BINUCA dans son dernier rapport sur la situation en République centrafricaine³. Le mandat du Bureau figure au paragraphe 31 du rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.3).

70. Le montant des ressources nécessaires pour 2010 est estimé à 17 991 600 dollars. À titre de comparaison, le budget approuvé du BONUCA pour 2009 s'élevait à 9,7 millions de dollars. Le projet de budget comprend les indemnités de subsistance (missions), les frais de voyage, les indemnités d'habillement et des crédits au titre de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité afférents à deux conseillers militaires et à deux conseillers pour les questions de police (218 800

dollars); les traitements, les dépenses communes de personnel et les primes de risque afférents à 157 postes (63 postes d'agent recruté sur le plan international, 89 postes d'agent recruté sur le plan national et 5 postes de Volontaire des Nations Unies) [10 543 000 dollars]; et les dépenses opérationnelles (7 229 800 dollars). Le BINUCA sera dirigé par un représentant spécial du Secrétaire général ayant rang de sous-secrétaire général, qui sera épaulé par un groupe de planification stratégique et de coordination et quatre services et sections techniques dont les travaux seront axés sur les principaux domaines couverts par le mandat du BINUCA – réforme du secteur de la sécurité et désarmement, démobilisation et réintégration; bonne gouvernance et état de droit; et mise en place de pôles de développement. Le Comité consultatif a reçu un organigramme indiquant les effectifs proposés (voir annexe I du présent document).

71. En 2010, le BINUCA comptera quatre bureaux régionaux qui se consacreront essentiellement à la surveillance du respect des droits de l'homme et à la communication d'informations y relatives et appuieront les efforts nationaux visant à renforcer l'autorité de l'État dans les régions. Le Comité consultatif a été informé que les effectifs des bureaux régionaux seront composés à la fois de spécialistes des affaires civiles et de spécialistes des droits de l'homme et qu'ils travailleront en étroite collaboration avec les composantes des équipes de pays des Nations Unies présentes dans les régions. Le Comité a également été informé que les trois bureaux déjà opérationnels seraient renforcés dans le cadre du passage à un bureau intégré de consolidation de la paix. Les préparatifs de la création d'un quatrième bureau ont commencé et s'achèveront d'ici à juin 2010.

72. En réponse à sa demande, le Comité consultatif a été informé que, sur les 157 postes que compterait le BINUCA, les 70 postes ci-après étaient nouveaux :

- a) Treize postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur – création de 16 nouveaux postes (1 représentant spécial adjoint (D-2)⁴, 1 chef de cabinet (D-1), 3 P-5, 6 P-4 et 5 P-3) compensée par la suppression de 3 postes P-2;
- b) Vingt-neuf postes d'agent du Service mobile;
- c) Douze postes d'administrateur recruté sur le plan national;
- d) Seize postes d'agent local.

Le Comité consultatif a par ailleurs été informé que neuf postes d'agent des services généraux seraient supprimés.

73. Le Comité consultatif note qu'il est proposé de financer 37 postes d'agent du Service mobile en 2010, dont 7 relèvent de la composante organique, 13 de la composante administrative et 17 de la composante sûreté et sécurité. **Pour cette mission comme pour le BINUGBIS, le Comité consultatif est d'avis que la structure proposée pour la composante administrative s'inspire trop largement de celle des missions de maintien de la paix (voir par. 83 du présent document). Selon le Comité, la structure de la composante administrative devrait être simplifiée, en regroupant par exemple les bureaux administratifs de petite taille, afin de limiter le recours à du personnel recruté sur le plan international. Aussi le Comité recommande-t-il de supprimer cinq postes d'agent du Service mobile au titre de l'appui à la mission.**

74. En outre, le Comité consultatif constate qu'il existe des différences importantes dans les structures et les ressources proposées pour les bureaux de consolidation de la paix, et engage le Secrétaire général à adopter une démarche rationnelle en ce qui concerne les effectifs des nouveaux bureaux, en tenant compte pour ce faire des besoins opérationnels. Le Comité est d'avis que les hypothèses retenues au sujet des vacances de postes au BINUCA (abattement pour délais de recrutement de 13 % pour le personnel recruté sur le plan international, 10 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et 9 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national) ne sont pas réalistes. Le Comité recommande donc d'appliquer des taux de vacance de postes de 30 % pour le personnel recruté sur le plan international et de 20 % pour celui recruté sur le plan national. Le

Comité prie le Secrétaire général de revoir la répartition des effectifs et le nombre de postes nécessaire et de lui en rendre compte dans le prochain projet de budget.

75. Les dépenses opérationnelles afférentes au BINUCA pour 2010 sont estimées à 7 229 800 dollars. Les postes de dépense les plus importants sont les installations et infrastructures (1,9 million de dollars), les communications (1,9 million de dollars) et les transports terrestres (1 million de dollars).

76. Ayant demandé des précisions sur le rôle joué par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix s'agissant du BINUCA, le Comité consultatif a été informé que, en tant que membre de l'équipe spéciale intégrée interinstitutions pour la République centrafricaine, le Bureau d'appui veille à ce que la Commission de consolidation de la paix mène son action en République centrafricaine en pleine coordination avec l'ensemble des entités des Nations Unies présentes dans le pays et avec leur appui. Le BINUCA a notamment pour mandat d'appuyer la mise en œuvre du cadre stratégique pour la consolidation de la paix élaboré conjointement par le Gouvernement centrafricain et la Commission de consolidation de la paix, ainsi que d'épauler l'exécution des projets financés par le Fonds pour la consolidation de la paix. Un agent recruté sur le plan international, secondé par une équipe de trois agents recrutés sur le plan national, dont les postes sont financés par le Fonds pour la consolidation de la paix et pourvus par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, concourent à la réalisation des projets financés par le Fonds en République centrafricaine. Au sein du nouveau Bureau intégré, ces fonctionnaires seront affectés au groupe de la planification stratégique et de la coordination.

77. Le Comité consultatif prend note des informations fournies au sujet des activités que mènera le BINUCA en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres entités (A/64/349/Add.3, par. 32 à 36). Ayant demandé des précisions, le Comité a reçu des informations plus détaillées sur les moyens dont dispose l'équipe de pays en République centrafricaine, ainsi que sur le rôle et le mandat de ses membres. **Le Comité consultatif prie le Secrétaire général de faire une place plus large à la coopération entre le BINUCA et l'équipe de pays et de donner des exemples concrets de cette coopération dans les futurs projets de budget.**

Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

78. Par sa résolution 1876 (2009) du 26 juin 2009, le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de créer, pour une période initiale de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2010, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) pour succéder au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS). Un cadre stratégique intégré devra être mis au point pour le BINUGBIS par une unité de planification stratégique composée de personnels du BINUGBIS et de personnels de l'équipe de pays. Les tâches clefs du BINUGBIS sont décrites au paragraphe 47 du rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.3) et les domaines de coopération avec les missions régionales et les équipes de pays des Nations Unies ainsi qu'avec les organisations régionales sont esquissés aux paragraphes 53 et 55 du rapport.

79. À la demande du Comité consultatif, des renseignements détaillés concernant les questions dont traitera le BINUGBIS en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies ainsi que des exemples concrets de cette coopération lui ont été communiqués. **Le Comité consultatif prie le Secrétaire général de donner plus d'informations sur ces activités dans les futures propositions budgétaires concernant le BINUGBIS.**

80. Les estimations de dépenses au titre du BINUGBIS pour 2010 s'élèvent à 19 016 600 dollars, alors que le budget approuvé au titre du BANUGBIS pour 2009 était de 5,1 millions de dollars. Le projet de budget prévoit un montant de 595 900 dollars pour un conseiller militaire et 14 conseillers de police civile; un montant de 11 876 800 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel correspondant à 118 postes de temporaire et à 1 Volontaire des Nations Unies; et un montant de 6 543 900 dollars au titre des dépenses opérationnelles.

81. Le projet de budget prévoit 119 postes (64 postes de personnel recruté sur le plan international, 54 postes de personnel recruté sur le plan national et 1 poste de Volontaire des

Nations Unies) dont le coût total est estimé à 11,9 millions de dollars. Le Bureau aura à sa tête le Représentant spécial du Secrétaire général, au rang de sous-secrétaire général, qui sera secondé par le Représentant spécial adjoint, à la classe D-2, lequel assumera également les fonctions de Coordonateur résident des Nations Unies et de Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Représentant spécial et le Représentant spécial adjoint recevront l'appui de l'Unité de planification stratégique et de quatre sections organiques thématiques axées chacune sur les domaines clefs du mandat : affaires politiques ; droits de l'homme et égalité des sexes ; réforme du secteur de la sécurité et information. Ils recevront en outre le soutien de la Section d'appui à la mission. Le Comité a reçu un organigramme indiquant le tableau d'effectifs proposé (voir annexe II du présent document).

82. Le Comité consultatif a été informé, en réponse à ses questions, que sur les 119 postes proposés pour le BINUGBIS, les 91 postes ci-après étaient nouveaux :

- a) Vingt-quatre postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur [pour le Représentant spécial du Secrétaire général (Sous-Secrétaire général)⁵, le chef du personnel (D-1), le chef de la réforme du secteur de la sécurité (D-1), 5 P-5, 10 P-4, et 6 P-3] ;
- b) Vingt-sept postes du Service mobile ;
- c) Onze postes d'administrateur recruté sur le plan national ;
- d) Vingt-huit postes d'agent local ;
- e) Un poste de Volontaire des Nations Unies.

Le Comité consultatif a en outre été informé que quatre postes d'agent des services généraux avaient été supprimés. Un taux de vacance de postes de 20 % pour le personnel recruté sur le plan international, de 20 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et de 5 % pour le personnel recruté sur le plan national ont été appliqués aux montants estimatifs.

83. Le Comité consultatif note que sur les 30 postes d'agent du Service mobile proposés, 14 relèvent de la composante appui à la mission. **De l'avis du Comité consultatif, la composante appui de cette mission, tout comme celle du BINUCA, devrait être restructurée afin de réduire la nécessité de personnels recrutés sur le plan international (voir par. 73 du présent document). Le Comité recommande donc une réduction de quatre agents du Service mobile au titre de l'appui à la mission.**

84. Les dépenses opérationnelles sont estimées à 6,5 millions de dollars. Les éléments les plus lourds sont les installations et infrastructures (2,1 millions de dollars), les communications (1,2 million de dollars) et les transports terrestres (882 800 dollars).

Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie

85. À la suite de l'adoption de la résolution 1814 (2008) du Conseil de sécurité, en date du 15 mai 2008, l'Organisation des Nations Unies a commencé à adopter en Somalie une approche à trois volets liant les dimensions politique, sécuritaire et programmatique de son action. Dans sa résolution 1863 (2009) du 16 janvier 2009, le Conseil a autorisé la création, au sein du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS), d'une capacité dédiée au secteur de la sécurité, comprenant un nouveau groupe consultatif doté d'une expertise en matière de formation des personnels militaires et de police et de planification pour les futures activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ainsi que de réforme du secteur de la sécurité, et des composantes état de droit et secteur pénitentiaire. Dans sa résolution 1872 (2009) du 26 mai 2009, le Conseil a en outre prié le Secrétaire général de continuer à aider le Gouvernement fédéral de transition à mettre sur pied les institutions de sécurité transitoires, y compris la Force de police somalienne et la Force de sécurité nationale, et de lui apporter un appui pour l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale. Dans sa résolution 1814 (2008), le Conseil de sécurité a demandé à l'UNPOS d'intensifier ses efforts afin de permettre aux institutions fédérales transitoires de donner suite aux principales exigences de la Charte fédérale de transition, à savoir l'élaboration d'une

constitution et la tenue d'un référendum constitutionnel et d'élections libres et régulières en 2009, élections qui sont maintenant reportées à 2011 (ibid., par. 65 à 70).

86. À la suite d'une évaluation d'ensemble de la situation sécuritaire à la fin de 2008, la relocalisation de l'UNPOS et de l'équipe de pays des Nations Unies en Somalie, initialement prévue pour juillet 2009, a été reportée. Toutefois, avec l'aide de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), le Gouvernement fédéral de transition a contenu l'insécurité à Mogadiscio. En 2009, l'UNPOS a effectué des visites à Mogadiscio et dans d'autres parties de la Somalie centrale et méridionale, ainsi que dans le « Puntland » et le « Somaliland ». En 2010, le Bureau a l'intention de relocaliser des personnels organiques expatriés dans un bureau de liaison avancé à Mogadiscio, dans les bureaux régionaux du « Somaliland » et du « Puntland » ainsi que dans les bureaux extérieurs de Bossaso et de Gaalkacyo. L'UNPOS et le Département des affaires politiques ont établi des mécanismes de collaboration entre l'Organisation des Nations Unies, le reste de la communauté internationale et les autorités somaliennes pour appuyer les initiatives antipiraterie. Le Représentant spécial du Secrétaire général continuera d'être le référent des Nations Unies pour la piraterie et le vol à main armée en mer au large des côtes somaliennes (ibid., par. 71 à 84). Dans son rapport sur le financement de l'appui à l'AMISOM pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, le Comité a fait des observations sur l'action antipiraterie (A/64/509, par. 56 à 58).

87. L'UNPOS a l'intention de continuer à collaborer étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies, l'AMISOM et le Bureau d'appui de l'Organisation des Nations Unies pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA). Pour la préparation des futures élections, il entend se coordonner étroitement avec la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques ainsi qu'avec le PNUD et l'Union européenne (A/64/349/Add.3, par. 85 ; et A/64/509, par. 16 à 19). De plus, l'Office des Nations Unies à Nairobi continuerait de fournir, contre remboursement, des services pour le transport et les états de paie des personnels locaux, des services médicaux communs et des services de valise diplomatique et de courrier postal. Les bureaux de pays du PNUD en Somalie et au Kenya continueraient de fournir des services d'appui à l'UNPOS pour les salles-radio/sécurité, la délivrance de cartes d'identité pour la Somalie, la formation en matière de sûreté et de sécurité, l'accès aux dispensaires des Nations Unies à Mogadiscio, Hargeisa et Garowe, le traitement des questions ayant trait aux rapports avec le pays hôte et l'immatriculation des véhicules auprès des pays hôtes (A/64/349/Add.3, par. 87).

88. L'UNSOA a l'intention de fournir un appui administratif à l'UNPOS à compter du 1^{er} janvier 2010 et, à cet égard, quatre postes d'appui administratif seraient donc supprimés par celui-ci en 2010, tandis qu'un service administratif de liaison comportant quatre postes (1 P-4, 2 P-3 et 1 poste d'agent local) resterait à l'UNPOS pour la liaison avec l'UNSOA et pour l'apport d'un appui aux bureaux régionaux (voir par. 89 ci-après). En outre, 15 postes administratifs de l'UNPOS à Nairobi seraient supprimés à compter de janvier 2010. Il est proposé de créer 15 postes à compter du 1^{er} juillet 2010 (voir par. 90 et 95 du présent document) dans le cadre de la mise en place et de la dotation en effectifs des bureaux prévus en Somalie (ibid., par. 88). Le Comité consultatif a été informé qu'étant donné que l'UNSOA fournissait des services à l'UNPOS, aucune hiérarchie formelle n'existait. Il a également été informé que le service de liaison avait pour but de fournir un appui à l'UNPOS dans les parties de la Somalie dans lesquelles l'UNSOA n'était pas présent.

89. **Le Comité consultatif déclare à nouveau craindre que la structure opérationnelle globale pour l'appui fourni à la Somalie ne soit une structure bureaucratique trop complexe, ce qui pourrait entraîner des problèmes de coordination et de prise de responsabilité (voir A/64/509, par. 61). De plus, dans la mesure où une présence significative de l'UNPOS n'a pas encore été établie en Somalie, il n'est pas convaincu de la nécessité de maintenir quatre postes (1 P-4, 2 P-3 et 1 poste d'agent local) pour assurer la liaison avec l'UNSOA et fournir un appui aux bureaux régionaux. Si la nécessité de ces fonctions de liaison ou d'appui devait se faire sentir au cours de l'exercice, tout devrait être fait pour qu'elles puissent être assurées sans dépassement des ressources existantes.**

Présentation du budget

90. Le Comité consultatif a jugé particulièrement peu claires les propositions budgétaires concernant l'UNPOS. Par exemple, la suppression, proposée par le Secrétaire général, de 15 postes à Nairobi et le rétablissement de ces postes en Somalie, mais assortis de nouvelles fonctions, auraient dû être mieux expliqués (voir par. 95 du présent document). Le Comité demande à ce qu'à l'avenir, les propositions budgétaires soient accompagnées de suffisamment d'informations pour éviter qu'il ait à en demander par la suite.

Besoins en ressources

91. Les besoins en ressources de l'UNPOS pour 2010 s'élèvent à un montant brut de 18 239 900 dollars (montant net : 17 029 500 dollars), soit une augmentation de 1 767 300 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2009.

92. L'augmentation du montant estimatif des ressources nécessaires tient essentiellement au coût des personnels civils s'élevant à 7 984 200 dollars pour 105 postes proposés (67 postes d'expatrié et 38 postes de non-expatrié). Sur ces 105 personnels, 50 seraient localisés en Somalie en 2010. Sur ces 50 postes, 13 seraient de nouveaux postes et 37 seraient des postes redéployés de Nairobi. Au « Somaliland », un bureau régional serait créé à Hargeisa (20 postes), et au « Puntland », un bureau régional serait établi à Garowe (20 postes) et des antennes sur le terrain à Bossaso (2 postes) et à Gaalkacyo (2 postes). Un bureau de liaison avancée est prévu pour Mogadiscio (6 postes) et quatre nouveaux postes sont demandés pour l'Office des Nations Unies à Nairobi afin d'appuyer le déploiement en Somalie.

93. La création des 17 nouveaux postes ci-après est proposée :

a) Deux postes P-3 d'agent des services de sécurité pour aider le titulaire du poste P-4 d'agent des services de sécurité existant à superviser les opérations de sécurité dans les régions du « Somaliland »-Hargeisa et du « Puntland »-Garowe (A/64/349/Add.3, par. 99, al. a, sous-al. i) ;

b) Deux postes d'administrateur régional (Service mobile) pour l'appui logistique et administratif à chacun des bureaux régionaux : le bureau régional du « Puntland »-Garowe et le bureau régional du « Somaliland »-Hargeisa (ibid., par. 99, al. a, sous-al. ii) ;

c) Quatre postes d'agent local pour des assistants Sécurité pour desservir initialement le bureau régional du « Somaliland »-Hargeisa (2 postes) et le bureau régional du « Puntland »-Garowe (2 postes) [ibid., par. 99, al. a, sous-al. iii) ;

d) Deux postes d'agent local pour des assistants Génie qui fourniront un appui pour l'installation de groupes électrogènes et assureront la maintenance générale dans les bureaux régionaux du « Somaliland »-Hargeisa et du « Puntland »-Garowe (ibid., par. 99, al. a, sous-al. iv) ;

e) Un poste d'agent local pour un assistant dans le domaine des technologies de l'information et des communications qui aidera à installer, à mettre en service et à maintenir les liaisons au bureau régional du « Somaliland »-Hargeisa (ibid., par. 99, al. a, sous-al. v) ;

f) Deux postes d'agent local pour des assistants administratifs placés sous la supervision directe des fonctionnaires d'administration régionaux, qui fourniront un appui administratif général dans les bureaux régionaux du « Somaliland »-Hargeisa et du « Puntland »-Garowe (ibid., par. 99, al. a, sous-al. vi) ;

g) Trois postes d'agent du Service mobile à Nairobi pour des agents de protection rapprochée qui viendront s'ajouter aux cinq postes existants pour assurer la sécurité du Représentant spécial du Secrétaire général, en particulier durant ses déplacements en Somalie et dans la région (ibid., par. 99, al. b, sous-al. i) ;

h) Un poste d'agent local pour un assistant administratif au Bureau de développement du secteur de la sécurité (Nairobi) qui aura pour tâche de renforcer le soutien administratif au sein du Bureau (ibid., par. 99, al. b, sous-al. ii).

94. Le Comité consultatif reconnaît que l'évolution de la situation en Somalie dictera le rythme auquel les activités et fonctions planifiées pourront être mises en place. Il recommande donc de ne recruter des personnels qu'à mesure des besoins. Pour couvrir les besoins actuels en effectifs, le Comité recommande donc d'approuver les postes proposés, mais en appliquant un taux de vacance de postes de 40 % pour les personnels expatriés, au lieu d'un taux de 20 % comme prévu dans le projet de budget, et de 30 % pour les non-expatriés au lieu des 15 % prévus dans le projet de budget.

95. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a reçu des informations sur les nouvelles fonctions correspondant aux 15 postes dont la création est proposée à compter du 1^{er} juillet 2010, à savoir :

a) Un poste de fonctionnaire d'administration hors classe (P-5) sera supprimé et rétabli en tant que poste de coordonateur régional (P-5) pour le « Puntland » responsable de la gestion des activités au niveau régional et à celui des antennes sur le terrain ; le titulaire fournira un appui à l'Office des Nations Unies à Nairobi et assurera la liaison avec l'UNPOS ;

b) Deux postes d'agent local pour deux assistants des finances seront rétablis en tant que postes d'assistant administratif à Hargeisa et Garowe ;

c) Huit postes d'agent local pour des chauffeurs seront rétablis en tant que poste de chauffeur/mécanicien à Hargeisa et Garowe ;

d) Deux postes d'agent du Service mobile pour des techniciens de l'information et des télécommunications seront rétablis en tant que postes de technicien de la communication à Hargeisa et Garowe ;

e) Un poste d'agent du Service mobile pour un technicien des télécommunications sera rétabli en tant que poste d'assistant Technologies de l'information à Garowe ;

f) Un poste d'agent local pour un assistant dans le domaine des technologies de l'information sera rétabli en tant que poste d'agent local pour un assistant Technologies de l'information et de la communication à Garowe.

96. Le Comité consultatif recommande l'approbation des 15 postes proposés assortie d'un taux de vacance de postes de 50 % pour les personnels expatriés et de 30 % pour les non-expatriés.

97. Les prévisions de dépenses opérationnelles s'élèvent à 9 045 300 dollars (une augmentation de 648 400 dollars) ; elles serviront essentiellement à couvrir le coût des transports aériens (1 998 000 dollars), terrestres (1 056 900 dollars), des communications (1 712 400 dollars), des installations et infrastructures (1 546 600 dollars) et des services Technologies de l'information (323 500 dollars), à l'appui de l'établissement des bureaux en Somalie.

Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone

98. Le Comité consultatif rappelle que le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1829 (2008) du 4 août 2008, a créé le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL) pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} octobre 2008 afin qu'il prenne la succession du Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL). Le Conseil, dans sa résolution 1886 (2009) du 15 septembre 2009, a prorogé le mandat du BINUCSIL jusqu'au 30 septembre 2010.

99. Les ressources proposées pour 2010, d'un montant de 16 934 500 dollars (une augmentation de 1 729 500 dollars par rapport aux ressources approuvées pour 2009), couvriraient le coût des personnels civils (6 639 900 dollars) et les dépenses opérationnelles (10 294 600 dollars). Les dépenses correspondant aux personnels civils accusent une augmentation de 899 000 dollars par rapport aux ressources approuvées pour 2009. Cela est dû essentiellement aux ressources additionnelles nécessaires pour les personnels expatriés (689 000 dollars), en raison essentiellement du coût de l'harmonisation des conditions de service, conformément à la

résolution 63/250 de l'Assemblée générale, et des huit postes de Volontaire des Nations Unies proposés (220 500 dollars). Les modifications concernant les effectifs peuvent être résumées comme suit :

a) Huit postes supplémentaires sont proposés pour des Volontaires des Nations Unies, dont quatre renforceraient des fonctions organiques (1 spécialiste des affaires politiques; 2 spécialistes des droits de l'homme; 1 expert dans le domaine de la drogue et de la criminalité) et quatre renforceraient des fonctions d'appui (finances, transports, réclamations, assistance pour les technologies de l'information);

b) Un poste d'agent local pour un assistant administratif supplémentaire qui seconderait le fonctionnaire d'administration hors classe dirigeant la Section d'appui à la mission;

c) Le redéploiement de deux postes P-4 de la Section des droits de l'homme et de l'état de droit à la Section des affaires politiques et de consolidation de la paix et à la Section des institutions démocratiques, les fonctions qui y sont attachées étant jugées mieux correspondre aux travaux de ces sections.

100. Le Comité consultatif recommande l'acceptation des modifications du tableau d'effectifs proposées pour 2010 au sein du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone.

101. L'augmentation nette de 830 500 dollars au titre des dépenses opérationnelles englobe des diminutions des ressources proposées pour les technologies de l'information et de la communication (578 900 dollars et 539 700 dollars, respectivement), dues à une diminution des besoins d'acquisition de matériel, compensée par l'augmentation des dépenses pour les services d'appui à la communication. Le montant de 830 500 dollars englobe également des besoins supplémentaires pour les transports aériens (938 100 dollars) dus à l'augmentation du coût de la location d'un hélicoptère et du coût de 100 heures de vol supplémentaires pour l'utilisation d'hélicoptères de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et de la Mission des Nations Unies au Libéria; des besoins supplémentaires au titre des installations et infrastructures (421 100 dollars) dus à l'augmentation du coût des services de maintenance et de sécurité ainsi qu'à celle de la consommation de carburants des groupes électrogènes, estimée sur la base de l'expérience et des besoins; et une augmentation au titre des voyages officiels (212 000 dollars) pour un plus grand nombre de déplacements et de sessions de formation prévus pour 2010. **Le Comité consultatif n'a pas été convaincu par les arguments avancés pour justifier l'augmentation des frais de voyage; il recommande de ramener les ressources correspondantes à 432 900 dollars.**

Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria

102. Les hypothèses retenues pour la planification concernant 2010 et les perspectives d'avenir de la Commission mixte Cameroun-Nigéria sont décrites aux paragraphes 132 à 134 du rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.3). Le Comité note qu'on prévoit que toutes les activités de démarcation de la frontière terrestre seront achevées d'ici à la fin de 2012. En outre, en ce qui concerne la péninsule de Bakassi, l'Accord de Greentree de 2006 prévoit la prorogation du mandat du Comité de suivi pour un régime de transition de cinq ans.

103. Le montant estimatif des ressources (8 930 100 dollars) pour 2010 représente une augmentation de 830 200 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2009. Cette augmentation est essentiellement imputable à des besoins supplémentaires pour les observateurs militaires (11 200 dollars), étant donné l'augmentation de l'indemnité journalière de subsistance; des besoins supplémentaires pour les personnels civils (136 500 dollars), dus à la progression du barème des traitements des personnels expatriés qui a pris effet en juillet 2009 et à l'augmentation du coefficient d'ajustement. Comme indiqué au paragraphe 65 du présent document, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Président de la Commission mixte Cameroun-Nigéria assure la présidence du Comité de suivi depuis avril 2009. Le poste de secrétaire général adjoint du Premier Membre du Comité de suivi est donc désormais superflu et il est proposé de le supprimer. Il est aussi proposé de supprimer le poste de D-2 pour

l'appui au Comité de suivi, qui était vacant en 2008 étant donné les difficultés à trouver un candidat disposé à accepter un contrat-cadre de 60 jours (ibid., par. 141). Parmi les autres modifications du tableau d'effectifs, on peut citer la conversion d'un poste d'agent des services généraux en poste du Service mobile, conformément à la résolution 63/250 de l'Assemblée générale. **Le Comité consultatif recommande l'approbation des modifications proposées au tableau d'effectifs pour l'appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria.**

104. L'augmentation des dépenses opérationnelles (682 500 dollars) est due essentiellement aux besoins supplémentaires en matière de transports aériens. Le Comité rappelle que la Commission mixte partage avec l'UNOWA la location d'un avion sur la base d'un partage égal des coûts. Les dépenses pour l'exercice biennal 2008-2009 sont estimées à 3 827 200 dollars contre des crédits ouverts d'un montant de 4 390 400 dollars. La diminution prévue des dépenses tient à un nombre d'heures de vol moins élevé que prévu au budget. Les ressources supplémentaires à prévoir pour 2010 sont pour la plupart imputables à l'augmentation escomptée du prix qui sera demandé dans le contrat de location de l'avion si l'on en juge d'après un contrat analogue récemment signé par l'UNSOA. **Comme indiqué au paragraphe 68 du présent document, le Comité consultatif juge préoccupant le coût élevé à l'unité des déplacements à l'appui de l'UNOWA et de la Commission. Le Secrétaire général devrait trouver les moyens d'obtenir des services de transports aériens moins coûteux. Des informations sur les mesures prises et les progrès accomplis à cet égard devraient être données dans les futurs projets de budget.**

Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale

105. Le montant des dépenses prévues pour le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale en 2010, égal à 3 175 000 dollars, marque une augmentation de 971 200 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2009, qui s'explique principalement par des créations de postes et le coût en année pleine de l'harmonisation des conditions d'emploi, ainsi que des achats non récurrents à la rubrique Installations et infrastructures, ces facteurs de hausse étant en partie compensés par la baisse des fonds nécessaires pour le matériel de communications, qui a maintenant été acheté. Le pays hôte continuera de prendre en charge le loyer et les charges (électricité, etc.) des bureaux, estimés à 120 000 dollars. Le solde inutilisé de 234 500 dollars pour l'exercice biennal 2008-2009 tient essentiellement au retard intervenu dans la mise en place du Centre et dans le recrutement de son personnel (ibid., par. 150 à 155).

106. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a reçu un tableau complet des activités du Centre et de ses partenaires portant sur les questions relatives à la drogue, aux droits de l'homme, à l'eau, au terrorisme et à l'engagement politique, qui figure à l'annexe III. Il a également reçu des renseignements supplémentaires sur les équipes de pays des Nations Unies présentes dans les cinq pays d'Asie centrale.

107. Il est proposé de créer en 2010 quatre postes d'administrateur recruté sur le plan national (ibid., par. 152 et 154), un dans chacune des capitales des quatre pays d'Asie centrale : Astana, Bichkek, Douchanbé et Tachkent. Il a été indiqué au Comité consultatif que les titulaires de ces postes rempliraient des fonctions d'attaché de liaison et seraient chargés de recueillir de l'information sur les événements importants survenant dans leur pays, d'entretenir des contacts avec les autorités et les organisations internationales et régionales et de faciliter les activités organisées par le Centre dans le pays. Ayant posé la question, le Comité a reçu confirmation du fait que le mandat du Centre n'avait pas été modifié depuis sa création, à la fin de 2007, à Achgabat. **Compte tenu de la présence d'équipes de pays des Nations Unies, ainsi que du niveau actuel de l'effectif du Centre, qui compte 25 postes, le Comité consultatif se prononce contre la création des quatre postes envisagés.**

108. Le Comité consultatif note que le montant prévu pour 2010 à la rubrique Installations et infrastructures s'élève à 420 600 dollars, ce qui représente une augmentation de 369 100 dollars par rapport au crédit de 51 500 dollars ouvert pour 2009. Il a été informé que le montant demandé servirait à financer l'achat de matériel, par exemple six appareils de climatisation de forte

puissance devant remplacer les appareils actuels, qui fonctionnent mal (77 100 dollars), un réservoir et une pompe à carburant pour les groupes électrogènes de secours (40 600 dollars), des caméras de surveillance, des verrous et des extincteurs (40 600 dollars), ainsi que la location d'espace dans les bureaux de pays du PNUD pour les quatre administrateurs recrutés sur le plan national dont il était proposé de créer les postes (72 000 dollars). **Dans la logique de la recommandation faite au paragraphe 107 ci-dessus, le Comité consultatif recommande de réduire le budget des 72 000 dollars prévus pour la location de bureaux à l'intention des quatre administrateurs recrutés sur le plan national.**

109. Le montant proposé pour les frais de voyage est égal à 260 700 dollars, soit 87 900 dollars de plus que celui du crédit ouvert pour 2009, qui s'élevait à 172 800 dollars. Le Comité consultatif note qu'un dépassement de 68 400 dollars est prévu pour 2008 et 2009. Il a été informé que les 260 700 dollars prévus couvriraient les voyages effectués par le Chef du Centre et son personnel pour se rendre à des réunions au sommet d'organisations régionales et à des consultations à Moscou, Beijing, Kaboul, Vienne et New York (117 000 dollars), aux consultations tenues à Genève avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (5 500 dollars) et aux rencontres trimestrielles dans les capitales régionales (94 700 dollars) et pour les voyages effectués pour participer à des stages d'administration et d'informatique à Brindisi (Italie) [28 500 dollars], ainsi que la participation aux réunions annuelles convoquées par les responsables de la mission chargés de l'administration et des technologies de l'information et des communications (15 000 dollars). Le Comité a demandé, en vain, des renseignements sur le coût et les destinations des voyages effectués par le Chef du Centre depuis qu'il a pris ses fonctions en juin 2008. **Le Comité consultatif souhaite que cette information soit présentée à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le projet de budget pour 2010. Il recommande de maintenir le montant prévu pour les voyages autorisés à son niveau de 2009, soit 172 800 dollars.**

Bureau intégré des Nations Unies au Burundi

110. Par sa résolution 1858 (2008) du 22 décembre 2008, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat du Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) jusqu'au 31 décembre 2009 et prié le Représentant exécutif du Secrétaire général de faciliter et promouvoir le dialogue entre les parties concernées du pays et de l'étranger, en particulier dans la perspective des élections qui doivent avoir lieu entre juin et août 2010, ce dont il sera tenu compte dans la stratégie de fin de mandat du BINUB et dans le calendrier de celle-ci (ibid., par. 158 et 169). Le BINUB continue de coopérer avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et à se servir de son matériel, le cas échéant, moyennant remboursement. Il continue aussi de bénéficier d'un appui pour le dispositif de restauration des données et de continuité des opérations qui se trouve à la base de soutien logistique à Entebbe (Ouganda). En retour, il aide la MONUC, lors de la relève des contingents, à faire les démarches administratives nécessaires à l'aéroport international de Bujumbura et à gérer son camp de transit dans cette ville (ibid., par. 162).

111. Le montant net des financements prévus pour 2010 s'élève à 49 762 200 dollars (montant net : 46 258 000 dollars), soit une augmentation de 8 359 600 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2009. Il s'agit notamment de financer sept conseillers militaires (350 400 dollars), 14 conseillers pour les questions de police (605 500 dollars) et 51 Volontaires des Nations Unies (1 906 200 dollars), les traitements et dépenses communes de personnel relatifs à 450 postes (27 166 200 dollars), les dépenses de fonctionnement des installations et infrastructures (4 428 000 dollars), les frais de transport aérien (6 547 700 dollars), le coût des communications (1 755 000 dollars) et les dépenses d'informatique (1 230 000 dollars). **Vu la courbe d'évolution des dépenses consacrées au fonctionnement des installations et infrastructures, le montant proposé à ce titre devrait être ramené à 4 millions de dollars.**

112. Le montant de 29 072 400 dollars prévu pour le personnel civil marque une augmentation de 5 430 000 dollars par rapport à la période précédente et correspond à un effectif total de 450 personnes (144 recrutées sur le plan international, 255 recrutées sur le plan national et 51 Volontaires des Nations Unies). Au 31 octobre 2009, les taux de vacance de postes étaient

égaux à 18 % pour le personnel recruté sur le plan international, 9,3 % pour le personnel recruté sur le plan national et 3,9 % pour les Volontaires des Nations Unies. Aucune modification des effectifs n'est proposée pour 2010. L'augmentation tient donc essentiellement à l'accroissement des besoins de financement provoqué par la hausse des traitements et des dépenses connexes entraînée par l'harmonisation des régimes de nomination des fonctionnaires recrutés sur le plan international et sur le plan national. **Le Comité consultatif recommande d'appliquer pour 2010 des taux de vacance de postes égaux à 15 % pour le personnel recruté sur le plan international et 9 % pour le personnel recruté sur le plan national.**

113. À la rubrique Transports aériens, l'augmentation de 2 819 300 dollars en 2009 à 6 547 700 dollars pour 2010 tient à l'emprunt à la MONUC, contre remboursement, d'un hélicoptère d'appui pendant la période des élections en 2010. **Le Comité consultatif estime que l'augmentation proposée, d'environ 132 %, (ou 3 728 400 dollars) est disproportionnée par rapport aux moyens opérationnels supplémentaires demandés, c'est-à-dire un hélicoptère de plus pendant quatre mois. Il recommande donc que cette augmentation soit réduite de moitié, ramenant le montant total prévu à 4 683 500 dollars.**

Mission des Nations Unies au Népal

114. Il est indiqué dans le document budgétaire que le crédit de 16 778 700 dollars ouvert pour 2009 était destiné à couvrir les activités prescrites jusqu'en juillet 2009 et la liquidation de la Mission des Nations Unies au Népal (MINUNEP), d'août à novembre 2009. Le Conseil de sécurité ayant prorogé le mandat de la Mission de juillet 2009 au 23 janvier 2010 [résolution 1879 (2009), en date du 23 juillet 2009], celle-ci a poursuivi ses activités, et le montant supplémentaire de 6 804 200 dollars nécessaire pour la période d'août à décembre 2009 est financé sur l'enveloppe globale des crédits ouverts pour les missions politiques spéciales, grâce au transfert du montant estimatif du solde inutilisé de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) [ibid., par. 192 et tableau].

115. En septembre 2009, le Contrôleur a communiqué au Comité consultatif des prévisions de dépenses tenant compte de la prorogation du mandat de la MANUI jusqu'en décembre 2009, et l'a informé qu'il se proposait de financer le montant net des dépenses supplémentaires au moyen du solde inutilisé qui devait rester des crédits ouverts pour la MANUI, compte tenu des soldes disponibles des crédits ouverts pour la MINUNEP. Le Comité a également été informé que les sommes nécessaires pour financer les dépenses après le 31 décembre 2009 seraient communiquées lors de la présentation du projet de budget des missions politiques spéciales pour 2010. **Le Comité consultatif a pris acte de ces mesures.**

116. Le Secrétaire général indique que, sans préjuger de la décision que prendra le Conseil de sécurité, on peut supposer que le mandat de la MINUNEP sera prorogé au-delà de janvier 2010. À ce propos, le Comité consultatif note que, dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité les premiers pas faits dans la bonne direction étaient plutôt précaires et ne pouvaient pas être considérés avec certitude comme suffisants pour créer les conditions de l'achèvement de la tâche de la MINUNEP avant la fin du mandat actuel⁶. Les crédits demandés pour 2010, d'un montant de 16 742 900 dollars, permettraient à la MINUNEP de poursuivre ses activités, si le Conseil en décide ainsi, pendant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 et de financer sa phase de liquidation, d'août à novembre 2010 (A/64/349/Add.3, par. 189).

117. Il est proposé de créer trois postes de chauffeur (recruté sur le plan national), à compter d'août 2009 (ibid., tableau suivant le paragraphe 194). Le Secrétaire général explique cet accroissement de la demande de services de chauffeur par le fait que, depuis la fermeture des bureaux régionaux, en 2008, tout l'appui aux lieux de cantonnement doit être assuré à partir de Katmandou, ce qui s'ajoute au fait que la MINUNEP ne dispose que d'un aéronef (ibid., par. 195). **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la création des trois postes en question.**

118. Un montant de 396 100 dollars est prévu pour les voyages, ce qui représente une hausse de 145 300 dollars principalement imputable à la formation prévue en matière de sécurité et au

perfectionnement du personnel. **Vu que le mandat de la MINUNEP doit expirer, le Comité consultatif recommande de réduire ce montant à 325 000 dollars.**

119. Le montant de 628 000 dollars prévu pour 2010 à la rubrique Informatique est en hausse de 339 000 dollars par rapport au crédit de 289 000 dollars ouvert pour 2009. Il a été indiqué au Comité consultatif que 259 800 dollars étaient demandés pour l'achat de matériel destiné à remplacer cinq serveurs et deux commutateurs, ainsi que quatre blocs d'alimentation ininterrompible supplémentaires, et à optimiser le réseau étendu. **Vu que le mandat de la MINUNEP doit expirer, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de ne pas approuver le montant de 259 800 dollars pour l'achat de matériel de remplacement.**

Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban

120. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban représente le Secrétaire général dans les relations avec le Gouvernement libanais, tous les partis politiques et les diplomates en poste au Liban, et coordonne les activités de l'équipe de pays des Nations Unies ; en coordination avec le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, il établit les rapports du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, en date du 11 août 2006. En 2009, le Bureau du Coordonnateur spécial a créé quatre groupes de travail pour établir un plan directeur et un plan d'action concernant respectivement les droits de l'homme, les élections et la gouvernance, la situation des Palestiniens au Liban et la gestion des frontières. Des élections parlementaires se sont déroulées au Liban le 7 juin 2009 et, comme le prévoit l'Accord de Doha, un dialogue national sans exclusive a été lancé. Le Comité consultatif note que l'étendue des fonctions du Coordonnateur spécial s'est élargie et qu'il poursuit sa coopération avec les autres entités, notamment avec le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies et le PNUD. Par ailleurs, le Département de l'appui aux missions fournit au Bureau du Coordonnateur spécial un appui administratif et logistique tandis que le PNUD, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) lui fournissent sur le terrain un appui financier, administratif, logistique et médical, ainsi que sur le plan du personnel et de la sécurité (ibid., par. 199 à 210).

121. Le montant net des prévisions de dépenses relatives au Bureau du Coordonnateur spécial s'établit à 9 520 000 dollars pour 2010 (montant net : 8 405 800 dollars), soit une augmentation de 1 683 000 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2009. Cette augmentation, due essentiellement aux dépenses relatives au personnel civil correspondant à 82 postes (22 postes de personnel international et 60 postes de personnel recruté sur le plan national), d'un montant de 5 969 600 dollars (soit une augmentation de 716 700 dollars), s'explique par l'évolution des coûts salariaux standard pour le personnel international et les traitements, les autres dépenses de personnel et les heures supplémentaires pour le personnel recruté sur le plan national, ainsi que par les modifications du tableau d'effectifs ci-après :

a) Le reclassement à P-4 d'un poste P-3 d'assistant spécial du Coordonnateur spécial dont le titulaire aide le Coordonnateur spécial à assurer la gestion fonctionnelle et administrative du secrétariat, entretenant d'étroites relations de travail avec les responsables des institutions nationales, les partis politiques, les organisations de la société civile et les milieux religieux (ibid., par. 219, al. *a*) ;

b) La conversion d'un poste de spécialiste des questions politiques (P-3) en poste de coordonnateur (administrateur recruté sur le plan national) dont le titulaire travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies (ibid., par. 219, al. *b*) ;

c) La conversion de deux postes d'agent de sécurité (niveau local) en : i) un poste d'assistant informatique et communications (niveau local) dont le titulaire sera chargé de l'infrastructure informatique et télématique du Bureau ; et ii) un poste d'assistant administratif (niveau local) dont le titulaire assurera l'appui administratif de l'unité de sécurité (ibid., par. 219, al. *c*) ;

d) La création d'un poste d'assistant (gestion des installations) [niveau local] dont le titulaire assurera l'entretien des nouveaux locaux occupés par le Bureau (*ibid.*, par. 219, al. d).

122. Le Comité consultatif recommande l'approbation des modifications du tableau d'effectifs proposées pour le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban.

123. Le montant prévu au titre des dépenses opérationnelles (2 436 200 dollars) représente une augmentation de 966 300 dollars, due essentiellement à l'accroissement des dépenses au titre des communications (460 700 dollars) qu'exige le plan d'établissement d'une liaison directe avec la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), comme l'a recommandé la FINUL pour des raisons de sécurité. Des dépenses supplémentaires sont également prévues au titre des installations et infrastructures (381 000 dollars) en rapport avec les frais du déménagement des bureaux du Coordonnateur spécial en mai 2009.

IV. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

124. Par sa résolution 1868 (2009) du 23 mars 2009, le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour une nouvelle période de 12 mois, jusqu'au 23 mars 2010. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport (A/64/349/Add.4), le projet de budget pour 2010 vise à permettre à la MANUA de fournir l'appui nécessaire conformément aux priorités fixées au paragraphe 4 de la résolution 1806 (2008) du Conseil de sécurité, en date du 20 mars 2008, et à la Conférence internationale de soutien à l'Afghanistan tenue à Paris le 12 juin 2008, ainsi qu'aux éléments essentiels recensés à la Conférence internationale sur l'Afghanistan tenue à La Haye le 31 mars 2009. Selon le Secrétaire général, la MANUA doit ainsi renforcer sa capacité de coordonner les activités d'assistance et continuer à aider le Gouvernement afghan à déterminer les lacunes et à trouver les donateurs qui contribueront à les combler; son rôle est de mobiliser les Afghans et leurs partenaires internationaux, avec l'appui de toutes les compétences disponibles au sein du système des Nations Unies, et de mener une action de sensibilisation politique et de promouvoir l'application de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan grâce à une présence renforcée et élargie dans tout le pays.

125. Au paragraphe 6 de sa résolution 1868 (2009), le Conseil de sécurité a souligné qu'il importe de renforcer et d'élargir la présence de la MANUA et des autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans les provinces et a encouragé le Secrétaire général à poursuivre les efforts engagés en vue de prendre les dispositions voulues pour régler les problèmes de sécurité associés au renforcement et à l'élargissement de cette présence. À cet égard, le Secrétaire général indique dans le rapport contenant le budget pour 2010 (*ibid.*) que 8 bureaux de région et 12 bureaux de province sont actuellement opérationnels, tandis que les 3 bureaux de province prévus au budget de 2009 vont bientôt être ouverts à Lashkar Gah, Ghazni et Farah et que 6 nouveaux bureaux, prévus au budget de 2010, vont être installés dans les provinces suivantes de Logar, Paktika, Laghman, Panshir, Takhar et Jawzjan (*ibid.*, par. 6). Le rapport indique en outre que trois des bureaux de province (Panshir, Jawzjan et Takhar) devraient ouvrir pendant le quatrième trimestre de 2009, étant donné que la situation en matière de sécurité dans ces provinces est relativement stable et que des locaux à louer sont disponibles; les trois autres ouvriraient en 2010 (*ibid.*, par. 265 à 267), ce qui porterait le nombre total des bureaux de province à 21.

126. Le Comité consultatif a été informé que l'ouverture d'un des bureaux prévus au budget de 2009 a été retardée pour des raisons de sécurité. Le Comité ayant demandé des précisions, des dates butoir actualisées lui ont été fournies comme suit :

a) Les bureaux de province de Jawzjan, Farah et Takhar devraient ouvrir le 30 novembre, le 15 décembre et le 31 décembre 2009, respectivement;

b) L'ouverture du bureau de Ghazni est prévue le 31 janvier 2010;

c) Les bureaux de Logar, Laghman, Paktika et Panshir devraient ouvrir entre mars et août 2010;

d) L'ouverture du bureau de Lashkar Gah, prévue initialement pour juin 2009, est en suspens car il reste encore à trouver des locaux et à actualiser l'évaluation des conditions de sécurité.

127. L'élargissement proposé de la présence de la MANUA s'accompagne d'un accroissement des effectifs proposés pour renforcer les bureaux de région et de province existants, de la dotation en effectifs des nouveaux bureaux de province ainsi que du personnel d'appui nécessaire et d'une augmentation des dépenses opérationnelles et en matière de sécurité. Dans ce contexte, le Comité consultatif note que l'équipe de pays des Nations Unies en Afghanistan a, en consultation avec le Département de la sûreté et de la sécurité, élaboré un projet (« Vide sécuritaire ») en vue de renforcer la sécurité de tout le personnel des Nations Unies déployé dans le pays en aidant le Gouvernement afghan à mettre en place un dispositif de sécurité adéquat qui fournira des services de protection à la MANUA et aux organismes des Nations Unies dans l'exercice de leurs fonctions. En attendant que ce projet soit mené à terme, des gardes armés et des agents de sécurité internationaux sont ou seront déployés dans divers sites (voir également par. 130 et 150 du présent document). En outre, le Comité note qu'à la suite de l'attentat à l'explosif survenu à Kaboul le 28 octobre 2009, un examen des conditions et du dispositif de sécurité a été lancé. Le Comité a été informé qu'il serait tenu au courant des résultats de tout examen de la situation en matière de sécurité.

128. Le tableau suivant donne une ventilation des prévisions de dépenses pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 et le montant estimatif des dépenses de la MANUA pour 2010, ce qui permet de comparer les prévisions de dépenses pour 2010 et le budget approuvé pour 2009.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) - (6)
Militaires et personnel de police	2 266,1	2 136,3	129,8	1 578,5	–	1 225,7	352,8
Personnel civil	128 688,8	132 955,9	(4 267,1)	105 778,3	–	72 373,8	33 404,5
Dépenses opérationnelles	112 939,8	121 501,5	(8 561,7)	134 587,5	33 604,8	81 339,3	53 248,2
Total	243 894,7	256 593,7	(12 699,0)	241 944,3	33 604,8	154 938,8	87 005,5

129. Le Comité consultatif note que le montant des dépenses pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 est estimé à 256 593 700 dollars, contre des crédits ouverts d'un montant de 243 894 700 dollars. Le dépassement prévu (12 699 000 dollars) s'explique principalement par les dépenses supplémentaires au titre des rubriques suivantes :

a) Transports aériens (7 191 300 dollars), du fait principalement des heures de vol supplémentaires nécessaires à cause des problèmes de sécurité liés à la circulation routière ;

b) Installations et infrastructures (1 625 500 dollars), du fait de dépenses imprévues occasionnées par le déploiement de personnel de sécurité supplémentaire en raison de la détérioration des conditions de sécurité ;

c) Dépenses au titre du personnel recruté sur le plan national (2 485 100 dollars), en raison de taux de vacance de postes plus faibles que les taux inscrits au budget (un taux prévu de

20 % contre le taux inscrit au budget de 22 % en 2008 et de 15 % en 2009), de l'augmentation des traitements locaux en 2009 et de la révision des primes de risque à compter du 1^{er} mars 2009 ;

d) Dépenses au titre du personnel recruté sur le plan international (1 886 700 dollars), en raison de taux de vacance de postes plus faibles que les taux inscrits au budget (un taux prévu de 20 % contre le taux inscrit au budget de 25 % en 2008 et de 26 % en 2009).

130. On trouvera à la section IV du rapport du Secrétaire général des informations concernant les dépenses pour l'exercice biennal 2008-2009. Le montant net des prévisions de dépenses de la MANUA pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 est estimé à 256 579 500 dollars (montant net : 241 944 300 dollars). L'augmentation de 87 005 500 dollars (soit 56 %) par rapport au budget approuvé pour 2009 (154 938 800 dollars) est due essentiellement à la proposition de créer 818 nouveaux postes ; aux coûts associés à l'ouverture de six bureaux de province supplémentaires ; à la mise en œuvre du projet « Vide sécuritaire » et au déploiement d'agents de sécurité supplémentaires dans tous les sites de la MANUA en raison de l'aggravation de l'insécurité dans le pays ; à la proposition de renforcer la flotte aérienne de la Mission et la prise en compte des dépenses opérationnelles connexes ; et à la proposition de lancer des projets à effet rapide dans les régions et provinces où la MANUA est ou sera présente.

131. Le Comité consultatif note que vu l'accroissement proposé des ressources requises, les moyens dont dispose la MANUA pour s'acquitter de ses fonctions en évolution auront considérablement augmenté. Étant donné l'importance de cet accroissement, le Comité insiste sur le fait qu'à l'avenir, les documents budgétaires doivent présenter plus systématiquement et clairement des informations précises sur les résultats obtenus et les conditions à remplir pour assurer une utilisation efficace des ressources demandées pour réaliser les objectifs fixés. Les demandes de ressources devraient être étayées par des justificatifs clairs indiquant comment les moyens existants doivent être complétés.

132. Le Comité consultatif rappelle que la MANUA a une structure à deux composantes [composante I (affaires politiques) et composante II (secours, relèvement et reconstruction)], sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général, et que le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des secours, du relèvement et de la reconstruction, qui dirige la composante II, exerce aussi les fonctions de Coordonnateur résident et de Coordonnateur de l'action humanitaire. L'organigramme figure en annexe au rapport du Secrétaire général.

133. Pour permettre à la MANUA de mettre en œuvre les priorités résumées aux paragraphes 124 et 125 du présent document, le Secrétaire général a notamment proposé les changements suivants pour 2010 : renforcer les capacités actuelles des bureaux de région et de province et doter en effectifs les six nouveaux bureaux de province proposés (585 postes supplémentaires sur les 818 proposés) ; renforcer la Section de la sécurité au sein du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général ; et créer une nouvelle Division de la gouvernance, de l'état de droit, de la réforme de la police et de la lutte contre les stupéfiants au sein de la composante I. Au titre de la composante II, il est notamment proposé de renforcer la capacité du Groupe d'appui à la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et du Groupe de coordination des donateurs et de l'efficacité de l'aide et de créer un nouveau Groupe de la protection de l'enfance. Par ailleurs, étant donné que les activités des bureaux de province sont appelées à s'étendre, il est proposé de renforcer les moyens d'appui à la MANUA en la dotant d'effectifs supplémentaires, y compris par la création d'une nouvelle Section des opérations aériennes, à la suite d'un examen du programme des opérations aériennes de la MANUA. En outre, deux bureaux de liaison continueront de fonctionner à Islamabad et à Téhéran, tout comme un bureau de soutien logistique à Doubaï.

134. Le Comité consultatif rappelle que lors de la présentation du budget pour 2009, il avait été informé qu'il était jugé essentiel de recommander qu'un expert de la lutte contre les stupéfiants du niveau D-2 soit affecté à la MANUA, de manière que le pouvoir de mobilisation de la Mission soit dûment étayé par les compétences du niveau requis (A/63/593, par. 113). Présenté comme une nécessité urgente à l'époque, le Comité a été informé pendant ses auditions sur le projet de budget pour 2010 qu'en consultation avec l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, il avait été décidé ultérieurement, compte tenu de la situation dans la zone de

la MANUA et de la position du bureau de l'Office en Afghanistan, que le concept de la fonction avait changé. En conséquence, le poste D-2 inscrit au budget n'a jamais été pourvu. Comme il est indiqué ci-dessus, la nouvelle Division de la gouvernance, de l'état de droit, de la réforme de la police et de la lutte contre les stupéfiants, qu'il est proposé de créer au sein de la composante I, regrouperait les services existants de la composante I et le Groupe de la lutte contre les stupéfiants relevant de la composante II, leurs tâches et responsabilités étant jugées intimement liées, ce qui permettra d'aborder leur travail de manière coordonnée, d'améliorer le partage et l'analyse de l'information et de renforcer le dialogue avec les homologues nationaux et internationaux. Il a donc été proposé que le titulaire du poste de conseiller pour la lutte contre les stupéfiants (D-2) approuvé en 2009 exerce les fonctions de Directeur de la Division de la gouvernance, de l'état de droit, de la réforme de la police et de la lutte contre les stupéfiants (A/64/349/Add.4, par. 88 à 90).

135. Le Comité consultatif n'a pas d'objection contre la réorganisation proposée ou la création de la nouvelle Division. La MANUA doit néanmoins veiller à assurer la direction de la lutte contre les stupéfiants. Le Comité rappelle que dans le projet de budget de la MANUA pour 2009, une restructuration profonde avait été proposée et des effectifs supplémentaires approuvés, dont 368 postes supplémentaires pour les bureaux de région et de province. Il réaffirme qu'une analyse de la manière dont les effectifs supplémentaires approuvés et la réorganisation de la MANUA auront contribué à l'exécution de son mandat doit être réalisée (voir A/63/593, par. 129). La MANUA devrait donner suite à cette demande dans le projet de budget pour 2011, en indiquant par ailleurs les moyens et les ressources supplémentaires à dégager pour 2010.

136. Le Comité consultatif reconnaît que la MANUA doit répondre aux priorités énoncées aux paragraphes 124 et 125 du présent document. Il est également conscient des conditions de sécurité difficiles dans lesquelles la MANUA mène ses activités. Il souligne la nécessité d'une planification réaliste de l'expansion des opérations de la Mission. Il appelle l'attention sur les problèmes de gestion inhérents aux deux actions envisagées simultanément, à savoir l'élargissement de la présence de la MANUA et son renforcement dans les lieux où elle est déjà présente. L'expansion des bureaux de région et de province devrait se fonder sur les enseignements tirés de l'expérience acquise.

137. En formulant ses recommandations concernant les dépenses de personnel et les dépenses opérationnelles de la MANUA pour 2010, le Comité consultatif a tenu compte de la situation en matière de sécurité et de la possibilité que des retards soient accusés dans la mise en œuvre du plan de travail opérationnel, dans le déploiement des effectifs proposés dans les bureaux de région et de province ou pour ce qui est du respect des calendriers prévus. En outre, comme il est indiqué au paragraphe 127 du présent document, le dispositif de sécurité de la MANUA est à l'examen, à la suite de l'attentat à l'explosif survenu à Kaboul le 28 octobre 2009. Le Comité consultatif recommande par conséquent à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de lui présenter, pendant la deuxième partie de la reprise de sa soixante-quatrième session, un rapport intérimaire permettant d'évaluer l'état d'avancement des plans opérationnels.

138. Compte tenu de ce qui précède et de l'expérience acquise à ce jour s'agissant de la mise en service de nouveaux bureaux de province, le Comité consultatif recommande, pour 2010, de prévoir deux tiers des ressources en personnel et autres demandées pour les six nouveaux bureaux de province. Si l'élargissement se faisait à un rythme plus rapide, le Secrétaire général devrait faire état des ressources supplémentaires nécessaires dans le cadre du premier rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2010-2011.

Militaires et personnel de police

139. Le montant proposé au titre de cette rubrique pour 2010 (1 578 500 dollars) représente une augmentation de 352 800 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2009 (1 225 700 dollars). Il permettra de financer les dépenses liées au déploiement d'un conseiller militaire, de 27 officiers de liaison et de 8 conseillers de police. Les prévisions de dépenses tiennent compte d'un taux de vacance de postes de 15 % pour les observateurs militaires et de 20 % pour la police civile.

L'augmentation des dépenses s'explique par l'accroissement proposé du nombre d'officiers de liaison, qui passe de 19 en 2009 à 27 en 2010, afin de permettre le déploiement d'officiers supplémentaires dans chacun des bureaux de région existants sur le terrain, ainsi que par l'application d'un taux de vacance de postes de 20 % aux dépenses relatives aux conseillers de la police civile, contre 25 % en 2009. **Compte tenu des observations formulées aux paragraphes 136 à 138 ci-dessus, le Comité consultatif recommande l'approbation des ressources demandées pour les militaires et le personnel de police pour 2010, ajustées d'un taux de vacance de postes de 18 % pour les officiers de liaison au lieu des 15 % proposés dans le budget.**

Personnel civil

140. Le tableau ci-après fait un récapitulatif des postes approuvés pour la MANUA, des postes vacants au 31 octobre 2009 et des postes proposés par le Secrétaire général pour 2010.

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>
Postes approuvés pour 2009	2 023	1 SGA; 2 SSG; 4 D-2; 8 D-1; 27 P-5; 87 P-4; 96 P-3; 57 P-2; 123 SM; 1 G(1 ^{re} classe); 19 G(AC); 230 AN; 1 309 AL; 59 VNU
Postes vacants au 31 octobre 2009 ^a	350	1 D-2; 5 D-1; 5 P-5; 20 P-4; 28 P-3; 14 P-2; 21 SM; 57 AN; 194 AL; 5 VNU
Postes proposés pour 2010	2 841	1 SGA; 2 SSG; 4 D-2; 16 D-1; 25 P-5; 129 P-4; 126 P-3; 68 P-2; 200 SM; 315 AN; 1 874 AL; 81 VNU
Nouveaux postes ^b	840	8 D-1; 42 P-4; 30 P-3; 11 P-2; 77 SM; 85 AN; 565 AL; 22 VNU
Conversions ^c	20	1 G(1 ^{re} classe) et 19 G(1 ^{re} classe/AC) en SM
Suppression ^d	1	1 AN
Redéploiements	51	1 D-2; 2 P-4; 3 P-3; 1 P-2; 6 SM; 7 AN; 27 AL; 4 VNU
Reclassements	12	4 P-5 à D-1; 4 P-4 à P-5; 2 P-3 à P-4; 2 P-2 à P-3

Abréviations : SGA = secrétaire général adjoint; SSG = sous-secrétaire général; SM = agent du Service mobile; G(1^{re} classe) = agent des services généraux (1^{re} classe); G(AC) = agent des services généraux (Autres classes); AN = administrateur recruté sur le plan national; AL = agent local; VNU = Volontaire des Nations Unies

^a Y compris 97 postes faisant actuellement l'objet de recrutement.

^b Représente l'augmentation en valeur brute, dont 20 postes d'agent des services généraux convertis en postes d'agent du Service mobile conformément à la résolution 63/250 de l'Assemblée générale sur l'harmonisation des conditions de service et 2 postes qu'il est proposé de reclasser de P-5 à D-1.

^c Comme suite à l'adoption de la résolution 63/250 de l'Assemblée générale.

^d À la Section des achats.

141. L'effectif proposé pour 2010 comprend 2 841 postes, dont 571 postes de personnel recruté sur le plan international (371 administrateurs et 200 agents du Service mobile), 2 189 postes de personnel recruté sur le plan national (315 administrateurs et 1 874 agents locaux) et 81 postes de Volontaire des Nations Unies. Il représente une augmentation nette de 818 postes, soit 166 postes de personnel recruté sur le plan international (89 administrateurs et 77 agents du Service mobile), 650 postes de personnel recruté sur le plan national (85 administrateurs recrutés sur le plan national et 565 agents locaux) et 22 postes de Volontaire des Nations Unies, par rapport à l'effectif approuvé pour 2009. Le Comité consultatif note que 585 des postes supplémentaires demandés (66 postes d'agent recruté sur le plan international, 512 d'agent recruté sur le plan national et 7 postes de Volontaire des Nations Unies) serviront à renforcer les bureaux de région et de province, dans le cadre de l'élargissement de la présence de la MANUA dans les provinces, en vue de la réalisation des activités indiquées au paragraphe 270 du rapport du Secrétaire général

(A/64/349/Add.4). Les modifications du tableau d'effectifs proposées comprennent aussi la conversion de 20 postes d'agent des services généraux en poste d'agent du Service mobile, conformément à la résolution 63/250 de l'Assemblée générale sur l'harmonisation des conditions de service, le redéploiement de 51 postes existants et le reclassement de 12 postes existants. On trouvera aux tableaux 4, 5 et 6 du rapport du Secrétaire général un récapitulatif des changements proposés.

142. Le montant prévu au titre du personnel civil s'établit à 105 778 300 dollars. La progression nette des ressources demandées (33 404 500 dollars) s'explique par la création proposée de 818 postes, par l'effet de l'harmonisation des indemnités décidée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/250, qui est en partie compensée par la suppression du versement de l'indemnité de subsistance (missions), les augmentations prévues pour les traitements locaux; et une augmentation du montant des dépenses afférentes à chaque Volontaire des Nations Unies (ibid., par. 289, 292 et 295). Les prévisions de dépenses tiennent compte d'un taux de vacance de postes de 30 % pour le personnel recruté sur le plan international et le personnel recruté sur le plan national et de 20 % pour les Volontaires des Nations Unies, ainsi que de la prime de risque (ibid., par. 287, 288 et 291).

Observations et recommandations concernant les postes

143. Le Secrétaire général décrit les modifications qu'il propose d'apporter au tableau d'effectifs pour 2010 aux paragraphes 32 à 281 de son rapport; les organigrammes faisant apparaître les postes de temporaire existants et ceux dont la création est proposée, ainsi que les transferts et les reclassements, figurent dans une annexe à ce rapport (A/64/349/Add.4). Le Comité consultatif a joint au présent document un récapitulatif des modifications qu'il est prévu d'apporter au tableau d'effectifs de la MANUA pour 2010, indiquant les unités administratives actuelles et proposées, ainsi que les créations, transferts et reclassements de postes de temporaire (voir annexe IV du présent document).

144. Des renseignements sur les effectifs proposés pour les bureaux de région et les bureaux de province figurent aux paragraphes 241 à 281 du rapport du Secrétaire général et dans l'annexe IV du présent document, y compris sur les effectifs supplémentaires proposés pour les bureaux de région (104 postes) et les bureaux de province (481). Le Comité consultatif constate que le nombre des postes varie légèrement d'un bureau à l'autre (d'une région à l'autre). Il a été informé que les différences tenaient essentiellement au nombre de gardes de sécurité nécessaires. Les bureaux régionaux comptent entre 99 et 107 agents. Un tableau d'effectifs modèle de 102 postes de temporaire se décomposerait en 39 postes des services fonctionnels, 21 postes de sécurité et 42 postes d'appui à la mission. Les bureaux de province comptent entre 43 et 47 agents, avec un tableau type de 44 postes de temporaire se décomposant en 12 postes des services fonctionnels, 19 postes de sécurité et 13 postes d'appui à la mission. **Le Comité consultatif insiste pour que les circonstances et conditions particulières des différentes régions et provinces soient bien prises en considération.**

145. Le Comité consultatif relève qu'il est proposé de reclasser de P-5 à D-1 les sept postes de temporaire de chef de bureau régional existants parce que les attributions et responsabilités de leurs titulaires devraient se multiplier avec l'augmentation du nombre des bureaux de province; le poste de temporaire destiné au chef du bureau de Kandahar a d'ailleurs été approuvé à la classe D-1. Pour les bureaux de province, il est proposé de créer 21 nouveaux postes de temporaire de directeur à la classe P-4, l'expérience ayant montré que les administrateurs recrutés sur le plan national à ces postes n'étaient pas considérés comme impartiaux et que les agents recrutés à la classe P-3 étaient jugés insuffisamment expérimentés. Le Comité relève en outre qu'il est désormais proposé d'affecter aux unités fonctionnelles des bureaux de province trois agents recrutés sur le plan international, pour donner suite à la politique de relève adoptée par la Mission, en vue d'assurer la présence d'un fonctionnaire international à tous moments, au lieu des deux postes d'agent recruté sur le plan international prévus dans le projet de budget pour 2009 (ibid., par. 280).

146. Compte tenu des remarques et observations qu'il a formulées aux paragraphes 135 à 138 du présent document, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'accepter le tableau d'effectifs de la MANUA proposé par le Secrétaire général pour 2010, qui figure à l'annexe IV du présent document, ainsi que les transferts prévus. N'étant pas convaincu par les arguments avancés aux paragraphes 247 et 248 du rapport du Secrétaire général pour le reclassement des postes de directeur de bureau régional à la classe D-1, il recommande le maintien de ces postes à la classe P-5, en attendant que l'expérience acquise procure de plus amples données pour définir les besoins liés à la création de nouveaux bureaux de province. Le Comité recommande d'approuver les autres reclassements proposés (à savoir 2 P-2 à P-3, 2 P-3 à P-4 et 4 P-4 à P-5, comme il ressort du tableau 6 du document A/64/349/Add.4).

Observations et recommandations concernant les dépenses opérationnelles

147. Le tableau ci-après donne la ventilation des dépenses opérationnelles engagées du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 (montant estimatif par catégorie de dépenses), ainsi qu'une comparaison avec les prévisions de dépenses pour 2010 et les ressources approuvées pour 2009.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) - (6)
Consultants et experts	427,4	427,4	—	1 261,2	—	213,7	1 047,5
Voyages	2 688,3	3 132,8	(444,5)	3 015,8	—	1 628,3	1 387,5
Installations et infrastructures	26 430,7	28 056,2	(1 625,5)	40 509,8	6 593,7	17 834,8	22 675,0
Transports terrestres	31 586,7	31 294,7	292,0	21 810,3	19 520,1	26 503,0	(4 692,7)
Transports aériens	37 525,8	44 717,1	(7 191,3)	50 586,0	32,1	25 489,4	25 096,6
Communications	6 592,3	6 241,9	350,4	6 930,2	3 370,0	4 334,8	2 595,4
Informatique	4 797,0	4 797,0	—	5 531,2	3 538,7	3 310,5	2 220,7
Services médicaux	787,7	730,5	57,2	819,2	146,2	499,4	319,8
Fournitures, services et matériel divers	2 103,9	2 103,9	—	2 423,8	404,0	1 525,4	898,4
Projets à effet rapide	—	—	—	1 700,0	—	—	1 700,0
Total	112 939,8	121 501,5	(8 561,7)	134 587,5	33 604,8	81 339,3	53 248,2

148. Le montant estimatif des dépenses opérationnelles engagées du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 s'élève à 121 501 500 dollars, alors que le montant des crédits ouverts pour la période s'établissait à 112 939 800 dollars. Le Comité consultatif note que ce dépassement (8 561 700 dollars) tient essentiellement aux dépenses engagées au titre des voyages (7 191 300 dollars) et des installations et infrastructures (1 625 500 dollars).

149. Le montant des ressources demandées pour la MANUA pour 2010 (134 587 500 dollars) affiche une augmentation nette de 53 248 200 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2009. Cette progression tient principalement à la hausse des dépenses prévues au titre des transports aériens (25 096 600 dollars) et des installations et infrastructures (22 675 000 dollars) compte tenu de la proposition d'élargir la présence de la MANUA dans les provinces. **Au paragraphe 138 du présent document, le Comité consultatif a fait une recommandation sur les ressources en**

personnel et autres ressources se rapportant aux nouveaux bureaux de province, qui devrait influencer sur le montant total des dépenses opérationnelles prévues.

150. Le montant demandé pour les transports aériens (50 586 000 dollars) devrait couvrir les frais d'affrètement et d'exploitation d'une flotte composée de quatre avions et six hélicoptères, ainsi que le coût des transports assurés par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies et les dépenses opérationnelles connexes (ibid., par. 311 à 315). La hausse de 25 096 600 dollars s'expliquerait essentiellement par l'acquisition d'un avion et de deux hélicoptères supplémentaires et les dépenses connexes, compte tenu de la présence élargie de la MANUA dans les provinces, par l'utilisation accrue des transports aériens en raison de la dégradation des conditions de sécurité qui entrave les déplacements du personnel par la route, et par la nécessité de disposer des moyens d'assurer les évacuation sanitaires et le transport de marchandises. **Eu égard aux observations qu'il a formulées aux paragraphes 136 à 138 du présent document et des retards qui pourraient accompagner l'ouverture des nouveaux bureaux de province, le Comité consultatif recommande d'ajuster le montant des dépenses afférentes aux deux hélicoptères supplémentaires en anticipant un retard de quatre mois, et de modifier en conséquence les ressources et coûts connexes.**

151. Le montant demandé au titre des installations et des infrastructures (40 509 800 dollars) est en hausse de 22 675 000 dollars par rapport au crédit approuvé pour 2009, du fait essentiellement de l'ouverture escomptée de six nouveaux bureaux de province et des dépenses de sécurité correspondantes. La ventilation des ressources correspondantes figurent aux alinéas *a* à *m* du paragraphe 304 du rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.4). Ces ressources serviront notamment à couvrir des dépenses non renouvelables concernant l'achat d'installations préfabriquées pour les espaces à usage de bureaux et logements nécessaires en raison de l'implantation de la MANUA dans de nouvelles provinces (6 593 700 dollars); l'achat de divers types de matériel, dont du matériel de sécurité et de sûreté (3 526 300 dollars); des services de sécurité (16 062 900 dollars); la location de locaux (3 697 800 dollars); des services d'entretien, de nettoyage et d'élimination des déchets (1 110 700 dollars); des services de construction (3 909 000 dollars); l'achat de fournitures d'entretien et de fournitures électriques (864 000 dollars); et le coût des carburants et lubrifiants (5 048 600 dollars).

152. Le montant demandé pour les transports terrestres (21 810 300 dollars) est en diminution de 4 692 700 dollars en raison de l'achat d'un nombre moindre de véhicules blindés par rapport à 2009. Cependant, les ressources prévues serviront à couvrir des dépenses non renouvelables d'un montant de 19 520 100 dollars pour l'achat de 137 véhicules blindés et le remplacement de 32, y compris les frais de transport pour 2010. Le Comité consultatif rappelle qu'en raison des conditions de sécurité dans le pays, et suivant la recommandation issue d'une évaluation spéciale des risques faite par le Département de la sûreté et de la sécurité, un programme a été mis en train pour remplacer tous les véhicules de transport de personnel par des véhicules blindés, sur une période de trois ans (2008-2010). Il a été informé que 69 véhicules blindés avaient été commandés dans le cadre du budget de 2008, dont 38 avaient été réceptionnés (la livraison des 31 véhicules restants ayant été reportée à l'année suivante). En 2009, des crédits ont été approuvés pour l'acquisition de 177 véhicules blindés, dont 144 ont fait l'objet d'une demande d'achat. Sur les autres véhicules prévus en 2008 et 2009, 52 ont été réceptionnés et des préparatifs sont en cours pour l'expédition de 22 autres; les véhicules restants devraient arriver dans la zone de la mission d'ici à mars 2010. Le Comité a également appris que les problèmes rencontrés en 2009 dans l'exécution des deux contrats-cadres correspondants avaient été réglés et qu'entre 25 et 30 véhicules seraient livrés chaque mois en 2010, y compris les véhicules dont l'achat doit être effectué cette année-là. **Vu l'importance d'utiliser des véhicules blindés pour assurer la sécurité du fonctionnement de la MANUA, le Comité consultatif recommande instamment de veiller à la bonne application des arrangements contractuels. Des renseignements sur la question devraient être présentés dans le rapport demandé au paragraphe 137 du présent document.**

153. Les montants demandés au titre des communications et de l'informatique s'élèvent à 6 930 200 dollars et 5 531 200 dollars, respectivement. Les augmentations apparaissant dans les

deux cas (2 595 400 dollars et 2 220 700 dollars, respectivement) s'expliquent par l'exécution du programme de remplacement du matériel ainsi que par l'achat de matériel supplémentaire pour appuyer la mise en place de nouveaux bureaux de province.

154. Le montant estimatif des dépenses afférentes aux voyages pour 2010 (3 015 800 dollars) est en hausse de 1 387 500 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2009. Il comprend le coût des voyages liés à la formation (1 493 500 dollars) et celui des autres voyages autorisés (718 000 dollars pour les déplacements à l'intérieur de la zone de la Mission et 804 300 dollars pour les déplacements à l'extérieur). La progression des ressources demandées s'explique par l'augmentation des déplacements que le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et ses adjoints devront effectuer dans le cadre des nouveaux domaines d'action prioritaires, les voyages au titre de la participation aux stages prévus dans le programme de formation pour 2010, et les activités de coordination et d'appui nécessaires pour les nouveaux bureaux de province.

155. Le Comité consultatif relève qu'un montant de 1,7 million de dollars est demandé pour les projets à effet rapide. La forme que ces projets prendront est décrite au paragraphe 329 du rapport du Secrétaire général. S'étant renseigné, le Comité a été informé qu'un montant de 499 000 dollars avait été prévu lors de la création de la MANUA et que le financement de projets à effet rapide était jugé d'autant plus nécessaire que la Mission avait élargi sa présence et comptait continuer à le faire en 2010. Les projets à effet rapide ont pour objet de combler les lacunes des programmes mis en œuvre par l'équipe de pays des Nations Unies, d'autres partenaires internationaux du développement ou le Gouvernement. De plus, pour que les projets ne se chevauchent pas, leur sélection et leur exécution s'effectueront en concertation avec les organismes des Nations Unies, grâce à la participation d'un représentant du Bureau du Coordonnateur résident aux travaux de la commission d'examen qui sera mise en place pour superviser le choix et le suivi des projets. **Le Comité consultatif ne voit pas d'inconvénient à ce que le dispositif des projets à effet rapide – couramment utilisé dans le cadre des opérations de maintien de la paix – soit mis à contribution compte tenu du fait que la MANUA doit étendre ses opérations à des régions du pays qui ne sont pas bien desservies par d'autres entités. Il recommande en conséquence d'approuver les ressources demandées pour 2010.**

V. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

156. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) dans sa résolution 1546 (2004) du 8 juin 2004, puis l'a actualisé et élargi dans sa résolution 1770 (2007) du 10 août 2007 et prorogé dans ses résolutions 1830 (2008) du 7 août 2008 et 1883 (2009) du 7 août 2009. Le mandat de la Mission, qui a été prorogé le plus récemment dans la résolution 1883 (2009), court jusqu'au 7 août 2010.

157. Aux paragraphes 2 à 10 de son rapport (A/64/349/Add.5), le Secrétaire général présente les activités envisagées pour la MANUI en 2010. Dans son rapport au Conseil de sécurité en date du 11 novembre 2009⁷, il fait le point des activités menées par l'Organisation en Iraq, en présentant notamment l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité et les activités de la MANUI.

158. Aux paragraphes 11 à 18 de son rapport (A/64/349/Add.5), le Secrétaire général présente les résultats obtenus par la MANUI pour l'exercice biennal 2008-2009. Le montant estimatif des dépenses engagées pendant cet exercice s'élève à 255 615 200 dollars, avec un solde non utilisé devant atteindre 10,2 millions de dollars, qui s'explique essentiellement par les facteurs suivants :

- a) Coût moindre des services d'appui logistique et systèmes de survie destinés au contingent des gardes ;
- b) Déploiement restreint du personnel civil en Iraq en raison des conditions de sécurité ;
- c) Report du déploiement des deux hélicoptères prévus ;

d) Report des déploiements à Bassorah, Ramadi, Najaf et Mossoul (d'où des dépenses moindres au titre des travaux de transformation des locaux, des installations de sécurité, des services de sécurité et d'entretien, des services collectifs de distribution et des loyers).

159. Cependant, les économies susmentionnées ont été partiellement annulées par les dépenses au titre du personnel civil du fait que le taux d'occupation des postes a été plus important que celui retenu dans le budget; ainsi que par la hausse des tarifs aériens; l'augmentation du nombre de programmes de formation obligatoires; le coût supérieur aux prévisions du matériel de transmissions et l'augmentation des dépenses liées au programme de sensibilisation du personnel aux questions de sécurité.

160. Le Comité consultatif a été informé que la MANUI bénéficiait actuellement de systèmes de survie, de services de sécurité, de services liés aux transmissions, de services médicaux et de services de transport assurés par le Gouvernement des États-Unis et que, en 2010, avec le retrait prévu des troupes internationales d'Iraq, la Mission s'emploierait à fonctionner de manière plus autonome en vue d'accomplir les missions qui lui ont été confiées dans l'ensemble du pays. À cette fin, la MANUI compte prendre plusieurs mesures pour renforcer les capacités de son Service de la sûreté et de la sécurité. Elle compte également déployer deux hélicoptères, qui s'ajouteront à l'avion dont elle dispose depuis 2008, et jouir ainsi d'une plus grande autonomie pour mener ses opérations aériennes. **Le Comité consultatif insiste sur la nécessité de garder à l'examen l'impact du retrait envisagé des troupes internationales, y compris les éventuelles incidences financières pour l'Organisation.**

161. Au paragraphe 3 de son rapport, le Secrétaire général indique qu'en 2010 la présence de la MANUI en Iraq sera constituée des bureaux consolidés des Nations Unies à Bagdad et à Erbil et des présences de la Mission à Kirkouk, Bassorah, Mossoul, Ramadi et Najaf. Le Comité consultatif s'étant renseigné à ce sujet, il lui a été précisé que par bureaux « consolidés » on entendait le « renforcement » de la présence de l'Organisation dans les zones visées.

162. Comme indiqué au paragraphe 9 du rapport du Secrétaire général, l'Organisation pourrait être davantage sollicitée et amenée à élargir ses activités de facilitation politique en Iraq, notamment en ce qui concerne les frontières internes contestées et la réforme constitutionnelle. Parmi les principales échéances électorales de 2010 figurent les élections parlementaires qui auront lieu au début de l'année, et plusieurs référendums.

163. Le tableau ci-après donne la ventilation des dépenses engagées du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 (montant estimatif par catégorie de dépenses) et les prévisions de dépenses de la MANUI pour 2010, ainsi qu'une comparaison entre les ressources demandées pour 2010 et les ressources approuvées pour 2009.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation
		(2)	(3) = (1) - (2)			(6)	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) - (6)
Militaires et personnel de police	26 305,1	23 009,1	3 296,0	14 513,7	—	14 143,6	370,1
Personnel civil	148 139,0	145 254,6	2 884,4	68 699,4	—	80 894,8	(12 195,4)
Dépenses opérationnelles	91 395,0	87 351,5	4 043,5	75 776,2	14 777,5	53 893,4	21 882,9
Total	265 839,1	255 615,2	10 223,9	158 989,3	14 775,5	148 931,8	10 057,6

164. Les prévisions de dépenses pour la MANUI pour 2010, d'un montant de 158 989 300 dollars, sont en hausse de 10 057 600 dollars par rapport au budget approuvé pour

2009 (148 931 800 dollars). L'augmentation des ressources demandées pour 2010 tient essentiellement aux facteurs suivants :

a) Utilisation accrue d'hélicoptères par rapport à 2009. Le Comité consultatif a appris que les frais d'affrètement des deux hélicoptères pour les déplacements à l'intérieur du pays avaient été supérieurs aux prévisions (4 280 000 dollars de plus que le montant retenu dans le budget approuvé pour 2009) ;

b) Renforcement du réseau de transmissions et du réseau informatique pour appuyer les bureaux de région (la Mission dépend actuellement d'une structure de transmissions gérée par les forces internationales en Iraq) ;

c) D'autres augmentations des dépenses liées à l'élargissement des activités de la Mission, dans les bureaux de région et alentour.

Militaires et personnel de police

165. Le montant des ressources demandées pour les militaires et le personnel de police (14 513 700 dollars) est en hausse de 370 100 dollars par rapport au budget approuvé pour 2009. Il devrait couvrir le déploiement de 16 officiers de liaison et de 223 gardes. Sa progression s'explique principalement par l'augmentation du nombre des officiers de liaison, qui passerait de 13 en 2009 à 16 en 2010, et des voyages au titre de la relève des contingents (4 en 2010 contre 2 en 2009). En revanche, des économies devraient être réalisées avec la réduction des dépenses au titre des systèmes de survie et services de soutien logistiques et du taux de l'indemnisation journalière (missions) versée aux officiers de liaison.

Personnel civil

166. Le tableau ci-après fait apparaître les postes de temporaire approuvés pour la Mission, ceux qui étaient vacants au 31 octobre 2009 et ceux proposés par le Secrétaire général pour 2010.

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>
Postes approuvés pour 2009	1 053	1 SGA, 2 SSG, 3 D-2, 8 D-1, 20 P-5, 71 P-4, 88 P-3, 24 P-2, 239 SM, 1 G(1 ^{re} classe), 2 G(AC), 97 AN, 497 AL
Postes vacants au 31 octobre 2009	288	1 SSG, 2 D-2, 3 D-1, 12 P-5, 30 P-4, 50 P-3, 12 P-2, 38 SM, 41 AN, 99 AL
Postes proposés pour 2010	1 051	1 SGA, 2 SSG, 3 D-2, 8 D-1, 20 P-5, 71 P-4, 87 P-3, 24 P-2, 241 SM, 97 AN, 497 AL
Créations	—	
Suppressions	2	1 P-3, 1 G
Transferts	32	2 D-1, 2 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 1 P-2, 4 SM, 3 AN, 16 AL
Reclassements	2	2 G(AC) à SM

Abbreviations : SGA = secrétaire général adjoint ; SSG = sous-secrétaire général ; SM = agent du Service mobile ; G (1^{re} classe) = agent des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent des services généraux (Autres classes) ; AN = administrateur recruté sur le plan national ; AL = agent local.

167. Les ressources demandées au titre du personnel civil (68 699 400 dollars) correspondent à un effectif de 1 051 agents (457 recrutés sur le plan international et 594 sur le plan national), ce qui représente une diminution nette de 2 postes pour le personnel recruté sur le plan international. Les modifications proposées pour les différents services fonctionnels et administratifs sont décrites aux paragraphes 25 à 68 du rapport du Secrétaire général, tandis qu'une répartition par site est présentée dans le tableau 3. Les transferts sont indiqués dans l'annexe II du rapport. S'étant renseigné, le Comité consultatif a appris que le poste de sous-secrétaire général du Représentant

spécial adjoint chargé du développement et de l'aide humanitaire était pourvu au 1^{er} novembre 2009. Il relève que le taux de vacance de postes est actuellement d'environ 27 %.

168. Les ressources demandées pour le personnel civil affichent une diminution de 12 195 400 dollars qui s'explique essentiellement par l'inscription sous les dépenses opérationnelles du montant prévu pour les systèmes de survie et services de soutien logistiques destinés au personnel international, et par la fin du versement de l'indemnité de subsistance (missions) du fait de l'harmonisation des conditions d'emploi, ainsi que par l'application d'un taux de vacance moindre concernant les postes d'agent recruté sur le plan national pour 2010 (20 %) par rapport à 2009 (35 %), sur la base du nombre effectif des recrutements effectués en 2009.

169. Le personnel international est désormais principalement affecté à Koweït et à Amman. Les fonctionnaires qui doivent travailler en Iraq sont officiellement considérés comme du personnel en déplacement et bénéficient d'une indemnité journalière de subsistance à taux réduit (ainsi que des systèmes de survie fournis par l'Organisation). C'est la raison pour laquelle un montant de 1,7 million de dollars est prévu dans les dépenses opérationnelles, à la rubrique des voyages, alors que les ressources correspondantes étaient auparavant inscrites à la rubrique du personnel civil.

170. Le Comité consultatif relève qu'il est proposé de déclasser (de P-3 à P-4) le poste de temporaire de conseiller pour l'égalité des sexes et de le permuter avec le poste de temporaire (P-3) de coordonnateur de zone de Ramadi. S'étant enquis des raisons de ce déclassement, le Comité a été informé qu'il avait été décidé, après examen, de maintenir le poste en question à la classe P-4. En conséquence, le poste de temporaire P-4 ne sera pas transféré au Bureau du développement et de l'assistance humanitaire, pour qu'il corresponde comme il était proposé aux fonctions exercées par le coordonnateur de zone de Ramadi.

171. Le Comité consultatif recommande d'approuver le tableau d'effectifs proposé par le Secrétaire général pour la MANUI en 2010, avec le maintien à la classe P-4 du poste de conseiller pour l'égalité des sexes (voir par. 170 ci-dessus).

Dépenses opérationnelles

172. Le tableau ci-après donne la ventilation des dépenses opérationnelles engagées du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 (montant estimatif par catégorie de dépenses), ainsi qu'une comparaison avec les dépenses prévues pour 2010 et les ressources approuvées pour 2009.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 ^{er} janvier 2008- 31 décembre 2009			Prévisions de dépenses pour 2010		Comparaison 2009-2010	
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif du solde inutilisé	Total	Dépenses non renouvelables	Budget approuvé pour 2009	Variation
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) - (6)
Consultants et experts	679,0	990,3	(311,3)	584,0	–	518,5	65,5
Voyages	4 426,6	5 855,0	(1 428,4)	3 678,0	–	1 143,3	2 534,8
Installations et infrastructures	24 450,4	20 797,3	3 653,1	17 122,9	4 770,5	17 452,1	(329,2)
Transports terrestres	17 240,1	14 909,0	2 331,1	2 939,8	1 269,6	2 530,7	409,1
Transports aériens	21 817,3	17 646,7	4 170,6	23 037,5	83,5	18 761,4	4 276,1
Communications	11 352,5	13 968,2	(2 615,7)	7 683,7	3 887,5	6 312,9	1 370,8
Informatique	5 562,8	6 374,4	(811,6)	5 667,0	4 308,7	3 291,2	2 375,8
Services médicaux	1 011,3	878,7	132,6	999,3	196,5	656,3	343,0
Équipement spécial	129,6	30,0	99,6	90,0	90,0	88,4	1,6
Fournitures, services et matériel divers	4 725,4	5 901,9	(1 176,5)	13 974,0	171,2	3 138,6	10 835,4
Total	91 395,0	87 351,5	4 043,5	75 776,2	14 777,5	53 893,4	21 882,9

173. Le montant des ressources demandées pour 2010 au titre des dépenses opérationnelles (75 776 200 dollars) est en hausse de 21 882 900 dollars par rapport au budget approuvé pour 2009. Cette progression concerne principalement les rubriques suivantes :

a) Fournitures, services et matériel divers : la hausse de 10 835 400 dollars tient essentiellement à l'inscription des dépenses prévues pour les services de soutien logistiques et systèmes de survie (qui figuraient auparavant à la rubrique du personnel civil) ;

b) Opérations aériennes : la hausse de 4 276 100 dollars tient à l'utilisation accrue d'hélicoptères ;

c) Voyages : la hausse de 2 534 800 dollars tient à l'inscription des ressources destinées à l'indemnité journalière de subsistance (prévues auparavant à la rubrique personnel civil) ;

d) Informatique et transmissions : la hausse de 2 375 800 dollars et 1 370 800 dollars, respectivement, tient au remplacement du matériel informatique devenu obsolète, ainsi qu'à l'équipement informatique et matériel de transmissions nécessaires pour assurer l'élargissement des opérations en Iraq, à Amman et au bureau de liaison de Téhéran.

174. Le montant demandé pour les opérations aériennes (23 037 500 dollars) servirait à couvrir les frais annuels d'affrètement et d'exploitation correspondant à un avion (5 665 000 dollars) et à deux hélicoptères, qui doivent être fournis dans le cadre d'un contrat commercial, à raison de 3 220 dollars par heure de vol pour un total de 1 200 heures (16 279 000 dollars). Ayant demandé des précisions sur le calendrier de déploiement des deux hélicoptères, le Comité consultatif a appris que les clauses du contrat étaient en cours de négociation par la Division des achats et le fournisseur et que les appareils seraient normalement déployés dans les quatre à six mois suivant la signature du marché. **Compte tenu du coût élevé des heures de vol, le Comité consultatif recommande instamment de veiller à l'utilisation judicieuse des hélicoptères de la MANUI.**

VI. Construction du complexe intégré de Bagdad – état du projet

175. Les paragraphes 117 à 128 du rapport du Secrétaire général (ibid.) font le point sur le projet de construction du complexe intégré de Bagdad. Il est dit au paragraphe 121 que l'examen des partis architecturaux a amené à conclure que le mieux serait de construire un ensemble intégré comprenant une structure renforcée pour les parties communes et une série d'immeubles de bureaux et de logements « préfabriqués ». Le Comité consultatif s'étant enquis de la question, on lui a répondu qu'il s'agissait de structures renforcées qui s'érigent sur place à partir de sections et de parties préfabriquées. On recherche actuellement un cabinet d'architectes pour les plans. Les soumissions ont été reçues le 19 novembre 2009. L'analyse de leurs aspects techniques et financiers est en cours et adjudications devraient être signées avant le 31 janvier 2010. On pense que la phase de conception, qui prendrait 120 jours, s'achèvera à la mi-juin 2010. Le projet dans son ensemble devrait être entièrement réalisé dans le délai de 34 mois fixé à l'origine dans le document A/62/828. Cependant, le démarrage tardif du travail de conception expliqué aux paragraphes 118 et 121 du rapport du Secrétaire général (ibid.), oblige à reporter la date de fin de fin chantier d'octobre 2010 au milieu de 2012. **Le Comité consultatif constate avec inquiétude que l'échéancier du Secrétaire général risque d'être irréalisable.**

176. Le Comité consultatif a appris qu'il était impossible de faire une estimation jusqu'à la fin du travail de conception, sinon celles qui ont été présentées à l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session (A/62/828). **Le Comité consultatif fait observer que les prévisions de dépense indiquées dans le document A/62/828 étaient elles-mêmes inspirées de la réalisation de logements du personnel par une autre institution internationale dans la zone internationale, plus de deux années avant la parution du rapport en question (ibid., par. 36).** Le Comité reconnaît que les événements intervenus en Iraq ont pu, comme le dit le Secrétaire général au paragraphe 118 de son rapport (A/64/349/Add.5), occasionner des retards dans la présentation du projet détaillé qu'avait recommandée le Comité (voir A/63/601, par. 25) et demandée l'Assemblée générale à la section X de sa résolution 63/263

du 24 décembre 2008. Il n'empêche qu'un effort aurait pu être fait pour actualiser un devis qui a maintenant plus de quatre ans. Il espère que le rapport général qui sera présenté durant la reprise de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale (voir A/63/349/Add.5, par. 127) donnera le détail des ressources financières demandées et fixera des délais précis aux diverses phases du projet, comme l'Assemblée l'a demandé dans sa résolution 63/263.

177. Il a été répondu aux questions du Comité consultatif que la population prise comme hypothèse de travail pour la conception des bâtiments de Bagdad se répartissait comme suit :

- a) Logements et bureaux pour 229 fonctionnaires recrutés sur le plan international, y compris le personnel de la MANUI et des institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies ;
- b) Espace de travail pour 150 agents recrutés sur le plan national ;
- c) Quartiers et espaces de travail pour 50 membres de la garde de l'Organisation (constituée de soldats d'un contingent national ou d'agents de sécurité engagés sous contrat) ;
- d) Logements et bureaux pour 50 membres du personnel d'appui engagés sous contrat.

Ces hypothèses diffèrent de ce qu'indiquait à l'origine le document A/62/828, qui prévoyait des logements et des bureaux pour 165 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 150 agents recrutés sur le plan national et 60 membres du personnel contractuel.

178. Comme le dit le rapport (ibid., par. 124), l'Assemblée générale s'étant inquiétée des questions de gestion et de surveillance, un groupe consultatif de haut niveau a été créé, où siègent le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, les secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques, à la sûreté et à la sécurité et à l'appui aux missions, ainsi que le Contrôleur, les sous-secrétaires généraux aux services centraux d'appui et aux affaires juridiques. Le Secrétaire général explique que ce groupe est la principale instance interdépartementale qui assure le contrôle, le suivi et l'orientation du projet et qu'il étudie systématiquement les leçons tirées d'autres chantiers de l'Organisation. Des mesures ont été prises pour recruter un directeur de projet spécialisé, à la classe P-5. **Le Comité consultatif voit là une évolution positive mais qui reste cependant en deçà du nécessaire s'agissant de surveiller un projet de construction de cette complexité. Par exemple, on voit mal le niveau réel de responsabilité du groupe consultatif. On ne voit pas non plus très bien l'emboîtement des responsabilités à l'intérieur de la MANUI. Le rôle du Bureau des services centraux d'appui reste flou lui aussi. Plus généralement encore, le Comité estime qu'il faudrait disposer au Siège d'un service unique qui serait compétent pour suivre et contrôler les grands chantiers partout dans le monde. À ce propos, il rappelle une observation qu'il a déjà faite, à savoir qu'il faudrait préciser davantage le rôle central de chef de file que joue le Bureau des services centraux d'appui dans l'appréciation générale des besoins et des priorités en matière de construction, de gros travaux d'entretien et de gestion générale des installations matérielles de l'Organisation (voir par. 5 du document A/64/7/Add.11 du présent supplément). Le Comité ne doute pas que ces questions seront réglées dans le rapport général qui sera présenté à l'Assemblée à la reprise de sa soixante-quatrième session. Les résultats de l'examen des leçons tirées des autres chantiers de l'Organisation auxquels a procédé le groupe consultatif de haut niveau devraient également figurer dans le rapport.**

179. Le Gouvernement iraquien s'est engagé par écrit à prélever 25 millions de dollars sur son budget 2009 pour contribuer à la construction du nouveau quartier général de la MANUI. On attend encore le virement de ce montant au Fonds d'affectation spéciale créé à cette fin (voir A/64/349/Add.5, par. 126). Le Comité consultatif a appris que la MANUI veille avec le Gouvernement iraquien à ce que la subvention en question soit effectivement versée au Fonds.

180. Le paragraphe 128 du rapport indique qu'aucun engagement n'a été opéré en 2009 au titre de l'autorisation de dépense de 5 millions de dollars approuvée par l'Assemblée générale au bénéfice de la MANUI dans sa résolution 63/263. Le Secrétaire général propose d'autoriser le même montant de dépenses pour l'exercice biennal 2010-2011. **Le Comité consultatif souscrit à**

cette proposition et recommande à l'Assemblée d'approuver des engagements de dépenses à hauteur de 5 millions de dollars.

VII. Recommandation

181. Pour ce qui est des décisions que le Secrétaire général propose à l'approbation de l'Assemblée générale et qui figurent au paragraphe 81 de son rapport (A/64/349), le Comité consultatif recommande ce qui suit :

a) Dans le cas des 27 missions politiques spéciales énumérées au tableau 1 du document A/63/346 pour l'exercice s'achevant le 31 décembre 2009, approuver les ressources demandées par le Secrétaire général, sous réserve des observations et des recommandations que le Comité consultatif fait ci-dessus; le Comité demande que le montant ajusté soit communiqué à l'Assemblée générale au moment où elle examine le projet de budget du Secrétaire général;

b) Approuver l'inscription contre le montant visé à l'alinéa *a* ci-dessus d'une charge au titre du crédit prévu pour les missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 ;

c) Approuver l'ouverture d'un crédit d'un montant de 5 millions de dollars pour la MANUI au chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, pour financer les travaux d'architecte préalables à la construction du centre intégré des Nations Unies de Bagdad.

Notes

¹ S/2009/128.

² S/PRST/2009/5 ; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2008-31 juillet 2009*.

³ S/2009/309.

⁴ Financé en vertu d'un accord de partage égal des coûts avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

⁵ Le poste D-2 existant sera utilisé pour le Représentant spécial adjoint.

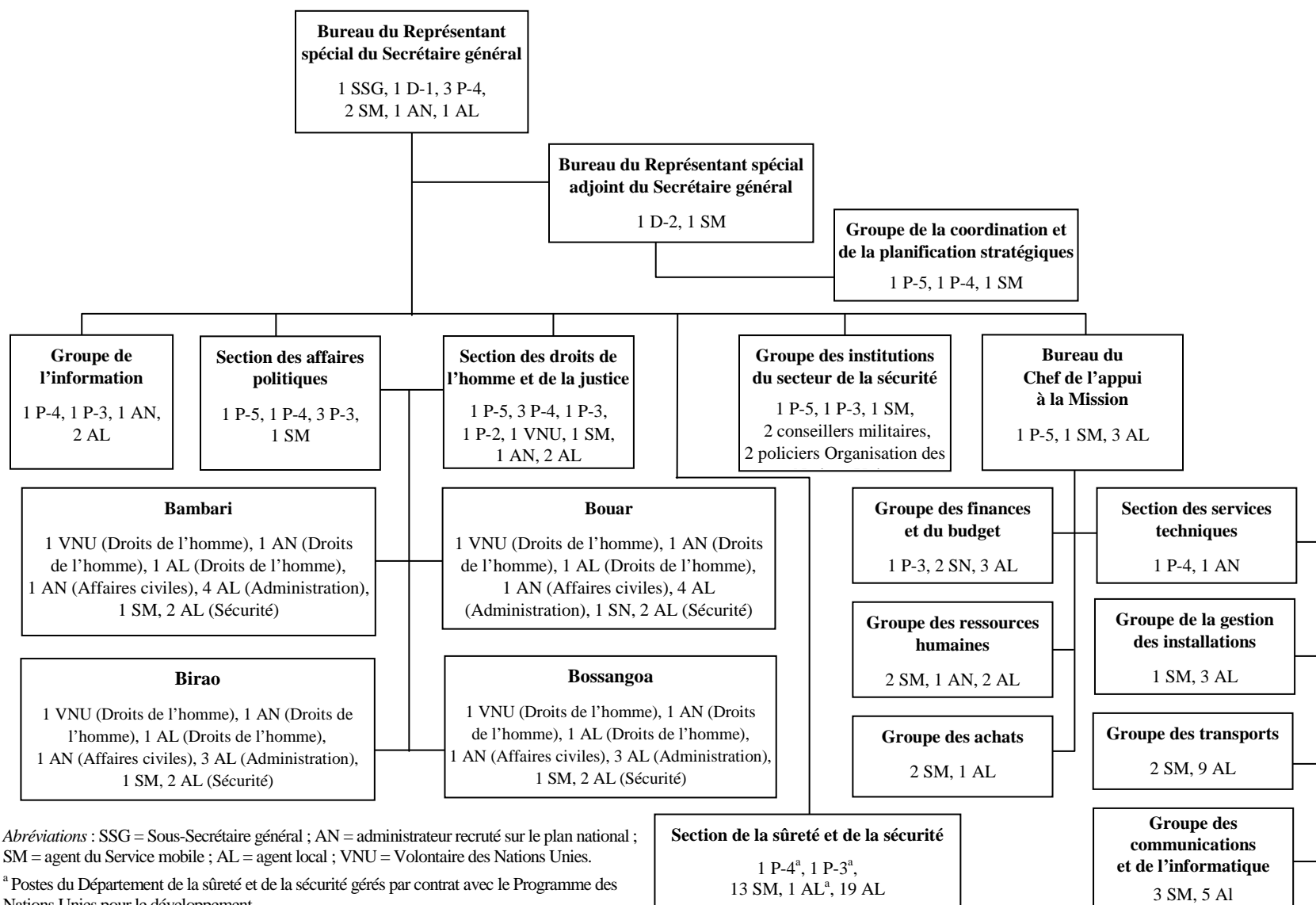
⁶ S/2009/553, par. 58.

⁷ S/2009/585.

Annexe I

Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine

Organigramme proposé pour 2010



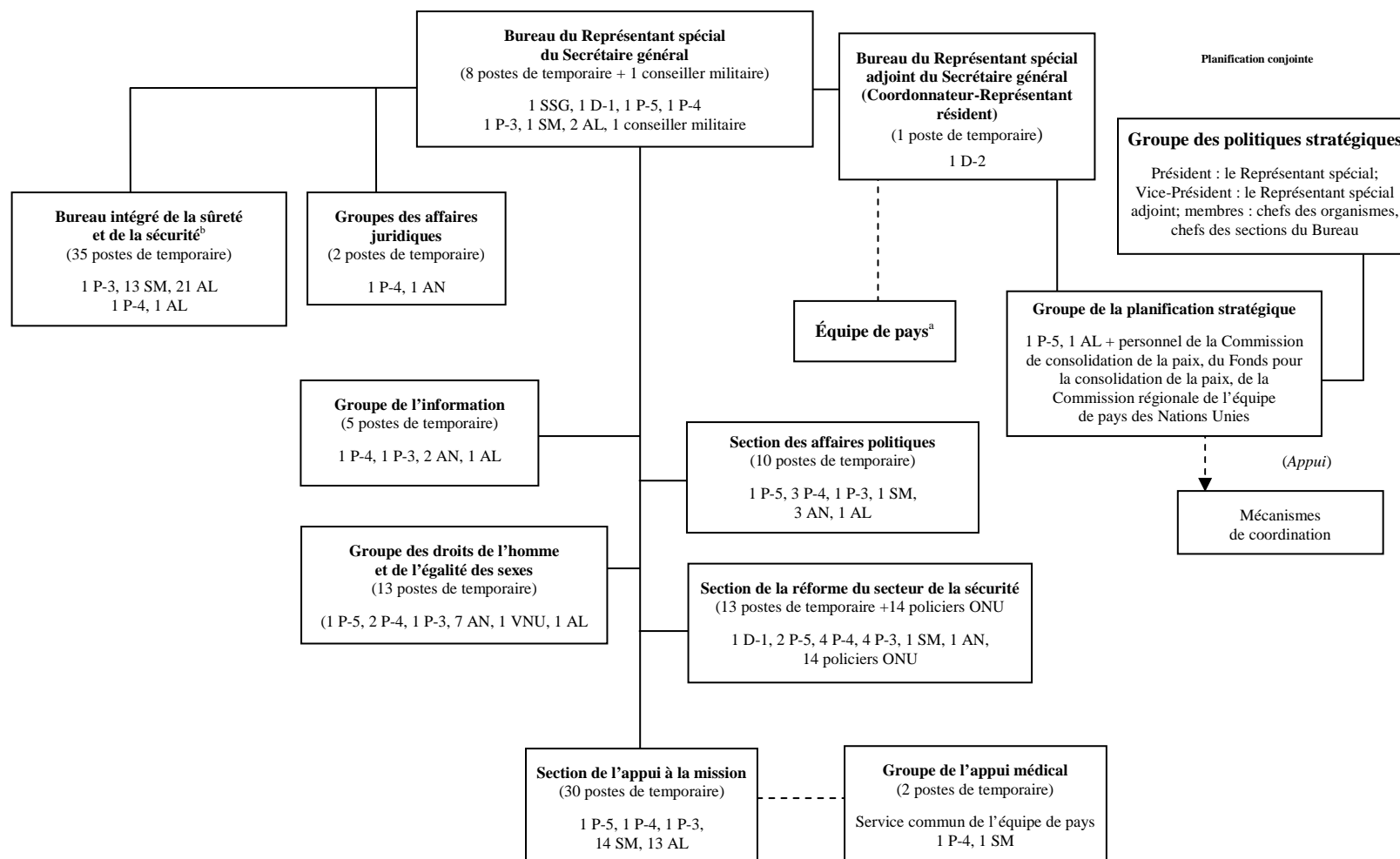
Abréviations : SSG = Sous-Secrétaire général ; AN = administrateur recruté sur le plan national ; SM = agent du Service mobile ; AL = agent local ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a Postes du Département de la sûreté et de la sécurité gérés par contrat avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

Annexe II

Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

Organigramme proposé pour 2010



Abréviations : SSG = sous-secrétaire général; AN = administrateur recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile; AL = agent local; VNU = Volontaire des Nations Unies.

^a L'équipe de pays ne fait pas partie de la structure du Bureau intégré; elle lui est reliée par l'intermédiaire du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général-Coodonnateur résident-Représentant résident.

^b Deux postes (1 P-4 et 1 agent du Service mobile) du Bureau intégré de la sûreté et de la sécurité sont financés par le Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Annexe III

Tableau complet des partenaires du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et activités qu'ils réalisent avec ou sans lui dans divers domaines (drogues, droits de l'homme, eau, terrorisme, engagement politique)

<i>Domaines prioritaires du Centre (programme d'action 2009-2011)</i>	<i>Partenaires de l'Organisation des Nations Unies</i>	<i>Programmes et activités des partenaires de l'Organisation des Nations Unies</i>
Dégradation du milieu et gestion des ressources communes (eau et énergie)	PNUD	Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournit une aide à la création de capacités, assure des services consultatifs et la réalisation technique de différents projets au niveau national, dans le domaine des équipements d'infrastructure, du contrôle, de la planification et de la gestion des ressources naturelles
	CEE/CESAP	L'initiative environnement et sécurité [dont les protagonistes sont le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et la Commission économique pour l'Europe (CEE)] fournit des conseils et une assistance technique aux pays qui luttent contre la dégradation du milieu
		Le Programme des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale, soutenu par la CEE et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), fait participer des fonctionnaires et des spécialistes aux groupes de travail sur la génésistique de l'économie, l'informatique au service du développement, les statistiques, l'eau et l'énergie, le commerce, les transports et le franchissement des frontières
	Banque mondiale	La Banque mondiale fournit des moyens financiers, des conseils techniques, des compétences et de l'aide à la réalisation de projets d'équipement et de gestion des capacités dans le domaine de l'eau, de l'énergie et des ressources naturelles
	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture cherche à assurer la sécurité vivrière de l'Asie centrale et fournit des conseils, des orientations techniques et de l'aide aux pays qui aménagent leurs ressources en eau et en terre
	OSCE	L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) appuie les activités de formation et de création de capacités nationales et fournit des compétences juridiques dans le cadre de ses activités économiques et environnementales aux pays qui souhaitent gérer, mettre en valeur et protéger leurs ressources naturelles
Risques transfrontières posés par les activités illicites (terrorisme, criminalité organisée, trafic de drogues)	UE	L'Union européenne (UE) travaille, dans le cadre du dialogue Europe-Asie centrale sur l'environnement, à promouvoir la protection du milieu ; elle fournit des conseils techniques pour la mise en application du Protocole de Kyoto, de la Convention sur la protection de l'environnement de la mer Caspienne, etc.
	Communauté économique eurasiatique	La Communauté économique eurasiatique s'efforce de créer un marché commun de l'énergie et recherche les utilisations les plus efficaces de l'eau en Asie centrale
	ONUDC/Centre régional de formation et de coordination d'Asie centrale	L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) soutient le Centre régional de formation et de coordination d'Asie centrale, organisme intergouvernemental sis à Almaty, qui collabore avec les administrations de police de la région pour échanger informations et résultats et renforcer l'efficacité opérationnelle de la lutte contre le trafic de drogues

<i>Domaines prioritaires du Centre (programme d'action 2009-2011)</i>	<i>Partenaires de l'Organisation des Nations Unies</i>	<i>Programmes et activités des partenaires de l'Organisation des Nations Unies</i>
	Équipe spéciale de l'Organisation des Nations Unies de lutte contre le terrorisme	L'Équipe spéciale de l'Organisation des Nations Unies de lutte contre le terrorisme a son secrétariat au Département des affaires politiques ; elle cherche à galvaniser les efforts et mobiliser les bonnes volontés des diverses entités du système des Nations Unies et à aider les États Membres à exécuter la Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme adoptée par les États Membres le 8 septembre 2006 (voir résolution 60/288 de l'Assemblée générale).
	Programme d'action contre la drogue en Asie centrale	Le Programme d'action contre la drogue en Asie centrale aide les gouvernements de la région à contrôler la « route du Nord » par où transite la production afghane de stupéfiants à travers le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan, jusqu'à la Russie et aux marchés européens. Ce programme pluriannuel est réalisé par le PNUD et permet de fournir une assistance technique à chaque pays et de l'aider à se doter des capacités nécessaires.
	Programme de gestion des frontières en Asie centrale	Le Programme de gestion des frontières en Asie centrale, financé par l'Union européenne, soutient les cinq pays d'Asie centrale qui s'efforcent d'améliorer la sécurité de leurs frontières et de faciliter le commerce et les opérations de transit licites. Ce programme pluriannuel est réalisé par le PNUD.
	Organisation de Shanghai pour la coopération	L'Organisation de Shanghai pour la coopération est centrée sur les préoccupations de ses États membres en matière de sécurité (terrorisme, séparatisme, extrémisme). Elle cherche à trouver un terrain commun entre eux pour agir et organiser des manœuvres militaires conjointes.
	Communauté des États indépendants	La Communauté des États indépendants offre un espace de discussion et d'action communes à ses États membres dans des domaines comme la défense, l'application des lois et la sécurité.
	Organisation du Traité de sécurité collective	L'Organisation du Traité de sécurité collective permet à ses États membres de débattre, de créer des mécanismes communs de coopération dans le domaine de la défense mutuelle et de procéder à des manœuvres techniques et stratégiques entre armées.
	OSCE	L'OSCE cherche, dans le domaine politico-militaire qui est le sien, à renforcer la sécurité militaire de ses États membres en favorisant l'ouverture, la transparence et la coopération.
Conséquences pour l'Asie centrale de la situation de l'Afghanistan	MANUA	Le Coordonateur résident reste en relations étroites avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) afin que l'analyse de la situation dans la région soit à la fois complète et intégrée.
Création de capacités de diplomatie préventive et problèmes régionaux connexes	UNITAR/École des cadres des Nations Unies	L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l'École des cadres des Nations Unies offrent des compétences, des moyens d'enseignement et des programmes d'étude pour aider le Coordonateur résident en Asie centrale à réaliser ses activités de formation, de création de capacités et d'enrichissement des connaissances dans les pays d'Asie centrale.
	HCDH	Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) dispose à Bichkek d'un bureau qui aide les États à appliquer les conventions internationales auxquelles ils ont adhéré dans le domaine des droits de l'homme.

Annexe IV

Nouveaux postes de temporaire, redéploiements et reclassements proposés pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan en 2010^a

Effectif autorisé en 2009 : 2 023 postes de temporaire (425 internationaux, 1 539 nationaux, 59 Volontaires des Nations Unies)

Effectif proposé pour 2010 : 2 841 postes de temporaire (571 internationaux, 2 189 nationaux, 81 Volontaires des Nations Unies)

Soit un accroissement de 818 postes de temporaire (146 internationaux, 650 nationaux et 22 Volontaires des Nations Unies), répartis comme il suit :

A. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan

1. **Équipe de collaborateurs directs du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan** : 7 postes de temporaire actuels : 1 SGA, 1 P-5, 1 P-4, 1 agent des services généraux (1^{re} classe), 1 agent des services généraux (Autres classes), 2 agents locaux

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (1^{re} classe) et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 36)

2. **Groupe des droits de l'homme** : 22 postes de temporaire actuels : 1 D1, 2 P-5, 4 P-4, 3 P-3, 4 administrateurs recrutés sur le plan national, 7 agents locaux, 1 Volontaire des Nations Unies

Création proposée de 7 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste des droits de l'homme (protection des civils) [P-5] (par. 49)

Spécialiste des droits de l'homme (P-4) [par. 50]

Spécialiste des droits de l'homme (administrateur recruté sur le plan national) [par. 51]

Fonctionnaire d'administration (Service mobile) [par. 54]

Spécialiste des droits de l'homme (élections) [administrateur recruté sur le plan national] (par. 53)

Assistant aux droits de l'homme (élections) [2 postes d'agent local] (par. 53)

Redéploiement proposé :

1 poste de spécialiste des droits de l'homme (P-4) au Groupe de la protection de l'enfance récemment créé (composante II) [par. 55]

3. **Groupe de la communication stratégique et du porte-parole** : 22 postes de temporaire actuels : 1 D-1, 1 P-5, 2 P-4, 5 P-3, 1 agent des services généraux (Autres classes), 5 administrateurs recrutés sur le plan national, 7 agents locaux

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 58)

^a Les numéros de paragraphe renvoient à ceux du document A/64/349/Add.4.

Création proposée de 7 postes de temporaire supplémentaires :

Administrateur chargé de l'information (pachtoun) [administrateur recruté sur le plan national] (par. 57, al. a)

Administrateur adjoint et chargé de l'information (agent local) [par. 57, al. b]

Assistant principal aux publications et à la presse (agent local) [par. 57, al. c]

Caméraman principal (agent local) [par. 57, al. d]

Photographe principal (agent local) [par. 57, al. e]

Commis-gestionnaire de bureau (2 agents locaux) [par. 57, al. f]

- 4. Groupe de l'analyse et de la planification :** 19 postes de temporaire actuels : 1 D-1, 1 P-5, 3 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 3 administrateurs recrutés sur le plan national, 7 agents locaux

Création proposée de 2 postes de temporaire supplémentaires :

Coordonnateur (P-4) [par. 63, al. a]

Spécialiste adjoint des affaires politiques (P-2) [par. 63, al. b]

- 5. Section de la sécurité :** 202 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 2 P-4, 6 P-3, 5 P-2, 36 agents du Service mobile, 150 agents locaux, 2 Volontaires des Nations Unies

Création proposée de 43 postes de temporaire supplémentaires :

Conseiller principal pour la sécurité (D-1) [par. 68]

Chef adjoint de la Section de la sécurité (P-4) [par. 72]

Analyste de l'information (Centre des opérations d'information sur la sécurité) [P-3] (par. 73)

Spécialiste de la sécurité (Système des opérations d'information sur la sécurité) [P-2] (par. 75)

Assistant de sécurité (Centre) [agent du Service mobile] (par. 76, al. a)

Assistant de sécurité (logistique, finances et budget) [agent du Service mobile] (par. 76, al. b)

Spécialiste de la sécurité (Groupe spécial d'enquête) [agent du Service mobile] (par. 76, al. c)

Spécialiste de la sécurité (siège de Kaboul) [2 postes d'agent du Service mobile] (par. 76, al. d)

Moniteur de maniement d'armes (agent du Service mobile) [par. 76, al. d]

Spécialiste de la protection des personnes (10 postes d'agent du Service mobile) [par. 76, al. f]

Chef d'équipe de protection (2 postes d'agent du Service mobile) [par. 76, al. f]

Garde de sécurité (21 postes d'agent local) [par. 77]

Reclassement proposé :

Poste du Chef de la sécurité de P-4 à P-5 (par. 71)

B. Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Affaires politiques) [composante I]

- 1. Équipe de collaborateurs directs du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Affaires politiques) :** 7 postes de temporaire actuels : 1 SGA, 2 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 1 agent des services généraux (Autres classes), 1 agent local

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 79)

- 2. Division des affaires politiques (dont les bureaux de liaison d'Islamabad et de Téhéran) :** 36 postes de temporaire actuels : 1 D-2, 1 D-1, 2 P-5, 6 P-4, 4 P-3, 1 agent des services généraux (Autres classes), 8 administrateurs recrutés sur le plan national, 11 agents locaux, 2 Volontaires des Nations Unies

Création proposée de 5 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste des affaires politiques (coopération régionale) [P-3] (par. 81)

Spécialiste des affaires politiques (démantèlement des groupes armés illégaux et Groupe chargé de la coordination des politiques) [P-3] (par. 83)

Spécialiste des affaires politiques chargé de l'établissement de rapports (administrateur recruté sur le plan national) [par. 85]

Assistant administratif (agent local) [par. 86]

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 87)

- 3. Division de la gouvernance, de l'état de droit, de la réforme de la police et de la lutte contre les stupéfiants (nouvelle)**

Création proposée de 3 postes de temporaire supplémentaires :

Assistant spécial du Directeur (P-3) [par. 91]

Spécialiste des affaires politiques (administrateur recruté sur le plan national) [par. 92]

Assistant d'administration bilingue (agent local) [par. 93]

Redéploiement proposé :

Directeur de la Division de la gouvernance, de l'état de droit, de la réforme de la police et de la lutte contre les stupéfiants (D-2) du Groupe de la lutte contre les stupéfiants (composante II) [par. 89]

- 4. Groupe de la gouvernance :** 6 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 3 P-4, 1 P-3, 1 administrateur recruté sur le plan national

Création proposée de 4 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste de la gouvernance (2 postes d'administrateur recruté sur le plan national) [par. 95, al. a]

Assistant à la gouvernance (2 postes d'agent local) [par. 95, al. b]

5. **Groupe de l'état de droit** : 15 postes de temporaire actuels : 1 D-1, 1 P-5, 7 P-4, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 4 agents locaux
Création proposée de 3 postes de temporaire supplémentaires :
Juriste (P-3) [2 postes] (par. 99)
Spécialiste de l'état de droit (administrateur recruté sur le plan national) [par. 101]
6. **Groupe consultatif pour la police civile** : 2 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 1 agent local
Création proposée d'un poste de temporaire supplémentaire :
Coordonnateur (P-4) [par. 104]
7. **Groupe de la lutte contre les stupéfiants** : 5 postes de temporaire actuels : 1 D-2, 1 P-4, 1 P-3, 1 administrateur recruté sur le plan national, 1 agent local
Redéploiement proposé :
1 poste D-2 à la Division de la gouvernance, de l'état de droit, de la réforme de la police et de la lutte contre les stupéfiants (par. 106)
8. **Groupe de l'assistance électorale** : 9 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 1 P-2, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 1 agent local
Création proposée de 4 postes de temporaire supplémentaires :
Administrateur chargé de l'établissement des rapports et du suivi (P-2) [par. 108, al. a]
Spécialiste des affaires politiques (administrateur recruté sur le plan national) [par. 108, a ; b]
Assistant d'administration (2 agents locaux) [par. 108, al. c]
- C. **Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident/Coordonnateur humanitaire) [composante II]**
 1. **Équipe des collaborateurs directs du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident/Coordonnateur humanitaire)** : 5 postes de temporaire actuels : 1 SSG, 2 P-4, 1 agent des services généraux (Autres classes), 1 agent local
Conversion proposée :
1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 114)
 2. **Conseiller spécial pour le développement** : 4 postes de temporaire actuels : 1 D-2, 1 P-3, 1 agent des services généraux (Autres classes), 1 agent local
Conversion proposée :
1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 116)
 3. **Groupe d'appui à la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan** : 10 postes de temporaire actuels : 1 D-1, 1 P-5, 2 P-4, 1 P-2, 1 agent du Service mobile, 1 agent des services généraux (Autres classes), 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 1 agent local
Création proposée de 6 postes de temporaire supplémentaires :
Coordonnateur (P-3) [par. 118]
Coordonnateur (P-4) [par. 120, al. a]

Coordonnateur (P-3) [par. 120, al. b]

Coordonnateur national (3 postes d'administrateur recruté sur le plan national) [par. 121]

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 122)

- 4. Groupe de l'égalité des sexes :** 3 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-2, 1 administrateur recruté sur le plan national

Création proposée de 2 postes supplémentaires :

Assistant à l'égalité des sexes (agent local) [par. 125]

Assistant à l'égalité des sexes (Volontaire des Nations Unies) [par. 125]

- 5. Groupe de la coordination des donateurs et de l'efficacité de l'aide :** 4 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 1 P-4, 1 P-2, 1 agent local

Création proposée de 11 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste de la coordination du développement (5 P-4) [par. 129]

Spécialiste de la coordination du développement (3 P-4) [par. 130]

Spécialiste de la coordination du développement (P-4) [par. 132]

Fonctionnaire d'administration (agent du Service mobile) [par. 133]

Assistant d'administration (agent local) [par. 133]

- 6. Groupe du Coordonnateur résident et de l'équipe de pays des Nations Unies :** 6 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 2 P-3, 1 administrateur recruté sur le plan national, 2 agents locaux

Redéploiements proposés :

1 P-3, 1 P-2 et 1 administrateur recruté sur le plan national du Groupe des affaires humanitaires (par. 135)

Reclassements proposés :

Poste du chef adjoint de Bureau de P-3 à P-4 (par. 137)

Poste du spécialiste de la coordination de P-2 à P-3 (par. 138)

- 7. Groupe des affaires humanitaires :** 10 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 2 P-3, 2 P-2, 3 administrateurs recrutés sur le plan national, 2 agents locaux

Redéploiements proposés :

1 P-3, 1 P-2 et un administrateur recruté sur le plan national au Groupe du Coordonnateur résident – Équipe de pays des Nations Unies (par. 140)

- 8. Groupe de la protection de l'enfance** (nouveau)

Redéploiement proposé :

1 P-4 du Groupe des droits de l'homme (composante I) [par. 145]

Création proposée de 3 postes de temporaire supplémentaires :

Fonctionnaire chargé de la formation et de la prise en compte généralisée de la protection de l'enfance (P-3) [par. 146, al. a]

Assistant chargé de la formation et de la prise en compte généralisée de la protection de l'enfance (administrateur recruté sur le plan national) [par. 146, al. b]

Assistant chargé de l'interprétation et du suivi (administrateur recruté sur le plan national) [par. 146, al. c]

D. Bureau du Chef de cabinet

- 1. Équipe des collaborateurs directs du Chef de cabinet :** 6 postes de temporaire actuels : 1 D-2, 1 P-3, 1 agent des services généraux (Autres classes), 3 agents locaux

Création proposée d'un poste de temporaire supplémentaire :

Assistant d'administration (agent du Service mobile) [par. 148]

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 148)

- 2. Groupe de la déontologie et de la discipline :** 3 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-2, 1 administrateur recruté sur le plan national

Reclassement proposé :

Poste du chef du Groupe de P-4 à P-5 (par. 151)

- 3. Groupe linguistique :** 11 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 9 administrateurs recrutés sur le plan national, 1 agent local

Création proposée d'un poste de temporaire supplémentaire :

1 traducteur (administrateur recruté sur le plan national) [par. 154]

- 4. Groupe des affaires juridiques :** 6 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 agent des services généraux (Autres classes), 1 administrateur recruté sur le plan national, 1 agent local

Création proposée d'un poste temporaire supplémentaire :

Juriste (P-3) [par. 156]

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 157)

- 5. Groupe de la coordination de l'appui sur le terrain :** 5 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 2 agents locaux

Création proposée d'un poste de temporaire supplémentaire :

Fonctionnaire d'administration (P-3) [par. 159]

- 6. Groupe des auditeurs résidents :** 5 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-3, 1 agent des services généraux (Autres classes), 1 administrateur recruté sur le plan national, 1 agent local

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 161)

E. Appui à la Mission

- 1. Bureau du Chef de l'appui à la Mission** : 4 postes de temporaire actuels : 1 D-1, 1 P-4, 1 agent des services généraux (Autres classes), 1 agent local

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 174)

- 2. Section du budget et de la planification** : 5 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-3, 1 agent du Service mobile, 1 administrateur recruté sur le plan national, 1 agent local

Reclassement proposé :

Poste du chef de Section de P-4 à P-5 (par. 175)

- 3. Bureau des services techniques** : 6 postes de temporaire actuels : 1 P-5, 2 agents du Service mobile, 2 agents locaux, 1 Volontaire des Nations Unies

Création proposée d'un poste de temporaire supplémentaire :

Assistant au soutien logistique (agent du Service mobile) [par. 179]

Redéploiements proposés :

2 agents du Service mobile, 1 agent local et 1 Volontaire des Nations Unies à la Section des approvisionnements et des carburants (par. 181)

- 4. Section du génie** : 59 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-3, 3 agents du Service mobile, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 43 agents locaux, 9 Volontaires des Nations Unies

Création proposée de 2 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste du génie, des explosifs et des effets de souffle (P-3) [par. 183, al. a]

Chef de chantier de construction (agent du Service mobile) [par. 183, al. b]

- 5. Section des communications et de l'informatique** : 50 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 10 agents du Service mobile, 1 agent des services généraux (Autres classes), 7 administrateurs recrutés sur le plan national, 28 agents locaux, 3 Volontaires des Nations Unies

Création proposée : 15 postes de temporaire supplémentaires :

Responsable des opérations (communications et informatique) [agent du Service mobile] (par. 185, al. a)

Assistant informaticien (3 agents du Service mobile) [par. 185, al. b]

Préposé à la facturation des appels téléphoniques (agent local) [par. 185, al. c]

Commis à la gestion des équipements (Groupe de la gestion des équipements) [2 agents locaux] (par. 185, al. d)

Préposé au matériel spécial (agent local) [par. 185, al. e]

Préposé au câblage (agent local) [par. 185, al. f]

Responsable du Service d'assistance technique (agent local) [par. 185, al. g]

Commis aux archives (agent local) [par. 185, al. h]

Préposé à la facturation des appels téléphoniques (Volontaire des Nations Unies) [par. 185, al. i]

Préposé aux équipements (Volontaire des Nations Unies) [par. 185, al. j]

Administrateur de systèmes (Volontaire des Nations Unies) [par. 185, al. k]

Préposé aux télécommunications (Volontaire des Nations Unies) [par. 185, al. l]

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en 1 poste du Service mobile
(par. 186)

- 6. Section des approvisionnements et des carburants (anciennement Section des approvisionnements) :** 9 postes de temporaire actuels : 1 P-2, 1 agent du Service mobile, 7 agents locaux

Création proposée de 7 postes de temporaire supplémentaires :

Chef des approvisionnements (P-3) [par.188, al. a]

Commis aux fournitures – Factotum (3 agents locaux) [par. 188, al. b]

Préposé aux carburants (agent local) [par. 188, al. c]

Préposé à l'entrepôt (Volontaire des Nations Unies) [par. 188, al. d]

Préposé aux carburants (Volontaire des Nations Unies) [par. 188, al. e]

Redéploiements proposés :

2 postes du Service mobile, 1 poste d'agent local et 1 poste de Volontaires des Nations Unies du Bureau des services techniques (par. 187)

- 7. Section des transports de surface :** 107 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 5 agents du Service mobile, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 97 agents locaux, 2 Volontaires des Nations Unies

Création proposée de 60 postes de temporaire supplémentaires :

Mécanicien auto-chef d'atelier (agent du Service mobile) [par. 190, al. a]

Régulateur (Groupe de la régulation des transports) [2 Volontaires des Nations Unies]
(par. 190, al. b)

Chauffeur (Groupe de la régulation des transports) [56 agents locaux] (par. 190, al. c)

Réparateur de pneumatiques (agent local) [par. 190, al. d]

- 8. Section des opérations aériennes et du contrôle des mouvements :** à supprimer

29 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-3, 2 agents du Service mobile, 4 administrateurs recrutés sur le plan national, 21 agents locaux, qui seront redéployés comme suit :

1 P-4, 1 P-3, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 4 agents locaux à la nouvelle Section des opérations aériennes (par. 191, al. a)

2 agents du Service mobile, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 17 agents locaux à la nouvelle Section du contrôle des mouvements (par. 191, al. b)

- 9. Nouvelle Section des opérations aériennes (nouveau)**

Création proposée de 11 postes de temporaire supplémentaires :

Chef du Groupe de la qualité technique (P-3) [par. 195, al. a]

Chef du Centre des opérations aériennes (Service mobile) [par. 195, al. b]
 Contrôleur d'aire de trafic (Service mobile) [par. 195, al. c]
 Météorologiste (administrateur recruté sur le plan national) [par. 195, al. d]
 Assistant à la planification des opérations aériennes (agent local) [par. 195, al. e]
 Assistant administratif (agent local) [par. 195, al. f]
 Assistant aux opérations aériennes (agent local) [par. 195, al. g]
 Spécialiste des incendies et des sauvetages (Volontaire des Nations Unies) [par. 195, al. h]
 Responsable des opérations (Centre des opérations aériennes) [3 Volontaires des Nations Unies] (par. 195, al. i)

Redéploiements proposés :

1 P-4, 1 P-3, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 4 agents locaux de l'ancienne Section des opérations aériennes – Section du contrôle des mouvements aériens (par. 193)

10. Nouvelle Section du contrôle des mouvements (nouveau)

Création proposée de 3 postes de temporaire supplémentaires :

Responsable du contrôle des mouvements (agent du Service mobile) [par. 197, al. a]
 Assistant au contrôle des mouvements (agent du Service mobile) [par. 197, al. b]
 Assistant au contrôle des mouvements (Volontaire des Nations Unies) [par. 197, al. c]

Redéploiements proposés :

2 agents du Service mobile, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 17 agents locaux de l'ancienne Section des opérations aériennes – Section du contrôle des mouvements aériens (par. 196)

11. Section de l'information géographique : 2 postes de temporaire actuels : 1 P-3, 1 Volontaire des Nations Unies

Création proposée de 3 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste de l'information géographique (P-2) [par. 199, al. a]
 Assistant à l'information géographique (agent local) [par. 199, al. b]
 Spécialiste de l'information géographique (Volontaire des Nations Unies) [par. 199, al. c]

12. Section de la formation : 7 postes de temporaire actuels : 1 P-3, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 2 agents locaux, 2 Volontaires des Nations Unies

Redéploiements proposés :

1 P-3, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 2 agents locaux et 2 Volontaires des Nations Unies à la Section des ressources humaines nouvellement réaménagée (par. 200)

13. Section des ressources humaines (ancienne Section du personnel)

[y compris le Groupe des voyages et le Groupe de la formation] : 18 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 2 P-3, 4 agents du Service mobile, 1 agent des services généraux (Autres classes), 3 administrateurs recrutés sur le plan national, 6 agents locaux, 1 Volontaire des Nations Unies

Création proposée de 15 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste des ressources humaines, Chef du Groupe des opérations (P-4) [par. 212, al. a]

Spécialiste des ressources humaines, Chef du Groupe de l'appui au personnel recruté sur le plan national (P-3) [par. 212, al. b]

Assistant à la gestion des ressources humaines (Groupe de l'appui au personnel recruté sur le plan international) [2 agents du Service mobile] (par. 212, al. c)

Assistant à la gestion des ressources humaines (Groupe de la sélection et du recrutement) [2 agents du Service mobile] (par. 212, al. d)

Assistant à la gestion des ressources humaines (Groupe de l'appui au personnel recruté sur le plan national) [4 agents locaux] (par. 212, al. e)

Assistant formateur (Centre de formation intégré de la Mission) [2 agents locaux] (par. 212, al. f)

Responsable des ressources humaines (Cellule du soutien spécialisé) [administrateur recruté sur le plan national] (par. 212, al. g)

Chef du Groupe des voyages (agent du Service mobile) [par. 212, al. h]

Assistant aux voyages (agent local) [par. 212, al. i]

Reclassements proposés :

Poste du chef du Groupe de formation intégré de P-3 à P-4 (par. 204)

Poste du chef de la Section des ressources humaines de P-4 à P-5 (par. 207)

Redéploiements proposés :

2 agents du Service mobile, 3 agents locaux et 1 Volontaire des Nations Unies du Groupe des voyages (Section des services généraux) [par. 203]

1 P-3, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 2 agents locaux, 2 Volontaires des Nations Unies de la Section de la formation (par. 203)

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 213)

14. Section des finances : 24 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 2 P-3, 2 P-2, 1 agent du Service mobile, 3 agents des services généraux (Autres classes), 1 administrateur recruté sur le plan national, 12 agents locaux, 2 Volontaires des Nations Unies

Création proposée de 5 postes de temporaire supplémentaires :

Assistant financier (Groupe des paiements et des demandes de remboursements) [agent du Service mobile] (par. 215, al. a)

Assistant financier (Groupe des opérations de caisse) [agent du Service mobile] (par. 215, al. b)

Administrateur national (Groupe des états de paie) [administrateur recruté sur le plan national] (par. 215, al. c)

Aide-comptable (Groupe de la comptabilité) [agent local] (par. 215, al. d)

Assistant principal (Groupe de la gestion des dossiers) [agent local] (par. 215, al. e)

Conversions proposées :

3 postes d'agent des services généraux (Autres classes) en postes du Service mobile (par. 216)

- 15. Section des achats :** 11 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-2, 1 agent du Service mobile, 2 agents des services généraux (Autres classes), 3 administrateurs recrutés sur le plan national, 3 agents locaux

Reclassements proposés :

Poste du responsable des achats (chef du Groupe des marchés, responsable des achats) de P-2 à P-3 (par. 220)

Création proposée de 3 postes de temporaire supplémentaires :

Assistant (marchés) [Groupe des marchés] (agent du Service mobile) [par. 222, al. a]

Chef du Groupe des achats (agent du Service mobile) [par. 222, al. b]

Assistant (achats) [Groupe des achats] (agent local) [par. 222, al. c]

Suppression proposée :

Administrateur recruté sur le plan national (par. 222, al. c)

Conversions proposées :

2 postes d'agent des services généraux (Autres classes) en postes du Service mobile (par. 223)

- 16. Section des services médicaux :** 20 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-3, 3 administrateurs recrutés sur le plan national, 9 agents locaux, 6 Volontaires des Nations Unies

Création proposée d'un poste de temporaire supplémentaire :

Pharmacien (logistique santé) [Groupe de la pharmacie] (administrateur recruté sur le plan national) [par. 227]

- 17. Section des services généraux :** 33 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-3, 6 agents du Service mobile, 1 agent des services généraux (Autres classes), 1 administrateur recruté sur le plan national, 19 agents locaux, 4 Volontaires des Nations Unies

Création proposée de 2 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste de la gestion du matériel (Groupe du matériel et des stocks) [agent du Service mobile] (par. 231, al. a)

Assistant au contrôle du matériel (Groupe de contrôle du matériel et des stocks) [agent local] (par. 231, al. b)

Redéploiements proposés :

2 agents du Service mobile, 3 agents locaux et 1 Volontaire des Nations Unies à la Section des ressources humaines, nouvellement réaménagée (par. 232)

Conversion proposée :

1 poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste du Service mobile (par. 233)

- 18. Section du soutien psychologique et matériel :** 6 postes de temporaire actuels : 1 P-4, 1 P-3, 1 administrateur recruté sur le plan national, 1 agent local, 2 Volontaires des Nations Unies

Création proposée d'un poste de temporaire supplémentaire :

Conseiller du personnel (P-3) [par. 239]

F. Bureaux de région et de province

Effectif approuvé en 2009 : 1 175 postes de temporaire (171 internationaux, 985 nationaux, 19 Volontaires des Nations Unies)^b

Effectif proposé pour 2010 : 1 760 postes de temporaire (237 internationaux, 1 497 nationaux, 26 Volontaires des Nations Unies)^c

Soit un accroissement de 585 postes de temporaire (66 internationaux, 512 nationaux et 7 Volontaires des Nations Unies), répartis comme suit :

- 1. Bureaux de région :** 728 postes de temporaire actuels : 1 D-1, 7 P-5, 28 P-4, 32 P-3, 24 P-2, 34 agents du Service mobile, 119 administrateurs recrutés sur le plan national, 468 agents locaux, 15 Volontaires des Nations Unies

Reclassements proposés :

7 postes de chef de bureau de région de P-5 à D-1 (par. 248)

Création proposée de 104 postes de temporaire supplémentaires :

Spécialiste des droits de l'homme (3 P-3) [par. 250]

Spécialiste adjoint des droits de l'homme (P-2) [par. 250]

Assistant aux droits de l'homme (2 agents locaux) [par. 251]

Coordonnateur du développement (4 P-4) [par. 252]

Spécialiste de l'état de droit (4 P-4) [par. 253]

Spécialiste de l'état de droit (7 administrateurs recrutés sur le plan national) [par. 253]

Assistant à l'état de droit (5 agents locaux) [par. 253]

Assistant bilingue – conseiller de police (8 agents locaux) [par. 256]

Assistant à l'égalité des sexes (8 agents locaux) [par. 257]

Médecin (8 administrateurs recrutés sur le plan national) [par. 258]

Assistant aux services généraux (20 agents locaux) [par. 259]

Mécanicien auto (7 Volontaires des Nations Unies) [par. 260]

Agent de sécurité (9 agents du Service mobile, du service de sécurité) [par. 261]

^b Pour les 8 bureaux de région et les 15 bureaux de province en existence.

^c Pour les 8 bureaux de région, les 15 bureaux de province en existence et les 6 bureaux de province proposés.

Assistant à la sécurité nationale (8 agents locaux) [par. 262]

Chauffeur du service de sécurité (10 agents locaux) [par. 263]

2. **Bureaux de province** : 447 postes de temporaire actuels : 15 P-3, 15 P-2, 15 agents du Service mobile, 32 administrateurs recrutés sur le plan national, 366 agents locaux, 4 Volontaires des Nations Unies

Création proposée de 481 postes de temporaire supplémentaires :

Chef de bureau de province (21 P-4) [par. 273]

Spécialiste des droits de l'homme (affaires politiques) [10 P-3] (par. 275)

Spécialiste des droits de l'homme et coordonnateur (affaires civiles) [8 P-2] (par. 276)

Responsable de la sécurité (6 agents du Service mobile) [par. 277]

Responsable national des droits de l'homme ou de la stratégie nationale de développement de l'Afghanistan (52 administrateurs recrutés sur le plan national) [par. 278]

Assistant (384 agents locaux) [par. 279, al. a à g]

Document A/64/7/Add.14

Quinzième rapport

Situation des droits de l'homme au Myanmar

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/64/L.36

[Original : anglais]

[11 décembre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/C.5/64/9) des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/64/L.36 relatif à la situation des droits de l'homme au Myanmar¹.
2. Comme il est indiqué au paragraphe 2 de l'état en question, l'Assemblée générale, aux termes du paragraphe 30 du projet de résolution A/C.3/64/L.36, prierait le Secrétaire général : a) de continuer à fournir ses bons offices et de poursuivre ses entretiens sur la situation des droits de l'homme, la transition vers la démocratie et le processus de réconciliation nationale avec le Gouvernement et la population du Myanmar, y compris les groupes qui militent pour la démocratie et les droits de l'homme et toutes les parties concernées, et de fournir une assistance technique au Gouvernement à cet égard; b) d'accorder toute l'assistance nécessaire à son Conseiller spécial pour le Myanmar et au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar pour leur permettre de s'acquitter pleinement et efficacement de leur mandat, de manière coordonnée; et c) de lui rendre compte à sa soixante-cinquième session, et de rendre compte au Conseil des droits de l'homme, de la suite qui aura été donnée à la résolution.
3. Les activités prévues pour donner suite aux demandes formulées sont décrites aux paragraphes 4 à 7 de l'état présenté par le Secrétaire général, le montant estimatif des ressources nécessaires pour les financer étant indiqué aux paragraphes 8 à 12. Le Comité consultatif note que le montant brut des ressources nécessaires pour que le Secrétaire général poursuive sa mission de bons offices pendant toute l'année 2010, par l'entremise de son Conseiller spécial pour le Myanmar, est estimé à 1 281 600 dollars des États-Unis (montant net : 1 159 100 dollars).
4. En ce qui concerne la demande relative à la fourniture d'une assistance technique qui figure à la fin de l'alinéa a du paragraphe 30 du projet de résolution A/C.3/64/L.36, l'assistance en question serait fournie, le cas échéant, dans le cadre des activités de coopération technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Au sujet de la demande figurant à l'alinéa b du paragraphe 30 du projet de résolution A/C.3/64/L.36, qui porte sur les activités du Rapporteur spécial, le Secrétaire général, dans son rapport sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses dixième et onzième sessions (A/64/353), a informé l'Assemblée générale que les activités dont l'exécution est demandée par le Conseil dans sa résolution 10/27 (voir A/64/53, chap. II, sect. A) sont considérées comme ayant un « caractère permanent », et qu'un montant estimatif de 145 000 dollars pour l'exécution des activités du Rapporteur spécial a donc été prévu au chapitre 23 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011.
5. Compte tenu de ce qu'indique le Secrétaire général au paragraphe 11 de l'état d'incidences sur le budget-programme, le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale que l'adoption du projet de résolution A/C.3/64/L.36 entraînerait des dépenses additionnelles d'un montant total brut maximum de 1 281 600 dollars (montant net : 1 159 100 dollars) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010, à inscrire au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, aux fins de la poursuite de la mission de bons offices du Secrétaire général concernant la situation au Myanmar. Ces dépenses sont prévues dans le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux

missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (A/64/349/Add.1).

Notes

¹ L'Assemblée générale a adopté le projet de résolution le 24 décembre 2009 en tant que résolution 64/238.

Document A/64/7/Add.15***Seizième rapport****Renforcement et uniformisation du système de gestion
de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies :
système normalisé de contrôle des accès**

[Original : anglais]
[11 décembre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre des chapitres 3, 5, 7, 17, 18, 20, 21, 27, 28E, 28G, 33, 34 et 36, et au budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda aux fins du renforcement et de l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (A/64/532). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont donné des informations complémentaires et des éclaircissements.

2. En application de la résolution 59/294 de l'Assemblée générale, en date du 22 juin 2005, le Secrétaire général a présenté deux rapports (A/60/695 et A/61/566) dans lesquels il a décrit le champ d'action, le concept et la nouvelle démarche proposés pour le système normalisé de contrôle des accès qui devait être mis en place dans les principaux lieux d'affectation de l'Organisation¹. Il a proposé que la mise en œuvre du projet se fasse en deux temps. Au cours de la première phase, des mesures seraient prises pour que la protection des périmètres et le contrôle électronique de l'accès répondent aux normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges ; au cours de la seconde, il s'agirait de mettre en conformité avec ces normes les dispositifs de sécurité couvrant différentes zones à l'intérieur des périmètres. Dans sa résolution 61/263 du 4 avril 2007, l'Assemblée a insisté sur la nécessité d'arrêter, pour la gestion de la sûreté et de la sécurité à l'Organisation, un plan général régissant l'évaluation des menaces et des risques, la coopération avec les pays hôtes, les modalités de partage des coûts et les activités du Département de la sûreté et de la sécurité, et prié le Secrétaire général de lui présenter un plan de ce type durant la première partie de la reprise de sa soixante-deuxième session.

3. À la suite des événements qui se sont produits à Alger le 11 décembre 2007, le Secrétaire général a nommé un Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies dans le monde entier qu'il a chargé de procéder à une évaluation des mesures prises pour assurer la sécurité du personnel des Nations Unies partout dans le monde et de faire des recommandations à ce sujet. Le rapport du Groupe est paru en juin 2008. Ultérieurement, le Secrétaire général a demandé au Département de la sûreté et de la sécurité de dresser un bilan des politiques et procédures qu'il appliquait en vue de les simplifier et de les harmoniser, tâche que le Département a achevée en mai 2009. En attendant les résultats de cette étude de gestion, le Secrétaire général a décidé de publier des prévisions budgétaires préliminaires au titre du chapitre 34 (Sûreté et sécurité) pour l'exercice biennal 2010-2011. Il a en outre décidé de reporter la présentation du rapport complet et publié un rapport partiel (A/63/605) portant uniquement sur les questions de sécurité qui appelaient un examen immédiat et sur lesquelles les résultats de l'étude de gestion n'auraient probablement pas d'incidences. Le rapport partiel faisait aussi le point de l'état d'avancement de la première phase du projet relatif au système normalisé de contrôle des accès et exposait une stratégie détaillée pour la seconde phase. Comme il est indiqué

* Incorporant le document A/64/7/Add.15/Corr.1 du 17 décembre 2009.

dans le rapport du Secrétaire général paru sous la cote A/64/532, l'Assemblée générale ne s'est pas encore prononcée sur le rapport partiel (A/63/605), ni sur le rapport correspondant du Comité consultatif (A/63/769). Elle est également saisie des prévisions budgétaires présentées au titre du chapitre 34 (Sûreté et sécurité) pour l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 34)/Add.1] et du rapport correspondant du Comité consultatif (document A/64/7/Add.16 du présent supplément).

4. Le rapport dont est actuellement saisi le Comité consultatif (A/64/532) fait le point de l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet relatif au système normalisé de contrôle des accès et contient des prévisions révisées par rapport à celles qui figuraient dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, établies sur la base du rapport du Groupe et de l'étude de gestion du Département de la sûreté et de la sécurité. La section II du rapport du Secrétaire général (ibid.) contient une version mise à jour des prévisions révisées présentées dans le document A/63/605 au titre de la mise en œuvre des deux phases du projet dans les principaux lieux d'affectation de l'Organisation. La section III décrit les besoins supplémentaires propres à certains bureaux.

II. Système normalisé de contrôle des accès

5. Comme il est indiqué au paragraphe 34 du rapport du Secrétaire général (ibid.), l'objet de la première phase du projet était de mettre les bureaux en conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges, sur le plan de la sécurité physique des périmètres, grâce à des barrières d'arrêt des véhicules, des cartes d'accès électroniques, des caméras de télévision en circuit fermé, des alarmes et des dispositifs de détection des intrusions et de surveillance centralisée intégrée des systèmes de contrôle des accès. Durant la seconde phase, les bureaux devaient être mis en conformité avec les normes relatives au contrôle des accès grâce à des mesures de protection portant sur divers éléments situés à l'intérieur des périmètres (portes, fenêtres, toits, salles de conférence et de réunion, locaux techniques essentiels, ascenseurs, salles d'archivage et de stockage et garages). Le Comité consultatif note qu'il est proposé de créer, dans le cadre de la seconde phase, un réseau longue distance qui permettrait d'accéder de façon centralisée, en temps réel, à certaines données vidéo des différents bureaux et de rendre les cartes d'accès d'un bureau donné utilisable dans les autres.

6. Les dépenses prévues au titre de la mise en service et du fonctionnement du système normalisé de contrôle des accès au Siège et dans les bureaux hors Siège comprennent les investissements initiaux et les dépenses ponctuelles, ainsi que les dépenses de fonctionnement récurrentes, qui se répartissent entre différents chapitres du budget. Le Comité consultatif note que les dépenses afférentes à certains éléments n'ont pas été prises en compte dans le rapport du Secrétaire général contenant les dernières prévisions révisées (ibid.) mais inscrites aux chapitres pertinents du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011². Les dépenses prévues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 pour le système normalisé de contrôle des accès comprennent :

a) Les dépenses d'investissement, comprises dans les prévisions révisées établies au titre du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) ;

b) Les frais de gestion du projet, qui se rapportent à la surveillance des activités de construction qui seront menées durant la phase d'exécution du projet, compris dans les prévisions révisées établies au titre du chapitre 34 (Sûreté et sécurité) ;

c) Les dépenses afférentes au personnel informatique supplémentaire nécessaire pour l'appui au fonctionnement du système normalisé de contrôle des accès, comprises dans les prévisions révisées établies au titre des chapitres concernés ;

d) Les dépenses afférentes au personnel de sécurité supplémentaire nécessaire pour renforcer les capacités compte tenu de la création de centres de contrôle fonctionnant 24 heures sur 24 et de la mise en service de systèmes de cartes d'accès et d'identification dans certains

bureaux hors Siège. Ces dépenses, indiquées dans le précédent rapport (A/63/605), sont inscrites au chapitre 34 (Sûreté et sécurité) [A/64/6 (Sect.34)/Add.1];

e) Les dépenses de maintenance et d'appui, inscrites au chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) [A/64/6 (Sect. 33)].

7. Le Comité consultatif a rencontré des difficultés lors de son examen du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées établies au titre du système normalisé de contrôle des accès pour l'exercice biennal 2010-2011. Le rapport ne donne qu'une idée partielle du coût d'ensemble du projet puisque les montants prévus au titre des postes sont indiqués dans différents documents budgétaires, comme on l'a vu plus haut. En outre, il est difficile de comparer les montants prévus avec ceux qui avaient été demandés dans le précédent rapport (A/63/605), lesquels comprenaient des crédits pour du personnel de sécurité supplémentaire. Le Comité comprend que les dépenses relatives au projet se répartissent entre différents chapitres du budget et qu'il était peut-être impossible de les présenter autrement étant donné les circonstances particulières entourant la présentation du projet de budget pour le chapitre 34 (Sûreté et sécurité) [voir par. 3 du présent document]. Toutefois, il estime qu'il aurait été possible de présenter une image plus complète de l'ensemble des dépenses de mise en service et de fonctionnement du projet, à titre d'information, parallèlement aux prévisions révisées, pour faciliter la tâche à l'Assemblée générale. Outre que les dépenses ont été présentées de façon fragmentée, le Comité note que le Secrétaire général n'a pas donné de chiffre estimatif pour les dépenses se rapportant aux activités de maintenance et d'appui qui devront être assurées une fois complètement achevée la mise en service du système (voir également par. 19 du présent document).

8. Dans son précédent rapport (A/63/769, par. 5), le Comité consultatif a fait savoir qu'il jugeait important que le renforcement des dispositifs mis en place pour assurer la sécurité à l'Organisation s'inscrive dans une démarche intégrée. L'Assemblée générale a elle aussi insisté sur la nécessité d'arrêter un plan général de gestion de la sûreté et de la sécurité (résolution 61/263, par. 5). Le Comité estime que la mise au point du système de contrôle des accès doit être considérée comme s'inscrivant dans ce plan général. À l'avenir, les demandes de crédits pour le système de contrôle des accès devront être présentées dans le contexte du renforcement du dispositif de sûreté et de sécurité que l'Assemblée générale a demandé dans sa résolution 61/263.

9. Les dépenses afférentes à la mise en œuvre du système normalisé de contrôle des accès au Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (voir par. 12, al. c, du présent document), ainsi que celles qui correspondent à des besoins supplémentaires propres à certains autres bureaux, sont inscrites dans les budgets correspondants. Le Comité consultatif a été informé que les ressources prévues au titre de la phase II pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda, si elles sont approuvées, seront intégrées dans le budget pour l'exercice biennal 2010-2011 au moment où une décision sera prise au sujet des crédits initialement demandés.

10. Le Comité consultatif note que les dépenses prévues pour l'Office des Nations Unies à Vienne seront réparties entre les quatre organisations sises à Vienne, à savoir l'Office lui-même, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

A. Système normalisé de contrôle des accès – phase I du projet

11. Aux paragraphes 10 à 17 de son rapport (A/64/532), le Secrétaire général donne des informations sur l'état d'avancement des activités de mise en service et d'achat, ainsi que sur les dépenses effectives de la phase I du projet, qui couvre 10 lieux d'affectation, dont le Siège de l'Organisation, à New York, des bureaux hors Siège et les Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie. Le tableau 1 dudit rapport récapitule les dépenses proposées et les dépenses effectives, par lieu d'affectation.

12. Le Comité consultatif note que les activités d'achat ont été menées à bien dans tous les lieux d'affectation excepté la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et que la phase I a été achevée au cours de l'actuel exercice biennal dans tous les lieux d'affectation à part :

a) La Commission économique pour l'Afrique (CEA), où elle devrait s'achever en juin 2010;

b) La CESAO, où elle n'a pas été mise en œuvre car aucun des soumissionnaires ne répondait aux conditions requises. Les deux phases seront exécutées ensemble pendant l'exercice biennal 2010-2011. Comme l'a indiqué le Secrétaire général, l'exécution complète du projet est jugée particulièrement cruciale pour la CESAO, le seul des grands lieux d'affectation pour lequel la phase II du plan de sécurité est en vigueur;

c) Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, dont la fermeture est imminente et où il a donc été décidé de ne pas poursuivre le projet, ce qui signifie qu'il n'est pas demandé de ressources supplémentaires ni pour la phase I, ni pour la phase II.

13. Dans son précédent rapport, le Secrétaire général a indiqué que les frais de maintenance augmenteraient considérablement en 2010 pour la phase I et en 2011 pour la phase II (voir A/63/605, par. 51). Les frais de maintenance maximum s'appliqueront à partir de la deuxième année suivant l'achèvement du projet car le contrat de construction prévoit une garantie générale valable pendant la première année.

14. Le Secrétaire général a également indiqué que les frais de maintenance pour le Siège, où le projet a été mis en œuvre plus tôt que dans les autres lieux d'affectation, en 2006-2007, avaient déjà été inscrits au budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 au titre du chapitre 32, et que les budgets des exercices suivants avaient été établis sur cette base. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que les frais de maintenance de la phase I étaient inscrits dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, au chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien). Le tableau 1 ci-dessous montre comment ces frais se répartissent.

Tableau 1

Frais de maintenance prévus, au titre de la première phase du projet relatif au système normalisé de contrôle des accès, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011

(En dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Montant</i>
Genève	1 709 000
Nairobi	580 000
Commission économique pour l'Afrique	120 000
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	660 000
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	190 000
Vienne ^a	51 800
Total	3 310 800

^a La part du budget ordinaire est de 51 800 dollars. Le montant total à répartir entre les organisations sises à Vienne est de 235 900 dollars.

B. Système normalisé de contrôle des accès – phase II du projet

15. Le montant estimatif des ressources nécessaires pour la phase II pour l'exercice biennal 2010-2011 est indiqué dans le tableau 5 du rapport du Secrétaire général (A/64/532). Les montants

supplémentaires demandés pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élèvent à 45,3 millions de dollars, dont 40,2 millions au titre du budget ordinaire, 3,2 millions pour les organisations sises à Vienne, à répartir entre ces organisations, et 1,9 million pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Le montant total de 45,3 millions de dollars couvrirait les phases I et II pour la CESAO et les mesures relevant de la phase II pour les autres lieux d'affectation, non compris le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, pour lequel il n'est pas demandé de crédits (voir par. 12, al. c, du présent document).

16. Le tableau 2 du rapport du Secrétaire général récapitule les mesures de renforcement de la sécurité relevant de la phase II du projet, par lieu d'affectation. Ces mesures portent surtout sur la détection des intrusions, la surveillance vidéo, le contrôle des accès et l'infrastructure. Le Comité consultatif note au paragraphe 22 du rapport qu'outre les mesures énumérées au tableau 2, le Secrétaire général envisage de créer, dans le cadre d'un projet de mise en place d'une infrastructure de sécurité mondiale, un réseau longue distance qui permettra de relier le Siège et les autres grands lieux d'affectation, aux fins du transfert d'images vidéo et de la gestion des autorisations d'accès. L'équipe chargée du système normalisé de contrôle des accès mettrait en œuvre ce projet, en coopération avec le Bureau des technologies de l'information et des communications. Le tableau 3 du rapport du Secrétaire général montre comment se répartissent entre les lieux d'affectation et les catégories de dépenses les dépenses d'investissement prévues au titre de la phase II du projet relatif au système normalisé de contrôle des accès pour l'exercice biennal 2010-2011. Le Comité consultatif note que le montant total des dépenses d'investissement est estimé à 39,8 millions de dollars, dont 10,1 millions pour le réseau mondial de sécurité.

17. Le tableau 5 du rapport du Secrétaire général indique comment les montants demandés au titre de la mise en œuvre de la phase II pour l'exercice biennal 2010-2011 se répartissent entre les lieux d'affectation et entre dépenses d'investissement, frais de gestion du projet et dépenses relatives aux postes. Le tableau 4 donne des précisions concernant la répartition des postes entre les lieux d'affectation et les différentes fonctions. Au total, 20 postes sont proposés, dont 16 pour l'informatique et 4 pour la sécurité. Comme l'indique le paragraphe 26 du rapport, sont proposés pour chaque lieu d'affectation un informaticien (P-3) et un agent des services généraux (Autres classes) recruté sur le plan local, aux fins de la gestion et de la maintenance de l'infrastructure technologique du système normalisé de contrôle des accès. En outre, il est proposé de recruter du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour la gestion des travaux de construction, dans le cadre de la mise en œuvre de la phase II, à concurrence de l'équivalent d'un poste P-4, pour chaque lieu d'affectation sauf le Siège (ibid., par. 24). Comme on l'a vu plus haut, des crédits sont demandés au chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 34)/Add.1] pour le recrutement de personnel de sécurité supplémentaire, aux fins du renforcement des capacités pour l'exécution des mesures de la phase I. Toutefois, l'ajout de quatre agents de sécurité au Tribunal pénal international pour le Rwanda est proposé dans le rapport à l'examen dans la mesure où ils n'ont pas été demandés dans les propositions relatives au chapitre 34.

18. Le tableau 2 ci-dessous met en regard les postes proposés pour les différents lieux d'affectation dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/63/605) et ceux proposés dans les derniers rapports en date [A/64/6 (Sect. 34)/Add.1 ; et A/64/532].

Tableau 2

Postes proposés pour les différents lieux d'affectation dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/63/605) et dans ses derniers rapports en date [A/64/6 (Sect. 34)/Add.1 ; et A/64/532]

	A/63/605		A/64/6 (Sect. 34)/Add.1		A/64/532		Total [A/64/6 (Sect. 34)/Add.1 ; et A/64/532]	
	Administrateurs	Agents locaux et agents des services généraux	Administrateurs	Agents locaux et agents des services généraux	Administrateurs	Agents locaux et agents des services généraux	Administrateurs	Agents locaux et agents des services généraux
Genève	1	1	—	—	1	1	1	1
Nairobi	2	10	1	9	1	1	2	10
Commission économique pour l'Afrique	2	9	1	8	1	1	2	9
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	1	8	—	7	1	1	1	8
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	1	6	—	5	1	1	1	6
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	1	8	—	7	1	1	1	8
Vienne	—	—	—	—	—	—	—	—
Activités cofinancées	1	1	—	—	1	1	1	1
Tribunal pénal international pour le Rwanda	1	5	—	—	1	5	1	5
Total	10	48	2	36	8	12	10	48

19. Suite à sa demande, le Comité consultatif a reçu les estimations des ressources totales nécessaires au titre de la maintenance, pour les deux phases du projet, pour l'exercice biennal 2012-2013 (voir le tableau 3 ci-dessous). Il a été informé que ces estimations avaient été établies à partir des devis remis pour les services de maintenance par les soumissionnaires qui avaient répondu à l'appel d'offres relatif à la phase initiale du projet. **Le Comité consultatif estime que les dépenses afférentes à la maintenance auraient dû être indiquées dans les propositions du Secrétaire général.**

Tableau 3

**Estimation des frais de maintenance afférents au système normalisé
de contrôle des accès pour l'exercice biennal 2012-2013**

(En dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Montant</i>
Genève	3 626 400
Nairobi	1 236 000
Commission économique pour l'Afrique	826 000
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	980 000
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	890 000
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	1 000 000
Vienne ^a	127 800
Tribunal pénal international pour le Rwanda	295 200
Total	8 981 400

^a La part du budget ordinaire est de 127 800 dollars. Le montant total à répartir entre les entités sises à Vienne est de 453 400 dollars.

Recommandations

20. Le Comité consultatif estime que les mesures de renforcement de la sécurité devraient être mises en œuvre de façon progressive, en fonction des priorités, au cours du prochain exercice biennal. Il recommande que le projet relatif au système normalisé de contrôle des accès soit exécuté au cours de l'exercice biennal 2010-2011 à la CESAO, à l'Office des Nations Unies à Nairobi et à la CEA. Les dépenses prévues pour la phase II au titre des autres lieux d'affectation [Office des Nations Unies à Genève, Office des Nations Unies à Vienne, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et Tribunal pénal international pour le Rwanda] devraient être revues et exécutées par ordre de priorité pendant l'exercice biennal 2010-2011, compte tenu des enseignements tirés de l'expérience acquise au cours de la phase initiale. Les prévisions révisées devraient être présentées en même temps que les propositions budgétaires pour l'exercice biennal 2012-2013. Le Comité recommande que les ressources proposées pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre des postes et des autres objets de dépense pour la phase II du projet soient ajustées compte tenu de la nécessité de procéder progressivement, en fonction des priorités, qu'il a soulignée plus haut.

21. Le Comité consultatif note qu'un quart des dépenses d'investissement proposées se rapportent au réseau de sécurité mondial. Le Comité consultatif n'est pas convaincu qu'il soit indispensable à ce stade que le Siège et les autres grands lieux d'affectation soient reliés par vidéo en temps réel. Il recommande donc que la mise en œuvre de cette initiative soit revue au cours du prochain exercice biennal à la lumière de l'impact des mesures initiales prises dans le cadre des phases I et II.

22. En ce qui concerne les 16 postes proposés pour l'appui aux systèmes de gestion de l'information relative au contrôle des accès, le Comité consultatif recommande que le total soit revu à la lumière des recommandations qu'il a faites plus haut au sujet de la connexion vidéo en temps réel et de la nécessité de mettre en œuvre les mesures de renforcement de la sécurité de la phase II de façon progressive et en fonction des priorités. De surcroît, il estime qu'il faudrait, en coordination avec le Bureau des technologies de l'information et des communications, revoir les effectifs demandés pour l'appui aux systèmes de gestion de l'information relative au contrôle des accès compte tenu des effectifs dont dispose chaque

lieu d'affectation pour l'informatique, en vue d'obtenir des gains de productivité et de couvrir ces fonctions au moyen des capacités existantes.

23. Le Comité consultatif recommande également que les propositions relatives à du personnel de sécurité supplémentaire pour les deux phases du projet relatif au système normalisé de contrôle des accès, faites au titre du chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, dans le document A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, soient révisées à la lumière des recommandations qui précèdent.

24. Le Comité consultatif recommande en outre que tous les postes approuvés soient financés au moyen de crédits destinés au personnel temporaire (autre que pour les réunions).

III. Besoins supplémentaires propres à certains lieux d'affectation

25. Le rapport du Secrétaire général (A/64/532) indique que certains lieux d'affectation ont des besoins supplémentaires sans rapport avec le système normalisé de contrôle des accès :

a) *Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient* (ibid., par. 36 à 39). Il est proposé d'augmenter la capacité de l'équipe de protection rapprochée pour que le Coordonnateur spécial et son adjoint bénéficient constamment d'une protection rapprochée. Des crédits supplémentaires de 975 000 dollars sont demandés au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 pour huit postes supplémentaires, soit 3 agents du Service mobile et 5 agents locaux. Le Comité consultatif a fait des observations sur la protection rapprochée dans son rapport sur le chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (document A/64/7/Add.16 du présent supplément). **Le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général soient approuvées ;**

b) *Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST)* [voir A/64/532, par. 40 à 44]. Des crédits supplémentaires d'un montant de 864 000 dollars sont demandés au titre du chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix), pour l'exercice biennal 2010-2011, pour quatre agents de sécurité recrutés sur le plan international supplémentaires, qui viendraient s'ajouter aux deux agents qui assurent la protection du chef d'état-major, ce qui porterait les effectifs de l'équipe de protection rapprochée à six personnes, et pour les dépenses afférentes au matériel et à la formation. Le Comité consultatif note que ces crédits ne seraient engagés que si le pays hôte autorisait les agents de sécurité recrutés sur le plan international à porter des armes délivrées par l'Organisation des Nations Unies. **Tant que l'autorisation nécessaire n'a pas été obtenue, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général ne soient pas approuvées ;**

c) *Cour internationale de Justice* (ibid., par. 45 à 50). Un crédit supplémentaire de 470 600 dollars est demandé au titre du chapitre 7 (Cour internationale de Justice), pour l'exercice biennal 2010-2011, pour quatre postes [1 P-3 et 3 agents des services généraux (Autres classes)] qui seraient ajoutés aux deux postes d'agent de sécurité [agent des services généraux (Autres classes)] existants étant donné le risque accru d'attaque terroriste. **Le Comité consultatif recommande que l'ajout d'un poste des services généraux (Autres classes) soit approuvé ;**

d) *Département de l'information* (ibid., par. 51 à 57). Des crédits supplémentaires d'un montant de 199 500 dollars sont demandés au titre du chapitre 27 (Information), pour l'exercice biennal 2010-2011, aux fins d'un renforcement de la sécurité des centres d'information des Nations Unies qui mettrait ces bureaux en conformité avec les normes minima de sécurité opérationnelle en vigueur. **Le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général soient approuvées. Il engage le Secrétaire général à poursuivre ses échanges avec les gouvernements hôtes afin d'obtenir leur appui pour que la sécurité des centres d'information des Nations Unies soit assurée sans frais supplémentaires pour l'Organisation (voir A/63/769, par. 20, al. d).**

IV. Conclusion et recommandations

26. Le Comité consultatif recommande que le récapitulatif des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011 qui apparaît à la section IV du rapport du Secrétaire général (A/64/532) soit ajusté en fonction des recommandations énoncées plus haut aux paragraphes 20 à 23 et 25, al. *b* et *c* et présenté à l'Assemblée générale quand elle examinera la question.

27. Le Comité consultatif recommande également que l'Assemblée générale approuve les ressources supplémentaires demandées aux alinéas *a* à *d* du paragraphe 60 du rapport du Secrétaire général, sous réserve des recommandations énoncées plus haut aux paragraphes 20 à 23 et 25, al. *b* et *c*.

Notes

¹ Siège et bâtiments annexes à New York, Office des Nations Unies à Genève, Office des Nations Unies à Vienne, Office des Nations Unies à Nairobi, Commission économique pour l'Afrique, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Tribunal pénal international pour le Rwanda et Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

² Les montants demandés pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda sont inscrits dans le budget du Tribunal (A/64/478) [voir par. 9 du présent document]. Les dépenses afférentes aux bureaux de Vienne seront réparties entre toutes les organisations sises à Vienne (voir par. 10 du présent document).

Document A/64/7/Add.16

Dix-septième rapport

Chapitre 34 (Sûreté et sécurité)

[Original : anglais]
[11 décembre 2009]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'additif au rapport du Secrétaire général sur le chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 34)/Add.1]. À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.

2. Le Comité consultatif rappelle que, dans le document A/64/6 (Sect. 34), le Secrétaire général avait présenté des prévisions préliminaires relatives au chapitre 34 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, concernant à la fois le budget ordinaire et les montants bruts correspondant aux activités cofinancées, en attendant que soit menée à bien l'étude de gestion de l'organisation générale des responsabilités du Département de la sûreté et de la sécurité recommandée en juin 2008 par le Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies dans le monde entier et que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination ait arrêté la suite à donner aux recommandations du Groupe.

3. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 34.5 de l'additif à son rapport (ibid.), l'étude de gestion du Département est désormais achevée. Ses conclusions, qui sont abordées plus en détail dans la section II ci-dessous, ont été prises en compte dans l'élaboration du projet de budget complet. Dans ce projet de budget, le Secrétaire général est également revenu sur certaines questions qu'il avait précédemment soulevées dans son rapport sur le renforcement et l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies, qui avait été présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session, mais sur lequel l'Assemblée ne s'était pas prononcée [voir A/63/605 et le rapport correspondant du Comité consultatif (A/63/769)].

4. Le Comité consultatif note que, dans le document A/64/532, le Secrétaire général a présenté un rapport distinct dans lequel les prévisions relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 ont été révisées en fonction des dépenses prévues pour le projet de système normalisé de contrôle des accès aux locaux (les deux phases de ce projet étant connues sous les noms de PACT I et PACT II) et des dépenses supplémentaires prévues pour des lieux d'affectation ne relevant pas du chapitre 34. Les observations et recommandations du Comité sur ces propositions figurent dans le rapport qu'il a présenté sur la question (document A/64/7/Add.15 du présent supplément).

5. Suite à une demande de précisions, il a été précisé au Comité consultatif que d'autres crédits relatifs à la sûreté et à la sécurité, venant s'ajouter au chapitre 34 du projet de budget-programme et aux prévisions révisées susmentionnées, allaient être demandés à l'Assemblée générale durant sa soixante-quatrième session. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans les observations qu'il a faites devant l'Assemblée générale le 30 octobre 2009, ces demandes concernent spécifiquement la création d'un fonds de soutien aux victimes, la constitution d'un fonds d'urgence destiné à aider le Département de la sûreté et de la sécurité à faire face aux nouveaux rôles attendus de lui, ainsi que l'accroissement au-delà de la limite actuelle de 1 million de dollars des États-Unis de l'autorisation accordée au Secrétaire général de souscrire de nouveaux engagements financiers en temps de crise. **Tout en reconnaissant qu'il était nécessaire de retarder la présentation du projet de budget complet en attendant les conclusions de l'étude de gestion et que le**

Département doit être en mesure de réagir aux imprévus, le Comité consultatif est préoccupé par les demandes de crédits supplémentaires qui restent à venir. Le Comité espère que ces demandes concernant des prévisions de dépenses additionnelles pour la sûreté et la sécurité seront présentées à l'Assemblée générale dans les meilleurs délais.

6. Le Comité consultatif rappelle la résolution 62/236 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 2007, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour éviter la fragmentation et pour lui présenter à l'avenir, dans le projet de budget-programme, un tableau aussi exhaustif que possible des prévisions de dépenses de l'Organisation des Nations Unies.

II. Étude de gestion du Département de la sûreté et de la sécurité

7. Comme indiqué ci-dessus, au cours de l'été 2009, le nouveau Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité a donné suite à une recommandation essentielle du Groupe en faisant procéder, en interne, à une étude de gestion du Département, notamment de sa structure, de ses priorités opérationnelles, de ses effectifs et de ses procédures, en vue de mieux définir les rôles et attributions, selon une répartition précise des responsabilités, et de déterminer des méthodes de travail et une structure administrative qui privilégient le terrain. Au paragraphe 34.6 du projet de budget [A/64/6 (Sect. 34)/Add.1], le Secrétaire général explique que l'étude de gestion interne a mis en évidence de nombreuses tâches que le Département accomplissait en raison de son titre et d'idées largement répandues sur ce qu'il devrait gérer, sans tenir compte du fait que nombre de ces tâches n'étaient pas prévues initialement et n'entraient pas explicitement dans ses attributions. Le Secrétaire général ajoute que, jusque-là, le Département n'a pas été doté des ressources nécessaires pour s'acquitter de ces tâches. Le but de l'étude était donc de préciser les réalisations escomptées du Département, d'en dégager les incidences financières et, en s'appuyant sur le rapport du Groupe ainsi que sur les observations d'autres sources extérieures au Département, d'émettre des suggestions sur les moyens de renforcer la gestion de la sécurité au sein de l'Organisation.

8. Un exemplaire de l'étude de gestion a été fourni au Comité consultatif. Ce document définit de nouvelles orientations stratégiques pour le Département de la sûreté et de la sécurité, notamment les suivantes :

a) Le Département de la sûreté et de la sécurité est le responsable mondial de la sécurité pour les entités du Secrétariat et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ;

b) En s'appuyant sur sa structure unifiée, le Département doit mettre en œuvre des programmes et des politiques de sécurité de qualité, bien conçus et efficaces dans tout le système des Nations Unies, qui est extrêmement décentralisé ;

c) Le Département doit être une entité dynamique et compétente, à même de proposer des orientations, des politiques, une formation et des estimations des risques et d'offrir d'autres produits que les organismes des Nations Unies et les coordonnateurs de la sécurité puissent exploiter efficacement afin d'assurer la sécurité de ceux qu'ils desservent ;

d) La coordination et la collaboration en matière de programmes et de politiques de sécurité doivent être rigoureusement assurées à tous les niveaux de l'Organisation concernés ;

e) Pour assurer la continuité des programmes essentiels dans des conditions de sécurité difficiles, il faut privilégier les politiques et procédures qui reposent sur l'analyse des risques plutôt que celles qui cherchent à éviter tout risque ;

f) Les politiques, programmes et recommandations en matière de sécurité doivent s'appuyer sur des méthodes transparentes et justifiables, conçues pour que les programmes de l'Organisation puissent se poursuivre dans les pays et remplir leur mission. Un dispositif de

responsabilisation commun et bien coordonné donnera des orientations réalistes quant aux rôles et responsabilités des différents intervenants dans le domaine de la sécurité ;

g) Les capacités susmentionnées seront renforcées suivant une démarche évolutive, ce qui permettra de veiller à ce que les ressources soient absorbées et utilisées correctement, et adaptées aux besoins réels ;

h) Le Département doit maintenir un équilibre entre deux rôles : la supervision stratégique, d'une part, pour veiller à la bonne application des politiques et programmes en s'assurant que chacun s'acquitte de ses responsabilités et, d'autre part, la fourniture de ressources complémentaires à déployer quand une situation locale appelle un appui supplémentaire ;

i) S'il manque des ressources du fait du déploiement de renforts, le Département devra trouver les moyens d'affecter les ressources restantes selon l'ordre de priorité des besoins, y compris en obtenant l'appui du réseau de gestionnaires de la sécurité des organismes des Nations Unies, afin d'être toujours à même de réagir à des situations imprévues qui exigent une mobilisation opérationnelle supplémentaire.

9. L'étude de gestion a mis l'accent sur un certain nombre de domaines clefs qu'il convient de renforcer pour assurer la concrétisation des grandes orientations. On peut les résumer comme suit :

a) Capacités de gestion : renforcer le Bureau du Secrétaire général adjoint ; doter le Département de sa propre structure d'appui interne pour l'informatique, les télécommunications et la gestion de l'information ; gérer les ressources humaines de façon plus cohérente et plus globale ;

b) Appui opérationnel fourni par le Siège aux bureaux hors Siège : meilleure analyse des menaces et des risques ; gestion plus efficace des activités sur le terrain et meilleur appui à ces activités ; amélioration des services d'assistance spécialisée sur le terrain (gestion du stress traumatique, gestion des crises, formation, gestion des risques aériens, et mise aux normes, évaluation et suivi) ; meilleure coordination de la protection rapprochée ;

c) Capacité opérationnelle sur le terrain : déploiement accru de responsables de la sécurité sur le terrain ; mise en place, sur le terrain, de moyens d'évaluation des menaces et des risques et d'analyse des conditions de sécurité, et coordination accrue entre les services de la sûreté et de la sécurité au niveau mondial.

10. Le Comité consultatif examine les prévisions de dépenses relatives à chacun de ces domaines à la section III ci-dessous, mais souhaite d'abord faire quelques remarques et observations d'ordre général sur des questions relatives à l'étude de gestion et sur le rapport entre celle-ci et le projet de budget présenté par le Secrétaire général.

11. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 34.1 du document budgétaire (ibid.), l'objectif du Département est de permettre l'exécution des programmes et activités du système des Nations Unies dans les meilleures conditions de sécurité et avec la plus grande efficacité possible, en orientant l'action du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies, en l'appuyant sur le plan opérationnel et en le supervisant. Le Comité consultatif note que l'étude de gestion met en avant le rôle de facilitateur de l'action de l'Organisation sur le terrain que joue le Département de la sûreté et de la sécurité. **Le Comité consultatif se félicite de cette optique et de l'accent mis sur le renforcement sélectif de certaines fonctions essentielles devant servir de catalyseurs à l'amélioration des services fournis aux organismes des Nations Unies dans le domaine de la sûreté et de la sécurité. Il se félicite également de l'objectif visé, qui est de faire du Département une structure simplifiée, centrale, transparente et efficace.** Le Comité consultatif note à ce propos que les auteurs de l'étude de gestion préconisent une démarche de type évolutif et ne proposent donc pas d'apporter de changements majeurs à l'organisation actuelle du Département. Ayant demandé des précisions à ce sujet, le Comité a été informé que l'organigramme actuel était pour l'essentiel adéquat.

12. **De l'avis du Comité consultatif, si les auteurs de l'étude de gestion ont diagnostiqué des points faibles du Département et suggéré un certain nombre de mesures visant à y remédier, leurs propositions n'ont pas été suffisamment explicitées (voir par. 18 à 20 du présent**

document). De plus, bien que le projet de budget présenté par le Secrétaire général s'appuie sur les conclusions de l'étude de gestion, le document budgétaire ne comporte pas de plan global pour la mise en œuvre de ces conclusions, dont il n'établit pas non plus la hiérarchie.

13. **Le Comité consultatif signale également qu'un certain nombre de questions soulevées par le Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies dans le monde entier ne sont pas abordées dans l'étude de gestion.** Hormis une brève allusion à la création du Groupe exécutif de la sécurité et l'expression d'un appui à la recommandation du Groupe tendant à la création d'un poste de Sous-Secrétaire général à la sûreté et à la sécurité (voir par. 35 et 36 du présent document), l'étude de gestion n'aborde pas la question plus générale de la responsabilité hiérarchique et de l'autorité de l'Organisation en matière de sûreté et de sécurité. Le Groupe déclare notamment que, pour renforcer la culture de la sécurité dans l'ensemble du système des Nations Unies, le Sous-Secrétaire général à la sûreté et à la sécurité devrait pouvoir traiter directement et fréquemment avec le Secrétaire général et les autres chefs de secrétariat qui, de leur côté, devraient faire de la sécurité une composante essentielle du processus d'élaboration de leurs politiques. **Le Comité consultatif espérait voir, pour l'ensemble du système des Nations Unies, une description détaillée de la structure de direction, de coordination et de responsabilité actuellement en place dans le domaine de la sécurité et de la sûreté, assortie d'une analyse de son efficacité et, le cas échéant, de propositions concrètes relatives à son renforcement. Il aurait également souhaité que l'étude de gestion fasse référence aux observations et aux recommandations que le Groupe a formulées sur l'image de l'Organisation et sur les implications de cette perception sur le plan de la sécurité.**

14. Dans le même ordre d'idées, le Comité consultatif considère que, compte tenu du principe « pas de programme sans sécurité » et de la nécessité d'établir la responsabilité hiérarchique, il apparaît essentiel de définir clairement les rôles et les responsabilités en matière de sûreté et de sécurité, particulièrement sur le terrain. L'étude de gestion n'évoque que brièvement le principal outil dont on dispose pour définir ces rôles et responsabilités, à savoir l'organisation générale des responsabilités dans le système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies, mise en place en 2002 et entérinée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/263 du 4 avril 2007 (l'organisation est présentée dans le document A/61/531, annexe I). Ayant demandé des renseignements, le Comité a été informé qu'en août 2009, le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité a réexaminé et révisé cette organisation. La nouvelle version qui, non seulement prend en compte un plus grand nombre d'acteurs du système de gestion de la sécurité mais aussi définit plus clairement la notion de responsabilité, a été entérinée par le Comité de haut niveau sur la gestion, puis approuvée par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Elle devrait être soumise pour approbation à l'Assemblée générale durant sa soixante-quatrième session. **Le Comité consultatif compte bien que la nouvelle organisation générale des responsabilités sera soumise dans les meilleurs délais à l'Assemblée générale.**

15. Une autre question importante évoquée par le Groupe puis examinée par le Comité directeur de haut niveau pour les questions de sûreté et de sécurité du Comité de haut niveau sur la gestion mais non abordée dans l'étude de gestion est la proposition visant à remplacer le système actuel des niveaux d'alerte par un nouveau dispositif de niveaux de sécurité axé sur la notion de menaces. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les changements proposés par le Comité directeur visaient à ce que les niveaux de sécurité d'un lieu donné soient déterminés uniquement en fonction de considérations de sécurité, et que le nouveau système permettrait à la fois de mieux sensibiliser le personnel à l'importance des menaces pesant sur un lieu d'affectation et d'adopter des mesures pour faire face à ces menaces. Lors de sa session de printemps de 2009, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a entériné les changements proposés par le Comité directeur et prié le Département de la sûreté et de la sécurité de piloter un groupe de projet chargé d'élaborer une méthode structurée d'évaluation des menaces contre la sécurité, ainsi que des descriptifs et des définitions pour le système de niveaux de sécurité proposé. Ce système, ainsi qu'un nouvel ensemble de

directives relatives à la détermination du risque acceptable, ont été testés dans cinq lieux pilotes. Les résultats de ce projet pilote sont en cours d'examen et devraient être présentés au Comité directeur d'ici à la fin décembre 2009. Le Comité consultatif a aussi été informé que, d'après le Conseil des chefs de secrétariat, les changements proposés répondaient au souci de l'Organisation d'inscrire désormais la gestion de la sécurité dans l'optique du « comment rester » plutôt que dans celle du « quand partir ». **Le Comité consultatif se félicite de cette démarche et attend avec intérêt les résultats du projet pilote et les propositions du Département de la sûreté et de la sécurité qui s'ensuivront.**

16. Par ailleurs, le Comité consultatif constate que, dans son rapport, le Groupe a recommandé que l'on évalue la faisabilité de la mise en place de plates-formes régionales de sécurité et de sûreté. L'étude de gestion, qui fait état de cette recommandation, conclut qu'en raison de l'importante restructuration qu'entraînerait cette initiative, des coûts élevés de sa mise en œuvre et de son apparente incompatibilité avec la quête actuelle d'une structure de gestion allégée et bien coordonnée, l'on ne procédera pas, pour l'heure, à la création de ces plates-formes régionales. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité ne souhaitait pas ajouter une nouvelle strate hiérarchique à l'organigramme du Département et qu'en cette période de restrictions budgétaires, il était préférable d'affecter à des domaines plus prioritaires les ressources nécessaires à la réalisation de ce projet.

17. Le Secrétaire général propose néanmoins de créer à Nairobi, à titre expérimental, une équipe régionale d'appui technique composée de 12 membres et chargée d'assurer des services de conseil, de formation, de mise en conformité et d'enquête en Afrique et, dans les situations d'urgence, au Moyen-Orient. Le Comité consultatif note que l'encadrement de ces services sera assuré par le Département de la sûreté et de la sécurité au Siège, qui en assumera donc la responsabilité, et que ce projet pilote fera l'objet d'une évaluation tout au long de l'exercice biennal 2010-2011. Si le projet s'avère viable, le Secrétaire général présentera une proposition visant à créer des services techniques dans d'autres centres régionaux à compter de l'exercice biennal 2012-2013. **Le Comité consultatif attend avec intérêt de recevoir communication, dans le cadre d'un prochain rapport, de l'évaluation qui aura été faite de l'efficacité de ce projet pilote.** Les observations et les recommandations du Comité consultatif concernant les ressources nécessaires à ce projet sont énoncées aux paragraphes 34, 67 et 68 du présent document.

18. **Comme indiqué au paragraphe 11 du présent document, l'étude de gestion préconise une démarche « évolutive » pour la réforme du Département de la sûreté et de la sécurité. Pour le Comité consultatif, certaines des propositions qui y sont formulées, ainsi que les ressources nécessaires correspondantes inscrites dans le projet de budget, doivent par conséquent être considérées comme étant appelées à évoluer.** Par exemple, l'étude de gestion relève, dans la politique des ressources humaines du Département, un certain nombre d'insuffisances concernant l'identification, le recrutement, le déploiement, la fidélisation, le perfectionnement et l'organisation des carrières du personnel, tant au Siège que dans les bureaux hors Siège. Le projet de budget évoque cette question, en ses paragraphes 34.102 à 34.104 (ibid.), où il est indiqué que le Département a l'intention de procéder à un examen global et exhaustif de ses besoins en ressources humaines. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Département a créé, pour étudier ces questions, un groupe de travail qui devrait être épaulé par un consultant ou une société de conseil ayant des compétences spécialisées dans ce domaine. Ce groupe de travail devrait examiner les pratiques optimales constatées à l'intérieur comme à l'extérieur du système des Nations Unies, afin d'élaborer une stratégie de gestion des ressources humaines adaptée aux besoins de l'Organisation pour la décennie à venir et au-delà. L'examen envisagé devrait durer de 12 à 18 mois. Les observations du Comité concernant les ressources nécessaires pour les postes et les autres objets de dépense liés à cet examen sont présentées aux paragraphes 72, 73 et 77 du présent document.

19. **Compte tenu du nouveau régime des engagements et de la récente harmonisation des conditions d'emploi au sein du système des Nations Unies, mais aussi des autres réformes**

entreprises par l'Organisation dans le domaine des ressources humaines, le Comité consultatif engage le Département à collaborer étroitement, pendant l'examen de sa gestion des ressources humaines, avec le Bureau de la gestion des ressources humaines et, le cas échéant, avec le Département de l'appui aux missions, afin de veiller à ce que toute proposition visant à modifier les politiques et pratiques en cours soit compatible avec les mesures déjà adoptées au niveau de l'Organisation dans son ensemble. Le détail des conclusions de l'examen de la gestion des ressources humaines, ainsi que toute demande de ressources en découlant, devront être communiqués dans le cadre de la présentation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.

20. L'étude de gestion évoque aussi la nécessité de procéder, à l'échelle mondiale, lors du prochain exercice biennal, à une réforme approfondie des services de sûreté et de sécurité, qui comptent désormais plus de 1 000 agents et absorbent plus de la moitié du budget du Département, afin de mieux uniformiser les pratiques et d'assurer une utilisation plus efficace et plus transparente des moyens humains et financiers. D'après l'étude de gestion, la réforme visera surtout à mettre en place des indicateurs de gestion permettant aux responsables d'utiliser des outils de mesure de résultats uniformes, afin que les dépenses de personnel et les coûts opérationnels des divers lieux d'affectation soient aussi transparents et facilement comparables que possible. Aux paragraphes 34.34 et 34.35 du projet de budget (ibid.), le Secrétaire général évoque brièvement cette question, en indiquant, notamment, que les services de sûreté et de sécurité doivent mettre en œuvre de nouveaux outils de gestion pour que les ressources humaines et financières soient utilisées là où les besoins sont les plus grands. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'un certain nombre de mesures seraient progressivement mises en œuvre à cette fin, y compris la mise en place d'importantes capacités de gestion de l'information (voir par. 62 à 64 du présent document), le renforcement des capacités d'analyse (voir par. 47 à 56 du présent document), la normalisation du matériel, l'élaboration d'une politique mondiale coordonnée de sécurité et de santé au travail, et l'élaboration de procédures d'urgence ou de crise, d'indicateurs d'alerte précoce et d'instructions permanentes visant à favoriser la responsabilisation à tous les niveaux. **Le Comité consultatif compte bien que les projets de budget à venir comporteront des informations actualisées sur l'état d'avancement de la réforme de la gestion des services de sûreté et de sécurité à l'échelle mondiale.** À cet égard, il souligne que le Département devrait tirer pleinement parti des outils électroniques disponibles, notamment les systèmes normalisés d'accès sécurisé (voir document A/64/7/Add.15 du présent supplément), pour améliorer les services de sûreté et de sécurité. Toute demande future de moyens humains pour les services de sûreté et de sécurité du monde entier devra tenir compte des évolutions intervenues dans ce domaine.

21. Les recommandations spécifiques du Comité consultatif quant aux ressources demandées par le Secrétaire général dans le projet de budget au titre des postes et des autres objets de dépense figurent à la section III ci-après. **En formulant ses recommandations, le Comité consultatif a opté pour une interprétation prudente du concept d'« évolutivité » susmentionné.** En effet, la réflexion engagée sur certaines des mesures évoquées dans l'étude de gestion en est encore à un stade très précoce et devra probablement être poursuivie lors des exercices biennaux à venir. À cet égard, le Comité considère également que les initiatives visant à renforcer le Département ne devraient pas porter exclusivement sur le renforcement quantitatif de ses capacités mais aussi sur l'amélioration qualitative des capacités existantes. Il recommande que le Secrétaire général présente, dans son premier rapport sur l'exécution du budget, un état actualisé détaillé des progrès réalisés dans le renforcement du Département.

22. Le Comité consultatif souligne qu'il incombe au premier chef à l'Assemblée générale de définir le mandat du Département de la sûreté et de la sécurité et les politiques qui régissent ses activités.

III. Ressources nécessaires au titre du chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011

23. Le Comité consultatif note que le montant total des ressources nécessaires au titre du chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, y compris la part des organismes des Nations Unies dans le cofinancement des coûts de sûreté et de sécurité (voir par. 25 et 26 du présent document), s'élève à 247 113 900 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation de 39 188 000 dollars (18,8 %) par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009. Selon le Secrétaire général, l'augmentation s'explique par le fait que l'étude de gestion a recommandé de doter le Département de ressources supplémentaires et par l'effet-report de la création de sept postes approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009 au titre de la gestion des crises. L'effet-report des postes proposés pour le budget ordinaire de l'exercice biennal 2012-2013 est estimé à 17 077 400 dollars, dont 11 807 200 dollars correspondant à l'effet-report des nouveaux postes proposés au titre du budget ordinaire et 5 270 200 dollars correspondant à la part imputable au budget ordinaire du coût des nouveaux postes cofinancés.

24. Le Comité consultatif note également que, selon le tableau 34.6 de l'additif au rapport du Secrétaire général (ibid.), le montant total du budget proposé au titre du chapitre 34 s'élève à 449 566 500 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation de 67 227 800 dollars (17,6 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice biennal 2008-2009.

25. Au paragraphe 34.10 de l'additif à son rapport (ibid.), le Secrétaire général indique que, le Département étant responsable, d'une part, de la sûreté et de la sécurité du personnel, des délégués et des visiteurs dans les principaux lieux d'affectation et, d'autre part, de la sûreté et de la sécurité des opérations des Nations Unies sur le terrain, ses activités sont financées à la fois par le budget ordinaire et par une participation des organismes couverts par le système de gestion de la sécurité. En ce qui concerne le montant brut des ressources nécessaires pour les activités cofinancées, les charges sont réparties entre les participants en proportion de la part de chacun dans les effectifs sur le terrain. En application de la recommandation que l'Assemblée générale a formulée dans sa résolution 61/263, le Comité de haut niveau sur la gestion est convenu que le montant affecté aux dépenses de sécurité sur le terrain serait fonction du pourcentage réel de personnel, selon les données fournies par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, sur la base des données issues des recensements au 31 décembre 2007, la part imputable à l'Organisation du montant brut affecté aux activités cofinancées pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élevait actuellement à 26,13 %. L'augmentation par rapport au chiffre retenu pour l'exercice biennal précédent (23,79 %) était imputable à la hausse du nombre de fonctionnaires de l'Organisation affectés hors Siège. Le Comité a également été informé que le Conseil des chefs de secrétariat était en train de donner leur forme définitive aux données issues des recensements au 31 décembre 2008 et que les chiffres qui en seraient tirés serviraient à arrêter définitivement la part incombant à l'Organisation pour l'exercice biennal 2010-2011. **Le Comité consultatif réaffirme que les arrangements relatifs à la participation aux coûts afférents à la sécurité hors Siège permettant de garantir que toutes les parties concernées partagent à la fois la maîtrise et la responsabilité du système.**

26. Le Comité consultatif note que les ressources prévues pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre du montant brut du budget des activités cofinancées s'élèvent à 260 959 500 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation de 37 513 000 dollars (16,8 %) par rapport au montant révisé du crédit ouvert pour l'exercice biennal 2008-2009. L'effet-report des créations de poste proposées pour l'exercice biennal 2012-2013 pour le budget brut cofinancé est estimé à 20 247 800 dollars.

27. Au paragraphe 34.13 de l'additif à son rapport (ibid.), le Secrétaire général indique que les activités financées par le budget ordinaire et par des fonds versés dans le cadre d'arrangements de cofinancement le sont aussi par des fonds extrabudgétaires, d'un montant estimatif de 16 811 600 dollars, provenant : a) du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix ; b) de remboursements au titre des services de sécurité et de sûreté rendus aux fonds et programmes des

Nations Unies ; et c) de fonds extrabudgétaires versés par des donateurs pour financer des mesures de sécurité à prendre d'urgence.

28. **En ce qui concerne la présentation du projet de budget, le Comité consultatif est d'avis que nombre de demandes de ressources auraient pu être mieux justifiées. Il aurait été particulièrement utile de les assortir des données statistiques pertinentes.** S'agissant en particulier des effectifs proposés par le Secrétaire général, le Comité consultatif a reçu, comme suite à sa demande, un tableau montrant le nombre total de postes des services de sécurité approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009, le nombre de postes proposés pour l'exercice biennal 2010-2011 et les lieux d'affectation (voir annexe I du présent document). **Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général fasse figurer dans les futurs projets de budget des informations détaillées sur les effectifs existants et proposés, ainsi qu'une description des fonctions attachées aux postes existants, afin de permettre aux lecteurs de se prononcer en pleine connaissance de cause sur la nécessité de moyens supplémentaires.**

A. Observations et recommandations concernant les postes

29. Le tableau ci-après récapitule les postes financés par le budget ordinaire et cofinancés, qui ont été approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009, ainsi que les propositions du Secrétaire général concernant les deux catégories de postes pour l'exercice biennal 2010-2011. Ce tableau indique aussi les postes financés sur des ressources extrabudgétaires, qui sont proposés pour l'exercice biennal 2010-2011. Un organigramme détaillé du Département faisant apparaître la répartition proposée des postes pour l'exercice biennal 2010-2011 figure à l'annexe II du présent document.

Tableau d'effectifs proposés

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>
Budget ordinaire		
Postes approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009	943	1 SGA, 2 D-2, 2 D-1, 9 P-5, 17 P-4, 19 P-3, 6 P-2/1, 8 G(1°C), 172 G(AC), 300 ASS, 407 AL
Postes proposés pour l'exercice biennal 2010-2011	1 186	1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 2 D-1, 11 P-5, 24 P-4, 28 P-3, 7 P-2/1, 8 G(1°C), 189 G(AC), 326 ASS, 588 AL
Créations	243	2 P-5, 7 P-4, 9 P-3, 1 P-2/1, 17 G(1°C), 26 ASS, 181 AL
Conversions	113	20 G(AC), 32 ASS et 61 AL de postes de temporaire en postes permanents
Reclassements	1	D-2 à SSG (Bureau du Secrétaire général adjoint)
Montant brut du budget des activités cofinancées		
Postes approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009	847	1 D-2, 1 D-1, 36 P-5, 157 P-4, 99 P-3, 6 P-2/1, 3 G(1°C), 25 G(AC), 150 ASS, 369 AL
Postes proposés pour l'exercice biennal 2010-2011	999	1 D-2, 2 D-1, 39 P-5, 230 P-4, 129 P-3, 6 P-2/1, 5 G(1°C), 27 G(AC), 160 ASS, 400 AL
Créations	152	3 P-5, 73 P-4, 30 P-3, 1 P-2/1, 1 G(1°C), 3 G(AC), 10 ASS, 31 AL
Conversions	25	25 ASS de postes de temporaire en postes permanents
Reclassements	2	1 P-5 à D-1 (Division des opérations régionales) ; 1 G(AC) à G(1°C) [Service de l'appui aux bureaux extérieurs]
Redéploiements	1	1 P-2, du Service de l'appui aux bureaux extérieurs à la Division des opérations régionales
Fonds extrabudgétaires		
Postes proposés pour l'exercice biennal 2010-2011	54	1 P-5, 11 P-4/3, 1 P-2/1, 29 G(AC), 12 ASS

Abbreviations : SGA = secrétaire général adjoint ; SSG = sous-secrétaire général ; G = agent des services généraux ; 1°C = première classe ; AC = autres classes ; ASS = agent du Service de sécurité ; AL = agent local.

30. Le montant des ressources nécessaires pour financer les 1 186 postes proposés au titre du budget ordinaire est estimé à 153 322 700 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation de 19 851 300 dollars (14,9 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009. Au total, 243 postes supplémentaires sont demandés pour l'exercice biennal 2010-2011. Il est également proposé de reclasser un poste de la classe D-2 au rang de sous-secrétaire général et de convertir 113 postes de temporaire en postes permanents. Les postes supplémentaires proposés se répartissent comme suit :

- a) Six postes au titre de la direction exécutive et de l'administration ;
- b) Deux cent vingt-huit postes au titre du sous-programme 1 (Coordination de la sécurité et de la sûreté), dont trois postes au Groupe de coordination de la protection, un poste à la Division des services de sûreté et de sécurité du Siège et 224 postes aux Services de sûreté et de sécurité des sièges régionaux et des commissions régionales ;
- c) Neuf postes au titre de la composante 2 (Appui aux bureaux extérieurs) du sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain et appui aux bureaux extérieurs), dont quatre au Groupe de la gestion des situations de crise et cinq pour l'appui aux activités de gestion de l'information.

31. Le montant des ressources nécessaires pour financer les 999 postes proposés au titre du montant brut du budget des activités cofinancées est estimé à 187 267 200 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation de 22 583 400 dollars (13,7 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009. Au total, 152 postes supplémentaires sont demandés pour l'exercice biennal 2010-2011. Il est également proposé de reclasser un poste de la classe P-5 à la classe D-1 et un poste d'agent des services généraux (Autres classes) en poste d'agent des services généraux (1^{re} classe), de redéployer 1 poste et de convertir 25 postes de temporaire en postes permanents. Les postes supplémentaires proposés se répartissent comme suit :

- a) Dix postes au titre du sous-programme 1 (Coordination de la sécurité et de la sûreté) ;
- b) Cent vingt-six postes au titre de la composante 1 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain) du sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain et appui aux bureaux extérieurs), dont 20 postes pour l'évaluation des menaces et des risques au Siège et à l'extérieur, 10 postes à la Division des opérations régionales, 61 postes de responsable de la sécurité des services extérieurs et 35 postes dans les centres des opérations d'information sur la sécurité ;
- c) Onze postes au titre de la composante 2 (Appui aux bureaux extérieurs) du sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain et appui aux bureaux extérieurs), dont quatre postes au Groupe de gestion du stress traumatique, six à la Section de la formation et du perfectionnement et un poste pour les activités de gestion des risques aériens ;
- d) Cinq nouveaux postes au titre de l'appui au programme.

Les recommandations du Comité consultatif relatives aux propositions figurant au présent paragraphe et au paragraphe 30 ci-dessus sont énoncées dans son examen des sections du budget auxquelles elles se rapportent.

Direction exécutive et administration

Budget ordinaire

Nouveaux postes

32. Le Secrétaire général propose de créer six postes au titre de la direction exécutive et de l'administration.

Bureau du Secrétaire général adjoint

33. Il est proposé de créer, au Bureau du Secrétaire général adjoint, deux postes de la classe P-4 et un poste de la classe P-3 dont les titulaires seraient chargés des communications, de la mobilisation et de l'information afin d'offrir un appui professionnel de qualité dans le domaine de la communication, surtout en temps de crise et de faire en sorte que les communications avec le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité continuent d'être assurées par des administrateurs spécialisés du Bureau (ibid., par. 34.21, al. b). **Le Comité consultatif recommande d'accepter la création d'un poste de la classe P-4 et d'un poste de la classe P-3 au Bureau du Secrétaire général adjoint dont les titulaires seraient chargés des communications, de la mobilisation et de l'information. Les fonctions relevant du poste P-4 restant, dont la création est proposée par le Secrétaire général, devraient être assumées au moyen des capacités existantes.**

Groupe de la mise aux normes, de l'évaluation et du suivi

34. Au sein du Groupe de la mise aux normes, de l'évaluation et du suivi, il est proposé de créer un poste de fonctionnaire chargé des enquêtes (P-4) à New York, afin de faire face à l'augmentation attendue de la charge de travail du Groupe des affaires internes pour ce qui est des enquêtes et autres examens (ibid., par. 34.21, al. c), ainsi qu'un poste de responsable du contrôle de la mise aux normes (P-3) et un poste de fonctionnaire chargé des enquêtes (P-3) à Nairobi, afin d'appuyer les activités de mise aux normes, d'évaluation et de suivi dans le cadre d'un projet pilote de mise en place d'un appui technique régional (ibid. ; et par. 17 du présent document). **Le Comité consultatif recommande que le poste de fonctionnaire chargé des enquêtes (P-4) qu'il est proposé de créer à New York soit financé au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) jusqu'à ce qu'il soit avéré que les fonctions correspondantes doivent être assurées à titre permanent. Le Comité recommande également que les deux postes de la classe P-3 qu'il est proposé de créer à Nairobi soient financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) en attendant l'évaluation du projet pilote.**

Reclassement

35. Le Secrétaire général propose de reclasser le poste d'adjoint au Secrétaire général adjoint de la classe D-2 au rang de sous-secrétaire général. Le Comité consultatif note que cette proposition a été faite comme suite aux recommandations du Groupe en vue de permettre au Secrétaire général adjoint de se concentrer sur les questions stratégiques, en ayant l'assurance qu'un haut responsable serait à même d'assumer la gestion des affaires courantes et de renforcer la gestion interne du Département, ainsi que de représenter ce dernier en l'absence du Secrétaire général adjoint [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, par. 34.21, al. a].

36. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Sous-Secrétaire général apporterait un soutien au Secrétaire général adjoint dans l'exécution de ses fonctions en sa qualité de chef du Département, notamment en coordonnant le travail de divers services au Siège et à l'extérieur et en supervisant l'établissement de rapports à l'intention d'organes intergouvernementaux. Au quotidien, le ou la titulaire du poste proposé dirigerait la Section de la formation et du perfectionnement, le Groupe de la politique de sécurité, de la planification et de la coordination, le Groupe de la mise aux normes, de l'évaluation et du suivi, et le Groupe de gestion du stress traumatique. Il ou elle effectuerait également des missions pour le compte du Secrétaire général adjoint, selon les besoins. **Pour ces raisons, le Comité consultatif recommande d'accepter la proposition visant à reclasser le poste d'adjoint au Secrétaire général adjoint de la classe D-2 au rang de sous-secrétaire général.**

Sous-programme 1 (Coordination de la sécurité et de la sûreté)

Budget ordinaire

Nouveaux postes

37. Le Secrétaire général propose de créer 228 postes au titre du sous-programme 1 (Coordination de la sécurité et de la sûreté).

Groupe de coordination de la protection au Siège

38. Il est proposé de créer un poste de chef de groupe (P-5) au Groupe de coordination de la protection au Siège afin d'assurer une gestion stratégique afin de mieux répondre aux besoins de protection rapprochée des hauts fonctionnaires de l'Organisation (ibid., par. 34.29). Il est également proposé de créer un poste P-3 et un poste d'agent des services généraux (Autres classes) afin d'assurer comme il se doit la liaison avec les agents de protection rapprochée et les hauts fonctionnaires (ibid.). Le Comité consultatif relève au paragraphe 34.28 du projet de budget que ce Groupe a vu sa charge de travail augmenter de 46 % depuis 2006 et qu'à l'heure actuelle il n'est pas en mesure de procéder de manière systématique et cohérente à l'examen continu du fonctionnement des équipes de protection rapprochée là où elles ont été affectées, de répondre aux besoins particuliers des missions placées sous la direction du Département des opérations de maintien de la paix et appuyées par le Département de l'appui aux missions ou de mobiliser rapidement des renforts. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que, outre la gestion du Groupe, le Chef participerait à des projets stratégiques portant, entre autres, sur l'élaboration des politiques, les instructions permanentes et le recrutement et la formation des agents de protection rapprochée. **Pour les raisons évoquées par le Secrétaire général, le Comité consultatif recommande d'accepter la proposition visant à créer un poste de chef de Groupe (P-5). Le Comité se prononce contre la création des postes de la classe P-3 et d'agent des services généraux (Autres classes) car il estime que les fonctions y afférentes, qui ne sont pas nouvelles, devraient être exercées au moyen des capacités existantes. À cet égard, et afin de s'assurer du bien-fondé des futures demandes de ressources pour les opérations de protection rapprochée, le Comité consultatif recommande qu'une politique précise soit élaborée concernant la protection rapprochée.**

Division des services de sûreté et de sécurité du Siège

39. Il est proposé de créer un poste de la classe P-4 à la Division des services de sûreté et de sécurité du Siège pour renforcer la capacité du Bureau du Directeur d'assurer au quotidien la coordination et l'appui des services de sûreté et de sécurité au Siège, dans les bureaux hors Siège et dans les commissions régionales (ibid., par. 34.31). **Le Comité consultatif se prononce contre la proposition, estimant que les fonctions afférentes au poste proposé devraient être assurées au moyen des capacités existantes.**

Services de sûreté et de sécurité à l'échelle mondiale

40. Il est proposé de créer les 224 postes suivants dans les Services de sûreté et de sécurité des villes sièges et des commissions régionales :

a) Au Siège à New York, 26 postes d'agent des services de sécurité pour renforcer les opérations de protection rapprochée par l'ajout d'une équipe supplémentaire (ibid., par. 34.36, al. a) ;

b) À l'Office des Nations Unies à Genève, 15 postes d'agent des services généraux (Autres classes) pour mettre en place un groupe cynophile et pour renforcer l'effectif actuel afin de mener à bien la formation à la gestion de crise et de faire face à l'accroissement de l'activité dans les locaux occupés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (ibid., par. 34.36, al. b) ;

c) À l'Office des Nations Unies à Nairobi, un poste d'agent de sécurité (P-3) pour la coordination des opérations de sécurité. Selon le Secrétaire général, ce poste est nécessaire en raison de la taille et de la complexité du complexe et du grand nombre de fonctionnaires qui y travaillent. En outre, 85 postes d'agent local sont proposés, dont 76 pour renforcer les effectifs du groupe d'agents réguliers en uniforme, du groupe de la sécurité incendie, du groupe des cartes d'accès et du groupe de la protection rapprochée en raison de l'augmentation sensible du nombre de fonctionnaires travaillant dans le complexe en raison de l'ajout des nouveaux locaux, et neuf pour appuyer le fonctionnement du système normalisé de contrôle des accès qui est actuellement en place (ibid., par. 34.36, al. d);

d) À la Commission économique pour l'Afrique (CEA), un poste d'agent de sécurité (P-3) pour la coordination des opérations de sécurité. Selon le Secrétaire général, ce poste est nécessaire en raison de la taille et de la complexité du complexe et du grand nombre de fonctionnaires qui y travaillent. En outre, 19 postes d'agent local sont proposés, dont 11 pour mettre en place un groupe cynophile et pour renforcer l'effectif actuel afin de consolider le dispositif de surveillance et de détection et huit pour appuyer le fonctionnement du système normalisé de contrôle des accès qui est actuellement en place (ibid., par. 34.36, al. e);

e) À la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), 13 postes d'agent local, dont huit pour assurer le fonctionnement en continu du Centre de contrôle des opérations et de l'Équipe d'intervention d'urgence, ainsi que pour créer un groupe des cartes d'accès et d'identité, et cinq pour appuyer le fonctionnement du système normalisé de contrôle des accès qui est actuellement en place (ibid., par. 34.36, al. f);

f) À la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), 52 postes d'agent local, dont 45 pour assurer le fonctionnement en continu des points de contrôle, créer une capacité de contre-surveillance et assurer la protection rapprochée du Secrétaire exécutif, et sept pour appuyer le fonctionnement du système normalisé de contrôle des accès en 2010-2011 (ibid., par. 34.36, al. g);

g) À la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), 12 postes d'agent local, dont cinq pour renforcer l'effectif actuel, notamment pour améliorer la sécurité au pavillon de l'entrée sud qui vient d'être construit, et sept pour appuyer le fonctionnement du système normalisé de contrôle des accès qui est actuellement en place (ibid., par. 34.36, al. h);

41. Le Comité consultatif recommande d'accepter la création de 14 postes d'agent des services de sécurité sur les 26 proposés à New York. Si le Département juge que des effectifs supplémentaires sont nécessaires, ceux-ci devront être obtenus en réaffectant les ressources existantes et les dépenses y afférentes devraient être présentées dans le cadre du prochain projet de budget.

42. En ce qui concerne les postes demandés pour mettre en place un groupe cynophile à l'Office des Nations Unies à Genève et à la CEA [respectivement, 15 postes d'agent des services généraux (Autres classes) et 11 postes d'agent local], le Comité consultatif, ayant demandé des précisions, a été informé que les groupes cynophiles étaient considérés par le secteur de la sécurité comme l'un des meilleurs moyens de détection de substances illicites, y compris les armes et les explosifs. Les groupes cynophiles étaient considérés comme essentiels pour l'Organisation au vu des risques accrus auxquels étaient confrontés de nombreux lieux d'affectation, en particulier la menace que constituent les véhicules piégés et les engins explosifs portés par des individus. **Compte tenu de ce qui précède, le Comité consultatif recommande d'accepter la création de 10 postes temporaires d'agent des services généraux (Autres classes) à Genève et de 11 postes temporaires d'agent local à Addis-Abeba, les contrats devant expirer le 31 décembre 2011 à moins d'être explicitement renouvelés par l'Assemblée générale dans le cadre du budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013. Bien que le Comité comprenne que, dans certains cas, rien ne puisse remplacer un groupe cynophile, il encourage néanmoins le Département de la sûreté et de la sécurité à tirer parti au mieux des outils électroniques**

proposés dans le cadre du projet de mise en place d'un système normalisé de contrôle des accès. Une évaluation des gains d'efficacité résultant de la mise en place de ces outils électroniques devrait figurer dans le prochain projet de budget.

43. En ce qui concerne les deux postes de la classe P-3 proposés pour la coordination des opérations de sécurité à l'Office des Nations Unies à Nairobi et à la CEA, le Comité consultatif se prononce contre leur création, estimant que les fonctions y afférentes devraient être assurées au moyen des capacités existantes.

44. Enfin, s'agissant des postes d'agent local proposés, le Comité consultatif réitère sa recommandation antérieure, à savoir que tous les postes liés au fonctionnement du système normalisé de contrôle des accès devraient être financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) [voir A/63/769, par. 18]. Le Comité souligne à cet égard que ses recommandations concernant la réalisation de la deuxième phase de la mise en place d'un système normalisé de contrôle des accès (PACT II) pourraient avoir une incidence sur le nombre de postes requis à cette fin (voir le document A/64/7/Add.15 du présent supplément). En ce qui concerne les autres postes d'agent local, étant donné que le Comité préconise de procéder avec prudence au renforcement du Département, il recommande de créer 41 postes à l'Office des Nations Unies à Nairobi, 5 à la CESAP, 3 à la CEPALC et 45 à la CESAO. S'agissant de cette dernière, le Comité consultatif recommande d'approuver la création de l'ensemble des postes approuvés parce que Beyrouth est le seul lieu d'affectation de l'Organisation dans lequel la phase II du plan de sécurité est en vigueur.

Conversions

45. Le Secrétaire général propose de convertir 113 postes de temporaire [20 agents des services généraux (Autres classes), 32 agents des services de sécurité et 61 agents locaux] en postes permanents dans les services de sûreté et de sécurité du Siège et des commissions régionales. **Le Comité consultatif n'émet pas d'objection aux conversions proposées.**

Montant brut du budget des activités cofinancées

Nouveaux postes

Office des Nations Unies à Vienne

46. Le Secrétaire général propose de créer 10 postes d'agent des services de sécurité à l'Office des Nations Unies à Vienne pour mettre en place un groupe cynophile et pour renforcer l'effectif actuel afin de faire face à l'accroissement de l'activité générée par le nouveau centre de conférence (bâtiment M) [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, par. 34.36, al. c]. **Le Comité consultatif recommande de créer 10 postes temporaires d'agent des services de sécurité à l'Office des Nations Unies à Vienne, les contrats devant expirer le 31 décembre 2011 à moins d'être explicitement renouvelés par l'Assemblée générale dans le cadre du budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (voir également par. 42 du présent document).**

Conversions

47. Le Secrétaire général propose de convertir 25 postes temporaires en postes permanents au Service de la sûreté et de la sécurité de l'Office des Nations Unies à Vienne. **Le Comité consultatif n'émet pas d'objection aux conversions proposées.**

Sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain et appui aux bureaux extérieurs)

Composante 1 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain)

Montant brut du budget des activités cofinancées

Nouveaux postes

48. Au titre de la composante 1 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain) du sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain et appui aux bureaux extérieurs), le Secrétaire général propose de créer 126 nouveaux postes. **Globalement, le Comité consultatif se félicite de l'importance qu'accorde le Secrétaire général au renforcement des capacités sur le terrain. S'agissant en particulier de la proposition concernant le renforcement des moyens d'analyse, le Comité souligne qu'il convient de ne pas perdre de vue le rôle que jouent les gouvernements hôtes pour ce qui est de communiquer des renseignements supplémentaires concernant la sûreté et la sécurité (voir par. 79 à 81 du présent document).**

Groupe de l'analyse des menaces et des risques du Siège

49. Afin de donner suite à l'une des principales recommandations du Groupe, il est proposé de créer cinq postes P-4 au Groupe de l'analyse des menaces et des risques du Siège, pour accroître sa capacité d'analyse, ce qui lui permettrait d'élargir son champ d'action à des domaines autres que la lutte antiterroriste, et pour renforcer sa capacité de fournir des services, en particulier en matière d'analyse des tendances, aux chefs des services de sécurité des missions sur le terrain, des bureaux extérieurs et d'autres entités des Nations Unies (ibid., par. 34.52). Il est également proposé de créer deux postes d'agent des services généraux (Autres classes) pour renforcer la capacité d'appui administratif (ibid.).

50. Aux paragraphes 34.48 à 34.51 du projet de budget-programme, le Secrétaire général donne un aperçu du travail que mène actuellement le Groupe de l'analyse des menaces et des risques ainsi que des tâches qu'il pourrait être amené à exécuter à l'avenir. Ce Groupe, dont les effectifs comprennent actuellement 1 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 1 P-2 ayant été redéployé et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes), fonctionne comme un dispositif d'alerte rapide : il fournit des analyses à l'ensemble du Département et représente ce dernier dans ses échanges réguliers avec divers interlocuteurs, appartenant ou non au système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Le Secrétaire général affirme que si d'importants moyens d'analyse sont mis en place sur le terrain (voir par. 52 du présent document), il faudra faire en sorte que le Siège suive de près le travail des nouveaux analystes sur le terrain.

51. Le Comité consultatif note que l'étude de gestion dont a fait l'objet le Département de la sûreté et de la sécurité a mis en évidence la nécessité d'améliorer la couverture analytique, l'information étant, bien plutôt que les ressources humaines et la puissance de feu, l'élément le plus important pour pouvoir assurer dans le monde entier la sécurité d'opérations hors siège modernes. **Compte tenu des fonctions devant être remplies par le Groupe, le Comité recommande d'approuver la création de trois postes P-4 et de deux postes d'agent des services généraux (Autres classes).**

Capacité d'analyse des menaces et des risques sur le terrain

52. Le Secrétaire général propose également la création de 13 postes d'analyste en matière de sécurité (7 P-4 et 6 P-3) pour renforcer la capacité d'analyse des menaces et des risques là où elle fait défaut sur le terrain (ibid., par. 34.62). Comme indiqué au paragraphe 34.61 du projet de budget-programme, les analystes en matière de sécurité donnent des avis au Conseiller ou Conseiller en chef pour la sécurité sur les menaces auxquelles sont exposés les organismes des

Nations Unies. Ils reçoivent une formation spéciale qui leur permet de procéder à l'évaluation qualitative et quantitative des risques à partir des informations recueillies dans les pays considérés. Leur travail consiste essentiellement à dégager les tendances susceptibles d'avoir des incidences sur les activités humanitaires et les activités de développement des organismes des Nations Unies. Cette analyse est prise en compte dans l'évaluation des risques, qui détermine à son tour le choix des mesures de réduction des risques. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les 13 nouveaux postes se répartiraient comme suit : trois en Asie et dans le Pacifique, trois en Afrique de l'Est, trois en Afrique de l'Ouest, deux en Europe et dans les Amériques et deux au Moyen-Orient. **Compte tenu des raisons données par le Secrétaire général et des considérations exposées dans les paragraphes qui précèdent, le Comité recommande d'approuver la création de six postes P-4 et de trois postes P-3 d'analyste en matière de sécurité là où cela est nécessaire sur le terrain.**

Division des opérations régionales du Siège

53. Le Secrétaire général propose de créer cinq postes P-4 et cinq postes P-3 d'officier traitant à la Division des opérations régionales du Siège pour accroître les capacités existantes (ibid., par. 34.55). Le Secrétaire général déclare par ailleurs qu'après l'afflux de demandes ayant suivi les attentats perpétrés contre les bureaux des Nations Unies en Iraq, en Algérie et en Somalie, il était devenu évident que pour permettre aux officiers traitants d'assumer leurs responsabilités, il fallait leur confier une charge de travail raisonnable et réaliste. Selon lui, ce n'est pas le cas actuellement. Du fait de l'adoption de l'organisation générale des responsabilités, de la multiplication des activités hors siège du Département, de l'élargissement des mandats ainsi que de la nécessité de réagir rapidement et de répondre à des exigences croissantes quant à la qualité des services offerts, l'éventail des services fournis aux opérations sur le terrain par les cellules régionales ne permet plus de répondre aux besoins. **S'il admet que la charge de travail de la Division s'est accrue, le Comité consultatif estime toutefois que certaines des tâches supplémentaires évoquées au paragraphe 34.55 du projet de budget-programme pourraient être assumées au moyen des capacités existantes. Il recommande donc pour l'heure d'approuver la création à la Division des opérations régionales du Siège de trois postes P-4 et de trois postes P-3 d'officier traitant.**

Responsables de la sécurité des services extérieurs

54. Au paragraphe 34.56 du projet de budget-programme, le Secrétaire général, faisant fond sur les résultats de l'étude de la vulnérabilité des Nations Unies au niveau mondial qui a été réalisée après l'attentat perpétré à Alger, propose de créer dans 15 sites vulnérables 61 nouveaux postes de responsable de la sécurité des services extérieurs (4 P-5, 11 P-4, 17 P-3 et 29 agents locaux). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que ces postes se répartiraient comme suit : 27 en Asie et dans le Pacifique, 18 en Afrique de l'Est, 6 en Afrique de l'Ouest, 6 en Europe et dans les Amériques et 4 au Moyen-Orient.

55. S'agissant en particulier des quatre postes P-5, le Secrétaire général indique, au paragraphe 34.57 du projet de budget-programme, qu'il est proposé de les créer au Chili, en Éthiopie, au Kenya et en Thaïlande, sur le modèle du Liban, où le Chef de la Section de la sécurité et de la sûreté et le Conseiller adjoint pour la sécurité travaillent sous la direction du Conseiller en chef pour la sécurité du pays. Tant l'Office des Nations Unies à Genève que l'Office des Nations Unies à Vienne comptent déjà des postes P-5 de chef de la Section de la sécurité et de la sûreté, dont les titulaires font également fonction de Conseiller en chef pour la sécurité. Au Chili, en Éthiopie et en Thaïlande, le poste de chef de la sécurité et de la sûreté est un poste P-4. **Le Comité consultatif rappelle les observations qu'il a déjà faites à ce sujet, à savoir qu'il avait remis en question la transposition du modèle libanais à d'autres lieux d'affectation compte tenu du fait que le Liban était le seul pays où la phase II du plan de sécurité était en vigueur, et exprimé son désaccord avec l'idée selon laquelle les chefs de la sécurité devaient avoir le même rang dans tous les lieux d'affectation (voir A/63/769, par. 29). Le Comité se prononce donc, comme il l'a déjà fait, contre la création des quatre postes P-5 demandés (ibid.).**

56. **Quant aux 57 autres postes de responsable de la sécurité des services extérieurs qu'il est proposé de créer, le Comité consultatif recommande d'en créer 50 (11 P-4, 10 P-3 et 29 agents locaux).**

Centres des opérations d'information sur la sécurité

57. Le Secrétaire général propose également de créer 35 postes à la classe P-4 [sept dans chaque site, dont un de chef, trois de fonctionnaire de l'information (hors classe) et trois de chef des opérations]. afin de doter en personnel cinq nouveaux centres des opérations d'information sur la sécurité de dimension nationale, qui fonctionneraient sans interruption [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, par. 34.64]. Comme le Secrétaire général l'indique aux paragraphes 34.63 et 34.64 du projet de budget-programme, le rôle des centres des opérations d'information sur la sécurité, qui font également office de centres de coordination des réponses aux crises dans les situations d'urgence, est d'informer afin de réduire les risques pour l'exécution des programmes et de mieux assurer la sécurité du personnel et des biens de l'Organisation. D'après le Secrétaire général, ces centres ajoutent une importante dimension qualitative à l'exécution des programmes du fait qu'ils disposent des ressources humaines et techniques nécessaires pour réaliser des analyses de situation détaillées, dégager les tendances, dresser des plans d'urgence et coordonner les interventions en cas d'urgence.

58. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les centres avaient également pour fonction d'étudier tous les rapports de situation, les comptes rendus d'incidents et les récapitulatifs établis par les coordonnateurs des mesures de sécurité sur le terrain; de travailler en collaboration avec les autorités du pays hôte chargées de la sécurité; d'évaluer les menaces et les incidents en rapport avec la sécurité; de collecter, analyser et diffuser des informations sur la sécurité à tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies opérant dans le pays concerné; de donner des conseils sur les directives générales pertinentes; et d'élaborer des plans d'urgence. **Compte tenu de ce qui précède et du fait que, dans son rapport antérieur sur le renforcement et l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies, le Secrétaire général avait initialement proposé la création de 25 postes P-4 pour les centres des opérations d'information sur la sécurité (voir A/63/605, par. 98), le Comité consultatif recommande la création de 25 postes P-4, soit cinq dans chaque site. Il recommande également d'exploiter le plus possible les capacités des centres d'opérations civilo-militaires là où une mission de maintien de la paix existe déjà.**

Reclassement

59. Le Secrétaire général propose dans le projet de budget-programme de reclasser de P-5 à D-1 le poste de directeur adjoint de la Division des opérations régionales. Le titulaire de ce poste assurerait la coordination et la supervision voulues des cellules régionales et seconderait le Directeur pour ce qui est de la gestion stratégique des opérations régionales, aussi bien au Siège que sur le terrain [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, par. 34.55]. Le Comité consultatif s'est certes prononcé par le passé contre la création d'un poste D-1 de directeur adjoint (voir A/63/769, par. 30), mais les propositions formulées dans le projet de budget-programme impliquent un important renforcement des capacités de la Division. **Compte tenu de ce qui précède, le Comité consultatif recommande d'approuver la proposition tendant à reclasser de P-5 à D-1 le poste de directeur adjoint.**

Redéploiement

60. Le Secrétaire général propose aussi de redéployer de la composante 2 (appui aux bureaux extérieurs) au Groupe de l'analyse des menaces et des risques un poste P-2, dont le titulaire serait chargé de condenser et de normaliser les rapports analytiques établis par le Groupe [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, par. 34.52 et 34.80]. **Le Comité consultatif ne trouve rien à redire à la proposition du Secrétaire général.**

Sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain et appui aux bureaux extérieurs)

Composante 2 (Appui aux bureaux extérieurs)

Budget ordinaire

Nouveaux postes

Groupe de l'appui à la gestion des crises

61. Au Groupe de l'appui à la gestion des crises, le Secrétaire général propose la création d'un poste P-5 (chef du Groupe), ainsi que d'un poste P-4 et d'un poste P-3, pour renforcer la capacité du Groupe de fournir les produits nécessaires à l'exécution de son mandat, et d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) pour les services d'appui à fournir dans le domaine administratif et dans celui des communications (ibid., par. 34.89).

62. Au paragraphe 34.87 du projet de budget-programme, le Secrétaire général propose la réorganisation des activités du Groupe autour de trois grandes fonctions :

- a) Orientations et appui technique à fournir au Siège et aux bureaux hors Siège ;
- b) Normalisation, au Département, de la planification et des procédures ayant trait à la gestion des crises et à la continuité des opérations, et coordination avec les partenaires des Nations Unies et autres partenaires extérieurs pour la gestion des crises ;
- c) Coordination des activités de formation à la gestion des crises.

De l'avis du Secrétaire général, les effectifs existants ne permettent pas au Groupe de s'acquitter de toutes ces fonctions, du fait notamment que l'appui qu'il apporte au Centre de coordination des réponses aux crises a réduit sa capacité à se consacrer à d'autres activités en matière de gestion des crises.

63. Le Comité consultatif recommande d'approuver la création d'un poste P-4 et d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) pour renforcer les capacités du Groupe de l'appui à la gestion des crises. Il n'est pas convaincu de la nécessité de renforcer davantage les capacités du Groupe.

Équipe de gestion de l'information

64. Le Secrétaire général propose également de créer cinq postes (2 P-4, 2 P-3 et 1 P-2) en vue de la constitution d'une nouvelle équipe permanente de gestion de l'information, qui assurera la mise en place et l'entretien à long terme des nouveaux systèmes de gestion de l'information en matière de sécurité dont a besoin le Département (ibid., par. 34.95).

65. Au paragraphe 34.90 du projet de budget-programme, le Secrétaire général indique que, depuis sa création, le Département de la sûreté et de la sécurité fonctionne sans disposer d'une solide infrastructure en matière de technologies de l'information et des communications et d'appui à la gestion de l'information. Cette grave lacune a été mise en lumière dans l'étude de gestion, qui a souligné que l'Organisation devait identifier les ressources nécessaires à la mise en place et à l'exploitation de moyens modernes et souples de gestion de l'information à l'appui de ses fonctions analytiques et opérationnelles. Les besoins les plus urgents du Département en matière de gestion de l'information sont recensés au paragraphe 34.92 du projet de budget-programme. Le Comité consultatif s'est fait communiquer une description détaillée des systèmes requis. Il a été informé que la liste des besoins du Département avait été examinée et approuvée par le Bureau des technologies de l'information et des communications. Le Comité a été informé en outre que, dans la mesure du possible, les systèmes du Département seraient intégrés dans le progiciel de gestion intégré.

66. Le Comité consultatif est conscient de la nécessité de disposer de systèmes fiables, intégrés et interopérables, qui permettent de recueillir et d'analyser des données et de

produire des rapports, et regrette qu'à ce jour le Département n'ait pas été en mesure d'élaborer une stratégie globale de gestion de l'information. Il estime, cependant, qu'il ne serait sans doute pas raisonnable de s'attendre à ce que toutes les améliorations qu'exigent les moyens actuels de gestion de l'information prennent forme au cours de l'exercice biennal 2010-2011. En conséquence, le Comité recommande l'approbation d'un poste P-4, d'un poste P-3 et d'un poste P-2 en vue de la constitution d'une équipe permanente de gestion de l'information (voir par. 76 du présent document pour la recommandation du Comité relative aux objets de dépense autres que les postes). Le Comité recommande en outre au Secrétaire général de faire rapport sur l'état d'avancement de l'exécution des projets de gestion de l'information au sein du Département et, notamment, sur les éventuels économies et gains de productivité et d'efficacité réalisés, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.

Montant brut du budget des activités cofinancées

Nouveaux postes

Groupe de gestion du stress traumatique

67. Le Secrétaire général propose la création de quatre postes P-4 de conseillers antistress au Groupe de gestion du stress traumatique. Les postes proposés répondent à la nécessité de mettre en place, au niveau des pays, des moyens pour le soutien antistress, leurs titulaires devant faire partie de l'équipe régionale d'appui technique basée à Nairobi (ibid., par. 34.77 ; et par. 17 du présent document). **Le Comité consultatif note que le Bureau de la gestion des ressources humaines propose également des services de soutien antistress et recommande donc que le Secrétaire général étudie la possibilité de regrouper tous les moyens de soutien antistress au sein d'une même unité administrative. En conséquence, dans l'attente d'une décision relative à cette question, le Comité se prononce contre la création de quatre postes P-4 de conseiller au Groupe de gestion du stress traumatique.**

Section de la formation et du perfectionnement

68. Le Secrétaire général propose également de créer, à la Section de la formation et du perfectionnement, six postes de formateur en matière de sécurité (3 postes P-4, 1 poste P-3 et 2 postes d'agent local). Ces postes seraient basés à Nairobi et leurs titulaires feraient partie de l'équipe régionale d'appui technique [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, par. 34.80 ; et par. 17 du présent document]. **Le Comité consultatif recommande que, pour les fonctions de formateur en matière de sécurité à Nairobi, l'on fasse appel à du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour l'équivalent d'un poste P-4, un poste P-3 et deux postes d'agent local. L'évaluation du projet pilote permettra de déterminer s'il convient de maintenir des moyens de formation en sécurité à Nairobi.**

Gestion des risques aériens

69. Au paragraphe 34.81 du projet de budget, le Secrétaire général indique qu'à l'intérieur du système des Nations Unies il n'existe pas d'organisation qui s'occupe, globalement, de la gestion des risques aériens sous l'angle des voyages du personnel. Il signale également, au paragraphe 34.82, que la question a été évoquée en 2008, lors de la réunion du Groupe consultatif technique sur le transport aérien, composé de spécialistes de la sécurité aérienne de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Département de l'appui aux missions. Suivant les recommandations du Groupe, le Groupe consultatif a recommandé la création, au Département de la sûreté et de la sécurité, d'un bureau du contrôle des risques aériens chargé d'assumer la fonction critique de coordination des analyses concernant les compagnies aériennes commerciales empruntées par le personnel des Nations Unies. Le Comité directeur de haut niveau pour les questions de sûreté et de sécurité a également recommandé la création de ce bureau, afin de favoriser une approche globale de la gestion des

risques aériens pour l'ensemble du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies.

70. En conséquence, le Secrétaire général propose de créer un bureau du contrôle des risques aériens, où serait affecté un fonctionnaire de la classe P-4, chargé notamment d'assurer la coordination avec l'OACI, le PAM et le Département de l'appui aux missions, afin de tirer le meilleur parti des connaissances techniques déjà disponibles et, en prenant les normes aéronautiques des Nations Unies comme base, de mettre en place et de tenir à jour une liste normalisée de contrôle de sécurité. Les tâches techniques correspondantes seraient sous-traitées à l'OACI [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, par. 34.83 et 34.84]. **Le Comité consultatif reconnaît la nécessité d'adopter, à l'échelle du système des Nations Unies, une démarche coordonnée en matière de sécurité aérienne, mais souligne que les aspects techniques de la gestion de la sécurité aérienne doivent être pris en charge par l'organisme compétent, à savoir l'OACI. S'agissant d'une initiative nouvelle, le Comité consultatif recommande la création d'un poste temporaire de la classe P-4, qui serait supprimé à la fin de l'exercice biennal 2010-2011 à moins d'être expressément reconduit par l'Assemblée générale au titre du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013. Toute nouvelle demande de ressources destinées au bureau du contrôle des risques aériens devra être accompagnée d'une évaluation des activités de ce bureau.**

Reclassement

71. Le Secrétaire général propose le reclassement, à la Section de la formation et du perfectionnement, d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) à la première classe, afin de compenser le redéploiement proposé d'un fonctionnaire P-2 au Groupe de l'analyse des menaces et des risques (ibid., par. 34.80 ; et par. 60 du présent document). **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la proposition du Secrétaire général.**

Appui au programme

Montant brut du budget des activités cofinancées

Nouveaux postes

Service administratif

72. Au titre de l'appui au programme, le Secrétaire général propose la création, à compter du 1^{er} janvier 2011, de cinq postes [2 P-4, 1 P-3, 1 agent des services généraux (1^{re} classe) et 1 agent des services généraux (Autres classes)] au Service administratif du Département de la sûreté et de la sécurité [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, par. 34.107]. La création de ces postes devrait permettre au Service administratif d'assumer l'entière responsabilité administrative de l'ensemble du personnel hors Siège du Département. Au paragraphe 34.105 du projet de budget, le Secrétaire général indique que le Service administratif gère actuellement la procédure de recrutement, à savoir, notamment, la publication des avis de vacance de poste, le recensement des candidats qualifiés, la conduite des entretiens et la gestion des fichiers de candidats. Le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement à Copenhague assure ensuite l'accueil des candidats retenus.

73. Le Comité consultatif note que la proposition susmentionnée est formulée sans préjuger des résultats de l'examen exhaustif des besoins en ressources humaines du secteur de la sécurité (voir par. 18 du présent document) qui, selon le Secrétaire général, devrait durer de 12 à 18 mois. **Le Comité consultatif estime qu'il serait prématuré d'approuver la création de postes affectés à la gestion des ressources humaines avant de connaître les résultats de l'examen des besoins en ressources humaines. Il se prononce donc contre la création, au stade actuel, de cinq postes au Service administratif.**

B. Observations et recommandations concernant les objets de dépense autres que les postes

74. Les ressources demandées pour les objets de dépense autres que les postes pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élèvent, avant actualisation des coûts, à 93 791 200 dollars au titre du budget ordinaire et à 73 692 300 dollars pour le budget en chiffres bruts des activités cofinancées, soit des augmentations de 19 336 700 dollars (20,6 %) et de 14 929 600 dollars (25,4 %) respectivement. Le Comité consultatif note que les hausses s'expliquent essentiellement par l'augmentation des besoins prévus pour les frais généraux de fonctionnement, les fournitures et accessoires ainsi que le mobilier et le matériel, due à la création proposée de 395 postes.

Autres dépenses de personnel

75. Le Comité consultatif note que les ressources demandées au titre des autres dépenses de personnel comprennent des crédits pour les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit. Ayant demandé des précisions, il a été informé qu'un montant de 6 736 300 dollars était demandé à ce titre dans le cadre du budget ordinaire. **Le Comité consultatif compte que la création de postes supplémentaires d'agent de sécurité se traduira par une diminution des besoins en heures supplémentaires et en sursalaire de nuit.**

76. Le Comité consultatif note qu'au titre de la composante 2 (appui aux bureaux extérieurs) du sous-programme 2, le Secrétaire général demande des ressources non renouvelables de 2 599 200 dollars pour financer des postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) correspondant à six postes P-3 et trois postes d'agent des services généraux (Autres classes) pour la phase initiale de la mise en place des systèmes de gestion de l'information en matière de sécurité (ibid., par. 34.95). **Pour les raisons énoncées au paragraphe 66 du présent document, le Comité consultatif recommande l'approbation de 50 % du montant proposé pour le financement du personnel temporaire (autre que pour les réunions) qui sera chargé d'élaborer les systèmes de gestion de l'information en matière de sécurité.**

Consultants et experts

77. Le Comité consultatif note que, dans le cadre de l'appui au programme, le Secrétaire général demande un montant de 300 000 dollars destiné à financer les services d'un consultant ou d'une société de conseil, qui aiderait à réaliser une étude globale de la stratégie des ressources humaines du Département (ibid., par. 34.104). **À cet égard, dans le souci de limiter autant que possible les frais de consultation, le Comité consultatif exhorte le Département de la sûreté et de la sécurité à tirer le meilleur parti des compétences internes en matière de ressources humaines (voir également par. 19 du présent document).**

78. Sous réserve de la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 76 du présent document, le Comité consultatif recommande d'approuver la proposition du Secrétaire général relative aux objets de dépense autres que les postes, compte tenu du fait qu'il faudra ajuster les prévisions de dépenses à la lumière des recommandations formulées aux paragraphes 32 à 73 du présent document.

C. Autres observations et recommandations

Responsabilité des gouvernements hôtes en matière de sûreté et de sécurité du personnel et des locaux de l'Organisation des Nations Unies

79. Lors de l'examen du chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme, le Comité consultatif s'est enquis des mesures envisagées pour s'assurer que les pays hôtes continuent de bien s'acquitter du rôle qui leur incombe d'assurer une sécurité adéquate à l'Organisation, notamment compte tenu du fait que la conclusion d'un certain nombre d'accords officiels avec ces pays remonte à une époque lointaine où les préoccupations et les réalités en matière de sécurité étaient totalement différentes de celles auxquelles l'Organisation doit faire face aujourd'hui (voir A/59/539, par. 19).

80. Le Comité consultatif a été informé que, dans sa résolution 59/276 du 23 décembre 2004, l'Assemblée générale avait souligné la nécessité d'actualiser et de réviser les accords avec les pays hôtes afin d'assurer une sécurité accrue à l'Organisation. À cette fin, on a élaboré un accord supplémentaire type, qui doit encore être approuvé, et, à sa prochaine réunion, le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité devrait examiner la mise en route, dans plusieurs pays, d'un projet pilote destiné à tester l'application pratique de l'accord supplémentaire. Le Comité a également été informé que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination avait approuvé le projet de mandat relatif à la mise en place de comités de liaison des pays hôtes, qui devrait permettre de renforcer la concertation entre les pays hôtes et les bureaux des Nations Unies de manière à faciliter une meilleure prestation des services. **Le Comité consultatif prend note de ces initiatives.**

81. **Le Comité consultatif convient que tous les pays hôtes ne peuvent pas assurer à l'Organisation des Nations Unies le même niveau de sécurité. Il estime toutefois qu'il ne faut pas négliger le rôle des gouvernements hôtes dans la prestation des services de sûreté et de sécurité à l'Organisation. En conséquence, dans le cadre de l'action qu'il mène pour renforcer les capacités d'évaluation des menaces et des risques sur le terrain, le Département devrait prendre des mesures pour renforcer la coopération et la collaboration avec les autorités locales ou nationales de police, dans tous les lieux d'affectation. Des informations relatives aux progrès réalisés devraient figurer au chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.**

Dispositif de gestion des crises

82. Ayant demandé des renseignements, le Comité consultatif a reçu un organigramme illustrant le dispositif actuel de gestion des crises géré par l'Organisation à New York (voir annexe III du présent document). Le Comité relève dans le projet de budget que, suite à une recommandation du Bureau des services de contrôle interne tendant à un regroupement des ressources dont dispose le Secrétariat pour la gestion des crises, le Groupe de l'appui à la gestion des crises du Département de la sûreté et de la sécurité élabore actuellement un dispositif intégré de gestion des crises et de continuité des activités [voir A/64/6 (Sect. 34)/Add.1, tableau 34.28]. **Le Comité consultatif compte qu'un nouveau dispositif intégré permettra d'assurer la gestion des crises et la continuité des activités dans le cadre d'une démarche cohérente à l'échelle du système et comportera des liens hiérarchiques clairs et une structure plus rationnelle.**

83. Dans le même ordre d'idées, le Comité consultatif note qu'il existe, au Siège, un certain nombre de centres de communication ou de crise fonctionnant 24 heures sur 24, certains gérés par le Département de la sûreté et de la sécurité et d'autres par diverses entités des Nations Unies. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que quatre de ces centres étaient actuellement opérationnels à New York, dont deux gérés par le Département de la sûreté et de la sécurité, un par le Département des opérations de maintien de la paix et un par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. **Dans le souci d'une optimisation de l'effectivité et de l'efficacité des opérations de gestion des crises, le Comité consultatif recommande au Secrétaire général d'étudier la possibilité de regrouper en une seule entité les quatre centres de gestion des crises qui fonctionnent 24 heures sur 24 à New York.**

Directives normalisées permettant de déterminer la présence de sécurité nécessaire dans les différents lieux d'affectation

84. Lors des délibérations que le Comité consultatif a consacrées au chapitre 34 du projet de budget-programme, il est apparu que le Département ne disposait pas d'une méthode claire permettant de déterminer la présence de sécurité nécessaire dans un lieu d'affectation donné ou d'adapter la présence de sécurité au niveau de la menace. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que la spécificité des conditions de sécurité propres à chaque bureau extérieur ne permettait pas de mettre en place une politique normalisée ou d'utiliser une matrice unique en ce qui concerne le personnel chargé de la sécurité. Chaque bureau extérieur procède à sa propre évaluation des risques de sécurité en vue de déterminer les menaces et les vulnérabilités et

d'identifier les mesures d'atténuation des risques. Ces mesures prennent en compte, notamment, l'emplacement physique et l'infrastructure du bureau concerné, l'effectif du personnel, la taille du site, le programme de travail, le nombre et le type de réunions et de conférences qui s'y déroulent, le nombre de visites qui y sont effectuées par des personnalités et le nombre de postes de contrôle. Sont également prises en considération des variables de la gestion des ressources humaines telles que le système de roulement en vigueur et les prévisions de congé annuel et de congé maladie. **Le Comité consultatif encourage le Département à élaborer, dans le cadre des initiatives qu'il prend pour mettre en place des outils modernes de gestion de l'information, des directives normalisées qui permettent de déterminer la présence de sécurité nécessaire dans un lieu d'affectation donné.**

IV. Conclusion

85. **Le Comité consultatif recommande que, sous réserve des recommandations figurant aux paragraphes ci-dessus, l'Assemblée générale approuve les propositions du Secrétaire général énoncées au chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011.**

Annexe I

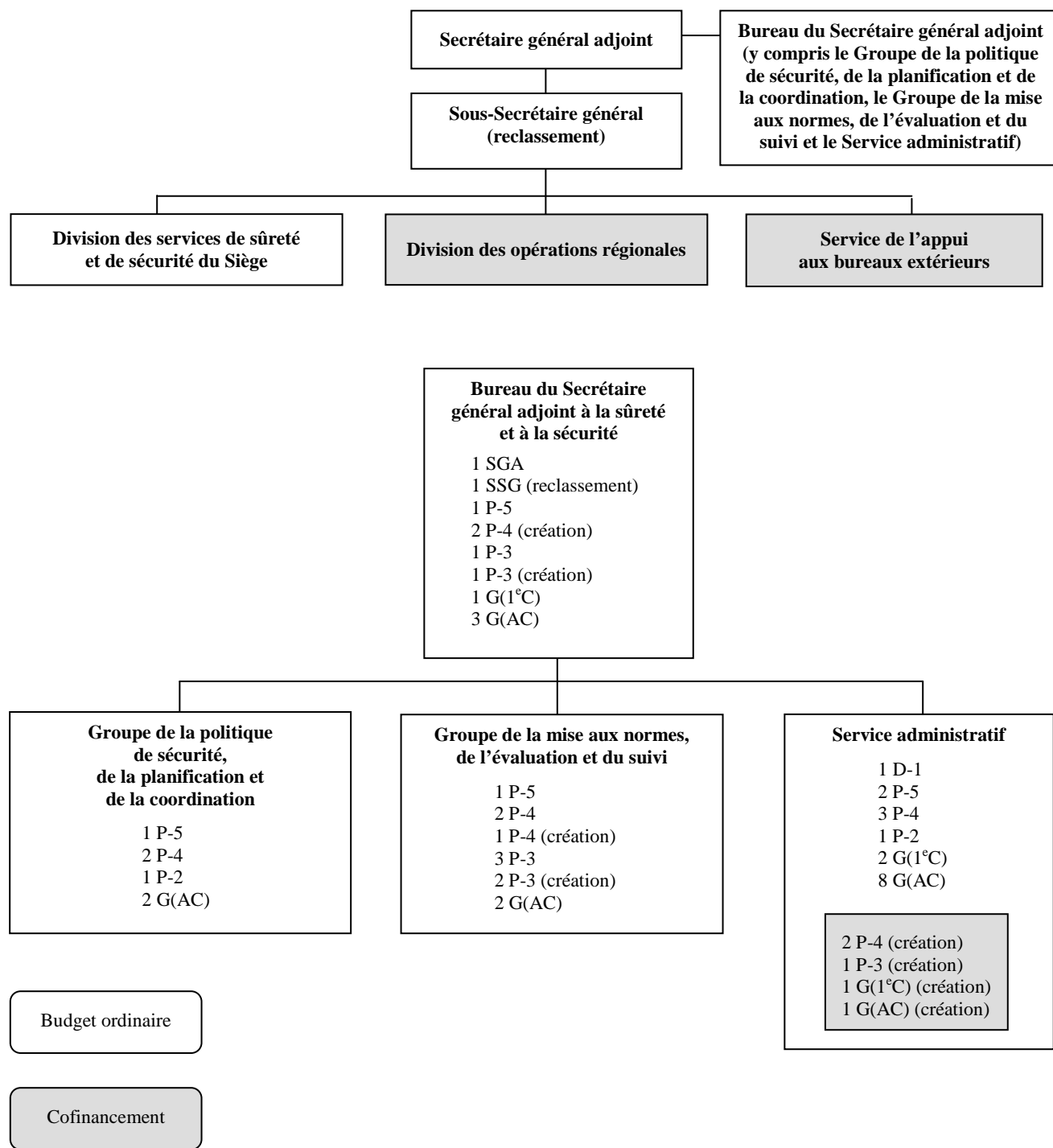
Dotation en effectifs du Département de la sûreté et de la sécurité pour l'exercice biennal 2008-2009 et dotation proposée pour l'exercice biennal 2010-2011, y compris les postes cofinancés et les postes inscrits au budget ordinaire, ainsi que les postes inscrits au compte d'appui et les postes financés au moyen des crédits affectés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) au titre du plan-cadre d'équipement

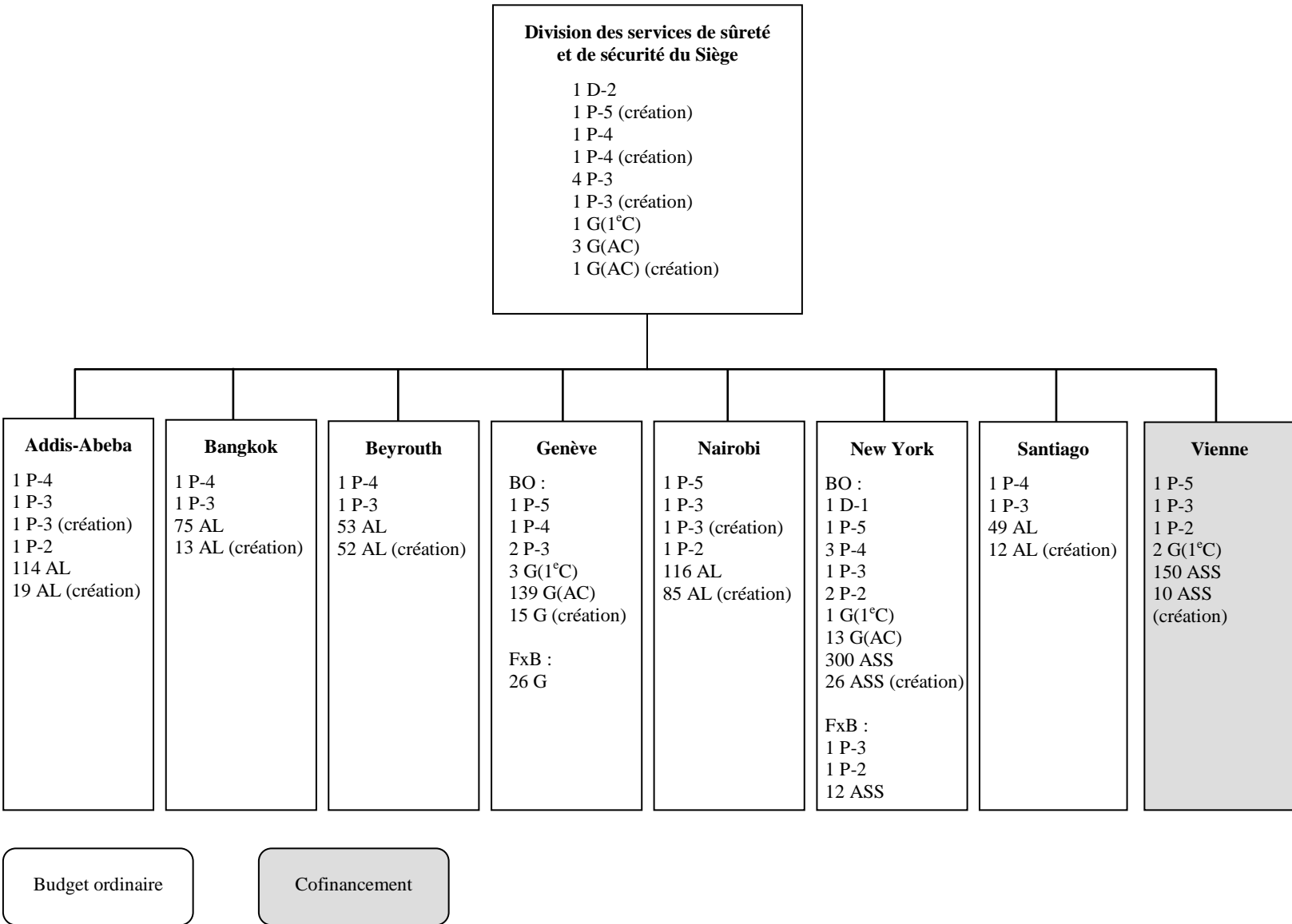
	2008-2009			2010-2011 (postes supplémentaires proposés)			2010-2011 (dotation proposée)		
	Adminis- trateurs	Agents des services généraux et des catégories apparentées	Total	Adminis- trateurs	Agents des services généraux et des catégories apparentées	Total	Adminis- trateurs	Agents des services généraux et des catégories apparentées	Total
Siège									
Bureau du Secrétaire général adjoint	14	8	22	6	—	6	20	8	28
Divisions des services de sûreté et de sécurité (opérations)	6	4	10	3	1	4	9	5	14
Gestion des situations de crise et de l'information	5	2	7	8	1	9	13	3	16
Service administratif	7	10	17	—	—	—	7	10	17
Service administratif (cofinancement)	—	—	—	3	2	5	3	2	5
Division des opérations régionales (cofinancement)	24	19	43	16	2	18	40	21	61
Service de l'appui aux bureaux extérieurs, y compris le centre régional à Nairobi (cofinancement)	23	7	30	8	2	10	31	9	40
Service d'appui aux opérations de maintien de la paix (compte d'appui)	13	5	18	—	—	—	13	5	18
Total (Siège)	92	55	147	44	8	52	136	63	199
Terrain									
Dispositifs de sécurité sur le terrain (cofinancement)	250	369	619	80	29	109	330	398	728
Total (hors Siège)	250	369	619	80	29	109	330	398	728
Services de sûreté et de sécurité									
Service de la sûreté et de la sécurité du Siège	8	314	322	—	26	26	8	340	348
Section de la sécurité et de la sûreté (Genève)	4	142	146	—	15	15	4	157	161
Section de la sécurité et de la sûreté (Vienne) [cofinancement]	3	152	155	1	11	12	4	163	167
Section de la sécurité et de la sûreté (Nairobi)	3	116	119	1	85	86	4	201	205
Section de la sécurité et de la sûreté (Bangkok)	2	75	77	—	13	13	2	88	90
Section de la sécurité et de la sûreté (Santiago)	2	49	51	—	12	12	2	61	63
Section de la sécurité et de la sûreté (Addis-Abeba)	3	114	117	1	19	20	4	133	137
Section de la sécurité et de la sûreté (Beyrouth)	2	53	55	—	52	52	2	105	107
Total (Services de sûreté et de sécurité)	27	1 015	1 042	3	233	236	30	1 248	1 278
Dépenses connexes du plan-cadre d'équipement	5	58	63	3	41	44	8	99	107

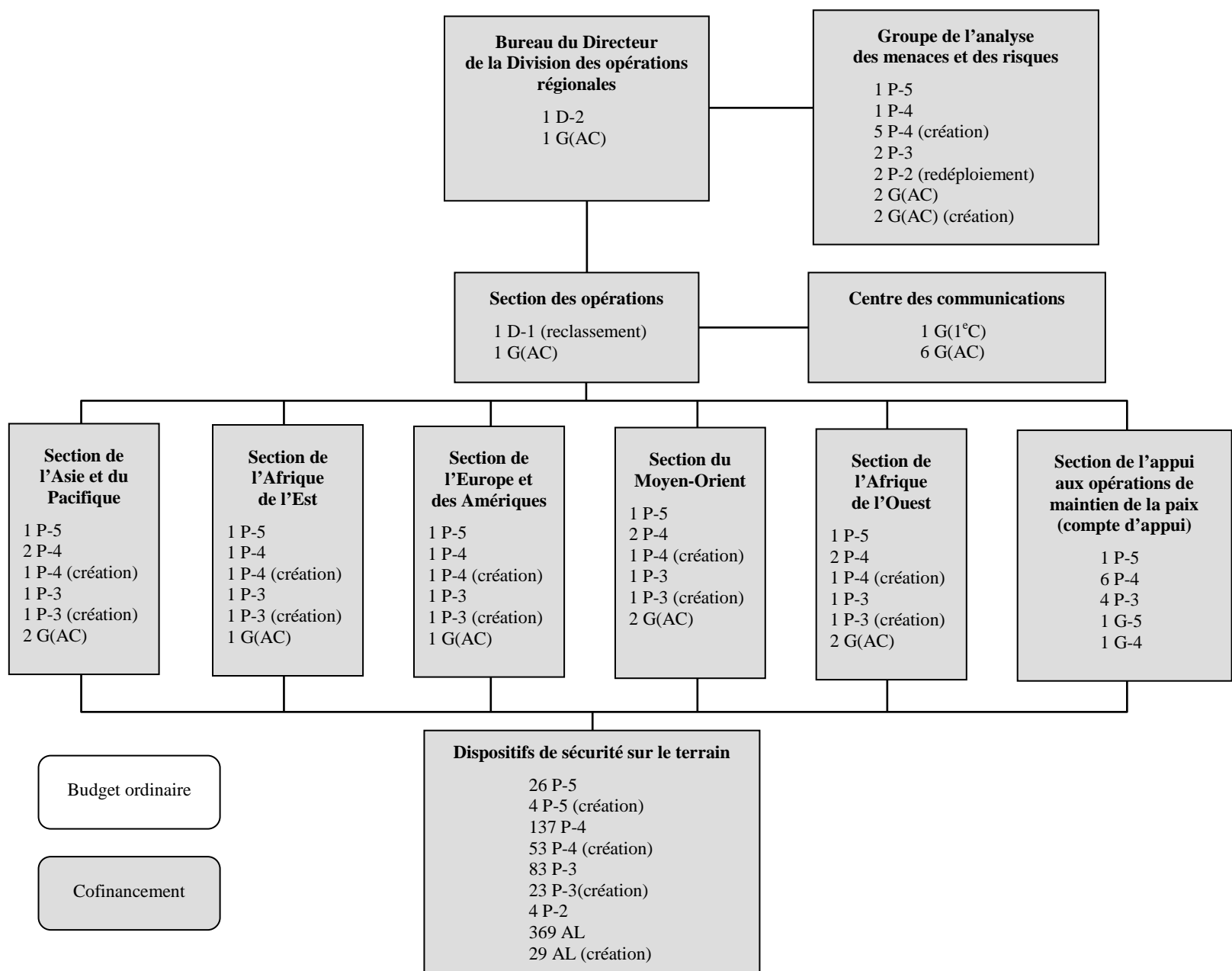
Annexe II

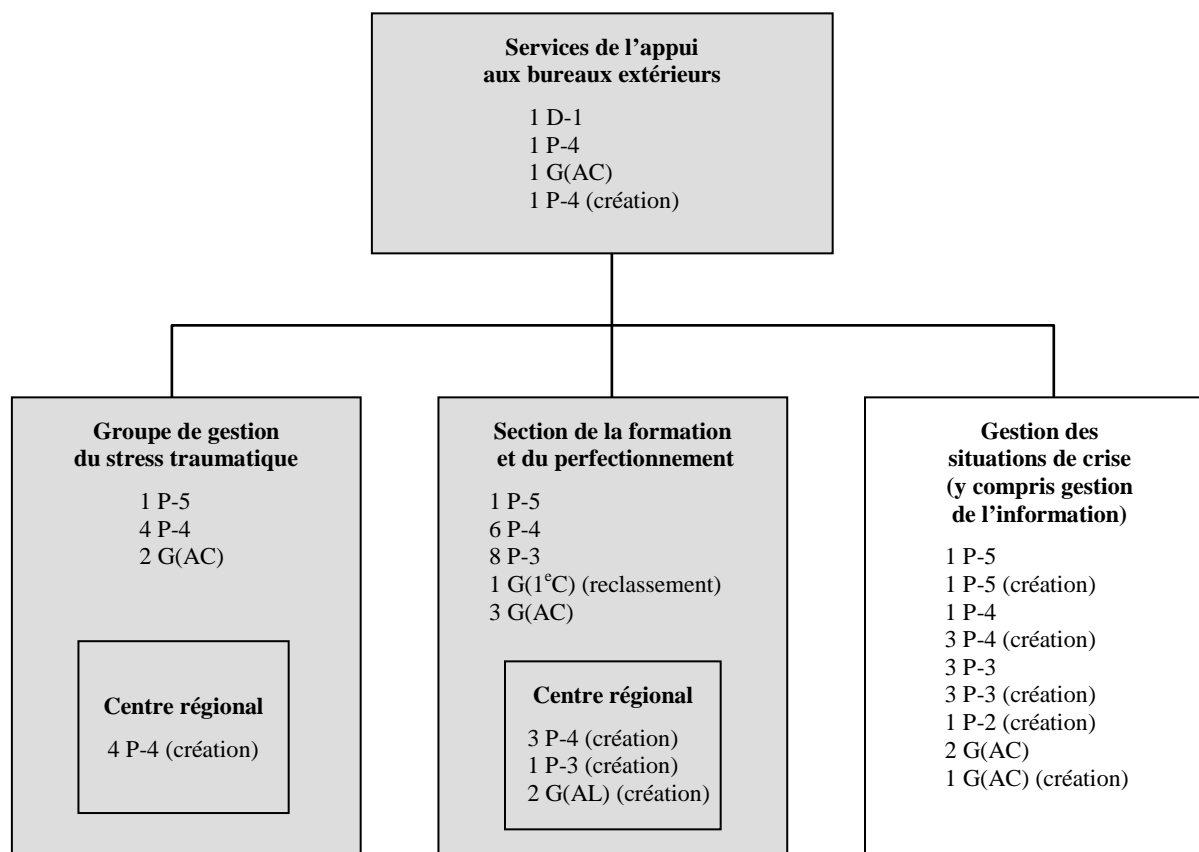
Département de la sûreté et de la sécurité

Organigramme et répartition des postes proposés pour l'exercice biennal 2010-2011









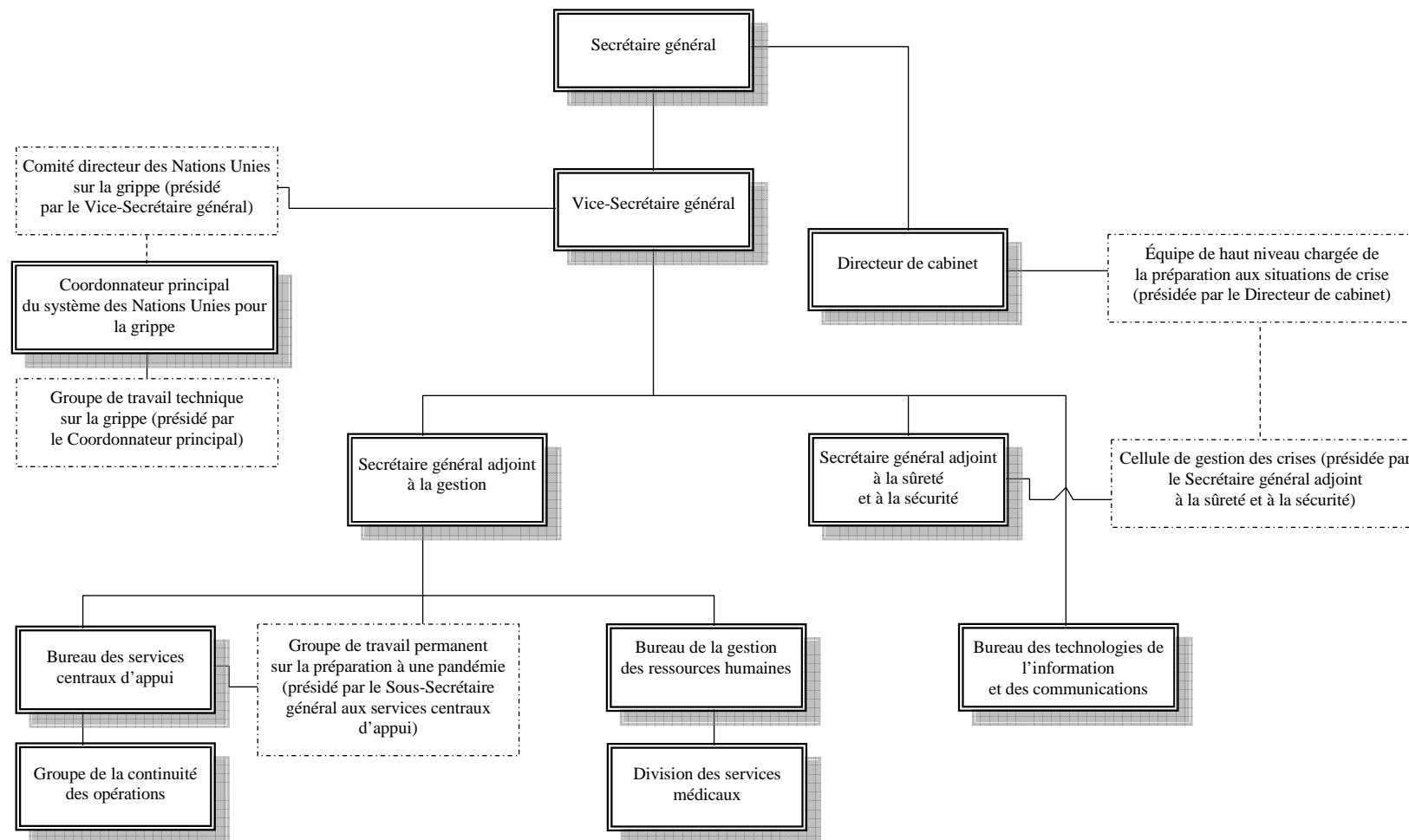
Budget ordinaire

Cofinancement

Abréviations : SGA = secrétaire général adjoint; SSG = sous-secrétaire général; G = agent des services généraux; G(1^{re} C) = agent des services généraux (1^{re} classe); G(AC) = agent des services généraux (Autres classes); AL = agent local; ASS = agent du Service de sécurité; BO = budget ordinaire; FxB = fonds extrabudgétaires.

Annexe III

Structure de gestion des situations de crise (New York)



Document A/64/7/Add.17

Dix-huitième rapport

Institutionnalisation de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/64/L.27

[Original : anglais]

[16 décembre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale au sujet des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/64/L.27 (A/C.5/64/11) relatif à l'institutionnalisation de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme¹.
2. Comme il est indiqué au paragraphe 1 de l'état présenté par le Secrétaire général (ibid.), il est prévu au paragraphe 1 du projet de résolution A/64/L.27 que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de prévoir les ressources nécessaires pour achever d'institutionnaliser, dans les plus brefs délais, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, afin d'assurer la coordination et la cohésion d'ensemble de l'action antiterroriste du système des Nations Unies.
3. Il ressort de l'état présenté par le Secrétaire général que des crédits supplémentaires d'un montant brut égal à 1 949 900 dollars des États-Unis (montant net : 1 778 700 dollars) seraient nécessaires à cette fin. Cette prévision correspond à la demande de création de six postes [1 D-2, 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 2 agents des services généraux (Autres classes)], qui coûterait 1 088 400 dollars et à des dépenses autres que pour les postes égales à 690 300 dollars, dont 1 000 dollars de dépenses de représentation et 244 600 dollars de frais de voyage pour les besoins du service. Le Comité consultatif estime que les dépenses de représentation devraient être financées sur l'enveloppe globale des ressources prévues dans le projet de budget-programme du Département des affaires politiques. Il estime par ailleurs que l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme devrait se montrer extrêmement raisonnable lorsqu'il s'agit de dépenser les ressources prévues pour les voyages autorisés.
4. Le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale que si elle adopte le projet de résolution A/64/L.27, il faudra ouvrir des crédits supplémentaires d'un montant brut égal à 1 949 900 dollars (montant net : 1 778 700 dollars) réparti entre les chapitres 3 (Affaires politiques) [1 409 600 dollars], 28D (Bureau des services centraux d'appui) [369 100 dollars] et 36 (Contributions du personnel) [171 200 dollars], ce dernier montant étant contrebalancé par un montant égal inscrit au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Ces sommes seraient imputées sur le fonds de réserve et, de ce fait, nécessiteraient l'ouverture de crédits pour l'exercice biennal.

Notes

¹ L'Assemblée générale a adopté le projet de résolution le 24 décembre 2009 en tant que résolution 64/235.

Document A/64/7/Add.18*

Dix-neuvième rapport

Latitude budgétaire relative du Secrétaire général

[Original : anglais]
[17 décembre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur la latitude budgétaire relative qui lui a été accordée (A/64/562). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.

2. Au paragraphe 11 de sa résolution 60/246 du 23 décembre 2005, l'Assemblée générale s'est déclarée consciente qu'il fallait que le Secrétaire général dispose d'une certaine marge de manœuvre dans l'exécution du budget, dans les limites de paramètres qu'elle fixerait, et qu'il devait exister en même temps des mécanismes transparents pour le tenir responsable devant elle de l'utilisation de cette liberté de décision. Au paragraphe 6 de la section III de sa résolution 60/283 du 7 juillet 2006, l'Assemblée générale a décidé d'autoriser le Secrétaire général, à titre expérimental, à disposer d'une certaine marge de manœuvre dans l'exécution des budgets pour les exercices biennaux 2006-2007 et 2008-2009, pour engager des dépenses jusqu'à concurrence de 20 millions de dollars des États-Unis au cours de chaque exercice biennal au titre des postes et des objets de dépense autres que les postes afin de faire face à l'évolution des besoins de l'Organisation dans la réalisation des programmes et activités prescrits. L'Assemblée générale a décidé aux alinéas *a* à *i* du paragraphe 8 de la section III de la résolution 60/283 que cette autorisation serait appliquée conformément à neuf principes.

3. Le Secrétaire général propose que cette marge de manœuvre soit maintenue et devienne une procédure établie, avec les trois modifications suivantes (ibid., par. 17 à 20) : *a*) que le plafond fixé soit porté de 20 à 30 millions de dollars par exercice biennal, afin de faire face à l'évolution des besoins de l'Organisation ; *b*) que l'assentiment préalable du Comité consultatif soit requis lorsque le montant total utilisé dépasse 10 millions de dollars par exercice biennal, ce qui représente un relèvement du seuil précédemment fixé à 6 millions de dollars ; et *c*) que ce pouvoir discrétionnaire puisse être employé pour des activités transversales hormis, comme en a décidé l'Assemblée générale à l'alinéa *e* du paragraphe 8 de la section III de sa résolution 60/283, dans les cas où celle-ci a demandé l'application de décisions « dans la limite des ressources disponibles ».

4. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale avait demandé aux alinéas *a* à *d* du paragraphe 10 de la section III de la résolution 60/283 que le rapport d'ensemble du Secrétaire général, sur l'application à titre expérimental de sa latitude budgétaire relative, couvre les aspects suivants :

a) L'utilisation, au cours des deux exercices biennaux, de la latitude budgétaire accordée à titre expérimental ;

b) Les incidences éventuelles sur les politiques de gestion des ressources humaines et sur le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ;

c) L'impact sur l'exécution des programmes ainsi que sur les priorités de l'Organisation fixées par les États Membres ;

d) Les critères utilisés par le Secrétaire général pour définir l'évolution des besoins de l'Organisation.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (4 janvier 2010).

5. Le tableau ci-dessous résume l'utilisation faite par le Secrétaire général au cours des exercices biennaux 2006-2007 et 2008-2009 de la latitude budgétaire relative qui lui a été accordée.

**Utilisation de la latitude budgétaire relative par le Secrétaire général
au cours des exercices biennaux 2006-2007 et 2008-2009**

(En dollars des États-Unis)

<i>Objet du recours à la latitude budgétaire relative^a :</i>	<i>2006-2007^{b,c}</i>	<i>2008-2009^d</i>	Total
Préparation à l'éventualité d'une pandémie de grippe aviaire	5 300 000	–	5 300 000
Préparation à l'éventualité d'une pandémie de grippe humaine	–	8 556 100	8 556 100
Projet relatif au progiciel de gestion intégré	–	2 764 000	2 764 000
Remédier aux manquements aux normes anti-incendie relevés au Siège de l'Organisation des Nations Unies	3 500 000	–	3 500 000
Total	8 800 000	11 320 100	20 120 100

^a Les dépenses ont été financées au moyen d'économies réalisées par rapport aux prévisions de dépenses pour différents chapitres du budget-programme.

^b Le Secrétaire général n'a pas recouru à la latitude budgétaire relative en 2006 (voir A/64/562, par. 8).

^c Voir A/64/562, par. 9.

^d Voir A/64/545, par. 28 ; et résolution 63/262 de l'Assemblée générale, sect. II, par. 18 à 20.

6. Le Comité consultatif fait observer qu'il existe certains mécanismes, assortis de conditions précises, qui permettent de financer des activités qui n'avaient pas été prévues dans le budget-programme :

a) La résolution 62/239 du 22 décembre 2007 sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2008-2009 autorise le Secrétaire général, agissant avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, à engager des dépenses pour : i) des montants n'excédant pas 8 millions de dollars dans une même année pour des dépenses ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité ; ii) les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aura attesté qu'ils ont trait aux dépenses de la Cour ; et iii) des engagements n'excédant pas 1 million de dollars au titre de mesures de sécurité ;

b) Par sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986 et, récemment, par sa résolution 63/266 du 24 décembre 2008, l'Assemblée générale a décidé que le montant du fonds de réserve serait égal à 0,75 % du montant de l'estimation préliminaire du budget-programme ;

c) Virement de crédits (article 5.6 du Règlement financier ; règle de gestion financière 105.1) ;

d) Engagements afférents à des exercices ultérieurs (article 5.7 du Règlement financier ; règle de gestion financière 105.2) ;

Il est de plus possible de couvrir des dépenses relatives à des activités prescrites en prélevant les sommes correspondantes sur le Fonds de roulement, à titre d'avances.

7. **Le Comité consultatif regrette que le rapport du Secrétaire général ait été publié si tardivement, une semaine environ avant la fin de la partie principale de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. De plus, le rapport ne répond pas de façon appropriée à la demande formulée par l'Assemblée aux alinéas *a* à *d* du paragraphe 10 de la section III de sa résolution 60/283. Il n'apporte pas de justifications ou d'explications suffisamment probantes à l'appui de la demande exprimée par le Secrétaire général.**

8. **Le Comité consultatif regrette qu'un seul des quatre éléments demandés par l'Assemblée générale, à savoir des renseignements sur l'utilisation de la latitude budgétaire**

à ce jour, ait été pleinement traité dans le rapport du Secrétaire général. L'annexe au rapport présente des questions à poser au moment d'envisager le recours à la latitude budgétaire relative, mais sans préciser quel serait l'effet de la réponse à ces questions sur la décision d'y recourir ou non. Le Comité rappelle que l'Assemblée générale avait demandé au Secrétaire général à l'alinéa *d* du paragraphe 10 de la section III de la résolution 60/283 de rendre compte des critères utilisés pour définir l'évolution des besoins de l'Organisation.

9. Le Comité consultatif considère que la latitude budgétaire relative a été accordée au Secrétaire général par l'Assemblée générale à titre expérimental et que sa transformation en procédure établie, que demande le Secrétaire général, est une décision de principe qui relève des États Membres. Dans ce contexte, mais ayant à l'esprit les lacunes du rapport du Secrétaire général, le Comité ne voit pas d'objection à ce que les dispositions actuelles régissant le recours par le Secrétaire général à une latitude budgétaire relative soient maintenues pour l'exercice biennal 2010-2011. Le Comité recommande à l'Assemblée de prier le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-sixième session un rapport d'ensemble répondant de façon exhaustive aux demandes qu'elle avait formulées dans les alinéas *a* à *d* du paragraphe 10 de la section III de sa résolution 60/283.

Document A/64/7/Add.19

Vingtième rapport

Prévisions révisées : incidence des variations des taux de change et d'inflation

[Original : anglais]
[18 décembre 2009]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports du Secrétaire général sur l'incidence des variations des taux de change et d'inflation sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/64/576) et sur les projets de budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/64/570). Au cours de l'examen des rapports, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont donné des renseignements supplémentaires.

Incidence des variations des taux de change et d'inflation sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011

2. L'actualisation des coûts proposée concernant le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 se traduirait par une diminution de 63 702 800 dollars des États-Unis aux chapitres des dépenses, à savoir que le montant total passerait de 5 207 159 600 dollars (si les recommandations du Comité consultatif sont appliquées) à 5 143 456 800 dollars, et par une diminution de 6 891 700 dollars aux chapitres premier à 3 des recettes, dont le montant total passerait de 570 080 900 dollars (si les recommandations du Comité sont appliquées) à 563 189 200 dollars. Les prévisions révisées en ce qui concerne les chapitres de dépenses, soit au total 5 143 456 800 dollars, sont le résultat des effets combinés des recommandations formulées par le Comité dans le document A/64/7 et les documents A/64/7/Add.4, 6 et 8 à 10 du présent supplément, qui se traduiraient par des dépenses supplémentaires d'un montant total de 3 627 600 dollars, d'une augmentation de 47 214 200 dollars résultant de la révision des paramètres relatifs aux taux de change et d'une réduction de 110 917 000 dollars résultant de la révision des paramètres relatifs aux taux d'inflation.

3. L'actualisation des coûts présentée dans le rapport du Secrétaire général sur l'incidence des variations des taux de change et d'inflation (A/64/576) a pour point de départ les prévisions initiales, ainsi que les additifs pertinents et les prévisions révisées¹ telles que modifiées suivant les recommandations du Comité consultatif, et repose sur les données disponibles en décembre 2009. Comme il est précisé au paragraphe 4 du rapport, en indiquant les incidences qu'aurait l'application des recommandations du Comité, on n'a pas voulu préjuger des décisions que prendra l'Assemblée générale au sujet de ces recommandations. Il n'a pas été tenu compte de l'incidence que les recommandations du Comité auraient sur les prévisions budgétaires figurant dans des rapports du Secrétaire général² que le Comité était en train d'examiner au moment de l'élaboration du rapport.

4. Le rapport du Secrétaire général contient des informations détaillées sur la méthode utilisée pour actualiser les paramètres relatifs aux taux de change et d'inflation (par. 8, 9 et 12). Comme l'indique le Secrétaire général au paragraphe 2 de son rapport, l'actualisation a été faite, conformément aux vues du Comité consultatif, en utilisant les taux de change fixés pour les opérations de l'Organisation des Nations Unies qui conduisent aux estimations les plus basses.

5. Comme indiqué au paragraphe 10 du rapport, la diminution des ressources nécessaires due à l'inflation (estimée à 110,9 millions de dollars) découle de la réduction des dépenses au titre des traitements des administrateurs (19,1 millions de dollars), des traitements des agents des services généraux (30,9 millions de dollars), des contributions du personnel (12,3 millions de dollars) et des objets de dépense autres que les postes (48,6 millions de dollars).

Incidence des variations des taux de change et d'inflation sur les projets de budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2010-2011

6. L'actualisation des coûts présentée dans le rapport du Secrétaire général sur l'incidence des variations des taux de change et d'inflation sur les projets de budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/64/570) tient compte de l'incidence des données les plus récentes sur les variations effectives des taux d'inflation, du résultat des enquêtes relatives aux traitements, des ajustements annuels au coût de la vie, de l'évolution des indices d'ajustement en 2009 et de l'incidence des variations des taux de change fixés pour les opérations de l'Organisation en 2009.

7. Après actualisation des coûts, les ressources nécessaires pour les deux Tribunaux pour l'exercice biennal 2010-2011, telles que proposées par le Secrétaire général et compte tenu des recommandations du Comité consultatif, se chiffraient à un montant brut de 244 615 400 dollars pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda (soit une augmentation de 5 186 500 dollars), et à un montant brut de 290 923 100 dollars pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (soit une augmentation de 16 783 000 dollars).

8. En ce qui concerne le Tribunal pénal international pour le Rwanda, l'augmentation d'un montant estimatif de 5 186 500 dollars est le résultat d'une réduction de 995 400 dollars imputable à la révision des paramètres relatifs aux taux de change et d'une augmentation de 6 181 900 dollars imputable à la révision des taux d'inflation. Pour ce qui est du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, l'augmentation totale de 16 783 000 dollars résulte des effets combinés d'une augmentation de 18 181 500 dollars découlant de la révision des paramètres relatifs aux taux de change et d'une réduction de 1 398 500 dollars découlant de la révision des taux d'inflation.

9. Comme il est indiqué au paragraphe 2 du rapport, l'actualisation a été faite, conformément aux vues du Comité consultatif, en utilisant les taux de change fixés pour les opérations de l'Organisation qui conduisent aux estimations les plus basses.

Conclusion

10. Le Comité consultatif ne voit aucune objection d'ordre technique aux prévisions de dépenses révisées résultant de l'actualisation des coûts effectuée pour tenir compte de l'incidence des variations des taux de change et d'inflation, telles qu'elles figurent dans les rapports susmentionnés du Secrétaire général (A/64/576 et A/64/570), et les transmet par conséquent à l'Assemblée générale pour examen.

Notes

¹ Prévisions budgétaires publiées sous forme de fascicules par chapitre du budget sous la cote A/64/6, et prévisions figurant dans les documents A/64/366, A/64/380, A/64/472, A/64/477, A/64/532, A/C.5/64/2 et A/C.5/64/11 à 13.

² Le rapport du Secrétaire général dont le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires est saisi ne tient pas compte de l'incidence qu'auraient les recommandations du Comité consultatif sur les prévisions de dépenses figurant dans l'additif au chapitre 34 (Sûreté et sécurité) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 [A/64/6 (Sect. 34)/Add.1], sur les prévisions révisées relatives aux fins du renforcement et de l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (A/64/532), ni sur les états des incidences sur le budget-programme de plusieurs projets de résolution (A/C.5/64/11 à 13).

Document A/64/7/Add.20

Vingt et unième rapport

Conditions d'emploi des juges *ad litem* du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda

[Original : anglais]

[11 février 2010]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les conditions d'emploi des juges *ad litem* du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (A/64/635 et Corr.1). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information.
2. Au paragraphe 5 de son rapport, le Secrétaire général indique que celui-ci répondait aux demandes des Présidents des deux Tribunaux, qui souhaitaient voir porter d'urgence à l'attention de l'Assemblée générale la question des conditions d'emploi des juges *ad litem*, en particulier en ce qui concernait le droit à pension. Dans sa résolution 64/239 du 24 décembre 2009, l'Assemblée générale a noté que le Secrétaire général étudiait actuellement les conditions d'emploi des juges *ad litem* du Tribunal pénal international pour le Rwanda et indiqué qu'elle comptait se pencher sur cette étude durant la première partie de la reprise de sa soixante-quatrième session. Le Comité consultatif note, à cet égard, qu'au paragraphe 8 de la section I de sa résolution 63/259 du 24 décembre 2008, l'Assemblée générale a décidé que c'était à sa soixante-cinquième session qu'elle réexaminerait les émoluments, les pensions et les autres conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice et des juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, y compris différentes formules possibles de régime des pensions à prestations définies et de régime à cotisations définies.
3. Par ses résolutions 1329 (2000) et 1431 (2002) des 30 novembre 2000 et 14 août 2002, respectivement, le Conseil de sécurité a décidé de créer un groupe de juges *ad litem* au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et au Tribunal pénal international pour le Rwanda, respectivement, et de modifier les articles pertinents des statuts des Tribunaux. Comme le Secrétaire général l'a indiqué au paragraphe 8 de son rapport, l'article 13 *ter* du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie dispose que, pendant leur mandat de quatre ans, les juges *ad litem* seront nommés par le Secrétaire général, à la demande du Président du Tribunal international, pour siéger aux Chambres de première instance dans un ou plusieurs procès, pour une durée totale inférieure à trois ans. Des dispositions identiques applicables au Tribunal pénal international pour le Rwanda figurent à l'article 12 *ter* de son Statut. Au paragraphe 9 de son rapport, le Secrétaire général a indiqué en outre qu'aux termes de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 13 *quater* du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 12 *quater* du Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda, les juges *ad litem* des deux Tribunaux bénéficiaient *mutatis mutandis* des mêmes conditions d'emploi que les juges permanents.
4. Au paragraphe 10 de son rapport, le Secrétaire général note que, par diverses résolutions, le Conseil de sécurité a étendu au-delà de la limite de trois ans la durée pendant laquelle les juges *ad litem* pouvaient servir afin d'aider les deux Tribunaux à mener à bien leur stratégie de fin de mandat [voir, entre autres, les résolutions du Conseil de sécurité 1705 (2006), en date du 29 août 2006, 1717 (2006), en date du 13 octobre 2006, 1877 (2009) et 1878 (2009), en date du 7 juillet 2009]. De ce fait, lorsque les Tribunaux auront mené à bien les procès, un certain nombre de juges *ad litem* auront servi pendant plus de trois ans sans interruption. Un tableau indiquant la durée de service des juges *ad litem* siégeant actuellement aux deux Tribunaux figure en annexe au présent document.

5. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé que le Conseil de sécurité avait décidé de proroger le mandat de certains juges *ad litem* au-delà de la limite de trois ans afin de ne pas avoir à recommencer des procès ou à remplacer un juge *ad litem* pour le peu de temps restant avant l'achèvement d'un procès. Dans les deux Tribunaux, la pratique consistant à poursuivre plusieurs accusés dans le cadre d'un seul procès, dont un grand nombre faisaient intervenir des juges *ad litem*, avait eu pour effet de rallonger la durée de ces procès au-delà de la limite de trois ans. Le Comité a également été informé par des représentants du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie que ces jonctions d'instances avaient nécessité la prorogation du mandat de certains juges *ad litem* mais qu'elles avaient également permis de réaliser des économies importantes et contribué à une plus grande efficacité.

6. Selon les arguments avancés par les deux Tribunaux, puisque les juges *ad litem* auront servi pendant plus de trois ans et assumé les mêmes responsabilités que les juges permanents, ils devraient avoir droit aux mêmes rémunérations, avantages et indemnités que les juges permanents. Pour ces raisons, au paragraphe 20 de son rapport, le Secrétaire général indique que, les conditions d'emploi des juges des Tribunaux étant fixées et approuvées par l'Assemblée générale, celle-ci souhaitera peut-être décider d'étendre le régime des pensions des juges permanents du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda aux juges *ad litem*.

7. Aux paragraphes 15 à 17 de la section IV de son rapport, le Secrétaire général fait état des incidences financières si l'Assemblée générale décidait d'étendre le régime de pension actuellement applicable aux juges permanents des deux Tribunaux aux juges *ad litem* en activité pendant plus de trois ans sans interruption. Les ressources nécessaires sont estimées à 421 300 dollars des États-Unis par an pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda et à 346 566 dollars par an pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, sur la base des conditions d'emploi actuelles des juges *ad litem*. Le Secrétaire général note que les ressources supplémentaires nécessaires pour l'exercice biennal 2010-2011 seront fonction de la date effective de fin de service, et les dépenses engagées seront examinées dans le cadre des rapports pertinents sur l'exécution du budget de l'exercice biennal.

8. Il convient de rappeler qu'à la suite de la décision du Conseil de sécurité de créer un groupe de juges *ad litem* au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Comité consultatif avait souligné que le fait de limiter à une durée totale inférieure à trois ans la période de service des juges *ad litem* avait pour effet d'empêcher ceux-ci d'atteindre la durée de trois ans de service à l'expiration de laquelle ils pourraient prétendre à des prestations de retraite. Le Comité avait cependant convenu, encore que cette hypothèse soit peu vraisemblable, que des circonstances pourraient se produire où un procès se prolonge suffisamment pour que la période de service des juges *ad litem* dépasse trois ans. Pour parer à une telle éventualité, le Comité avait recommandé que la lettre de nomination contienne une disposition selon laquelle, nonobstant une situation de cette nature, la prolongation qui s'ensuivrait quant au service de l'intéressé ne donnerait pas lieu à d'autres indemnités ou prestations que celles qui étaient déjà prévues et dont la durée serait prolongée en proportion de la prolongation de la période de service considérée (voir A/55/806, par. 14). Dans sa résolution 55/249 du 12 avril 2001, l'Assemblée générale a fait sienne cette recommandation. En réponse à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif que la condition susmentionnée avait été ajoutée à toutes les lettres de nomination signées par les juges *ad litem* dans les deux Tribunaux.

9. De l'avis du Comité consultatif, l'Assemblée générale devrait garder plusieurs points à l'esprit lorsqu'elle examinera cette question. Le premier point concerne les conditions à remplir en termes de durée de service. À cet égard, le Comité consultatif souligne que ni le Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ni celui du Tribunal pénal international pour le Rwanda n'interdisent explicitement que les juges *ad litem* perçoivent des prestations de retraite. En vertu des règlements pertinents concernant le régime des pensions, les juges des deux Tribunaux qui ont cessé d'exercer leurs fonctions et qui ont atteint l'âge de 60 ans ont droit jusqu'à leur décès à une pension de retraite, à condition d'avoir accompli au moins trois ans de service (voir annexes II

et III de la résolution 58/264 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2003). C'est la limitation de la durée de service des juges *ad litem* à une période totale qui ne peut pas dépasser trois ans qui a pour effet de les empêcher d'avoir droit à des prestations de retraite. Cependant, à la suite des décisions du Conseil de sécurité évoquées au paragraphe 4 du présent document, un certain nombre de juges *ad litem* des deux Tribunaux ont maintenant exercé leurs fonctions pendant une période représentant au total plus de trois ans. Ils pourraient donc, conformément aux règlements concernant le régime des pensions mentionnés plus haut, prétendre à des prestations de retraite.

10. L'Assemblée générale pourrait également garder à l'esprit les questions soulevées au paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général (A/64/635 et Corr.1), où il est indiqué que, selon le Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda, les juges *ad litem* assumaient une charge de travail identique à celle des juges permanents, et des responsabilités quasi identiques à celles de ces derniers. Le Président notait que les différences persistantes entre leurs conditions d'emploi ne se justifiaient donc plus, et devraient être rectifiées tant dans un souci d'équité que pour mener à bien la stratégie de fin de mandat du Tribunal.

11. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au Tribunal pénal international pour le Rwanda, les différences entre les conditions d'emploi des juges permanents et des juges *ad litem* étaient celles indiquées au paragraphe 2 de l'article 12 *quater* du Statut du Tribunal, à savoir que les juges *ad litem* ne pouvaient ni être élus Président du Tribunal ou Président d'une Chambre de première instance, ni participer à son élection. Ils n'étaient pas non plus habilités à participer à l'adoption du règlement de procédure et de preuve, à l'examen d'un acte d'accusation ou aux consultations tenues par le Président du Tribunal au sujet de la nomination de juges ou de l'octroi d'une grâce ou d'une commutation de peine. S'agissant du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Comité consultatif a été informé qu'il existait de nombreuses responsabilités relevant des seules attributions des juges permanents, telles que les procès pour outrage, les demandes émanant d'instances judiciaires nationales concernant l'accès à des informations confidentielles et les procédures d'appel.

12. Le Comité consultatif a également été informé par le Tribunal pénal international pour le Rwanda que la décision initiale de l'Assemblée générale de ne pas verser certaines indemnités et prestations aux juges *ad litem* (prestations de retraite, prime de réinstallation et indemnité pour frais d'études) était fondée sur la clause *mutatis mutandis* prévue à l'alinéa a du paragraphe 1 de l'article 12 *quater* de son Statut (voir par. 3 du présent document). À l'époque, l'Assemblée avait fait sienne la recommandation du Comité consultatif selon laquelle, en vertu des restrictions imposées à la durée de leur service, les juges *ad litem* ne devraient pas avoir droit à certaines des indemnités et prestations versées aux juges permanents (voir A/55/806, par. 7 à 15 ; et résolution 55/249 de l'Assemblée générale). Lorsqu'elle se penchera sur la question de savoir si les régimes de pension existants pour les juges permanents devraient être étendus aux juges *ad litem* qui ont servi pendant plus de trois ans sans interruption, l'Assemblée générale pourrait se demander si, compte tenu de l'évolution des conditions de fonctionnement des Tribunaux (à savoir l'augmentation du nombre de juges *ad litem*, à titre temporaire ; l'autorisation accordée à plusieurs juges *ad litem* par le Conseil de sécurité de siéger au-delà de la limite de trois ans ; et la division de certaines chambres de première instance en sections pouvant être composées uniquement de juges *ad litem*), les différences de conditions d'emploi entre les deux catégories de juges continuent d'être justifiées.

13. En ce qui concerne les stratégies de fin de mandat des Tribunaux, ayant demandé des renseignements à ce sujet, le Comité consultatif a été informé que si un juge *ad litem* quittait le service d'un tribunal avant la clôture d'une affaire dont il était saisi, un juge suppléant pouvait être nommé. Les audiences ne pouvaient reprendre que lorsque le juge suppléant avait certifié qu'il s'était familiarisé avec le dossier de la procédure. Il ne pouvait être procédé qu'à un seul remplacement au cours d'une audition. S'il s'avérait nécessaire de nommer un second juge suppléant, l'affaire devait être entendue de nouveau depuis le début.

14. L'explication qui précède semble indiquer que le départ de juges *ad litem* avant le règlement des affaires dont ils sont saisis pourrait retarder les procédures et empêcher les Tribunaux

d'achever leurs travaux dans les délais prévus. Toutefois, dans le rapport du Secrétaire général, rien n'indique que dans l'éventualité où l'Assemblée générale maintiendrait les conditions d'emploi actuelles, les juges *ad litem* qui avaient dépassé ou allaient bientôt dépasser la limite de trois ans démissionneraient avant le règlement des affaires dont ils sont saisis.

15. Au vu des diverses différences de conditions d'emploi entre les juges *ad litem* et les juges permanents du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, le Comité consultatif est d'avis qu'il vaudrait mieux examiner la question des prestations de retraite pour les juges *ad litem* dans le cadre de l'examen plus général des émoluments, pensions et autres conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice et des juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda auquel l'Assemblée générale doit procéder à sa soixante-cinquième session.

Annexe

Durée de service des juges *ad litem* siégeant actuellement au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et au Tribunal pénal international pour le Rwanda

<i>Juge</i>	<i>Date de début de mandat</i>	<i>Date prévue de fin de mandat</i>	<i>Nombre d'années accomplies à la fin du mandat</i>
Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie			
Juge A	15 décembre 2008	30 août 2012	3 ans et 8 mois
Juge B	27 février 2008	30 septembre 2010	2 ans et 7 mois
Juge C	3 mars 2008	30 juin 2011	3 ans et 3 mois
Juge D	8 janvier 2007	31 mars 2011	4 ans et 2 mois
Juge E	3 mars 2008	30 juin 2010	2 ans et 3 mois
Juge F	2 juillet 2007	30 août 2012	5 ans et 1 mois
Juge G	25 avril 2006	31 janvier 2011	4 ans et 9 mois
Juge H	15 décembre 2009	28 février 2011	1 an et 2 mois
Juge I	27 février 2008	30 juin 2011	3 ans et 4 mois
Juge J	3 avril 2006	31 janvier 2011	4 ans et 9 mois
Juge K	3 juillet 2006	31 mars 2010	3 ans et 8 mois
Juge L	11 juillet 2006	28 février 2010	3 ans et 7 mois
Juge M	3 avril 2006	31 janvier 2011	4 ans et 9 mois
Tribunal pénal international pour le Rwanda			
Juge 1	27 janvier 2009	31 décembre 2010	1 an et 11 mois
Juge 2	24 octobre 2003	31 décembre 2010	7 ans et 2 mois
Juge 3	31 août 2003	31 décembre 2010	7 ans et 4 mois
Juge 4	11 septembre 2004	31 décembre 2010	6 ans et 3 mois
Juge 5	1 ^{er} mai 2007	31 décembre 2010	3 ans et 8 mois
Juge 6	10 septembre 2004	31 décembre 2010	6 ans et 3 mois
Juge 7	7 janvier 2009	31 décembre 2010	1 an et 11 mois
Juge 8	22 octobre 2003	31 décembre 2010	7 ans et 2 mois
Juge 9	10 septembre 2004	31 décembre 2010	6 ans et 3 mois
Juge 10	24 janvier 2009	31 décembre 2010	1 an et 11 mois
Juge 11	20 mars 2004	31 décembre 2010	6 ans et 9 mois

Document A/64/7/Add.21

Vingt-deuxième rapport

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

[Original : anglais]
[12 février 2010]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (A/64/349/Add.6), qui contient un descriptif des ressources supplémentaires requises au titre de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 pour trois missions politiques spéciales, à savoir le Représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle du Fonds de développement pour l'Iraq, l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées, et le Groupe de contrôle sur la Somalie. À l'occasion de cet examen, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des renseignements et des précisions supplémentaires.

2. Le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 64/245 du 24 décembre 2009, l'Assemblée générale a approuvé un crédit global d'un montant de 1 milliard de dollars des États-Unis au titre des missions politiques spéciales du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011. L'Assemblée a également approuvé les budgets des 26 missions politiques spéciales présentés dans le tableau 1 du rapport du Secrétaire général (A/64/349) et l'imputation d'un montant de 569 526 500 dollars sur le crédit susmentionné. Le solde non affecté des crédits prévus au titre des missions politiques spéciales pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève donc à 430 473 500 dollars.

3. Le montant net des dépenses supplémentaires prévues pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 au titre des trois missions visées au paragraphe 1 du présent document s'élève à 1 045 100 dollars brut (montant net : 1 044 000 dollars) [voir A/64/349/Add.6]. Il est proposé d'imputer le montant en question sur le solde du crédit prévu au titre des missions politiques spéciales du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011. Le Comité consultatif note que le mandat de ces trois missions politiques spéciales a été soit élargi, soit prorogé, après la présentation des rapports du Secrétaire général sur les ressources à prévoir pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 (A/64/349/Add.1 à 5).

4. **Les observations et recommandations du Comité consultatif sur les ressources requises pour les trois missions politiques spéciales présentées dans le rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.6) figurent dans les sections II à V ci-après.**

II. Représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle du Fonds de développement pour l'Iraq

5. Le Comité consultatif rappelle que dans le rapport du Secrétaire général présentant les prévisions de dépenses au titre des missions politiques spéciales pour 2010, aucun crédit n'a été inscrit pour le Conseil international consultatif et de contrôle car il était prévu que son mandat viendrait à expiration le 31 décembre 2009 (A/64/349, tableau 1). Dans sa résolution 1905 (2009)

du 21 décembre 2009, le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat du Conseil international consultatif et de contrôle jusqu'au 31 décembre 2010. Le Comité note que le Conseil a également prié le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès accomplis et des solutions qui s'offrent en ce qui concerne la mise en œuvre des nouvelles dispositions du Fonds de développement pour l'Iraq; prié le Gouvernement iraquien de mettre en place le programme et l'échéancier nécessaires pour opérer en toute efficacité, au 31 décembre 2010, la transition aux dispositions nouvelles du Fonds de développement pour l'Iraq; et prié notamment le Gouvernement iraquien de lui rendre compte des progrès réalisés au regard du plan d'action et du contrôle [voir résolution 1905 (2009) du Conseil de sécurité, par. 3 à 5].

6. Le montant des ressources nécessaires pour le Représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle du Fonds de développement pour l'Iraq pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 est estimé à 82 200 dollars. Ce montant devrait permettre de financer les voyages que le Représentant et ses suppléants ou conseillers effectueront pour se rendre aux réunions du Conseil (60 300 dollars) et les ressources afférentes à l'organisation d'une réunion à New York (21 900 dollars) [A/64/349/Add.6, par. 6]. Il est prévu que le Conseil tienne cinq réunions en 2010 (Amman, Washington, Koweït, Paris et New York), contre quatre en 2009.

7. Le Comité consultatif note que l'augmentation des ressources prévues par rapport au crédit ouvert pour 2009 (36 700 dollars) s'explique par la tenue d'un plus grand nombre de réunions en dehors de New York et de l'organisation d'une réunion de deux jours à New York. **Le Comité consultatif recommande l'approbation des ressources demandées pour le Représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle du Fonds de développement pour l'Iraq pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010.**

III. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées

8. Le Comité consultatif rappelle que l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions a été créée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1526 (2004) du 30 janvier 2004. Au paragraphe 20 de sa résolution 1904 (2009) du 17 décembre 2009, le Conseil a décidé, entre autres, que le Comité des sanctions contre Al-Qaida et les Taliban sera assisté par un bureau du Médiateur qui sera créé pour une période initiale de 18 mois à compter de la date d'adoption de la résolution en question. Des informations concernant l'historique, le mandat et l'objectif de cette mission politique spéciale ont été fournies dans les paragraphes 82 à 86 du document A/64/349/Add.2 mises à jour dans les paragraphes 7 à 9 du document A/64/349/Add.6.

9. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que la fonction de médiateur était essentiellement un élargissement du dispositif du Point focal décrit dans l'annexe à la résolution 1730 (2006) du Conseil de sécurité, en date du 19 décembre 2006, qui avait été créé pour recevoir les demandes de radiation présentées par des personnes figurant sur les listes établies au titre du régime des sanctions, dont les responsabilités seraient accrues. Il serait donc logique de penser que le Médiateur pourrait finalement être chargé par le Conseil de recevoir et d'examiner les demandes présentées par les requérants figurant sur n'importe quelle liste de sanctions. Le mandat, les fonctions et les tâches du Médiateur sont définis dans l'annexe II à la résolution 1904 (2009) du Conseil. Le Comité note que, conformément au paragraphe 21 de la résolution 1904 (2009) du Conseil, après la nomination du Médiateur, le dispositif du Point focal créé par la résolution 1730 (2006) ne recevra plus les demandes de personnes et entités qui souhaitent être radiées de la Liste récapitulative, mais continuera à recevoir celles des personnes et entités qui souhaitent être radiées des autres listes établies au titre du régime des sanctions. En conséquence, et ainsi qu'il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/64/349/Add.6, par. 11), le point focal disposera de plus de temps pour appuyer, à un niveau adéquat (P-4), le Médiateur auquel il

apportera la mémoire institutionnelle relative à la radiation des listes, assurera l'accès aux dossiers et fournira la gamme classique des services de secrétariat.

10. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 64/245, a approuvé un crédit d'un montant de 3 970 900 dollars pour l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions pour 2010. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général, le montant des ressources supplémentaires demandées pour 2010, suite à la décision prise par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1904 (2009), s'élèverait à 192 800 dollars (*ibid.*, par. 12). Il devrait permettre de financer les honoraires du Médiateur, estimés à 187 700 dollars (sur la base d'un montant mensuel de 12 880 dollars majoré d'une indemnité de cherté de vie de 5 700 dollars et d'une provision pour des demandes d'indemnisation éventuelles au titre de l'appendice D du Règlement du personnel), les transmissions (1 200 dollars), le matériel informatique et sa maintenance (3 500 dollars) et l'achat de fournitures diverses (400 dollars). Le Comité a été informé que ces coûts avaient été calculés sur une base de 10 mois, à l'exception d'un montant non renouvelable de 2 400 dollars pour l'achat d'un ordinateur et d'une imprimante qui a été inclus dans le montant prévu au titre du matériel informatique, en partant de l'hypothèse que le Médiateur commencerait à exercer ses fonctions à la fin du mois de mars 2010.

11. En réponse à ses questions, au vu de la différence entre les montants utilisés pour calculer les honoraires du Médiateur et ceux des trois experts supplémentaires proposés pour le Groupe de contrôle sur la Somalie (voir par. 16 du présent document), le Comité consultatif a été informé que les honoraires du Médiateur avaient été calculés sur la base de l'actuel taux plafond en raison des hautes qualifications et de l'expérience que le Médiateur devrait posséder, conformément au paragraphe 20 de la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité. Le Comité a été informé par ailleurs que le Conseil avait décidé que ce poste ne devrait pas être occupé par un fonctionnaire du Secrétariat mais par un expert indépendant hautement qualifié, qui serait nommé par le Secrétaire général dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, eu égard au critère requis d'indépendance et d'impartialité. À cet égard, le Comité rappelle qu'une lettre du Secrétaire général annonçant la nomination du Médiateur sera publiée en tant que document du Conseil, conformément à la pratique actuellement suivie pour les experts nommés à d'autres groupes de contrôle et groupes d'experts.

12. Le Comité consultatif recommande l'approbation du montant supplémentaire que le Secrétaire général a demandé pour 2010 pour l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions.

IV. Groupe de contrôle sur la Somalie

13. Le Groupe de contrôle sur la Somalie a été créé pour prendre la suite du Groupe d'experts sur la Somalie, conformément à la résolution 1519 (2003) du Conseil de sécurité, en date du 16 décembre 2003. Son mandat a été prorogé plusieurs fois par le Conseil qui, dans sa résolution 1907 (2009) du 23 décembre 2009, l'a élargi en adoptant de nouvelles mesures contre l'Érythrée. Les tâches supplémentaires que le Groupe de contrôle devra exécuter sont définies au paragraphe 19 de la résolution 1907 (2009) du Conseil (voir également A/64/349/Add.6, par. 15). Le Comité consultatif note que le mandat du Groupe de contrôle sera vraisemblablement prorogé au-delà de mars 2010, après examen de son rapport final par le Conseil (*ibid.*, par. 13).

14. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 19 de sa résolution 1907 (2009), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour mobiliser des ressources et du personnel supplémentaires afin que le Groupe de contrôle élargi puisse continuer d'accomplir son mandat. Suite à cette demande, le Secrétaire général a proposé que le Groupe se compose de deux équipes distinctes, l'une pour la Somalie, qui comprend actuellement cinq experts, et l'autre pour l'Érythrée, constituée de trois experts supplémentaires spécialisés dans les domaines de l'embargo sur les armes, du transport et des finances. Le Comité note également que le Groupe de contrôle élargi sera établi à Entebbe (Ouganda), pour des raisons de sécurité et pour

qu'il puisse tirer avantage de la présence de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo et de la proximité d'Entebbe avec la Somalie et d'autres pays.

15. Le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 64/245, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant net de 1 555 200 dollars pour 2010 au titre du Groupe de contrôle sur la Somalie, sur la base des propositions faites par le Secrétaire général (voir A/64/349/Add.2). Comme le Secrétaire général l'a indiqué, le montant net des dépenses supplémentaires prévues pour 2010, suite à l'adoption de la résolution 1907 (2009), s'élèverait à 769 000 dollars (voir A/64/349/Add.6). Ce montant devrait permettre de financer les dépenses au titre du personnel civil (7 500 dollars), relatives à un poste supplémentaire d'assistant administratif (agent local) dont le titulaire fournirait un appui administratif au Groupe de contrôle en raison de l'accroissement de la charge de travail sur les plans de la recherche et de l'appui administratif, des dépenses supplémentaire d'un montant de 715 900 dollars correspondant aux honoraires (422 700 dollars) et frais de voyage (293 200 dollars) de trois experts supplémentaires pour une période de neuf mois, ainsi que d'autres dépenses opérationnelles, notamment les frais de voyage du personnel de l'Organisation des Nations Unies chargé de mettre en place le bureau d'Entebbe (23 200 dollars), la location de véhicules pour 20 missions de contrôle (3 000 dollars), les frais de communication et l'acquisition de matériel de télécommunication (7 900 dollars), le matériel informatique et sa maintenance (9 000 dollars) et l'achat de fournitures diverses (2 500 dollars).

16. Le Comité consultatif a été informé que les honoraires des trois experts supplémentaires ont été calculés pour une période de neuf mois sur la base d'un montant mensuel de 11 600 dollars majoré d'une indemnité de cherté de vie de 3 900 dollars et d'une provision pour des demandes d'indemnisation éventuelles au titre de l'appendice D du Règlement du personnel. Ces montants représentent la moyenne de tous les honoraires versés à l'heure actuelle et constituent une estimation budgétaire. Le montant exact de la rémunération est déterminé en consultation avec le Bureau de la gestion des ressources humaines conformément aux procédures établies (voir également par. 11 du présent document).

17. Le Comité consultatif recommande l'approbation des ressources supplémentaires demandées par le Secrétaire général pour le Groupe de contrôle sur la Somalie pour 2010.

V. Recommandation

18. S'agissant des décisions que le Secrétaire général propose à l'Assemblée générale de prendre, telles qu'elles sont énoncées au paragraphe 21 de son rapport (ibid.), le Comité consultatif recommande que l'Assemblée approuve l'ouverture de crédits additionnels d'un montant brut de 1 045 100 dollars (montant net : 1 044 000 dollars) au titre de 2010, pour le Représentant du Secrétaire général auprès du Conseil international consultatif et de contrôle du Fonds de développement pour l'Iraq, l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité et le Groupe de contrôle sur la Somalie. Le Comité recommande que ces crédits additionnels soient imputés sur le solde du crédit de 569 526 500 dollars approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/245 pour l'exercice biennal 2010-2011.

Document A/64/7/Add.22

Vingt-troisième rapport

Prévisions révisées au titre des chapitres 28C, 28D et 36 et afférentes au Groupe de préparation et de soutien en cas de crise

[Original : anglais]

[3 mars 2010]

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 au titre des chapitres 28C (Bureau de la gestion des ressources humaines), 28D (Bureau des services centraux d'appui) et 36 (Contributions du personnel) et afférentes au Groupe de préparation et de soutien en cas de crise (A/64/662). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements.

2. Dans son rapport, le Secrétaire général affirme que « l'Organisation doit impérativement mettre en place un mécanisme anticipatif, global et coordonné qui soit en mesure d'aider les lieux d'affectation, les bureaux de pays et les équipes de coordination du dispositif de sécurité à être mieux préparés en cas d'événements entraînant un lourd bilan humain » (ibid., par. 1). À cette fin, il propose de créer au sein du Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies un groupe de préparation et de soutien en cas de crise qui serait expressément chargé de soutenir les rescapés des crises résultant d'actes de malveillance, de catastrophes naturelles ou d'autres événements et les familles des personnes blessées ou décédées. Comme il est indiqué au paragraphe 7 du rapport, le groupe serait chargé d'élaborer, de mettre en œuvre, de coordonner et de faciliter un programme d'appui portant sur la préparation fondée sur l'évaluation des risques, les interventions en cas de crise et les interventions d'après crise. Il s'acquitterait des tâches suivantes :

- Aider les lieux d'affectation, bureaux de pays et équipes de coordination du dispositif de sécurité de l'Organisation à élaborer, mettre en œuvre, tenir à jour et tester des plans de gestion des interventions médicales d'urgence et des événements qui font de nombreuses victimes ;
- En cas de crise, fournir un appui au déploiement d'équipes médicales et d'équipes administratives d'intervention rapide des Nations Unies ;
- Faire office de point de contact initial pour les victimes et leur famille, en instaurant un centre d'appel fonctionnant 24 heures sur 24 et en mettant en service une ligne téléphonique spéciale ;
- Collaborer avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies à l'élaboration d'un cadre d'action en matière de soutien aux victimes et à leur famille par l'intermédiaire du Réseau Ressources humaines du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination ;
- Après la crise, coordonner la fourniture d'un soutien à long terme aux victimes et aux familles touchées.

Les produits qui seraient exécutés par le groupe sont indiqués au paragraphe 8 du rapport.

3. Le Secrétaire général décrit sa proposition comme « une première étape » (ibid.). Au paragraphe 9 de son rapport, il indique ce qui suit :

Pour permettre à l'Organisation des Nations Unies de répondre avec compassion et utilement aux besoins des survivants et des familles de fonctionnaires décédés par suite de catastrophes naturelles et d'actes de malveillance perpétrés contre l'Organisation, ou lors d'autres crises, il convient de prendre en compte d'autres besoins relatifs à la fourniture d'une assistance et d'un soutien aux intéressés, parmi lesquels l'aide au financement des études des enfants à charge et de voyage des familles des fonctionnaires décédés et des survivants qui viennent assister aux cérémonies commémoratives et aux funérailles ou doivent se rendre sur les lieux d'évacuation.

Comme l'indique le même paragraphe, ces besoins feraient l'objet d'un rapport distinct élaboré à l'issue d'une évaluation plus poussée. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le rapport complet, qui contiendrait des propositions concernant l'appui à long terme aux victimes et à leur famille, serait probablement présenté au cours de la première moitié de l'année 2011. Le Comité souligne que l'ampleur des besoins et la totalité des incidences financières ne sont donc pas connues à ce stade.

4. Les ressources nécessaires au titre de l'exercice biennal 2010-2011 s'élèvent à un montant brut de 3 145 100 dollars des États-Unis (montant net : 2 941 300 dollars). Huit postes nouveaux sont demandés [1 D-1 pour le Chef du Groupe, 1 P-5 pour un médecin hors classe, 1 P-4 pour un médecin, 1 P-4 pour un spécialiste des politiques, 1 P-3 pour un fonctionnaire d'administration, 1 P-2 pour un fonctionnaire d'administration adjoint, 1 P-2 pour un informaticien adjoint et 1 agent des services généraux (Autres classes) pour un assistant à l'appui aux survivants et à leur famille]. Comme il est indiqué au paragraphe 10 du rapport, les deux médecins seraient affectés à la Division des services médicaux mais feraient partie du Groupe de préparation et de soutien en cas de crise et les titulaires relèveraient donc à la fois du Directeur du Service médical et du Chef du Groupe. Au titre des objets de dépense autres que les postes, il est prévu un montant de 1 775 600 dollars, comme il ressort du tableau 2 du rapport.

II. Observations générales et recommandations

5. Le Comité consultatif a reçu les éclaircissements suivants : nonobstant le moment où elle a été présentée, la proposition de création du groupe de préparation et de soutien en cas de crise n'a pas pour objet de répondre aux besoins particuliers découlant de la catastrophe qui a récemment frappé Haïti, mais plutôt de mettre en place un dispositif qui permette de réagir à n'importe quelle crise survenue ou risquant de survenir en raison d'une catastrophe naturelle, d'un acte malveillant dirigé contre l'Organisation ou d'autres événements.

6. Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé que le Secrétariat travaillait en fait sur la proposition depuis environ 18 mois. Le Comité note que, comme il ressort du tableau 1 du rapport, l'Organisation doit gérer des questions concernant les victimes d'actes de malveillance et de catastrophes depuis 2003 au moins. Rien n'indique pourquoi il n'a pas été demandé de ressources dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. **À ce sujet, le Comité consultatif appelle l'attention sur les dispositions des résolutions 41/213 et 42/211 de l'Assemblée générale, en date des 19 décembre 1986 et 21 décembre 1987, qui régissent l'utilisation et le fonctionnement du fonds de réserve, et rappelle les résolutions 62/236 et 64/243, en date des 22 décembre 2007 et 24 décembre 2009, dans lesquelles l'Assemblée a notamment prié le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour éviter la budgétisation au coup par coup et pour lui présenter à l'avenir dans le projet de budget-programme un tableau aussi exhaustif que possible des prévisions de dépenses de l'Organisation. Le Comité est d'avis que la proposition relative aux besoins décrits dans le rapport du Secrétaire général (voir par. 3 du présent document) devrait être présentée dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.**

7. Le Comité consultatif note que la proposition du Secrétaire général porte sur trois aspects de la préparation aux situations d'urgence, à savoir l'élaboration d'un cadre d'action en collaboration avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, la préparation dans le domaine médical, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion des interventions médicales d'urgence et des événements qui font de nombreuses victimes, et l'appui médical et administratif direct aux victimes et à leur famille.

8. Le Secrétaire général affirme qu'actuellement le Secrétariat n'a ni les moyens ni les crédits requis pour faire face à l'éventail des besoins, qu'il s'agisse de la préparation aux situations d'urgence basée sur une évaluation des risques, de l'intervention immédiate en cas de crise ou du soutien dans tous les domaines à fournir aux victimes et aux familles dont un proche a été tué ou blessé (ibid., par. 2). Le Comité consultatif convient que les politiques font peut-être défaut, de même que la coordination, et que l'Organisation a de toute évidence dû faire largement appel à des volontaires, par exemple pour la gestion de la récente crise en Haïti, mais estime que l'Organisation dispose de certains moyens pour gérer les situations de ce type.

9. **Le Comité consultatif note qu'en cas d'imprévu, s'il est bon d'avoir élaboré des plans et des politiques, il reste à prendre des décisions et à établir des priorités. Par conséquent, si l'on établit des directives, il faut garder à l'esprit que les décideurs doivent conserver une certaine marge de manœuvre.**

10. **Le Comité consultatif est d'avis que, dans ce domaine, la communication et la coordination au sein du Bureau de la gestion des ressources humaines et entre le Bureau et les autres entités du Secrétariat sont de la plus haute importance. Il craint donc que la création d'une structure distincte ne vienne ajouter à la complexité administrative. Par conséquent, il recommande que le nouveau groupe ne soit pas créé. Toutefois, compte tenu des explications données, il serait disposé à approuver le renforcement de certaines fonctions dans la structure actuelle du Bureau de la gestion des ressources humaines.**

11. Le Comité consultatif convient que l'Organisation doit être mieux à même de répondre aux besoins des victimes et des survivants; toutefois, ce renforcement doit reposer sur une analyse plus systématique des moyens dont le Secrétariat dispose déjà dans des domaines connexes tels que le relèvement après les catastrophes, la continuité des opérations et la gestion du stress traumatique, ainsi que sur le recensement des activités complémentaires et leur prise en compte. À la lumière de cette analyse, un examen détaillé du champ des activités devrait être entrepris. En outre, de l'avis du Comité, davantage d'attention devrait être accordée à la coopération et à la collaboration avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, et notamment aux possibilités de partage des coûts, ainsi qu'à l'appui que les États Membres apportent volontairement.

12. Le Comité consultatif estime que, bien que circonstanciel, le travail effectué à titre bénévole par les fonctionnaires de l'Organisation a toujours été un élément important de l'appui apporté dans les situations d'urgence. Il recommande donc qu'un volet préparation aux situations de crise soit ajouté aux programmes de formation existants.

III. Ressources nécessaires

13. Il est proposé de créer un poste D-1 pour le Chef du Groupe de préparation et de soutien en cas de crise. **Compte tenu de la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 10 du présent document, le Comité consultatif ne recommande pas d'approuver la création du poste D-1.**

14. En ce qui concerne la préparation dans le domaine médical, le Comité consultatif, ayant demandé des précisions, a été informé que le but de la proposition à l'examen était d'insister sur la nécessité d'avoir à disposition du personnel supplémentaire qualifié et compétent en cas d'événement impliquant un nombre massif de victimes, afin de pouvoir apporter des soins

médicaux aux personnes grièvement blessées lors d'une attaque ou d'une catastrophe. En outre, le Comité a été informé que l'Organisation ne disposait pas de moyens suffisants pour fournir l'appui médical voulu, en particulier après des événements impliquant de nombreuses victimes, et que les compétences médicales nécessaires concernaient la médecine d'urgence, la gestion des traumatismes et la gestion des catastrophes. Il était prévu que la Division des services médicaux aide les installations sanitaires de l'Organisation à se préparer à de tels incidents et qu'elle soit en mesure de suppléer ou d'appuyer les services submergés ou désorganisés devant faire face à un nombre massif de victimes. Le déploiement d'équipes d'intervention médicale des Nations Unies, qui est un élément du programme d'appui proposé, permettrait d'évaluer la situation dans la zone visée ainsi que les capacités et l'adéquation des services locaux, ainsi que de coordonner et de superviser les évacuations sanitaires vers des centres spécialisés. Le Comité a également été informé que, bien que tous les lieux d'affectation soient tenus de mettre en place un plan d'intervention d'urgence, ces plans devraient être passés en revue par le Siège de l'Organisation afin de s'assurer qu'ils répondent aux besoins et qu'ils sont efficaces. En outre, le Comité a été informé que les capacités actuelles de la Division des services médicaux n'étaient pas suffisantes pour mener à bien cette tâche dans les quelque 70 lieux d'affectation hors Siège dotés d'installations sanitaires.

15. Le Comité consultatif convient qu'il faut renforcer la Division des services médicaux afin de pallier le manque de moyens évoqué plus haut. Le Comité recommande par conséquent d'approuver la création d'un poste temporaire de médecin (P-4) chargé de la coordination des questions d'appui médical en matière de préparation aux situations d'urgence. Au vu des effectifs actuels de la Division des services médicaux (41 postes), le Comité est d'avis que les éventuels besoins supplémentaires pourraient être couverts au moyen des capacités existantes en attendant qu'une proposition plus détaillée soit présentée, notamment un cadre de politique générale pour les interventions d'urgence et d'après crise. Le Comité se prononce donc contre la création proposée d'un poste P-5 de médecin hors classe.

16. Il est proposé de créer un poste P-4 de spécialiste des politiques. Le Comité consultatif a été informé que le spécialiste des politiques assurerait notamment la coordination des activités des groupes du Secrétariat de l'Organisation et interinstitutions chargés d'examiner et d'élaborer les politiques ayant une incidence sur les survivants et les membres de leur famille et qu'il faciliterait l'apport de soutien et de conseils aux survivants et aux membres de leur famille. Il aiderait également à coordonner le travail du personnel administratif d'intervention rapide et à former les fonctionnaires du Siège et sur le terrain à la préparation aux situations d'urgence. **Bien que le Comité consultatif considère ces fonctions comme importantes, il note que le Bureau de la gestion des ressources humaines dispose d'un Service des politiques en matière de ressources humaines qui compte actuellement 40 postes. Cela étant, et ayant à l'esprit la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 10 du présent document, le Comité estime que ces fonctions pourraient être assurées au moyen des capacités existantes. Le Comité recommande donc de ne pas approuver la création du poste P-4 de spécialiste des politiques.**

17. Le Secrétaire général demande la création d'un poste P-3 de fonctionnaire d'administration et d'un poste P-2 de fonctionnaire d'administration (adjoint de 1^{re} classe). Le Comité consultatif a été informé que les titulaires de ces postes s'occuperaient en particulier de questions intéressant le bien-être des fonctionnaires et de tâches administratives, notamment la tenue et la mise à jour des listes de survivants et de membres de leur famille, en coordination avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies; la prestation de conseils aux survivants et aux membres de leur famille; et la fourniture d'une assistance aux interlocuteurs désignés après une crise pour s'occuper des familles et des survivants. **Le Comité consultatif recommande d'approuver la création d'un poste temporaire P-2 de fonctionnaire d'administration (adjoint de 1^{re} classe). Les autres besoins en matière d'appui administratif devraient être couverts au moyen des capacités existantes.**

18. Il est proposé de créer un poste P-2 d'informaticien auxiliaire. Le Comité consultatif a été informé que l'informaticien auxiliaire exercerait les fonctions de gestionnaire de site Web et de

coordonnateur des questions informatiques. En outre, la somme de 50 000 dollars est demandée pour les services d'un consultant qui créerait un site Web doté de forums et de salles de discussion afin de faciliter la communication entre les groupes de soutien, les survivants et les membres de leur famille et de permettre au Secrétariat de fournir des informations à ces derniers. **Le Comité consultatif recommande d'approuver le montant de 50 000 dollars demandé pour la création du site Web. Cependant, au vu des effectifs actuels de la Section de l'informatique ressources humaines (18 postes), il estime que la gestion du site pourrait être assurée au moyen des capacités existantes. Le Comité recommande donc de ne pas approuver la création du poste P-2 demandé.**

19. Le Comité consultatif recommande d'approuver la création d'un poste temporaire d'agent des services généraux (Autres classes) pour la fourniture d'un appui administratif lié au bien-être des victimes et des survivants.

20. Un montant de 281 400 dollars est demandé au titre des frais de voyage du personnel. Le Comité consultatif a été informé que cette somme couvrirait le déplacement de deux membres de l'équipe d'intervention médicale des Nations Unies dans trois lieux d'affectation par an afin d'y réaliser des essais et des simulations visant à évaluer les plans de préparation aux événements impliquant un nombre massif de victimes (68 400 dollars); les visites effectuées à Bagdad et à Alger pour rencontrer et faire le point avec les survivants des attentats à la bombe perpétrés contre les complexes des Nations Unies (45 800 dollars); le déplacement de deux médecins sur le site d'incidents (127 200 dollars), afin de déterminer comment les services médicaux d'urgence locaux devraient s'occuper des victimes, d'évaluer les besoins en matière d'évacuation sanitaire, de coordonner les évacuations, de dresser les listes préliminaires de morts et de blessés et de faire fonction de coordonnateur médical sur place pour le compte du Siège; et les frais de voyage afférents au déploiement d'équipes d'intervention rapide sur le site d'incidents (40 000 dollars). **Compte tenu de la recommandation qu'il a formulée aux paragraphes ci-dessus, le Comité consultatif recommande que le montant nécessaire pour les frais de voyage soit réduit de moitié et ramené à 140 700 dollars. Les éventuels crédits additionnels nécessaires devraient être financés au moyen des ressources dont dispose actuellement le Bureau de la gestion des ressources humaines pour les voyages.**

IV. Conclusion

21. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au paragraphe 15 du rapport du Secrétaire général. **Comme indiqué au paragraphe 10 du présent document, le Comité consultatif se prononce contre la création du groupe de préparation et de soutien en cas de crise pour le moment. Compte tenu des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes ci-dessus, le Comité recommande d'ouvrir un crédit additionnel de 1 571 800 dollars pour l'exercice biennal 2010-2011 dont 1 358 700 dollars au titre du chapitre 28C (Bureau de la gestion des ressources humaines); 147 300 dollars au titre du chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui); et 65 800 dollars au titre du chapitre 36 (Contributions du personnel) qui sera compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du budget-programme du même exercice. Le montant de 1 571 800 dollars serait imputé sur le fonds de réserve.**

Document A/64/7/Add.23

Vingt-quatrième rapport

Prévisions révisées concernant le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit

[Original : anglais]

[21 juin 2010]

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées relatives au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 concernant le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit (A/64/763). Au cours de son examen du rapport, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni un complément d'information et des éclaircissements.

2. Au paragraphe 2 de son rapport, le Secrétaire général indique que, en application de sa résolution 1888 (2009) du 30 septembre 2009, le Conseil de sécurité l'avait prié de charger un représentant spécial d'assurer une direction cohérente et stratégique, de s'employer utilement à renforcer les mécanismes de coordination des Nations Unies et de faire preuve de sensibilisation, notamment auprès des gouvernements, y compris les représentants des forces armées et de la justice, ainsi que des parties aux conflits armés et de la société civile, en vue de combattre, depuis le Siège et les bureaux de pays, la violence sexuelle en période de conflit armé tout en favorisant la coopération entre tous les acteurs intéressés et la coordination de leurs activités, en s'appuyant d'abord sur l'initiative interinstitutions intitulée « Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit » (ci-après dénommée « Campagne des Nations Unies »).

3. La section III du rapport du Secrétaire général contient une description des fonctions dévolues au Bureau de la Représentante spéciale qui sont entre autres de se faire le porte-parole des victimes et des populations touchées; de mobiliser la volonté politique et d'inciter la communauté internationale à agir, en particulier pour lutter contre l'impunité des auteurs de violations; de favoriser la collaboration et les partenariats et d'élargir le cercle des parties intéressées; de coordonner les initiatives de sensibilisation et l'exécution des programmes, en particulier au sein du système des Nations Unies; de veiller à ce que l'action menée à tous les niveaux soit fondée sur des données plus fiables et complètes concernant les violences sexuelles commises en période de conflit; et de diffuser des informations et des connaissances sur les stratégies et les pratiques exemplaires de lutte contre les violences sexuelles commises en période de conflit. Le Comité consultatif prend note des informations qui figurent à la section III du rapport mais les juge plutôt d'ordre général. **Le Comité consultatif espère que la Représentante spéciale établira dès que possible un plan de travail pour l'exercice biennal 2010-2011 qui lui permettra de s'acquitter de son mandat, tel que défini dans la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité. Au moment de l'examen par l'Assemblée générale des propositions du Secrétaire général, la Représentante spéciale devra l'informer des activités qu'elle compte mener à bien au cours de l'exercice biennal en cours.**

4. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la Campagne des Nations Unies avait été lancée en 2006 à la suite d'appels à l'action émanant du Symposium international sur les violences sexuelles en période de conflit et au-delà qui avait réuni 12 entités du système des Nations Unies (à savoir, le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation mondiale de la Santé) en un réseau

chargé de mieux coordonner, étendre et harmoniser les activités du système des Nations Unies en matière de lutte contre les violences sexuelles en période de conflit.

5. Le Comité consultatif a également été informé qu'en 2008, la Campagne des Nations Unies avait créé un fonds d'affectation spéciale multidonateurs afin de mobiliser des ressources destinées à financer ses activités conjointes. En mai 2010, le solde du fonds s'élevait à un peu plus de 2 millions de dollars des États-Unis. Il a été indiqué au Comité que le Bureau de la Représentante spéciale serait financé au moyen du fonds d'affectation spéciale multidonateurs jusqu'à la fin de juillet 2010, et que des pourparlers étaient actuellement en cours au sujet d'éventuels mécanismes de financement intérimaires au cas où l'Assemblée générale ne parviendrait pas à examiner les propositions du Secrétaire général avant la fin de sa soixante-cinquième session.

6. Au paragraphe 14 de son rapport, le Secrétaire général indique qu'en réponse à la demande formulée dans la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité, il a nommé M^{me} Margot Wallström sa Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, première étape de la création du Bureau. Le Comité consultatif note que la Représentante spéciale avait rang de Secrétaire général adjoint. Le Secrétaire général indique également dans son rapport que le Bureau serait initialement financé au moyen du fonds d'affectation spéciale multidonateurs de la Campagne des Nations Unies, ce qui permettrait d'assurer le relais entre l'examen du présent rapport et les éventuels futurs arrangements décidés par les États Membres.

7. Le Comité consultatif tient à exprimer son inquiétude au sujet de la procédure suivie par le Secrétaire général pour créer un poste de rang de Secrétaire général adjoint pour sa Représentante spéciale sur la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Le Comité rappelle les dispositions de la résolution 35/217 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1980, selon lesquelles la création de toutes les catégories de postes d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur financés au moyen de fonds extrabudgétaires doit être soumise à son aval. Le Comité est déçu par le fait que le Secrétaire général n'ait apparemment pas respecté les procédures établies à cet égard et espère que pareille situation ne se reproduira plus.

8. Le Secrétaire général est d'avis que le fonctionnement efficace du Bureau nécessite la création des neuf postes suivants, avec effet au 1^{er} juillet 2010 :

- Un poste de rang de Secrétaire général adjoint pour une Représentante spéciale du Secrétaire général ;
- Un poste D-1 pour un Chef de cabinet et Conseiller principal pour les politiques ;
- Un poste P-5 d'administrateur de programmes (hors classe) ;
- Un poste P-4 d'administrateur de programmes ;
- Deux postes P-3 d'administrateur de programmes et de fonctionnaire responsable de la communication et de la sensibilisation ;
- Trois postes d'assistant personnel de la Représentante spéciale du Secrétaire général, d'assistant d'équipe et d'assistant administratif relevant de la catégorie des services généraux (Autres classes).

Le Secrétaire général indique que des ressources supplémentaires d'un montant de 1 232 800 dollars seraient nécessaires pour financer ces postes pour le reste de l'exercice biennal en cours. Le Comité consultatif note à cet égard que le coût total des postes qu'il est proposé de créer pour l'exercice biennal 2012-2013 est actuellement estimé à 3 326 200 dollars (ibid., par. 18).

9. Le Comité consultatif recommande d'approuver la création des postes susmentionnés à l'exception du poste P-3 d'administrateur de programmes et d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes). Le Comité estime que dans le premier cas, les fonctions envisagées pourraient être fusionnées à celles que serait appelé à exercer le fonctionnaire

responsable de la communication et de la sensibilisation et dans le second cas que les fonctions prévues à ce poste pourraient être assurées par les titulaires des deux postes d'agent des services généraux restants.

10. Dans le même ordre d'idées, le Comité consultatif note que le titre du poste D-1 dont la création est proposée est celui de Chef de cabinet et Conseiller principal pour les politiques. Comme il ressort du paragraphe précédent, le Comité n'a aucune objection à ce que le poste soit créé en tant que tel, mais rappelle le problème qu'il a avec l'emploi du titre de « Chef de cabinet » dans des bureaux de taille réduite (voir A/64/792, par. 26). **Par conséquent, afin de s'assurer que l'accent est suffisamment mis sur les aspects techniques liés au poste, le Comité consultatif recommande que le titulaire du poste D-1 soit simplement désigné comme « Conseiller principal pour les politiques ».**

11. Selon le Secrétaire général, le Bureau de la Représentante spéciale aurait besoin en plus des postes, des ressources suivantes au titre de l'exercice biennal 2010-2011 :

- 74 000 dollars pour financer les dépenses afférentes aux consultants, dont 24 000 dollars serviraient à s'attacher les services de deux consultants pour établir des documents d'orientation et mener des travaux de recherche sur les stratégies d'amélioration des données et de l'analyse des tendances en matière de violence sexuelle, et 50 000 dollars pour engager un consultant chargé d'assurer la conception et la création d'un site Web pour le Bureau ;
- 250 000 dollars pour les voyages du personnel, qui permettraient notamment à la Représentante spéciale et à ses collaborateurs d'effectuer des visites de quatre semaines dans des zones de conflit et deux visites dans le cadre de la concertation avec des partenaires régionaux européens, une visite organisée dans le cadre de rencontres avec des partenaires régionaux en Afrique et en Asie et deux voyages prévus dans le cadre de la participation à d'importantes conférences ou réunions ;
- 723 800 dollars de dépenses opérationnelles dont 44 400 dollars pour les services contractuels, 552 900 dollars pour les frais généraux de fonctionnement, 4 000 dollars pour les dépenses de représentation, 9 000 dollars pour les fournitures et accessoires et 113 500 dollars pour le mobilier et l'équipement. Le Comité consultatif note que sur le montant total budgétisé des dépenses de fonctionnement, 235 700 dollars représenteraient des crédits non renouvelables affectés à l'aménagement des bureaux, 98 500 dollars des crédits non renouvelables affectés à l'achat de mobilier de bureau et 15 000 dollars des crédits non renouvelables destinés à l'achat de matériel de bureautique.

12. En réponse à sa question, le Comité consultatif a été informé que le coût total des ressources prévues au titre des objets de dépense autres que les postes pour l'exercice biennal 2012-2013 était estimé à 700 000 dollars. Ces prévisions reposaient sur l'hypothèse selon laquelle le niveau d'activité du Bureau au cours de l'exercice biennal 2012-2013 n'augmenterait pas considérablement par rapport à celui de l'exercice biennal 2010-2011.

13. Pour ce qui est précisément du montant de 50 000 dollars prévu pour la création d'un site Web pour le Bureau, le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général a jugé plus économique de faire appel à des consultants plutôt qu'aux ressources disponibles au niveau du Secrétariat. **Le Comité consultatif encourage le Secrétaire général à tout faire son possible pour limiter les honoraires de consultants en utilisant judicieusement les ressources internes appropriées dont disposent le Bureau des technologies de l'information et des communications et le Département de l'information.**

14. **Le Comité consultatif recommande l'approbation des ressources demandées par le Secrétaire général au titre des objets de dépense autres que les postes.**

15. Au paragraphe 12 de son rapport, le Secrétaire général indique que dans sa résolution 1888 (2009), le Conseil de sécurité demande également la création d'une équipe d'experts juridiques sur la question des violences sexuelles en période de conflit pouvant être dépêchée

rapidement sur les théâtres d'opération particulièrement préoccupants afin d'aider les autorités nationales à renforcer l'état de droit et à mettre un terme à l'impunité qui entoure les violences sexuelles liées aux conflits. Le Secrétaire général indique également dans le même paragraphe que le chef de l'équipe d'experts juridiques travaillera dans le Bureau de la Représentante spéciale qui supervisera le travail de l'équipe.

16. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'équipe d'experts qui était censée démarrer ses travaux en septembre 2010, serait composée de deux à sept fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres entités des Nations Unies dotées de compétences en matière d'état de droit. Le chef de l'équipe qui, comme on l'a indiqué ci-dessus, travaillerait dans le Bureau de la Représentante spéciale et relèverait directement d'elle, serait spécialement recruté pour le poste et ne serait affilié à aucun département ni à aucune entité. Les membres de l'équipe se consacraient pleinement au travail de l'équipe mais resteraient dans leur département ou entité d'origine lorsqu'ils ne sont pas dépêchés sur des théâtres d'opérations particulièrement préoccupants. Ils rendraient compte à la fois à leur département ou entité d'origine et à leur chef d'équipe. Par ailleurs, une liste d'experts techniques dotés de compétences et de connaissances spécifiques au sein et en dehors de l'Organisation des Nations Unies serait établie pour suppléer et compléter l'équipe, selon que de besoin, pendant des périodes de durée limitée. Un financement d'un montant d'un million de dollars destiné à couvrir les traitements et frais de voyage du chef d'équipe, de trois experts et d'un spécialiste figurant sur la liste pour une période initiale de six mois avait été sollicité auprès du fonds d'affectation spéciale multidonateurs de la Campagne des Nations Unies.

17. Le Comité consultatif constate à la lecture du paragraphe 8 de la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité que le Conseil recommande qu'il soit fait usage des ressources humaines qui existent déjà à l'Organisation, ainsi que de contributions volontaires au profit de l'équipe d'experts. **Le Comité consultatif croit donc comprendre que toutes les dépenses de personnel relatives à l'équipe d'experts ne seront pas imputées sur le budget du Bureau de la Représentante spéciale.**

18. Au paragraphe 8 de son rapport, le Secrétaire général indique qu'en raison de la nature, de l'ampleur et de la gravité du problème, de nombreux organismes appartenant ou non au système des Nations Unies considèrent les violences sexuelles liées aux conflits comme un élément essentiel de leur mandat, qu'il s'agisse de sensibilisation ou d'exécution de programmes. Il poursuit en disant qu'il est toutefois largement admis que l'action manque souvent de cohérence stratégique, que les interventions sont souvent fragmentées ou redondantes et qu'un effort de transparence s'impose pour que l'information soit partagée et que les lacunes des programmes puissent être comblées. Selon le Secrétaire général, la création du Bureau de la Représentante spéciale comble une lacune importante sur le plan de la concertation et de la coordination avec les États Membres, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les entités des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, la société civile et divers interlocuteurs de haut niveau.

19. Rappelant que dans son rapport le Secrétaire général a affirmé que les interventions contre les violences sexuelles en période de conflit sont souvent redondantes (voir par. 18 ci-dessus), le Comité consultatif s'est inquiété de ce que les activités du Bureau de la Représentante spéciale fassent double emploi avec les activités déjà entamées à cet égard au sein du système des Nations Unies. Suite à cela, le Comité a été informé que les entités membres du réseau engagées dans la Campagne des Nations Unies s'occupaient effectivement toutes d'un aspect ou d'un autre de la violence sexuelle en période de conflit, mais qu'il n'y avait actuellement aucune entité chef de file au sein du système des Nations Unies qui se consacrait spécifiquement à la protection des civils ou à la coordination des activités des intervenants dans les secteurs de la paix et de la sécurité (le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix) et dont l'intervention était plus directement liée à la prévention de la violence sexuelle en tant que tactique de guerre.

20. S'agissant précisément de tout risque de chevauchement des mandats de la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et de la Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés, le Comité consultatif a été informé que l'approche suivie par le Conseil de sécurité pour définir les deux mandats était certes similaire, en termes notamment de mesures de suivi et d'établissement de rapports, la priorité accordée à la diplomatie préventive et les liens entre les mandats et les activités de sanction imposées par le Conseil de sécurité, mais que le fond des mandats différait nettement. Le mandat de la Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés englobait diverses violations mais était exclusivement axé sur les enfants tandis que celui de la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit était nettement plus circonscrit tout en visant un plus vaste groupe de population.

21. S'agissant des aspects liés à la problématique hommes-femmes du mandat de la Représentante spéciale et du risque de chevauchement d'activités en cours liées à la prévention de la violence à caractère sexiste, le Comité consultatif constate à la lecture du paragraphe 28 de la résolution 1888 (2009) du Conseil de sécurité que le Conseil examinera les mandats de la Représentante spéciale et de l'équipe d'experts dans un délai de deux ans, compte tenu du processus institué par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/311 du 14 septembre 2009 pour la création d'une entité composite des Nations Unies chargée des questions liées à la problématique hommes-femmes. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que l'intention du Conseil de sécurité était de reporter l'établissement de liens entre le Bureau de la Représentante spéciale et l'entité composite jusqu'à l'examen de leurs mandats respectifs, date à laquelle tout chevauchement d'activités des deux structures serait déterminé. Le Comité a en outre été informé que le principal domaine d'intervention de l'entité composite, qui est en cours de définition, serait principalement l'égalité des sexes et la démarginalisation des femmes, tandis que le Bureau de la Représentante spéciale concentrerait son attention sur la violence sexuelle en tant que tactique de guerre, menace à la sécurité et entrave à la consolidation de la paix.

22. Le Comité consultatif note les efforts déployés par le Secrétaire général pour s'assurer que les activités du Bureau de la Représentante spéciale ne feront pas double emploi avec celles déjà engagées dans le domaine des violences sexuelles liées aux conflits par d'autres entités du système des Nations Unies. **Le Comité consultatif encourage le Secrétaire général à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour assurer un maximum de collaboration et de coordination entre les organes compétents.**

23. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont exposées au paragraphe 19 du rapport du Secrétaire général. **Compte tenu des observations et recommandations contenues aux paragraphes précédents, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale :**

a) **D'approuver la création de sept nouveaux postes [1 secrétaire général adjoint, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 2 agents des services généraux (Autres classes)] pour le Bureau, avec effet au 1^{er} juillet 2010, dans le cadre du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 ;**

b) **De décider d'ouvrir au budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 un crédit d'un montant total de 1 960 100 dollars, dont des augmentations de 1 473 600 dollars au chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble) et de 486 500 dollars au chapitre 28 D (Bureau des services centraux d'appui) ainsi qu'une augmentation de 169 000 dollars au chapitre 36 (Contributions du personnel) qui sera compensée par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).** Le Comité consultatif note que, selon le Secrétaire général, ce montant additionnel serait imputé sur le fonds de réserve.

Imprimé aux Nations Unies, New York

ISSN 0255-1489

11-63754 – Janvier 2012

